

REGIERUNG DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT

DIE REGIERUNG DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT,

Auf Vorschlag des für Sport zuständigen Ministers;

Nach Beratung,

Beschließt:

Der für Sport zuständige Minister wird damit beauftragt, dem Parlament der Deutschsprachigen Gemeinschaft den Dekretentwurf mit folgendem Wortlaut vorzulegen:

GOUVERNEMENT DE LA COMMUNAUTE GERMANOPHONE

Le Gouvernement de la Communauté germanophone,

Sur la proposition du Ministre compétent en matière de Sport;

Après délibération,

Arrête :

Le Ministre compétent en matière de Sport est chargé de soumettre au Parlement de la Communauté germanophone le projet de décret dont la teneur suit :

Avant-projet de décret relatif à la lutte contre le dopage dans le sport

CONTENU

L'objectif du présent décret est d'assurer la conformité aux prescrits du nouveau Code mondial antidopage tel qu'il a été adopté par le Conseil de fondation de l'Agence mondiale antidopage (AMA) le cadre de la Cinquième Conférence mondiale sur le dopage dans le sport, qui a eu lieu en novembre 2019 à Katowice, en Pologne, de manière adaptée aux spécificités locales de la Communauté germanophone.

L'obligation d'assurer la mise en conformité avec la Code mondial antidopage trouve son origine dans la signature, par la Communauté germanophone, de la déclaration de Copenhague appuyant le Code mondial antidopage adopté par le Conseil de fondation de l'AMA à la Conférence mondiale sur le dopage dans le sport (Copenhague, du 3 au 5 mars 2003).

TABLE DES MATIERES

	Page
Exposé des motifs	4
Explications générales	4
Commentaire des articles	9
Avant-projet	29

EXPOSE DES MOTIFS

EXPLICATIONS GENERALES

1. Introduction

En novembre 2017, l'Agence mondiale antidopage (AMA) a initié une nouvelle phase de révision du Code mondial antidopage, ci-après le « Code ». Après un large processus de consultation du mouvement sportif et des Gouvernements, un nouveau Code a vu le jour.

En effet, lors de la Cinquième Conférence mondiale sur le dopage dans le sport, qui a eu lieu en novembre 2019 à Katowice, en Pologne, le nouveau Code a été présenté et approuvé par les différents signataires, dont différentes autorités publiques, fédérations sportives internationales et organisations nationales antidopage (ONAD). Ce Code est entré en vigueur le 1^{er} janvier 2021 pour l'ensemble de ses signataires.

Pour la Communauté germanophone, l'obligation de mettre la législation existante, à savoir le décret du 22 février 2016 relatif à la lutte contre le dopage dans le sport, en conformité avec le Code découle de la signature et de la ratification de la Convention internationale contre le dopage dans le sport, adoptée le 19 octobre 2005 par l'UNESCO, précédée de la signature de la déclaration de Copenhague par la Communauté germanophone le 6 octobre 2005.

Vu l'ampleur des modifications et dans un souci de clarté, il est proposé d'adopter un nouveau décret qui remplacera celui du 22 février 2016 relatif à la lutte contre le dopage dans le sport (ci-après « l'ancien décret »).

Le présent décret (ci-après « décret ») vise donc, en premier lieu, à assurer la mise en conformité de la législation existante en Communauté germanophone avec les nouvelles obligations, issues du Code, en matière de lutte contre le dopage dans le sport.

En deuxième lieu, le décret entend répondre à certaines particularités locales.

2. Modifications liées au Code

En ce qui concerne les modifications liées au Code, les principales nouveautés sont les suivantes :

1) Nouvelles définitions

Le Code prévoit une série de définitions qu'il convient de transposer sans changement de fond dans le décret du 22 février 2016, conformément à l'article 23.2.2 et l'Annexe 1^{re} du Code.

Une partie importante de ces définitions, notamment toutes celles qui touchent aux procédures disciplinaires et aux conséquences potentielles des violations des règles antidopage, a vocation à être utilisée par l'Association faitière pour le sport en Communauté germanophone qui est chargée de mener les procédures disciplinaires à l'encontre des sportifs et autres personnes et, le cas échéant, de leur infliger des sanctions disciplinaires.

Deux nouvelles définitions importantes sont celles de « tiers délégué » et de « sportif de niveau récréatif ».

La première vient clarifier une confusion présente dans l'ancien Code mondial antidopage quant à la question de savoir si une organisation antidopage peut déléguer ou non des aspects du contrôle

du dopage et dans quelle mesure elle reste responsable à la suite d'une telle délégation. Dorénavant, l'introduction à la première partie du Code et l'article 20 de celui-ci, qui énonce les responsabilités des signataires, indiquent clairement que les organisations antidopage sont responsables de l'exécution de tous les aspects du contrôle du dopage, conformément au Code, tout en pouvant déléguer n'importe lequel de ces aspects à des « tiers délégués ». En outre, l'organisation antidopage devra veiller à exiger la conformité de ce tiers avec le Code lorsqu'il n'en est pas signataire. De plus, l'organisation antidopage devra exiger contractuellement des tiers délégués à qui elle a délégué des responsabilités antidopage qu'elle lui rapporte tout cas de non-conformité commis par les tiers délégués.

En ce qui concerne la deuxième définition, elle permet à l'organisation antidopage qui effectue des contrôles antidopage sur des sportifs de niveau récréatif une flexibilité similaire à celle des personnes protégées pour l'imposition de sanctions, ce qui n'était pas le cas dans le régime précédent. Jusqu'à présent, l'ensemble des sanctions applicables aux sportifs d'élite étaient appliquées à ces sportifs de niveau récréatif en cas de violation des règles antidopage, ce qui était considéré comme disproportionné.

L'ensemble des définitions est explicité dans le commentaire des articles, notamment afin de soutenir, sur le plan juridique, les différents intervenants dans l'accomplissement de leurs missions respectives.

2) Éclaircissements sur les règles antidopage

En matière d'exigences d'éducation, des modifications ont été apportées par le nouveau Code ainsi que par le nouveau Standard international pour l'éducation (ci-après, « SIE »). L'objectif principal des programmes d'éducation est dorénavant, conformément au Code et au SIE, de préserver l'esprit sportif et de promouvoir un environnement sportif « sain », sans dopage. L'éducation, qui est l'une des stratégies de prévention mise en avant dans le Code, vise à promouvoir les comportements conformes aux valeurs du sport propre et à prévenir le dopage des sportifs et des autres personnes. Le SIE soutient d'ailleurs comme principe essentiel que la première expérience antidopage du sportif devrait passer par l'éducation et non par le contrôle du dopage.

Dès lors, il est précisé que l'ONAD de la Communauté germanophone (ci-après l'« ONAD-CG ») sera l'autorité compétente pour l'éducation antidopage en région de langue allemande, et ce, conformément à l'article 20.5.9 du Code. À cette fin, les exigences d'éducation ont été adaptées pour tenir compte des nouvelles exigences du Code et du SIE. C'est notamment à cette fin qu'un site internet, abordant l'ensemble des volets du programme d'éducation prévu à l'article 18.2 du Code, sera créé.

3) Nouvelles modifications en cas de violations des règles antidopage

L'article 8 du décret reprend l'ensemble des violations des règles antidopage prévues à l'article 2 du Code, sans changement de fond, conformément à l'article 23.2.2 du Code.

La principale nouveauté est l'ajout d'une nouvelle violation des règles antidopage : les actes commis par un sportif ou une autre personne pour décourager les signalements aux autorités ou les actes de représailles à l'encontre de tels signalements.

4) Un pouvoir d'enquête pour l'ONAD de la Communauté germanophone

Jusqu'à présent, la compétence en matière d'enquête de contrôle de l'ONAD-CG était limitée. L'ONAD-CG ne pouvait étendre son pouvoir d'enquête que dans certains cas de figure limités. La

modification proposée permettra à l'ONAD-CG de disposer d'un champ d'action plus important et dès lors de combattre le dopage plus efficacement.

L'article 10 du décret a pour objectif de permettre à l'ONAD-CG de mener des enquêtes et des contrôles à toute fin de lutte contre le dopage. L'énumération restrictive des finalités de l'ancien décret se voit supprimer, au vu de celle prévue à l'article 5.1.2 du Code.

5) Indépendance des membres de la CAUT

Désormais, les membres de la CAUT devront signer une déclaration de confidentialité et d'absence de conflits d'intérêt afin de garantir l'indépendance des décisions.

6) Extension des responsabilités des laboratoires accrédités ou autrement approuvés par l'AMA

L'article 18 du décret vise à transposer la différence de responsabilité qui est faite dans le Code entre les différents laboratoires. Dorénavant, seuls les résultats d'analyse d'échantillons effectuée par un laboratoire accrédité ou approuvé par l'AMA peuvent être utilisés afin d'établir une violation de l'article 2.1 du Code (correspondant au 1^o de l'article 8 du décret). Toutefois, d'autres analyses scientifiques (par exemple, des empreintes digitales ou l'ADN) peuvent être effectuées par des laboratoires qui ne sont pas accrédités ou approuvés par l'AMA, pour autant que leurs résultats soient fiables, car, en vertu de l'article 3.2 du Code, une ONAD peut établir des faits par tout moyen fiable.

3. Modifications liées aux spécificités locales de la Communauté germanophone

Afin de tenir compte de certaines spécificités locales, les modifications suivantes ont été apportées :

1) Changement des instances compétentes en première instance et en appel

Conformément à l'article 8 du Code, l'Association faitière pour le sport reconnue par la Communauté germanophone est dorénavant reconnue comme étant l'instance compétente en première instance et en appel pour l'ensemble des sanctions disciplinaires devant être prises envers les sportifs et autres personnes (articles 24 et 25 du décret). Les organisations sportives ne seront donc plus compétentes pour juger disciplinairement en première instance les sportifs. En première instance, l'Association faitière pour le sport reconnue par la Communauté germanophone agira en qualité de tiers délégué de l'ONAD-CG.

2) Une précision quant au champ d'application du décret

À la suite du changement qui précède, le champ d'application territorial et matériel du décret défini à l'article 1^{er} s'étend maintenant explicitement aux tiers délégués et aux différentes organisations, fédérations et confédérations sportives (y compris leurs collaborateurs). Vu le rôle important joué par les tiers délégués (notamment celui de l'Association faitière pour le sport reconnue par la Communauté germanophone agissant en qualité de tiers délégué de l'ONAD dans le cadre des articles 24 et 25), il est indispensable de s'assurer qu'ils soient bien inclus dans le champ d'application du décret.

L'alignement de certaines notions par rapport à l'accord de coopération du 9 décembre 2011 conclu entre la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone et la Commission communautaire commune en matière de prévention et de lutte contre le dopage dans le sport tel que modifié par l'accord de coopération du 7 mai 2021 conclu entre la Communauté

flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone et la Commission communautaire commune :

Le décret tient compte des notions utilisées dans cet accord afin d'assurer une harmonisation entre les différents textes, notamment en ce qui concerne les définitions des notions de « groupes cibles enregistrés », de « sportif », de « sportif de niveau récréatif » et de la diminution du nombre de catégories de sportifs d'élite (on passe de 4 à 3 catégories).

3) Diminution du nombre de catégories de sportifs d'élite

Dans un souci de simplification et de clarté, les catégories de sportifs d'élite ont été revues conformément au nouvel article 3, § 3, de l'accord de coopération du 9 décembre 2011 précité.

Jusqu'à présent, il existait quatre catégories de sportifs d'élite : les A, les B, les C (pour les sports d'équipe) et les D. Le classement par catégorie dépendait d'une analyse préalable des risques, par sport, de l'importance du sport au niveau national et des facilités (ou non) de pouvoir localiser et contrôler les sportifs en dehors des compétitions. En fonction de ces paramètres, trois listes de disciplines sportives (listes A, B et C) avaient été établies, et les sportifs qui pratiquaient l'une de ces disciplines, tout en répondant à des critères sportifs (p. ex., le fait d'avoir été sélectionné aux Jeux Olympiques ou de participer régulièrement à des compétitions internationales de haut niveau) étaient inclus dans la catégorie A, B ou C correspondant à leur discipline sportive. La catégorie D était quant à elle résiduaire et portait sur l'ensemble des disciplines non reprises dans les listes A, B et C.

À ces catégories correspondaient, en général, des obligations différenciées et dégressives. Ainsi, les sportifs de catégorie A étaient tenus de fournir le plus d'informations sur leur localisation, tandis que les sportifs de catégorie D ne devaient fournir aucune information à cet égard. L'objectif de ce système était et reste de tendre à un juste équilibre entre les droits des sportifs d'élite et leurs obligations, notamment en termes de localisation.

Dans la pratique, si ce système pyramidal et dégressif n'est pas remis en cause, dans son essence et dans ses principes, la différenciation du groupe cible en 4 catégories apparaît, en revanche, comme étant devenue complexe, difficile à mettre en œuvre, notamment en termes de contrôles hors compétition et difficile à lire pour les sportifs eux-mêmes.

En outre et surtout, les paramètres rappelés ci-dessus et ayant permis la différenciation des catégories A et B ne justifient plus, aujourd'hui, le maintien de ces deux catégories distinctes. C'est le sens de la simplification des catégories prévue notamment aux articles 3, 67° à 69°, et 23.

Concrètement, cela signifie ce qui suit :

- l'on passe de 4 à 3 catégories : A, B et C;
- la catégorie A englobe désormais, en une seule et même catégorie, l'ensemble des sportifs d'élite pratiquant une discipline sportive individuelle, alors que ces sportifs étaient précédemment répartis entre les catégories A et B;
- la catégorie B (sports d'équipe) correspond à l'ancienne catégorie C ;
- la catégorie C (sports olympiques non repris dans les listes A et B) correspond à l'ancienne catégorie D.

En ce qui concerne les obligations de localisation, celles-ci restent dégressives de la catégorie A (période quotidienne de 60 minutes pendant laquelle le sportif est disponible pour un contrôle inopiné, lieux d'entraînements, de compétitions et de résidence habituelle) à la catégorie C (pas d'obligation du tout en matière de localisation, sauf exception).

Les sportifs de la catégorie B restent soumis aux mêmes obligations de localisation (entraînements, compétitions et résidence habituelle) que celles auxquelles ils étaient précédemment soumis. Il en va de même pour les sportifs d'élite qui faisaient précédemment partie de la catégorie A et qui continueront à en faire partie à la suite de la présente modification.

Finalement, seuls les sportifs d'élite qui faisaient précédemment partie de la catégorie B auront, en vertu de la présente modification, une obligation de localisation supplémentaire : celle d'indiquer, en plus de leurs lieux d'entraînements, de compétitions et de résidence habituelle, une période quotidienne de 60 minutes pendant laquelle le sportif est disponible pour un contrôle inopiné.

Toutefois, à partir de l'expérience de terrain et d'une évaluation du précédent dispositif, réalisée par l'ensemble des organisations nationales antidopage, il a été estimé, comme indiqué précédemment, qu'au vu des objectifs recherchés, la seule distinction résiduaire, en termes d'obligations, entre les anciennes catégories A (avec période quotidienne de 60 minutes pendant laquelle le sportif est disponible pour un contrôle inopiné) et B (sans période quotidienne de 60 minutes pendant laquelle le sportif est disponible pour un contrôle inopiné) ne se justifiait plus.

Cette conclusion a été motivée et convenue comme suit :

- la lutte contre le dopage poursuit des objectifs légitimes d'intérêt public, notamment en termes de santé publique et en matière d'équité et d'éthique sportive;
- ces objectifs impliquent, pour les atteindre, certaines restrictions aux libertés individuelles de certains sportifs;
- ces restrictions, qui sont prévues et imposées en vertu du programme mondial antidopage et du Code, doivent être proportionnées, notamment en fonction du niveau des sportifs et d'une analyse des risques de dopage menée par les autorités concernées (les ONAD);
- dans cette analyse, il est tenu compte de différents paramètres, comme les risques de dopage pour les différents sports, et ce, sur la base de différents sous-critères : les risques statistiques, ceux liés aux besoins de performances physiques ou physiologiques du sport ou encore ceux liés aux enjeux financiers et/ou médiatiques du sport concerné;
- sur la base de cette analyse actualisée des risques, par sport, et d'une évaluation, sur le terrain, du précédent dispositif, les organisations antidopage sont arrivées à la conclusion que les disciplines sportives reprises respectivement dans les anciennes catégories A et B présentaient, en fait, le même degré de risques de dopage, ou, en tout cas, des degrés très similaires;
- par ailleurs, les ONAD ont également conclu, lors de cette évaluation, que le sous-critère relatif à la facilité (ou non) de pouvoir localiser les sportifs d'élite lors de leurs entraînements n'était pas pertinent, ni efficace, en termes de lutte contre le dopage, et que seul devait être pris en compte, dans une perspective d'égalité entre les sports et les sportifs, le critère des risques du sport – « une discipline sensible au dopage hors compétition » –, sur la base des différents sous-critères tels que développés ci-dessus;
- partant de l'analyse et de l'évaluation qui précèdent, les ONAD en ont conclu que la distinction entre les catégories A et B était devenue obsolète et qu'elle était en outre difficile à lire et à comprendre pour les sportifs d'élite eux-mêmes et qu'elle était donc devenue superflue;
- quant aux obligations de localisation de la catégorie A, il s'agit, comme dans le passé, de celles prévues en vertu du Code (nouvel article 5.5) et du Standard international pour les contrôles et les enquêtes (nouvel article 4.8.6.2) pour les sportifs d'élite faisant partie du groupe cible enregistré (*Registered Testing Pool* ou RTP en anglais – groupe cible de sportifs soumis au contrôle dans le Code);
- ces obligations restent en tous points identiques pour les sportifs qui relevaient déjà de la catégorie A sous l'empire du précédent dispositif;
- pour les sportifs qui relevaient précédemment de l'ancienne catégorie B, ceux-ci étaient déjà tenus de fournir des données de localisation (sur leurs entraînements, compétitions et sur leur lieu de résidence habituelle); l'obligation supplémentaire consiste à renseigner une période quotidienne de 60 minutes;

- cette obligation supplémentaire a été jugée comme proportionnée au regard des objectifs légitimes d'intérêt public poursuivis et tenant compte de l'analyse et de l'évaluation telles que développées ci-dessus;
- pour le surplus, les sportifs concernés recevront, avant l'entrée en vigueur du présent dispositif, une information complète portant sur la présente modification et ses implications.

4. Modifications liées à l'avis de l'Autorité de protection des données (APD)

Dans son avis n°173/2021 rendu le 4 octobre 2021, l'APD a recommandé d'apporter certaines modifications au décret, et notamment à son article 15, qui concerne les données à caractère personnel.

En substance, l'APD suggère de préciser, dans le décret, et non dans un arrêté d'exécution du décret :

- Les finalités des traitements
- Les catégories de données à caractère personnel traitées ;
- Les conditions selon lesquelles elles sont traitées ;
- Les catégories de personnes concernées dont les données seront traitées ;
- Les destinataires de ces données ; ainsi que
- Les durées de conservation maximales de ces données.

Ces recommandations ont été suivies, l'article 15 a donc été complété en ce sens et une annexe a été ajoutée, en ce qui concerne la durée de conservation des données.

Par ailleurs et comme également recommandé par l'APD, toujours à propos de l'article 15 :

- Le rôle de l'ONAD, comme responsable de traitement a été précisé ;
- Des mesures additionnelles de légitimation des transferts à des destinataires éventuels établis dans des Etats tiers ont été ajoutées ;
- Les conditions d'anonymisation de certaines données ont été précisées.

Le rôle de l'ONAD-CG, en tant que responsable de traitement, découle de ses obligations légales et contractuelles, en tant que signataire du Code et de son autonomie opérationnelle, décrites à l'article 4, alinéas 3 à 10, du décret.

Selon celles-ci et en conformité avec le Code, l'ONAD est l'entité signataire du Code, responsable, pour la Communauté germanophone, de la mise en œuvre du Code et du programme antidopage de la Communauté germanophone, de manière conforme au Code.

Par ailleurs, en cohérence avec ces obligations et cette responsabilité et conformément au Code également, l'ONAD-CG dispose, vis-à-vis de tout tiers à elle, de l'indépendance et de l'autonomie opérationnelle dans toutes ses décisions et activités opérationnelles. Or, celles-ci couvrent l'ensemble des activités antidopage (éducation, contrôles, enquêtes, gestion des résultats, AUT, etc).

Par conséquent, il est nécessaire, au vu des obligations légales et contractuelles de l'ONAD-CG et de son autonomie opérationnelle, laquelle fait d'ailleurs partie elle-même de ses obligations, que l'ONAD soit elle-même responsable des informations et des données antidopage qu'elle traite.

COMMENTAIRE DES ARTICLES

Article 1^{er}

Cet article définit le champ d'application du décret. Celui-ci est étendu aux personnes expressément énumérées dans l'Introduction du Code, aux tiers délégués auxquels l'ONAD-CG pourra faire appel ainsi qu'aux organisations, fédérations et confédérations sportives.

Article 2

Cette disposition n'appelle pas de commentaire.

Article 3

Cet article reprend les définitions utiles à la bonne compréhension du décret. De manière générale, une grande partie de ces définitions provient directement du Code, conformément à son article 23.2.2.

De manière plus particulière, certaines définitions amènent les commentaires qui suivent :

1° ADAMS : l'acronyme anglais de « Système d'administration et de gestion antidopage » (*Anti-Doping Administration & Management System*), soit un instrument de gestion en ligne, sous forme de banque de données, qui sert à la saisie, à la conservation, au partage et à la transmission de données et est conçu pour aider l'AMA et ses partenaires dans leurs opérations antidopage en conformité avec la législation relative à la protection des données. Cet outil de gestion de bases de données a été mis au point par l'AMA afin d'être conforme aux lois et aux normes relatives à la protection des renseignements à caractère personnel applicables à l'AMA et aux autres organisations utilisant le système ADAMS;

2° sportif amateur : si les sportifs d'élite font l'objet d'une attention particulière et sont assujettis à des obligations plus contraignantes, notamment en termes de localisation, les sportifs amateurs sont également soumis aux obligations découlant du décret, notamment pour tout ce qui concerne les contrôles et la gestion des résultats par leur organisation sportive. Ce principe découle notamment des articles 5.2 et 5.2.1 du Code, lus en combinaison avec l'article 4.3 du standard international pour les contrôles et les enquêtes;

3° annulation : cette définition, issue du Code, a pour vocation d'être utilisée par l'Association faitière pour le sport reconnue par la Communauté germanophone dans le cadre des procédures disciplinaires qu'elle organise en vertu des articles 24 et 25;

4° activités antidopage : ces activités comprennent toutes les tâches de l'organisation antidopage allant de l'organisation de séances d'éducation et d'information antidopage à la planification de la répartition des contrôles, la gestion d'un groupe cible enregistré, la gestion des passeports biologiques, la réalisation de contrôles, l'organisation de l'analyse des échantillons, le recueil de renseignements et la réalisation d'enquêtes, le traitement des demandes d'AUT, la gestion des résultats, la supervision et l'exécution du respect des conséquences imposées ainsi que toutes les autres activités liées à la lutte contre le dopage effectuées par une organisation antidopage ou pour son compte selon les dispositions du Code et/ou des standards internationaux;

5° organisation antidopage : l'AMA ou tout signataire responsable de l'adoption de règles relatives à la création, à la mise en œuvre ou à l'application de tout volet du processus de contrôle du dopage. Cela comprend, par exemple, le Comité International Olympique, le Comité International Paralympique, d'autres organisations responsables de grandes manifestations qui effectuent des

contrôles lors de manifestations relevant de leur responsabilité, les fédérations internationales et les organisations nationales antidopage.

6° usage : il s'agit d'une violation d'une des règles antidopage, visée à l'article 8, 2°, qui constitue un cas de responsabilité objective;

7° résultat atypique : ce terme désigne le rapport d'un laboratoire accrédité ou approuvé par l'AMA pour lequel une investigation supplémentaire est requise par le standard international pour les laboratoires ou les documents techniques connexes avant qu'un résultat d'analyse anormal ne puisse être établi;

8° résultat de passeport atypique : dans le cadre de l'utilisation du passeport biologique, visé à l'article 17, lorsqu'un résultat de passeport atypique est constaté, l'ONAD-CG peut, conformément à l'article 10, alinéa 4, b), et aux standards internationaux pour les contrôles et les enquêtes, procéder à une enquête afin de rassembler des renseignements ou des preuves en vue de déterminer si une ou plusieurs violations éventuelles des règles antidopage ont été commises;

9° hors compétition : Il s'agit de toute période de temps qui n'est pas en compétition;

10° tiers délégué : les ONAD ont désormais la possibilité de déléguer tout aspect du contrôle du dopage à un tiers délégué. Cependant, l'ONAD reste responsable de tous les aspects du contrôle du dopage qu'elle aura délégués et de leur exécution conformément aux dispositions du dernier alinéa de l'article 4 du décret. La définition, issue du Code, vise à clarifier les personnes pouvant être désignées comme tiers délégués (par exemple, agents de contrôle du dopage non-salariés ou escortes, par contre le TAS ne peut pas être désigné comme tiers délégué) et les missions qui peuvent leur être attribuées;

11° possession : cette définition détermine ce qu'il faut entendre par la « possession » au sens de l'article 8, 6°;

12° éducation : cet article n'appelle pas de commentaire;

13° passeport biologique de l'athlète : le passeport biologique de l'athlète constitue un outil qui peut être utilisé par une organisation antidopage pour détecter un éventuel cas de dopage, notamment par application de l'article 8, 1° et 2°. Conformément à l'article 17, le passeport biologique de l'athlète ne peut être utilisé que pour les sportifs d'élite, et ce, aux seules fins déterminées aux articles 16 et 17. Dans le cas où l'ONAD-CG souhaite utiliser le passeport biologique de l'athlète pour certains sportifs d'élite faisant partie de son groupe cible, elle conclut une convention de collaboration avec la fédération sportive internationale à laquelle ces sportifs sont affiliés. Cette convention reprend l'identité des sportifs concernés et les modalités de collaboration entre l'ONAD-CG et la fédération sportive internationale en ce qui concerne l'utilisation du passeport biologique de l'athlète. Par ailleurs, le Gouvernement peut désigner un organisme tiers, appelé « unité de gestion du passeport de l'athlète », chargé d'assister l'ONAD-CG pour l'établissement, la gestion et le suivi du passeport biologique de l'athlète;

14° Code : le 5 mars 2003 à Copenhague, l'AMA a adopté le premier Code mondial antidopage. Ce code constitue l'annexe 1^{re} de la Convention de l'UNESCO, telle que mise à jour par l'AMA le 7 novembre 2019;

15° règlement général sur la protection des données : le règlement 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE;

16° durée de la manifestation : la période écoulée entre le début et la fin d'une manifestation;

17° contrôle du dopage : cette définition, plus large que le contrôle en lui-même, reprend l'ensemble des étapes de la procédure du contrôle du dopage, depuis la planification de la répartition des contrôles jusqu'à la gestion des résultats et les audiences. Le contrôle du dopage concerne donc l'ONAD-CG (notamment pour ce qui concerne la planification et la répartition des contrôles, l'inclusion dans le groupe cible de la Communauté germanophone, la réception d'informations sur la localisation, le transport des échantillons, la notification des résultats d'analyse anormaux ou atypiques, le constat des éventuels manquements aux obligations de localisation et de transmission vers les autres ONAD belges et vers les fédérations sportives germanophones). Le Gouvernement est également concerné, notamment par l'application d'amendes administratives ou de retenues financières potentielles;

18° sport individuel : ce terme désigne tout sport qui ne peut être pratiqué en équipe;

19° limite de décision : il s'agit de la valeur du résultat d'une substance à seuil dans un échantillon au-delà de laquelle un résultat d'analyse anormal doit être rapporté, telle que définie dans le standard international pour les laboratoires;

20° gestion des résultats : il s'agit du processus incluant la période située entre la notification au sens de l'article 5 du standard international pour la gestion des résultats, ou, dans certains cas (par exemple résultat atypique, Passeport biologique de l'athlète, manquement aux obligations en matière de localisation), les étapes préalables à la notification expressément prévues à l'article 5 du standard précité, en passant par la notification des charges et jusqu'à la résolution finale de l'affaire, y compris la fin de la procédure d'audition en première instance ou en appel;

21° conséquences financières : il est renvoyé au commentaire de la définition 22°;

22° conséquences des violations des règles antidopage : il s'agit de l'ensemble des conséquences potentielles, issues du Code, en cas de violation des règles antidopage. L'annulation des résultats, la suspension provisoire et la suspension sont des conséquences disciplinaires qui peuvent être imposées par l'Association faitière pour le sport reconnue par la Communauté germanophone, au terme d'une procédure disciplinaire menée à l'encontre d'un sportif ou d'une autre personne. Les conséquences financières peuvent consister en l'imposition d'amendes et/ou au remboursement des coûts liés à la violation des règles antidopage.

La divulgation publique vise quant à elle à empêcher qu'un sportif ou une autre personne dopée ne puisse s'inscrire et/ou participer à une activité ou une manifestation sportive organisée par un organisateur autre que sa fédération sportive d'origine.

23° sportif de niveau récréatif : la création de cette catégorie de sportifs amateurs permet à l'ONAD de réaliser des contrôles antidopage et de sanctionner ces sportifs amateurs. Toutefois, ces sportifs bénéficient d'une plus grande souplesse, notamment en ce qui concerne le régime des sanctions et de la charge de la preuve, dans le cas où elles auraient commis une violation des règles antidopage de la même manière que les « personnes protégées »;

24° officier de police judiciaire : Les agents et collaborateurs des services chargés par le Gouvernement de l'exécution des missions visées par le présent décret bénéficient de la qualité d'officier de police judiciaire afin de leur permettre d'exercer au mieux leurs fonctions.

25° personne protégée : il faut noter que le Code traite les personnes protégées différemment des autres sportifs ou personnes en vue de leur permettre de bénéficier d'une plus grande souplesse,

notamment en ce qui concerne le régime des sanctions et de la charge de la preuve, dans le cas où elles auraient commis une violation des règles antidopage. Cela est justifié par le fait qu'en dessous d'un certain âge ou d'une certaine capacité intellectuelle, un sportif ou une autre personne peut ne pas avoir les moyens suffisants pour comprendre et apprécier les interdictions mentionnées par le Code à l'encontre de certains comportements. Cela inclut, par exemple, les sportifs paralympiques présentant une absence de capacité juridique documentée en raison d'un handicap intellectuel.

Le terme « catégorie ouverte » vise à exclure les compétitions limitées aux juniors ou aux catégories par tranches d'âge. Cependant, il est important de préciser que les sportifs d'élite de 16 et 17 ans ne sont pas inclus dans la définition des « personnes protégées » s'ils sont inclus dans un groupe cible de sportifs et ont concouru dans une manifestation internationale dans une catégorie ouverte, car, compte tenu de leur expérience sportive nécessaire pour atteindre ce niveau de performance, ils devraient recevoir le même traitement que les autres sportifs d'élite contre lesquels ils concourent. Ces sportifs d'élite âgés de 16 et 17 ans ne bénéficient pas des règles de sanction spéciales et souples énoncées pour les « personnes protégées ». Ils sont toutefois, en tant que « mineurs », dispensés de la règle obligatoire de divulgation publique de l'article 14.3.2, comme le prévoit l'article 14.3.7 du Code.

26° contrôle ciblé : la sélection de sportifs identifiés en vue de contrôles antidopage, sur la base de critères énoncés dans le standard international pour les contrôles et les enquêtes;

27° en compétition : sauf une définition alternative pour un sport donné approuvée par l'AMA sur la demande d'une fédération sportive internationale, la période « en compétition » commence à courir à 23 h 59 la veille d'une compétition et se termine à la fin de la compétition et du processus de prélèvement des échantillons lié à cette compétition. L'objectif est d'assurer une plus grande harmonisation entre les sportifs, toutes disciplines confondues, éliminer ou réduire la confusion chez les sportifs à propos de l'intervalle de temps applicable aux contrôles en compétition, éviter les résultats d'analyse anormaux obtenus par inadvertance entre plusieurs compétitions durant une même manifestation et aider à prévenir tout avantage potentiel d'amélioration des performances obtenu grâce à l'extension de la période en compétition de substances interdites utilisées hors compétition.

28° indépendance institutionnelle : cette définition, issue du Code, a pour objectif de clarifier l'obligation d'indépendance de l'instance d'appel de l'article 25 par rapport à l'ONAD-CG;

29° Comité international olympique : organisation internationale non gouvernementale, à but non lucratif, de durée illimitée, à forme d'association dotée de la personnalité juridique, reconnue par le Conseil fédéral suisse, conformément à un accord conclu en date du 1^{er} novembre 2000;

30° Comité international paralympique : l'organisation internationale non gouvernementale fondée le 22 septembre 1989, dont le siège est situé à Bonn;

31° sportif d'élite de niveau international : il est renvoyé au commentaire de la définition 58°;

32° standard international : il s'agit du standard adopté par l'AMA en appui du Code. Le but est de s'assurer que les standards, pratiques ou procédures prévues par ledit standard international sont correctement mises en œuvre;

33° manifestation internationale : en cas de doute sur le caractère national ou international d'une manifestation, il convient de se référer au calendrier officiel de la fédération sportive internationale. (ou de communiquer directement avec la fédération sportive internationale en question). Si la manifestation en question est reprise dans le calendrier de la fédération sportive internationale, elle

devra être considérée comme étant internationale, y compris lorsqu'elle se déroule sur le site d'un club ou d'une fédération sportive relevant de la Communauté germanophone;

34° trafic : il s'agit d'une violation des règles antidopage visée à l'article 8, 7°. Outre les conséquences potentielles aux lesquelles une violation des règles antidopage peut mener, l'article 31 prévoit la possibilité d'infliger une sanction pénale (emprisonnement et amende) au sportif ou à l'autre personne qui commet une infraction aux règles antidopage. Conformément à l'article 32, les substances interdites et les objets utilisés pour appliquer une méthode interdite sont, en cas de commission d'une infraction pénale, saisis, confisqués et mis hors d'usage;

35° absence de faute ou de négligence significative : cette définition, issue du Code, a pour vocation d'être utilisée et prise en compte par l'association faitière pour le sport reconnue par la Communauté germanophone dans le cadre de procédures disciplinaires relatives à des violations des règles antidopage pour lesquelles elle est compétente en vertu des articles 24 et 25. Le sportif ou l'autre personne qui parvient, au cours de la procédure disciplinaire, à démontrer qu'il est indemne de toute faute ou de négligence significative verra sa période de suspension diminuée, conformément à l'article 10.6 du Code;

1° absence de faute ou de négligence : cette définition, issue du Code, a pour vocation d'être utilisée et prise en compte par l'Association faitière pour le sport reconnue par la Communauté germanophone dans le cadre de procédures disciplinaires relatives à des violations des règles antidopage pour lesquelles elle est compétente en vertu des articles 24 et 25. L'absence de faute ou de négligence sera néanmoins sans incidence en cas de violation des règles antidopage prévues à l'article 8, 1° et 2°, lesquels sont deux cas de responsabilité objective pour lesquels il n'est pas nécessaire de démontrer l'intention, la faute ou la négligence du sportif pour que la violation de la règle antidopage soit établie. Pour toutes les violations potentielles des règles antidopage, prévues à l'article 8, le sportif ou une autre personne qui parvient, au cours de la procédure disciplinaire, à démontrer qu'il est indemne de toute faute ou de négligence verra sa période de suspension éliminée, conformément à l'article 10.5 du Code, en outre ses résultats individuels dans d'autres compétitions ne seront pas annulés, à moins que les résultats obtenus dans d'autres compétitions que celle au cours de laquelle la violation des règles antidopage est survenue n'aient été vraisemblablement influencés par cette violation, conformément à l'article 10.1.1 du Code;

37° produit contaminé : il s'agit de tout produit qui contient une substance interdite qui n'est pas divulguée sur l'étiquette du produit ou dans les informations disponibles lors d'une recherche raisonnable sur Internet;

38° contrôle : cette définition décrit l'ensemble de la procédure du contrôle antidopage, depuis la planification et la répartition des contrôles, jusqu'au transport des échantillons au laboratoire; Les contrôles sont inopinés et peuvent avoir lieu à tout moment ;

39° contrôle hors compétition : une distinction peut être opérée entre les contrôles en et hors compétition.

40° sport d'équipe : cette définition est utile notamment pour la détermination du groupe cible des sportifs d'élite de catégorie B. Ces sportifs pratiquent un sport d'équipe et sont tenus de transmettre les informations sur leur localisation visées à l'article 23, § 3. Ils peuvent également désigner un responsable d'équipe chargé de transmettre à l'ONAD-CG, en leur nom, leurs informations sur la localisation ainsi qu'une liste actualisée des joueurs composant l'équipe;

41° marqueur : un composé, un ensemble de composés ou variable(s) biologique(s) qui attestent de l'usage d'une substance interdite ou d'une méthode interdite;

42° niveau minimum de rapport : il s'agit ici de la concentration estimée d'une substance interdite ou de ses métabolite(s) ou marqueur(s) dans un échantillon en dessous de laquelle les laboratoires accrédités par l'AMA ne devraient pas rapporter l'échantillon en tant que résultat d'analyse anormal;

43° métabolite : toute substance qui résulte d'une biotransformation;

44° mineur : désigne toute personne physique qui n'a pas atteint l'âge de dix-huit ans;

45° substance d'abus : il s'agit ici de substances interdites qui sont spécifiquement identifiées comme des substances d'abus dans la liste des interdictions parce qu'elles donnent souvent lieu à des abus dans la société en dehors du contexte sportif;

46° organisation nationale antidopage : bien que rattachée administrativement au Ministère de la Communauté germanophone, l'ONAD-CG dispose, en matière de lutte contre le dopage, d'une autonomie et d'une indépendance par rapport au Gouvernement et du monde sportif. Cela signifie, notamment, que l'ONAD-CG planifie elle-même les contrôles, prévoit leur répartition et y procède, et qu'elle mène toutes ses autres activités opérationnelles, en toute indépendance, sans possibilité d'ingérence de la part du Gouvernement ou du monde sportif. Il s'agit d'une obligation découlant des articles 22.8 et 20.5.1 du Code.

47° comité national olympique : l'organisation reconnue à ce titre par le Comité International Olympique, soit, en Belgique, le Comité olympique et interfédéral belge, ci-après le « C.O.I.B. »;

48° sportif d'élite de niveau national : le critère prévu au a) signifie que le sportif d'élite participe régulièrement à des compétitions internationales, mais qu'il ne fait pas pour autant partie du groupe cible de sa fédération internationale. Ce critère permet notamment d'englober les sportifs d'élite qui participent régulièrement à des compétitions internationales à un haut niveau, mais qui sont différentes de celles énumérées au c). Seront notamment visés par le a) les sportifs d'élite qui participent aux épreuves qualificatives pour les compétitions visées au c), ceux qui disputent des compétitions avec l'équipe nationale ou encore ceux qui prennent régulièrement part à des compétitions internationales ou européennes avec leur club ou à titre individuel. Pour le surplus, il est renvoyé au commentaire de la définition 66°;

49° manifestation nationale : il est renvoyé au commentaire de la définition des manifestations internationales;

50° divulguer publiquement : il est renvoyé au commentaire de la définition 22°;

51° indépendance opérationnelle : cette définition, issue du Code, met en exergue les incompatibilités de fonctions des membres des instances d'audition des articles 24 et 25 afin de s'assurer que ces membres ne soient pas impliqués dans l'instruction ou toute autre phase préalable à la prise de décision;

52° organisations responsables de grandes manifestations : sont notamment visés le Comité International Olympique ou le Comité International Paralympique;

50° personne : cette définition, issue du Code, n'appelle pas d'autre commentaire;

54° échantillons ou spécimen : lors d'un contrôle du dopage, des matières biologiques telles que l'urine ou le sang sont prélevées sur le sportif;

55° groupe cible enregistré : il s'agit du groupe de sportifs d'élite, identifiés comme hautement prioritaires par une fédération sportive internationale ou par une organisation nationale antidopage

et assujettis à des contrôles à la fois en compétition et hors compétition et qui sont tenus de transmettre les données de localisation visées à l'article 5.5 du Code et dans le Standard international pour les contrôles et les enquêtes. En Communauté germanophone, le groupe cible enregistré correspond aux sportifs d'élite de catégorie A;

56° suspension : cette définition, issue du Code, a pour vocation d'être utilisée par l'Association faitière pour le sport reconnue par la Communauté germanophone dans le cadre des procédures disciplinaires qu'elle organise en vertu des articles 24 et 25. La suspension constitue l'une des conséquences potentielles en cas de violation des règles antidopage. Le statut du sportif ou d'une autre personne qui fait l'objet d'une suspension est décrit à l'article 26.

57° substance ou méthode spécifiée : cette définition, qui a été modifiée pour correspondre à la nouvelle définition de l'article 4.2.2 du Code, n'appelle pas de commentaire;

58° sportif d'élite : le sportif d'élite est celui qui pratique une activité sportive au niveau international, comme défini par sa fédération sportive internationale, ou au niveau national, comme défini au 48°. Parmi les sportifs d'élite de niveau national, on distingue ceux faisant partie des catégories A, B ou C, conformément aux 59° à 61°. En fonction de leur appartenance à l'une ou l'autre de ces trois catégories, les sportifs d'élite sont assujettis à des obligations de localisation différenciées (à l'exception des sportifs d'élite de catégorie C qui ne doivent transmettre aucune information sur leur localisation, sauf exception), et ce, conformément à l'article 23;

59° sportif d'élite de la catégorie A : il est renvoyé au commentaire de la définition 58°.

60° sportif d'élite de la catégorie B : il est renvoyé au commentaire de la définition 58°;

61° sportif d'élite de la catégorie C : il est renvoyé au commentaire de la définition 58°;

62° sportif : cette définition est logique pour le champ d'application personnel du décret. L'article premier prévoit en effet que tout sportif est soumis aux dispositions du présent décret et de ses arrêtés d'exécution. Comme expliqué ci-dessus, l'article premier a été introduit afin de définir le champ d'application territorial et matériel du décret. C'est dans la même idée que la définition du terme « sportif » a été modifiée afin de préciser que, conformément au Code, le sportif est celui qui pratique une activité sportive à quelque niveau que ce soit, que cela ait lieu dans le cadre d'une compétition sportive ou non, afin de pouvoir y inclure les sportifs de niveau récréatif au sens du 23°;

63° personnel d'encadrement du sportif : toute personne qui travaille avec un sportif qui participe à des compétitions sportives ou s'y prépare ou qui le traite ou lui apporte son assistance;

64° organisation sportive : toute organisation sportive reconnue au sens de l'article 3, 7°, 8° et 9° du décret sur le sport du 19 avril 2004;

65° TAS : conformément à l'article 24, § 1^{er}, alinéa 4, 8°, dans les cas découlant de la participation à une manifestation internationale ou dans les cas impliquant des sportifs d'élite de niveau international, la décision disciplinaire peut faire l'objet d'un appel uniquement devant le TAS;

66° document technique : il s'agit d'un document adopté et publié par l'AMA en temps opportun, contenant des exigences techniques obligatoires portant sur des sujets antidopage spécifiques énoncés dans un standard international;

67° participant : il s'agit de tout sportif ou membre du personnel d'encadrement du sportif;

68° AUT : les autorisations d'usage à des fins thérapeutiques permettent à un sportif atteint d'une affection médicale de faire usage d'une substance ou d'une méthode en principe interdite moyennant le respect de la procédure décrite à l'article 12 du décret. Pour les sportifs d'élite, l'autorisation doit être demandée au préalable auprès de la Commission AUT, composée de médecins indépendants, sauf exception. Pour les sportifs amateurs, la procédure est fixée par le Gouvernement.

Enfin, il est précisé, conformément à l'article 4.3 du standard international pour les autorisations d'usage à des fins thérapeutiques, que même s'il n'est pas satisfait aux conditions devant être remplies pour bénéficier d'une AUT, une telle autorisation pourra être accordée dans des circonstances exceptionnelles;

69° programme des observateurs indépendants : il s'agit ici d'une équipe d'observateurs et/ou d'auditeurs placés agissant sous la supervision de l'AMA qui, avant ou pendant certaines manifestations, observent le processus de contrôle du dopage ou fournissent des conseils et rendent compte de leurs observations dans le cadre du programme de supervision de la conformité de l'AMA;

70° contrôle inopiné : ce contrôle a lieu sans avertissement préalable du sportif. Le sportif est supervisé en permanence tout au long du processus;

71° convention de l'UNESCO : il s'agit de la Convention internationale contre le dopage dans le sport, adoptée le 19 octobre 2005 lors de la 33^e session de la Conférence générale de l'UNESCO;

72° signataires : ce sont les entités qui ont accepté le Code et se sont engagées à le mettre en œuvre, conformément à son article 23;

73° administration : le fait de fournir, d'approvisionner, de superviser, de faciliter ou de participer de toute autre manière à l'usage ou à la tentative d'usage par une autre personne d'une substance interdite ou d'une méthode interdite;

74° organisateur : il s'agit ici de toute personne, physique ou morale, qui organise, isolément ou en association avec d'autres organisateurs, à titre gratuit ou onéreux, une compétition ou une manifestation sportive;

75° manifestation : ce terme désigne une série de compétitions individuelles se déroulant sous l'égide d'une organisation responsable (exemple : les Jeux Olympiques, les Championnats du Monde des fédérations internationales, etc.);

76° sites de la manifestation : il s'agit des lieux désignés comme tels par les organisateurs responsables de la manifestation sportive;

77° méthode interdite : la liste des interdictions publiée, en principe, chaque année par l'AMA comprend également des méthodes interdites;

78° substance interdite : la liste des interdictions publiée, en principe, chaque année par l'AMA comprend également les substances ou classes de substances interdites;

79° liste des interdictions : la liste des interdictions est en principe mise à jour, au moins chaque année, par l'AMA. Elle est ensuite transmise à chacun des signataires, dont l'ONAD-CG, qui est chargée de sa distribution, conformément à l'article 4.1 du Code;

80° entente sous réserve de tous droits : cette définition n'appelle pas de commentaire;

81° falsification : il s'agit d'une conduite intentionnelle qui altère le processus de contrôle du dopage;

82° faute : cette définition, issue du Code, a pour vocation d'être utilisée par l'Association faitière pour le sport reconnue par la Communauté germanophone dans le cadre des procédures disciplinaires qu'elle organise en vertu des articles 24 et 25. Pour le surplus, il est renvoyé aux commentaires des définitions 1° et 2°. Ainsi, par exemple, le fait qu'un sportif perdrait l'occasion de gagner beaucoup d'argent durant une période de suspension ou le fait que le sportif n'a plus qu'une carrière résiduelle de courte durée ou le moment du calendrier sportif, ne seraient pas des facteurs pertinents à prendre en compte pour réduire la période de suspension, conformément aux articles 10.6.1 ou 10.6.2 du Code;

83° responsabilité objective : la règle qui stipule qu'au titre de l'article 2.1. ou de l'article 2.2. du Code, il n'est pas nécessaire que l'organisation antidopage démontre l'intention, la faute, la négligence ou l'usage conscient de la part du sportif pour établir une violation des règles antidopage;

84. tentative : il est renvoyé à l'article 8, 2°, 5°, 7° 8° et 9°, reprenant différents cas dans lesquels une tentative peut être constitutive d'une violation des règles antidopage;

85° résultat d'analyse anormal : le rapport d'un laboratoire accrédité ou approuvé par l'AMA qui, en conformité avec le standard international pour les laboratoires, établit la présence dans un échantillon d'une substance interdite ou d'un de ses métabolites ou marqueurs ou l'usage d'une méthode interdite;

86° résultat de passeport anormal : dans le cadre de l'utilisation du passeport biologique visé à l'article 17, lorsqu'un résultat de passeport anormal est constaté, l'ONAD-CG peut, conformément à l'article 10, alinéa 4, b), et aux standards internationaux pour les contrôles et les enquêtes, procéder à une enquête afin de rassembler des renseignements ou des preuves en vue de déterminer si une ou plusieurs violations éventuelles des règles antidopage ont été commises;

87° audience préliminaire ;;

Une audience préliminaire n'est qu'une procédure préliminaire qui peut ne pas impliquer l'examen intégral des faits de l'affaire. Suite à une audience préliminaire, le sportif ou l'autre personne continue à avoir droit à une audience complète portant sur le fond. En revanche, une « audience accélérée » au sens de l'article 7.4.3 du Code est une audience complète portant sur le fond, mais organisée selon un calendrier accéléré.

88° suspension provisoire : cette définition, issue du Code, a pour vocation d'être utilisée par l'Association faitière pour le sport reconnue par la Communauté germanophone dans le cadre des procédures disciplinaires qu'elle organise en vertu des articles 24 et 25. La suspension provisoire constitue l'une des conséquences potentielles en cas de violation des règles antidopage;

89° intentionnel : ce terme désigne les sportifs ou autres personnes qui ont adopté un comportement dont ils savaient qu'il constituait une violation des règles antidopage ou qu'il existait un risque important qu'il puisse constituer ou entraîner une violation des règles antidopage et ont manifestement ignoré ce risque;

90° AMA : l'Agence mondiale antidopage est une fondation de droit suisse créée le 10 novembre 1999 par les gouvernements et le sport organisé pour lutter contre le dopage dans le sport;

91° aide substantielle : cette définition, issue du Code, a pour vocation d'être utilisée par l'Association faitière pour le sport reconnue par la Communauté germanophone dans le cadre des procédures disciplinaires qu'elle organise en vertu des articles 24 et 25;

92° compétition : il s'agit ici d'une course, d'un match ou d'une compétition unique;

93° contrôle en compétition : ce terme désigne un contrôle auquel doit se soumettre un sportif désigné à cette fin dans le cadre d'une compétition donnée, dans la période indiquée au 27°, sauf disposition contraire dans les règlements de la fédération sportive internationale ou de l'organisation antidopage concernée;

94° groupe cible de la Communauté germanophone : le groupe cible de la Communauté germanophone reprend les sportifs d'élite des catégories A et B. Ces sportifs sont soumis aux contrôles antidopage et doivent transmettre des informations sur leur localisation à l'ONAD-CG. Dans le cas où un sportif relèverait à la fois du groupe cible de la Communauté germanophone et d'un autre groupe cible (p. ex., celui d'une autre ONAD qui utiliserait un autre critère de rattachement ou celui de sa fédération sportive internationale), c'est l'article 14, alinéa 1^{er}, qui s'applique. L'objectif de cette dernière disposition est d'éviter des doublons et que les sportifs ne soient obligés de transmettre leurs informations à plus d'une organisation antidopage. Le principe est donc celui d'une tutelle exclusive d'une seule organisation antidopage pour chaque sportif, avec un accès possible aux informations pour les autres organisations antidopage.

Article 4

Dans un souci de clarté juridique, la désignation du département du Ministère de la Communauté germanophone compétent en matière de Sport comme l'ONAD de la Communauté germanophone est confirmée par décret.

Afin de fournir une base légale appropriée à certains traitements de catégories de données à caractère personnel effectués par l'ONAD-CG, les objectifs poursuivis par ses activités sont expressément reconnus comme motifs d'intérêt public importants.

Les alinéas 3 à 7 portent sur les implications du statut de signataire du Code de l'ONAD-CG. C'est elle qui est responsable de la mise en œuvre du Code et du programme antidopage de la Communauté germanophone, de manière conforme au Code. L'AMA surveille la conformité de l'ONAD-CG, au Code. Dans ce cadre, l'ONAD est tenue de coopérer avec l'AMA et de lui fournir, le cas échéant, toute explication ou information spécifique, en lien avec une question de conformité au Code. Si l'ONAD-CG ne coopère pas ou s'il existe et subsiste un manquement ou une irrégularité en matière de conformité, l'ONAD-CG peut, le cas échéant, être déclarée non conforme au Code. Les conséquences, en cas de non-conformité, sont celles prévues dans le Code et dans le Standard international pour la conformité des signataires. Certaines de ces conséquences sont reprises, à titre d'exemples.

Les alinéas 8 à 10 portent sur la portée et les implications de l'indépendance et de l'autonomie opérationnelle de l'ONAD-CG. A noter que l'indépendance et l'autonomie opérationnelle de l'ONAD sont des conditions à sa conformité au Code. Leur respect et leur application effective sont donc essentiels. L'alinéa 9 énonce, de manière non exhaustive, les domaines d'activités antidopage dans lesquels l'autonomie et l'indépendance opérationnelle doivent être garantis et effectifs. L'alinéa 10 reprend certaines conséquences juridiques, de visibilité et budgétaires de l'autonomie et de l'indépendance opérationnelle. A défaut, celles-ci seraient, par définition, compromises, voire pratiquement impossibles à atteindre. Or et pour rappel, il s'agit d'une condition de conformité au Code.

Il est précisé que l'ONAD-CG est l'autorité compétente pour l'éducation antidopage en région de langue allemande.

Article 5

Le Gouvernement veille au développement d'une politique d'éducation. Dans ce cadre, et conformément au Code, l'ONAD-CG est chargée, en parfaite indépendance, de planifier, d'appliquer, d'évaluer et de promouvoir le programme d'éducation relative à la lutte contre le dopage conforme au standard international pour l'éducation. Celui-ci vise à sensibiliser la population et plus particulièrement les sportifs et le personnel d'encadrement du sportif aux effets néfastes du dopage sur la santé et à promouvoir l'esprit sportif et les valeurs d'un sport sans dopage.

Article 6

Cet article précise que, dans le cadre de la lutte contre le dopage dans le sport, le Gouvernement peut confier aux organisations sportives des missions de prévention.

Article 7

L'article 7 précise que la pratique du dopage est interdite et qu'il incombe aux sportifs ou autres personnes de savoir ce qui constitue une violation des règles antidopage et quelles substances et méthodes figurent sur la liste des interdictions.

Article 8

De manière générale, l'article 8 est consacré à la définition du dopage. Conformément à l'article 1^{er} du Code, celui-ci est défini comme une ou plusieurs violations des règles antidopage énoncées à l'article 8, 1° à 11°. Plus précisément, les nouvelles dispositions sont les suivantes :

L'article 8, 1°, 2° et 4° à 8° a fait l'objet de quelques ajustement légistiques afin d'être conforme aux changements apportés aux articles 2.1 à 2.2 et 2.4 à 2.8 du Code.

Les changements apportés à l'article 8, 3°, permettent de préciser que la notification de refus de prélèvement d'un échantillon doit être réalisée par une personne dûment autorisée par le sportif à cet égard. En outre, il convient de considérer qu'il y aurait soustraction au prélèvement d'un échantillon s'il était établi qu'un sportif a délibérément évité un agent de contrôle du dopage pour se soustraire à une notification ou à un contrôle. « Ne pas se soumettre au prélèvement d'un échantillon » peut reposer sur un comportement intentionnel ou sur une négligence de la part du sportif, alors que le fait de « se soustraire » à un prélèvement ou de « refuser » un prélèvement évoque un comportement intentionnel de la part du sportif.

L'article 8, 9° est dorénavant étendu aux « tentatives de complicité de la part d'un sportif ou d'une autre personne » conformément aux changements apportés à l'article 2.9 du Code.

Une des modifications importantes concerne l'article 8, 10°. Cet article interdit l'association, à titre professionnel ou sportif, entre un sportif et un membre du personnel d'encadrement d'un athlète qui purge une suspension. Depuis que cet article a été incorporé dans le Code de 2015, il y a eu très peu, voire pas du tout, de cas de violation de règles antidopage en vertu de cet article. Cela serait dû à l'exigence selon laquelle un sportif doit être notifié avant qu'une violation de règle antidopage pour association interdite puisse être invoquée, ce qui pousserait simplement cette association interdite à la clandestinité. En réponse à cette préoccupation, l'article 2.10 du Code a été modifié pour éliminer l'exigence de notification préalable et impose à l'ONAD la charge de démontrer que le sportif savait que le membre du personnel d'encadrement du sportif était

inéligible. Les changements apportés à l'article 8.10 visent à refléter ce changement. En outre, afin de répondre à une remarque particulière de l'APD, nous tenons à souligner qu'il n'y a aucun problème de compatibilité entre les délais de conservation mentionnés en annexe au présent décret et le délai de 6 ans mentionnés à l'article 8,10°. En effet, le délai de 6 ans couvre la durée durant laquelle un membre du personnel d'encadrement du sportif, ne relevant pas de l'autorité d'une organisation antidopage, est considéré comme étant sous un statut disqualifiant et ne pouvant dès lors s'associer avec un sportif ou une autre personne soumis à l'autorité d'une organisation antidopage sous peine de tomber sous l'application de l'article 8, 10° ; alors que le délai de conservation mentionné au point 6 de 10 ans concernant la conservation des décisions prononcées.

Par ailleurs, une nouvelle violation des règles antidopage, issue du Code, est insérée à l'article 8, 11°. Il s'agit des actes commis par un sportif ou une autre personne pour décourager les signalements aux autorités ou les actes de représailles à l'encontre de tels signalements, dans certaines conditions détaillées dans cette disposition. En vertu de cet article, une violation des règles anti-dopage peut consister dans le fait de menacer une autre personne afin de la dissuader de fournir de bonne foi aux autorités des informations relatives à une violation des règles anti-dopage, au non-respect du Code ou à une autre activité de dopage, ou de prendre des mesures de rétorsion contre une autre personne pour l'avoir fait.

Le b) du nouveau 11° vise à protéger les personnes qui effectuent des signalements en toute bonne foi et ne protège pas celles qui effectuent sciemment des signalements erronés.

Les représailles comprennent, par exemple, les actions qui menacent le bien-être physique ou mental ou les intérêts économiques des personnes procédant au signalement, de leurs familles ou de leurs associés. Les représailles ne comprennent pas le fait qu'une organisation antidopage allègue en toute bonne foi une violation des règles antidopage à l'encontre de la personne effectuant le signalement. Au sens de l'article 2.11, un signalement n'est pas effectué en toute bonne foi lorsque la personne qui l'effectue sait que ce signalement est erroné.

Article 9

L'article 9 vise à préciser les règles relatives à la charge de la preuve pour l'établissement des violations des règles antidopage. Ces règles sont issues de l'article 3 du Code. Conformément à l'article 23.2.2 du Code, il s'agit également – à l'instar des définitions et des violations des règles antidopage – d'une disposition obligatoire que les signataires du Code doivent reproduire sans modification de fond pour que leur texte puisse être jugé conforme par l'AMA, sur la base de l'article 23.4 du Code.

Le paragraphe 2 reprend les méthodes d'établissement des violations telles que prévues à l'article 3.2 du Code.

Ainsi, concernant le 2° du paragraphe 2, les organisations antidopage doivent, pour effectuer les analyses d'échantillons prélevés à l'occasion de contrôles antidopage, conformément à l'article 6.1 du Code, recourir à des laboratoires accrédités ou, à tout le moins, approuvés par l'AMA. Le choix du laboratoire accrédité ou autrement approuvé par l'AMA relève de la compétence de l'organisation antidopage concernée. Les laboratoires accrédités par l'AMA sont au nombre de 32 dans le monde, dont 18 en Europe. En Belgique, seul le laboratoire de Gand est accrédité. L'accréditation signifie que le laboratoire dispose de compétences scientifiques et techniques pointues permettant de répondre aux critères rigoureux d'analyse et de conservation des échantillons, tels que prévus et spécifiés dans le standard international pour les laboratoires de l'AMA (contraignant pour tous les signataires du Code). Cette précision vaut, *mutatis mutandis* et à fortiori, pour la notion d'« unité de gestion du passeport de l'athlète » (article 17), étant donné que seuls 16 laboratoires dans le monde sont

accrédités par l'AMA pour pouvoir être désignés comme « unité de gestion du passeport de l'athlète ».

Concernant le 3° du paragraphe 2, les écarts par rapport à un standard international ou à une autre règle relative au prélèvement ou à la manipulation des échantillons, à un résultat de passeport anormal ou à une notification faite au sportif à propos d'un manquement aux obligations en matière de localisation ou de l'ouverture de l'échantillon B – p. ex., le standard international pour la protection des renseignements personnels ou le standard international pour les AUT – ne constituent pas une défense dans une procédure pour violation des règles antidopage, sauf preuve contraire du sportif, auquel cas, il incombera à l'ONAD-CG de démontrer que l'écart n'a pas été à l'origine de la violation des règles antidopage.

En outre, en ce qui concerne le c) du 3° du paragraphe 2, une organisation antidopage satisfera à son obligation de démontrer qu'un écart, par rapport à l'une des dispositions spécifiques des standards internationaux, n'a pas causé le résultat d'analyse anormal en montrant, par exemple, que l'ouverture et l'analyse de l'échantillon B ont été observées par un témoin indépendant et qu'aucune irrégularité n'a été constatée.

Article 10

Cet article 10 a pour objectif, conformément à l'article 5.8 du Code, de doter l'ONAD-CG d'un pouvoir d'enquête ainsi que de préciser les objectifs et les cas et conditions dans lesquels celui-ci peut être exercé. Un des changements apportés par rapport à l'ancien décret est le fait que l'ONAD-CG peut dorénavant mener des enquêtes et contrôles à toute fin de lutte contre le dopage. La liste limitative des finalités est supprimée, au vu de celle prévue à l'article 5.1.2 du Code.

L'alinéa 2 de l'article 10 a été rédigé afin d'assurer la conformité avec l'article 32 du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données). Les autres aspects relatifs à la protection des données à caractère personnel sont dorénavant réglés à l'article 15.

La disposition prévue par l'article 10, alinéa 4, 4°, constitue une responsabilité spécifique des ONAD, prévue par l'article 20.5.12 du Code.

L'alinéa 5 prévoit que le Gouvernement peut prendre toutes dispositions pour l'exécution de cet article.

Enfin, l'alinéa 6 dispose que, nonobstant ces modalités éventuelles qui peuvent être arrêtées par le Gouvernement, celui-ci pourrait conclure avec les autres autorités publiques belges compétentes en matière de lutte contre le dopage (du moins par le truchement du Gouvernement pouvant être amené à les représenter) des accords de coopération relatifs notamment aux modalités d'exécution de contrôles antidopage dans le cadre du pouvoir d'enquête confié aux ONAD, et ce, notamment, dans le but de réaliser des économies d'échelle. Ces accords pourraient, par exemple, permettre aux autorités publiques compétentes en matière de lutte contre le dopage d'engager, en commun et selon participation financière, une personne qui serait rattachée administrativement à l'une des ONAD belges, mais qui pourrait exercer le pouvoir d'enquête pour le compte des quatre ONAD, selon un mandat qui lui serait confié par celles-ci.

A la demande l'APD de préciser les finalités poursuivies, l'alinéa 1^{er} s'est vu adjoindre une précision quant aux buts poursuivis par l'ONAD-CG dans le cadre de son pouvoir d'enquête.

Article 11

Un nouvel alinéa 2 a été inséré dans cet article par rapport à la disposition de l'ancien décret afin de respecter l'article 23.2.2 du Code qui exige que l'article 4.3.3 du Code soit reproduit sans changements de fond. Cet ajout confirme que le Gouvernement n'a pas de marge de manœuvre dans l'établissement de la liste des interdictions.

En outre, un toilettage juridique a été réalisé afin de tenir compte du fait que le Conseil du sport de la Communauté germanophone a été remplacé par l'Association faitière pour le sport reconnue par la Communauté germanophone.

Article 12

Cet article est consacré au AUT (autorisations d'usage à des fins thérapeutiques). L'article 12, § 2, du décret prévoit dans les cas où une expertise spécifique est requise (p. ex., pour les sportifs handicapés, lorsque la substance ou la méthode est en rapport avec le handicap du sportif), qu'au moins un membre ou expert de la Commission AUT doit posséder cette expertise, ce qui permet de donner plus de flexibilité à ladite Commission conformément au nouvel article 5.3, a), du Code. Tous les membres de la Commission AUT signent une déclaration de confidentialité et d'absence de conflits d'intérêts afin de garantir l'impartialité des décisions. Un modèle de déclaration est disponible sur le site de l'AMA.

Un alinéa 2 a été inséré dans le § 3 afin d'éviter toute confusion en clarifiant que les sportifs d'élite de niveau international doivent s'adresser à leur fédération sportive internationale afin de bénéficier d'une AUT conformément à l'article 4.3.3 du Code. Les alinéas 3 et 4 ont pour objectif de faire référence à la possibilité de faire appel de la décision rendue par la Commission AUT devant la nouvelle instance d'appel instaurée à l'article 25.

Enfin, le § 5 prévoit qu'une AUT rendue par l'ONAD-CG est valable dans tous les pays en cas de compétition de niveau national, sans devoir faire l'objet d'une reconnaissance formelle. Cependant, en cas de compétition de niveau international, l'AUT délivrée par l'ONAD-CG devra être reconnue par la fédération sportive nationale ou l'organisation responsable de grandes manifestations conformément aux articles 5.8 et 7 du standard international pour les autorisations d'usage à des fins thérapeutiques.

Suite à l'avis de l'APD, il a été ajouté un nouvel alinéa 2 au §4 afin d'explicitier des mesures de confidentialité et de sécurité spécifiques et renforcées relatives aux AUT, qui sont applicables, tant à la CAUT qu'à la Commission d'appel établie auprès de l'Association faitière pour le sport en Communauté germanophone.

Parmi ces mesures, les données relatives aux AUT ne sont traitées que par et sous la responsabilité de professionnels de la santé, les finalités de traitements sont précisées et les accès sont réservés à des professionnels de la santé ayant un intérêt antidopage concret.

A noter que ces mesures ne portent pas préjudice à l'article 15, qui prévoit les règles et principes plus généraux, applicables en matière de confidentialité et de sécurité des données.

En outre, le dernier alinéa du §4 a été revu afin de tenir compte de la remarque de l'APD prévoyant la communication des données si possible de manière anonymes, ou si possible pseudonymisées. Ce n'est seulement que si cela n'est pas possible que les données, que des données non pseudonymisées pourront être utilisées, mais uniquement en dernier recours.

Article 13

L'ONAD-CG a, dans le cadre de la lutte contre le dopage, les rôles et responsabilités listés à l'article 13 du décret, conformément à l'article 20.5 du Code.

Article 14

L'article 14 reprend trois modalités particulières de collaboration entre l'ONAD-CG et d'autres organisations antidopage ou organisations et agences nationales.

L'alinéa 1^{er} prévoit la procédure de collaboration dans le cas où un sportif d'élite de la catégorie A serait repris à la fois dans le groupe cible de la Communauté germanophone et celui d'une organisation antidopage étrangère ou fédération sportive internationale. Dans ce cas, l'ONAD-CG s'accordera avec l'autre partie pour s'assurer que l'une d'entre elles seulement assure la gestion des informations sur la localisation du sportif concerné en laissant à l'autre organisation antidopage l'accès à ces informations sur la localisation.

Dans le cas où un sportif d'élite relèverait tant du groupe cible de la Communauté germanophone que du groupe cible d'une autre ONAD belge, il incombera au Conseil de coordination instauré par l'Accord de coopération du 9 décembre 2011 conclu entre la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone et la Commission communautaire commune en matière de prévention et de lutte contre le dopage dans le sport de confier la gestion des informations sur la localisation des sportifs à une seule ONAD.

L'article 14, alinéa 3, prévoit la procédure prévue par l'article 5.3.2 du Code et qui est applicable dans le cas où l'ONAD-CG souhaite procéder à des contrôles sur les sites de la manifestation lors d'une manifestation sportive pour laquelle elle n'est en principe pas compétente. Dans ce cas, sans préjudice d'accords contraires entre autorités belges compétentes, une autorisation préalable devra être demandée auprès de l'organisation sous l'égide de laquelle la manifestation est organisée.

Le Gouvernement est habilité à arrêter des modalités éventuelles pour cette procédure d'approbation.

Article 15

Cette disposition générale vise à préciser la manière dont les obligations du règlement général sur la protection des données et de la loi du 30 juillet 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel sont respectées par l'ONAD-CG.

À cet effet, les finalités du traitement des informations traitées par l'ONAD-CG dans le cadre du décret en sa qualité de responsable du traitement au sens du règlement général sur la protection des données et de la loi du 30 juillet 2018 sont précisées au §1er

Le §2 précise que l'ONAD-CG est le responsable des données à caractère personnels traitées, La base de données ADAMS est administrée par l'AMA pour son propre compte ainsi que pour le compte de toute autre partie impliquée dans les activités antidopage menées conformément au Code, en ce compris l'ONAD-CG. L'ONAD-CG est donc également responsable des données qui la concernent dans ADAMS, c'est-à-dire de celles qu'elle a elle-même encodées ou qui ont été encodées par les sportifs à son attention.

Le §3 décrit, pour chaque finalité spécifique reprise au §1, les données qui peuvent être traitées en exécution du décret et de ses arrêtés d'exécution.

Les éventuelles données complémentaires qui pourraient être précisées par le Gouvernement sont celles qui seraient nécessaires à l'exécution des dispositions décrétales citées dans cette disposition. Il s'agit donc de poursuivre la concrétisation de catégories et de finalités déjà définies dans le décret.

Le § 4 renvoie à l'annexe pour ce qui concerne la durée de conservation maximale des données.

Le § 5 réfère, pour chaque domaine antidopage spécifique, aux conditions selon lesquelles les données sont traitées.

Le §6 reprend, pour chaque catégorie de données, les destinataires potentiels auxquels des données peuvent être communiquées en exécution du décret et de ses arrêtés d'exécution. Ces données ne sont communiquées que si elles sont nécessaires et uniquement dans le respect des finalités visées au § 1er, alinéas 2 et 3.

Les mentions « éventuellement et si nécessaire » signifient que les destinataires figurant après ces mentions ne reçoivent pas automatiquement et dans chaque cas, les données concernées. Concrètement, les destinataires visés après ces mentions ne recevront des données que si cela est strictement nécessaire à la réalisation de la finalité du domaine spécifique concerné.

L'alinéa 2 du §6 prévoient des mesures additionnelles que doit suivre le responsable de traitement, lorsque des données sont communiquées à un destinataire établi dans un Etat tiers, conformément à la demande de l'APD dans son avis.

En outre, compte tenu du caractère mondial de la lutte contre le dopage et de la multitude des acteurs impliqués, la deuxième phrase de l'alinéa 2 du § 6 prévoit que dans le cas où ces destinataires seraient établis dans des pays n'assurant pas de niveau de protection des données à caractère personnel adéquat, ces transferts, prévus par le Code et/ou les standards internationaux, pourront avoir lieu dès lors qu'ils sont nécessaires à la lutte contre le dopage dans le sport, reconnue par ce décret comme motif important d'intérêt public.

Le § 7 précise que le traitement de données relatives à la santé se fait sous la responsabilité d'un professionnel de la santé. Pour les AUT, des mesures de sécurité complémentaires sont prévues à l'article 12, § 4.

Le § 8 prévoit la possibilité de traiter des informations antidopage, à des fins statistiques, de recherche ou d'amélioration de la politique de lutte contre le dopage, pour autant que les informations aient été préalablement anonymisées et qu'elles ne permettent plus, dès lors, d'attribuer ces informations à un sportif en particulier.

Le § 9 répond à la demande de l'APD de limiter l'habilitation du Gouvernement à la seule précision des éléments déterminés dans le décret. Il s'agit donc de poursuivre la concrétisation des éléments déjà définis dans le décret.

Article 16

L'article 16, § 1^{er}, alinéa 2, précise la finalité d'une enquête ou d'un contrôle antidopage. L'alinéa 3 intègre les changements intervenus aux articles 5.1.1 et 5.4.1 du Code.

Il a été décidé de ne plus prévoir de liste d'informations à inclure dans le procès-verbal du contrôle antidopage dressé par les médecins contrôleurs dès lors que le standard international pour les contrôles et enquêtes change fréquemment et qu'il y a lieu d'éviter une adaptation du décret au

même rythme. Toutefois, une référence à la documentation du processus de contrôle du dopage a été ajoutée au § 2. Le Gouvernement se penche donc sur cette question.

Article 17

Cet article délimite le champ d'application du passeport biologique et les conditions de son établissement, de sa gestion et de son suivi.

L'alinéa 1er précise que le passeport biologique n'est susceptible de concerner que des sportifs d'élite de niveau national faisant partie du groupe cible de la Communauté germanophone.

L'alinéa 2 renvoie à la finalité principale du passeport, prévue à l'article 16, § 1er, alinéa 3, et précise également qu'il peut être utilisé pour faire effectuer des contrôles ciblés.

L'alinéa 3 précise que pour les sportifs d'élite concernés par le passeport biologique, l'ONAD-CG doit conclure une convention, par discipline sportive, avec la fédération sportive internationale compétente. Cette convention précisera l'identité des sportifs concernés ainsi que les conditions dans lesquelles se déroulera la collaboration entre les parties en ce qui concerne l'utilisation du passeport biologique.

Le Gouvernement est habilité à arrêter les règles de procédure pour l'établissement, la gestion et le suivi du passeport biologique.

Le Gouvernement peut également désigner un tiers, à savoir une unité de gestion du passeport de l'athlète, chargé d'assister l'ONAD-CG pour l'établissement, la gestion et le suivi du passeport biologique.

Afin de prévoir un délai légal maximal de conservation, il est précisé que les données du passeport biologique seront conservées « pour la durée mentionnée à l'Annexe 1 »

Article 18

Cet article porte sur l'analyse des échantillons à la suite d'un contrôle antidopage (urinaire, sanguin et éventuellement prélevé dans le cadre du passeport biologique).

Le § 1er précise la finalité des analyses et les exigences auxquelles celles-ci doivent répondre. Un contrôle antidopage effectué par l'ONAD-CG est toujours analysé par un laboratoire accrédité ou autrement approuvé par l'AMA. Le but est de rechercher la présence de substances ou d'autres éléments témoignant de l'usage de méthodes interdites.

Dans le premier paragraphe, il a été décidé, conformément à l'article 6.1 du Code, d'introduire une différence entre le champ de responsabilité des laboratoires accrédités ou autrement approuvés par l'AMA et celui des autres laboratoires.

Ainsi, les violations de l'article 2.1 du Code ne peuvent être établies que par l'analyse d'échantillons effectuée par un laboratoire accrédité par l'AMA ou un autre laboratoire approuvé par l'AMA. Les violations d'autres articles peuvent également être établies à l'aide des résultats d'analyse d'autres laboratoires, pour autant que ces résultats soient fiables. De plus, conformément à l'article 3.2 du Code, les faits relatifs à des violations des règles antidopage peuvent être établis par tout moyen fiable. Cela inclut, par exemple, des analyses de laboratoire ou d'autres analyses forensiques fiables réalisées en dehors de laboratoires accrédités ou approuvés par l'AMA.

L'article 18, § 2, a été modifié par rapport à l'ancien décret afin de spécifier les finalités des analyses effectuées sur des échantillons et d'autres données et de se conformer aux modifications apportées aux articles 4.5, 6.2 et 6.3 du Code.

Article 19

L'objectif de l'article 19 est d'encadrer les activités des laboratoires. L'article 19 de l'ancien décret a été modifié afin de tenir compte de la suppression des articles 6.4.1, 6.4.2 et 6.4.3 du Code et de l'ajout d'un nouvel article 6.4.1 au Code.

L'ajout d'un § 2 à l'article 19 par rapport à l'ancien décret vise à intégrer le nouvel article 6.8 du Code, permettant ainsi à l'ONAD-CG de disposer d'une base légale pour le transfert de données à caractère personnel à l'AMA à la lumière de l'article 9 du règlement général sur la protection des données.

Article 20

L'article 20 explique les règles applicables à la notification et à la divulgation des résultats d'analyse par l'ONAD. Il est prévu que le Gouvernement en fixe le contenu et les modalités.

Article 21

Cet article reprend les droits du sportif qui doivent être repris dans la notification mentionnée à l'article 20, conformément à l'article 5.1.2.1 du standard international pour la gestion des résultats.

Article 22

Afin que l'ONAD-CG puisse programmer les contrôles dans un délai raisonnable, les organisations seront tenues de donner un préavis d'au moins quinze jours sur une base annuelle pour les manifestations sportives ou les compétitions prévues impliquant des sportifs d'élite.

Article 23

L'article 23 concerne les informations sur la localisation à transmettre par les sportifs d'élite. Les principales nouveautés sont les suivantes :

Il est dorénavant précisé au § 1^{er}, alinéa 2, que l'ensemble des sportifs a désormais la possibilité de désigner un tiers tel qu'un entraîneur, un agent ou encore un responsable d'équipe qui sera chargé de transmettre leurs informations sur la localisation, en leur nom, et de transmettre – si d'application - la liste actualisée des joueurs composant l'équipe en question.

Conformément aux dispositions du standard international pour les contrôles et les enquêtes, les sportifs restent néanmoins responsables de l'exactitude et de la mise à jour des informations transmises dans le cas où ils font usage de la délégation à un tiers pour transmettre leurs informations sur la localisation.

En outre, le dernier alinéa du § 1^{er} permet dorénavant au Gouvernement de fixer les modalités selon lesquelles les sportifs d'élite de catégorie C pourraient être tenus de fournir des informations sur leurs localisations.

Le paragraphe 5 vise à régler les conséquences du non-respect des obligations en matière de localisation et/ou aux manquements à ces mêmes obligations et à clarifier les obligations en matière de localisation auxquelles un sportif est soumis.

Enfin, il a été décidé d'insérer dans le § 5 un alinéa 6 qui fixe les critères servant à déterminer les listes A et B des disciplines sportives à des fins didactiques et dans un souci de plus grande clarté juridique.

Article 24

L'article 24 du décret a trait aux procédures disciplinaires en matière de lutte contre le dopage.

Dorénavant, il est prévu que l'Association faitière pour le sport reconnue par la Communauté germanophone est compétente, en sa qualité de tiers délégué de l'ONAD, pour juger disciplinairement tout sportif ou toute autre personne à l'encontre duquel ou de laquelle une violation des règles antidopage est alléguée par l'ONAD-CG en tant qu'instance d'audition. Elle le fait en tant que tierce partie mandatée par l'ONAD-CG.

À cet effet, l'Association faitière pour le sport reconnue par la Communauté germanophone suivra la procédure de gestion des résultats adoptée par l'ONAD-CG en conformité avec l'article 7 du Code et les exigences prévues par le standard international pour la gestion des résultats.

Le paragraphe 1^{er}, alinéa 4, prévoit notamment le contenu du règlement de procédure disciplinaire devant être respecté par l'ONAD-CG. Au 2° de cet alinéa, il a été choisi d'énumérer l'ensemble des sanctions pouvant être prononcées à l'égard des sportifs ou des autres personnes, dans un souci de clarté juridique. À cet effet, l'Association faitière pour le sport reconnue par la Communauté germanophone suivra la procédure de gestion des résultats adoptée par l'ONAD-CG en conformité avec l'article 7 du Code et les exigences prévues dans le standard international pour la gestion des résultats.

Article 25

L'objectif de l'article 25 est d'instaurer une instance d'audition indépendante de l'ONAD pour connaître de tout recours d'un sportif ou d'une autre personne contre une décision de la Commission AUT, comme prévu par l'article 12, § 3 ou contre une sanction disciplinaire en degré d'appel conformément à l'article 24, de tout recours d'un sportif d'élite en matière d'obligations de localisation ainsi que de tout autre recours conformément à l'article 24 et l'article 13 du Code. L'instance d'audition est l'organisation faitière pour le sport reconnue par la Communauté germanophone comme une instance d'audition équitable, impartiale et indépendante sur le plan opérationnel. En cas de recours contre une décision disciplinaire, elle siègera dans une composition différente qu'en première instance afin d'assurer toute indépendance.

L'alinéa 2 précise que toutes les décisions contestées resteront en vigueur et devront être respectées durant toute la procédure d'appel, sauf si l'instance d'appel en décide autrement.

Le recours doit être introduit dans les quinze jours suivant la notification de la décision contestée. Un délai différent d'introduction du recours est prévu pour l'AMA en vertu de l'article 13.2.3.5 du Code.

Au dernier paragraphe, il est précisé qu'il appartient au Gouvernement de fixer les modalités précises de la procédure de recours conformément à l'article 13 du Code.

Article 26

Cet article prévoit, de manière explicite et conforme au Code, le statut du sportif ou d'une autre personne durant une période de suspension dans un souci de clarté juridique.

Article 27

Si plus d'un membre d'une équipe a été notifié d'une violation des règles antidopage, les contrôles ciblés sont réalisés sur tous les membres de l'équipe concernée

Articles 28 à 30

Ces articles règlent le montant des diverses amendes et sanctions administratives - sans préjudice des conséquences prévues aux articles 9, 10 et 11 du Code en cas de violations des règles antidopage - à infliger aux sportifs, aux organisations sportives et aux organisateurs de manifestations sportives, ainsi que la procédure d'imposition de ces sanctions. En outre, les modalités de recouvrement et de prescription sont fixées.

Article 31

Cet article dispose que, sans préjudice de l'application de sanctions disciplinaires imposées par l'Association faitière pour le sport et des autres sanctions prévues par le Code pénal ou par toute législation spécifique, des peines d'emprisonnement de six mois à cinq ans et des amendes de cinq à cinquante euros, ou une seule de ces peines, peuvent également être imposées en cas d'infraction à l'article 8, 6°, b) à 11°.

Article 32

En cas d'infraction pénale, les substances interdites et les objets utilisés pour l'application de méthodes interdites sont saisis et rendus inutilisables.

Article 33

Cet article précise que toute décision de violation des règles antidopage rendue par une organisation antidopage signataire, une instance d'appel conforme à l'article 13.2.2. du Code ou le TAS après que les parties à la procédure en aient été notifiées, sera automatiquement contraignante pour les parties à la procédure ainsi que pour tous les signataires dans tous les sports. Cette décision lie les sportifs, les organisations sportives et toutes autres personnes et institutions soumises au présent décret sans qu'aucune autre action ne soit nécessaire, à la première des deux dates suivantes : soit la date à laquelle le signataire reçoit la notification de la décision, soit la date à laquelle la décision est enregistrée dans ADAMS.

Le Gouvernement peut fixer les conditions de reconnaissance des décisions rendues par d'autres organisations conformément à l'article 15 du Code

Articles 34 à 37

Ces dispositions adaptent un certain nombre de références dans le décret sur le sport du 19 avril 2004.

Article 38

Le décret ayant pour finalité de remplacer le décret du 22 février 2016, l'abrogation de ce dernier est prévue à la date de publication et d'entrée en vigueur du décret.

Article 37

Cette disposition n'appelle pas de commentaire.

La Ministre de la Culture et des Sports, de l'Emploi et des Médias
ISABELLE WEYKMANS

AVANT-PROJET

Avant-projet de décret relatif à la lutte contre le dopage dans le sport

Chapitre 1^{er} – Dispositions générales

Article 1^{er} – Le présent décret et ses arrêtés d'exécution s'appliquent aux organisations sportives, fédérations sportives, confédérations sportives et organisateurs établis en région de langue allemande ainsi qu'aux sportifs, au personnel d'encadrement et aux autres personnes au sens de l'article 3, 53°, – y compris les membres des organes dirigeants, les administrateurs, les directeurs et les collaborateurs désignés, ainsi que les tiers délégués et leurs collaborateurs –, qui soit sont affiliés à ces organisations sportives, fédérations sportives ou confédérations sportives, soit relèvent de la compétence de la Communauté germanophone en raison de leur résidence ou de leur présence sur le territoire de la région de langue allemande.

Art. 2 – Dans le présent décret, les qualifications s'appliquent à tous les sexes.

Art. 3 – Pour l'application du présent décret, il faut entendre par :

1° ADAMS (*Anti-Doping Administration & Management System*) : l'acronyme anglais de « Système d'administration et de gestion antidopage », soit un instrument de gestion en ligne, sous forme de banque de données, qui sert à la saisie, à la conservation, au partage et à la transmission de données et est conçu pour aider l'AMA et ses partenaires dans leurs opérations antidopage en conformité avec la législation relative à la protection des données. Cet outil de gestion de bases de données a été mis au point par l'AMA afin d'être conforme aux lois et normes relatives à la protection des données à caractère personnel applicables à l'AMA et aux autres organisations utilisant le système ADAMS;

2° sportif amateur : tout sportif qui n'est pas un sportif d'élite de niveau national ou international;

3° annulation : une des conséquences possibles d'une violation des règles antidopage, telle que définie au 22°, a);

4° activités antidopage : éducation et information antidopage, planification de la répartition des contrôles, gestion d'un groupe cible enregistré, gestion des passeports biologiques de l'athlète, réalisation de contrôles, organisation de l'analyse des échantillons, recueil de renseignements et réalisation d'enquêtes, traitement des demandes d'AUT, gestion des résultats, supervision et exécution du respect des conséquences imposées ainsi que toutes les autres activités liées à la lutte contre le dopage effectuées par une organisation antidopage ou pour son compte selon les dispositions du Code et/ou des standards internationaux;

5° organisation antidopage : l'AMA ou tout signataire responsable de l'adoption de règles relatives à la création, à la mise en œuvre ou à l'application de tout volet du processus de contrôle du dopage.;

6° usage : l'utilisation, l'administration, l'ingestion, l'injection ou la consommation par tout moyen d'une substance interdite ou d'une méthode interdite;

7° résultat atypique : le rapport d'un laboratoire accrédité ou approuvé par l'AMA pour lequel une investigation supplémentaire est requise par le standard international pour les laboratoires ou les documents techniques connexes avant qu'un résultat d'analyse anormal ne puisse être établi;

8° résultat de passeport atypique : tout rapport identifié comme présentant un résultat de passeport atypique tel que décrit dans les standards internationaux applicables;

9° hors compétition : toute période qui n'est pas en compétition;

10° tiers délégué : toute personne à qui une organisation antidopage délègue tout aspect du contrôle du dopage ou des programmes d'éducation antidopage, y compris, mais pas exclusivement, les tiers ou autres organisations antidopage qui procèdent au prélèvement des échantillons, fournissent d'autres services de contrôle du dopage ou réalisent des programmes d'éducation

antidopage pour l'organisation antidopage, ou les individus faisant office de sous-traitants indépendants qui assurent des services de contrôle du dopage pour l'organisation antidopage. Cette définition n'inclut pas le TAS;

11° possession : la possession physique ou de fait, qui ne sera établie que si la personne exerce un contrôle exclusif ou a l'intention d'exercer un contrôle sur la substance/méthode interdite ou sur les lieux où une substance/méthode interdite se trouve. Toutefois, si la personne n'exerce pas un contrôle exclusif sur la substance/méthode interdite ou les lieux où la substance/méthode interdite se trouve, la possession de fait ne sera établie que si la personne était au courant de la présence de la substance/méthode interdite et avait l'intention d'exercer un contrôle sur celle-ci. Toute violation des règles antidopage reposant sur la seule possession n'est pas établie si, avant de recevoir notification d'une telle violation, la personne a pris des mesures concrètes démontrant qu'elle n'a jamais eu l'intention d'être en possession d'une substance/méthode interdite et a renoncé à cette possession en la déclarant explicitement à une organisation antidopage. Nonobstant toute disposition contraire dans cette définition, l'achat, y compris par un moyen électronique ou autre, d'une substance interdite ou d'une méthode interdite constitue une possession de celle-ci par la personne qui effectue cet achat;

12° éducation : le processus consistant à inculquer des valeurs et à développer des comportements qui encouragent et protègent l'esprit sportif et à prévenir le dopage intentionnel et involontaire;

13° passeport biologique de l'athlète : le programme et les méthodes permettant de rassembler et de regrouper des données telles que décrites dans le standard international pour les contrôles et les enquêtes et le standard international pour les laboratoires;

14° Code : le Code mondial antidopage adopté par l'AMA le 5 mars 2003 à Copenhague, constituant l'appendice 1 de la Convention de l'UNESCO, tel qu'actualisé par l'AMA le 7 novembre 2019;

15° règlement général sur la protection des données : règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE;

16° durée de la manifestation : la période écoulée entre le début et la fin d'une manifestation, telle qu'établie par l'organisme sous l'égide duquel se déroule la manifestation;

17° contrôle du dopage : toutes les étapes et toutes les procédures allant de la planification de la répartition des contrôles jusqu'à la décision finale en appel et à l'application des conséquences, en passant par toutes les étapes et toutes les procédures intermédiaires, y compris, mais pas exclusivement, les contrôles, les enquêtes, la localisation, le prélèvement des échantillons et leur manipulation, l'analyse de laboratoire, les AUT, la gestion des résultats, ainsi que les enquêtes ou les procédures liées aux violations de l'article 10.14 du Code;

18° sport individuel : tout sport qui n'est pas un sport d'équipe;

19° limite de décision : la valeur du résultat d'une substance à seuil dans un échantillon au-delà de laquelle un résultat d'analyse anormal doit être rapporté, telle que définie dans le standard international pour les laboratoires;

20° gestion des résultats : le processus incluant la période située entre la notification au sens de l'article 5 du standard international pour la gestion des résultats ou, dans certains cas les étapes préalables à la notification expressément prévues à l'article 5 du standard précité, en passant par la notification des charges et jusqu'à la résolution finale de l'affaire, y compris la fin de la procédure d'audition en première instance ou en appel (si un appel a été interjeté);

21° conséquences financières : une des conséquences possibles d'une violation des règles antidopage, telle que définie au 22°, d);

22° conséquences des violations des règles antidopage (ci-après, « conséquences ») : la violation, par un sportif ou une autre personne, d'une règle antidopage peut avoir une ou plusieurs des conséquences suivantes :

a) annulation : les résultats du sportif dans une compétition particulière ou lors d'une manifestation sont invalidés, avec toutes les conséquences en résultant, y compris le retrait des médailles, points et prix;

b) suspension : il est interdit au sportif ou à toute autre personne, en raison d'une violation des règles antidopage, de participer à toute compétition, à toute autre activité ou à tout financement pendant une période déterminée, conformément à l'article 10.14 du Code;

c) suspension provisoire : il est interdit au sportif ou à toute autre personne de participer à toute compétition ou activité, jusqu'à la décision finale prise lors de l'audience prévue à l'article 8 du Code;

d) conséquences financières : l'imposition d'une sanction financière pour violation des règles antidopage ou pour récupérer les coûts liés à une violation des règles antidopage;

e) divulgation publique : la divulgation ou la distribution d'informations au grand public ou à des personnes autres que les personnes devant être notifiées au préalable, conformément à l'article 14 du Code.

Les équipes, dans les sports d'équipe, peuvent également se voir imposer des conséquences, conformément aux dispositions de l'article 11 du Code;

23° sportif de niveau récréatif : tout sportif amateur, à l'exclusion de tout sportif qui, au cours des cinq années qui précèdent une violation des règles antidopage, a été un sportif d'élite de niveau international ou national, a représenté un pays lors d'une manifestation internationale sans restriction de catégorie ou a été inclus dans un groupe cible enregistré, dans un groupe cible national ou dans tout autre groupe cible soumis à des obligations de localisation par une fédération internationale ou une ONAD;

24° officier de police judiciaire : les officiers de police judiciaire mentionnés à l'article 16, § 5;

25° personne protégée : un sportif ou une autre personne physique qui, au moment de la violation des règles antidopage :

a) n'a pas atteint l'âge de seize ans ou;

b) n'a pas atteint l'âge de dix-huit ans et n'est pas inclus(e) dans un groupe cible enregistré et n'a jamais concouru dans une manifestation internationale dans une catégorie ouverte; ou

c) est considéré(e) comme privé(e) de capacité juridique selon le droit national applicable, pour des raisons sans rapport avec l'âge;

26° contrôle ciblé : la sélection de sportifs identifiés en vue de contrôles, sur la base de critères énoncés dans le standard international pour les contrôles et les enquêtes;

27° en compétition : sauf définition alternative approuvée par l'AMA, pour un sport donné, dans les règles d'une fédération sportive internationale, la période commençant à 23 h 59 la veille d'une compétition à laquelle le sportif doit participer et se terminant à la fin de cette compétition et du processus de prélèvement d'échantillons lié à cette compétition;

28° indépendance institutionnelle : en appel, les instances d'audition sont totalement indépendantes sur le plan institutionnel de l'organisation antidopage responsable de la gestion des résultats. C'est une interdiction, pour les instances d'audition, d'être d'une quelconque manière administrées par l'organisation antidopage responsable de la gestion des résultats ou de lui être liées ou assujetties;

29° Comité International Olympique (OIC) : organisation internationale non gouvernementale, à but non lucratif, de durée illimitée, à forme d'association dotée de la personnalité juridique, reconnue par le Conseil fédéral suisse, conformément à un accord conclu en date du 1^{er} novembre 2000;

30° Comité International Paralympique (CIP) : organisation internationale non gouvernementale fondée le 22 septembre 1989 et dont le siège est situé à Bonn;

31° sportif d'élite de niveau international : tout sportif d'élite qui pratique une activité sportive au niveau international, comme défini par sa fédération sportive internationale;

32° standard international : le standard adopté par l'AMA en appui du Code. La conformité à un standard international, par opposition à d'autres standards, pratiques ou procédures, suffit pour conclure que les procédures envisagées dans le standard international sont correctement exécutées. Les standards internationaux comprennent les documents techniques publiés conformément à leurs dispositions;

33° manifestation internationale : une manifestation ou compétition où le Comité International Olympique, le Comité International Paralympique, une fédération sportive internationale, une organisation responsable de grandes manifestations ou une autre organisation sportive internationale agit en tant qu'organisation responsable ou nomme les officiels techniques de la manifestation;

34° trafic : vente, don, transport, envoi, livraison ou distribution à un tiers – ou possession à cette fin – d'une substance interdite ou d'une méthode interdite – physiquement, par un moyen électronique ou par un autre moyen –, par un sportif, le personnel d'encadrement du sportif ou une autre personne relevant de la responsabilité d'une organisation antidopage. Toutefois, cette définition ne comprend pas les actions de membres du personnel médical, réalisées de bonne foi et portant sur une substance interdite utilisée à des fins thérapeutiques légitimes et licites ou à d'autres fins justifiables. Elle ne comprend pas non plus les actions portant sur des substances interdites qui ne sont pas interdites dans des contrôles hors compétition, à moins que l'ensemble des circonstances ne démontre que ces substances interdites ne sont pas destinées à des fins thérapeutiques légitimes et licites ou sont destinées à améliorer la performance sportive;

35° absence de faute ou de négligence significative : la démonstration par le sportif ou une autre personne, du fait qu'au regard de l'ensemble des circonstances et compte tenu des critères retenus pour l'absence de faute ou de négligence, sa faute ou sa négligence n'était pas significative par rapport à la violation des règles antidopage commise. Sauf dans le cas d'une personne protégée ou d'un sportif de niveau récréatif, pour toute violation de l'article 8, 2°, le sportif doit également établir de quelle manière la substance interdite a pénétré dans son organisme;

36° absence de faute ou de négligence : la démonstration, par le sportif ou une autre personne, du fait qu'il/elle ignorait, ne soupçonnait pas ou n'aurait pas pu raisonnablement savoir ou soupçonner, même en faisant preuve de la plus grande vigilance, qu'il/elle avait utilisé ou s'était fait administrer une substance interdite ou une méthode interdite ou avait commis d'une quelconque façon une violation des règles antidopage. Sauf dans le cas d'une personne protégée ou d'un sportif récréatif, pour toute violation de l'article 8, 1°, le sportif doit également établir de quelle manière la substance interdite a pénétré dans son organisme;

37° produit contaminé : un produit contenant une substance interdite qui n'est pas divulguée sur l'étiquette du produit ou dans les informations disponibles lors d'une recherche raisonnable sur Internet;

38° contrôle : la partie du processus global de contrôle du dopage comprenant la planification de la répartition des contrôles, le prélèvement des échantillons, leur manipulation et leur transport au laboratoire;

39° contrôle hors compétition : tout contrôle qui n'a pas lieu en compétition;

40° sport d'équipe : un sport qui autorise le remplacement des joueurs durant une compétition;

41° marqueur : le composé, l'ensemble de composés ou variable(s) biologique(s) qui attestent de l'usage d'une substance interdite ou d'une méthode interdite;

42° niveau minimum de rapport : la concentration estimée d'une substance interdite ou de ses métabolite(s) ou marqueur(s) dans un échantillon en dessous de laquelle les laboratoires accrédités par l'AMA ne devraient pas rapporter l'échantillon en tant que résultat d'analyse anormal;

43° métabolite : toute substance qui résulte d'une biotransformation;

44° mineur : toute personne physique qui n'a pas atteint l'âge de dix-huit ans;

45° substance d'abus : aux fins d'application de l'article 10 du Code, les substances d'abus comprennent les substances interdites qui sont spécifiquement identifiées comme des substances d'abus dans la liste des interdictions parce qu'elles donnent souvent lieu à des abus dans la société en dehors du contexte sportif;

46° organisation nationale antidopage (ci-après, « ONAD ») : la ou les entités désignées par chaque pays comme autorités principales responsables de l'adoption et de la mise en œuvre de règles antidopage, de la gestion du prélèvement d'échantillons et de la gestion des résultats des contrôles au plan national;

47° Comité National Olympique : l'organisation reconnue à ce titre par le Comité International Olympique, soit, en Belgique, le Comité olympique et interfédéral belge, ci-après le « C.O.I.B. »;

48° sportif d'élite de niveau national : tout sportif dont la fédération sportive internationale a signé le Code et qui est membre du Mouvement Olympique ou Paralympique ou est reconnue par le Comité international olympique ou paralympique ou est membre de l'Association mondiale des fédérations internationales de Sport (GAISF), qui n'est pas un sportif d'élite de niveau international, mais répond au minimum à l'un des critères suivants :

- a) il participe régulièrement à des compétitions internationales de haut niveau;
- b) il pratique sa discipline sportive dans le cadre d'une activité principale rémunérée dans la plus haute catégorie ou la plus haute compétition nationale de la discipline concernée;
- c) il est sélectionné ou a participé au cours des douze derniers mois au moins à une des manifestations suivantes dans la plus haute catégorie de compétition de la discipline concernée : Jeux olympiques, Jeux paralympiques, championnats du Monde, championnats d'Europe;
- d) il participe à un sport d'équipe dans le cadre d'une compétition dont la majorité des équipes participant à la compétition est constituée de sportifs visés aux a), b) ou c);

49° manifestation nationale : une manifestation ou compétition sportive qui n'est pas une manifestation internationale et qui implique des sportifs de niveau international ou des sportifs de niveau national;

50° divulguer publiquement : une des conséquences possibles d'une violation des règles antidopage, telle que définie au 22°, e);

51° indépendance opérationnelle : interdiction de nommer un membre du conseil, un membre du personnel, un membre d'une commission, un consultant ou un officiel de l'organisation antidopage responsable de la gestion des résultats ou de ses affiliés – par exemple, fédération ou confédération membre – ni aucune personne impliquée dans l'enquête et la phase préalable de l'instruction en qualité de membres et/ou greffiers (dans la mesure où le greffier est impliqué dans les délibérations et/ou la rédaction de la décision) des instances d'audition de l'organisation antidopage responsable de la gestion des résultats et réalisation, par les instances d'audition, de la procédure d'audition et de prise de décision sans ingérence de la part de l'organisation antidopage ou d'un tiers. L'objectif est de veiller à ce que les membres de l'instance d'audition ou les individus intervenant d'une autre manière dans la décision de l'instance d'audition ne soient pas impliqués dans l'instruction ni dans toute phase préalable à la prise de décision;

52° organisations responsables de grandes manifestations : les associations continentales de comités nationaux olympiques et toute autre organisation internationale multisports qui servent d'organisation responsable pour une manifestation internationale, qu'elle soit continentale, régionale ou autre;

53° personne : une personne physique ou organisation ou autre entité;

54° échantillon ou spécimen : toute matrice biologique recueillie dans le cadre du contrôle du dopage;

55° groupe cible enregistré : le groupe de sportifs d'élite, identifiés comme hautement prioritaires par une fédération sportive internationale ou par une ONAD et assujettis à des contrôles à la fois en compétition et hors compétition et qui sont tenus de transmettre les données de localisation visées à l'article 5.5 du Code et dans le Standard international pour les contrôles et les enquêtes. En Communauté germanophone, le groupe cible enregistré correspond aux sportifs d'élite de catégorie A;

56° suspension : une des conséquences possibles d'une violation des règles antidopage, telle que définie au 22°, b);

57° substance spécifiée ou méthode spécifiée : dans le cadre de l'application de sanctions à l'encontre d'individus, toutes les substances interdites sont des substances spécifiées, sauf mention contraire dans la liste des interdictions. Aucune méthode interdite ne sera considérée comme une méthode spécifiée si elle n'est pas identifiée comme telle dans la liste des interdictions;

58° sportif d'élite : tout sportif qui pratique une activité sportive au niveau international, comme défini par sa fédération sportive internationale, ou au niveau national, comme défini au 48°;

59° sportif d'élite de la catégorie A : le sportif d'élite qui pratique une discipline sportive telle que reprise dans la liste des disciplines sportives de catégorie A adoptée par le Gouvernement;

60° sportif d'élite de la catégorie B : le sportif d'élite qui pratique une discipline sportive telle que reprise dans la liste des disciplines sportives de catégorie B adoptée par le Gouvernement;

61° sportif d'élite de la catégorie C : le sportif d'élite qui pratique une discipline sportive qui n'est pas reprise dans la liste des disciplines sportives des catégories A ou B adoptée par le Gouvernement;

62° sportif : toute personne qui pratique une activité sportive à quelque niveau que ce soit;

63° personnel d'encadrement du sportif : tout entraîneur, soigneur, directeur sportif, agent, personnel d'équipe, officiel, personnel médical ou paramédical, parent, ou toute autre personne qui travaille avec un sportif participant à des compétitions sportives ou s'y préparant ou qui le traite ou lui apporte son assistance;

64° organisation sportive : les associations et fédérations sportives au sens de l'article 3, 7°, 8° et 9° du décret sur le sport du 19 avril 2004;

65° TAS (Tribunal Arbitral du Sport) : le tribunal international du sport instauré dans le cadre de la fondation de droit suisse « Conseil international de l'arbitrage en matière de sport »;

66° document technique : un document adopté et publié par l'AMA en temps opportun, contenant des exigences techniques obligatoires portant sur des sujets antidopage spécifiques énoncés dans un standard international.

67° participant : tout sportif ou membre du personnel d'encadrement du sportif;

68° AUT (*Therapeutic Use Exemption*) : l'autorisation d'usage à des fins thérapeutiques permet au sportif atteint d'une affection médicale, après examen de son dossier médical par la commission instituée par l'article 12, § 2, d'utiliser une substance interdite ou une méthode interdite, lorsqu'il a été démontré que chacune des conditions suivantes est respectée :

a) la substance ou la méthode interdite en question est nécessaire au traitement d'une affection médicale diagnostiquée, appuyée par des preuves cliniques pertinentes;

b) il est hautement improbable que l'usage thérapeutique de la substance ou de la méthode interdite produise une amélioration de la performance au-delà de celle attribuable au retour à l'état de santé normal du sportif après le traitement de l'affection médicale;

c) la substance ou la méthode interdite est un traitement indiqué pour l'affection médicale et il n'existe pas d'alternative thérapeutique raisonnable autorisée pouvant se substituer à la substance ou à la méthode interdite;

d) la nécessité d'utiliser la substance ou méthode interdite n'est pas une conséquence partielle ou totale de l'utilisation antérieure, sans AUT, d'une substance ou méthode interdite au moment de son usage.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, une AUT pourra être accordée dans des circonstances exceptionnelles prévues à l'article 4.3 du standard international pour les autorisations d'usage à des fins thérapeutiques.

69° programme des observateurs indépendants : une équipe d'observateurs et/ou d'auditeurs placés sous la supervision de l'AMA qui, avant ou pendant certaines manifestations, observent le processus de contrôle du dopage ou fournissent des conseils et rendent compte de leurs observations dans le cadre du programme de supervision de la conformité de l'AMA;

70° contrôle inopiné : le contrôle qui a lieu sans avertissement préalable du sportif et au cours duquel celui-ci est escorté en permanence, de la notification du contrôle à la fourniture de l'échantillon;

71° convention de l'UNESCO : la Convention internationale contre le dopage dans le sport adoptée le 19 octobre 2005 par la Conférence générale de l'UNESCO à sa 33^e session, y compris tous les amendements adoptés par les États parties à la Convention et la Conférence des parties à la Convention internationale contre le dopage dans le sport;

72° signataires : les entités qui ont accepté le Code et se sont engagées à le mettre en œuvre, conformément à l'article 23 du Code;

73° administration : le fait de fournir, d'approvisionner, de superviser, de faciliter ou de participer de toute autre manière à l'usage ou à la tentative d'usage par une autre personne d'une substance interdite ou d'une méthode interdite. Cependant, ce terme n'inclut pas les actions entreprises de bonne foi par le personnel médical et impliquant une substance interdite ou une méthode interdite utilisée à des fins thérapeutiques légitimes et licites ou bénéficiant d'une autre justification

acceptable, et n'inclut pas non plus les actions impliquant des substances interdites qui ne sont pas interdites dans les contrôles hors compétition, sauf si les circonstances, dans leur ensemble, démontrent que ces substances interdites ne sont pas destinées à des fins thérapeutiques légitimes et licites ou sont destinées à améliorer la performance sportive;

74° organisateur : toute personne, physique ou morale, qui organise, isolément ou en association avec d'autres organisateurs, à titre gratuit ou onéreux, une compétition ou une manifestation sportive;

75° manifestation : une série de compétitions individuelles se déroulant sous l'égide d'une organisation responsable;

76° sites de la manifestation : les sites désignés à cette fin par l'organisation responsable de la manifestation;

77° méthode interdite : toute méthode décrite comme telle dans la liste des interdictions;

78° substance interdite : toute substance ou classe de substances décrite comme telle dans la liste des interdictions;

79° liste des interdictions : la liste identifiant les substances interdites et les méthodes interdites, telle qu'annexée à la Convention de l'UNESCO ;

80° entente sous réserve de tous droits : aux fins des articles 10.7.1.1 et 10.8.2 du Code, entente écrite entre une organisation antidopage et un sportif ou une autre personne qui autorise le sportif ou l'autre personne à fournir des informations à l'organisation antidopage dans un contexte spécifique assorti de délais définis, étant entendu que si un accord pour aide substantielle ou un accord de règlement d'une affaire n'est pas finalisé, les informations fournies par le sportif ou l'autre personne dans ce contexte particulier ne pourront pas être utilisées par l'organisation antidopage contre le sportif ou l'autre personne dans une procédure de gestion des résultats en vertu du Code, et que les informations fournies par l'organisation antidopage dans ce contexte particulier ne pourront pas être utilisées par le sportif ou l'autre personne contre l'organisation antidopage dans une procédure de gestion des résultats en vertu du Code. Une telle entente n'empêchera pas l'organisation antidopage, le sportif ou l'autre personne d'utiliser les informations ou moyens de preuve obtenus de la part d'une source, sauf dans le contexte spécifique assorti de délais définis décrit dans l'entente;

81° falsification : conduite intentionnelle qui altère le processus de contrôle du dopage, mais sans relever par ailleurs de la définition des méthodes interdites. La falsification inclut, notamment, le fait d'offrir ou d'accepter un pot-de-vin pour effectuer ou s'abstenir d'effectuer un acte, empêcher le prélèvement d'un échantillon, d'entraver ou d'empêcher l'analyse d'un échantillon, de falsifier des documents soumis à une organisation antidopage, à un comité d'AUT ou à une instance d'audition, de procurer un faux témoignage de la part d'un témoin, de commettre tout autre acte frauduleux envers l'organisation antidopage ou l'instance d'audition en vue d'entraver la gestion des résultats ou l'imposition des conséquences, ainsi que toute autre ingérence ou tentative d'ingérence intentionnelle similaire d'un autre aspect du contrôle du dopage;

82° faute : tout manquement à une obligation ou tout manque de diligence appropriée lié à une situation particulière. Les facteurs à prendre en considération pour évaluer le degré de la faute d'un sportif ou d'une autre personne incluent, par exemple, l'expérience du sportif ou de l'autre personne, la question de savoir si le sportif ou l'autre personne est une personne protégée, des considérations spéciales telles que le handicap, le degré de risque qui aurait dû être perçu par le sportif, ainsi que le degré de diligence exercé par le sportif en relation avec ce qui aurait dû être le niveau de risque perçu. En évaluant le degré de la faute du sportif ou de l'autre personne, les circonstances considérées doivent être spécifiques et pertinentes pour expliquer le fait que le sportif ou l'autre personne se soit écarté(e) du comportement attendu.

83° responsabilité objective : la règle qui stipule qu'au titre de l'article 2.1. ou de l'article 2.2. du Code, il n'est pas nécessaire que l'organisation antidopage démontre l'intention, la faute, la négligence ou l'usage conscient de la part du sportif pour établir une violation des règles antidopage;

84° tentative : la conduite volontaire qui constitue une étape importante d'une action planifiée dont le but est la violation des règles antidopage. Cependant, il n'y aura pas de violation des règles

antidopage basée uniquement sur une tentative, si la personne renonce à la tentative avant d'avoir été surprise par un tiers non impliqué dans la tentative;

85° résultat d'analyse anormal : le rapport d'un laboratoire accrédité ou approuvé par l'AMA qui, en conformité avec le standard international pour les laboratoires, établit la présence dans un échantillon d'une substance interdite ou d'un de ses métabolites ou marqueurs ou l'usage d'une méthode interdite;

86° résultat de passeport anormal : tout rapport identifié comme présentant un résultat de passeport anormal tel que décrit dans les standards internationaux applicables;

87° audience préliminaire : aux fins de l'article 7.4.3 du Code, une audience sommaire et accélérée, avant la tenue de l'audience prévue à l'article 8 du Code, qui implique la notification au sportif et lui donne la possibilité de s'expliquer par écrit ou d'être entendu;

88° suspension provisoire : une des conséquences possibles d'une violation des règles antidopage, telle que définie au 22°, c);

89° intentionnel : au sens de l'article 10.2 du Code, les sportifs ou autres personnes qui ont adopté un comportement dont ils savaient qu'il constituait une violation des règles antidopage ou qu'il existait un risque important qu'il puisse constituer ou entraîner une violation des règles antidopage et ont manifestement ignoré ce risque;

90° AMA : l'Agence mondiale antidopage, fondation de droit suisse créée le 10 novembre 1999;

91° aide substantielle : aux fins de l'article 10.7.1 du Code, la personne qui fournit une aide substantielle doit :

a) divulguer entièrement, dans une déclaration écrite signée ou dans un entretien enregistré, toutes les informations en sa possession en relation avec des violations des règles antidopage ou d'autres procédures décrites à l'article 10.7.1.1 du Code, et

b) collaborer pleinement à l'enquête et à l'examen de toute affaire liée à ces informations, en ce compris en témoignant à une audience si une organisation antidopage ou une instance d'audition le lui demande.

Les informations fournies doivent être crédibles et représenter une partie importante de toute affaire ou de la procédure poursuivie ou, si l'affaire ou la procédure n'est pas poursuivie, elles doivent avoir constitué un fondement suffisant sur lequel une affaire ou une procédure pourrait reposer;

92° compétition : une course, un match ou une compétition unique. Dans le cas des courses par étapes et autres épreuves où des prix sont décernés chaque jour ou au fur et à mesure, la distinction entre une compétition et une manifestation sera celle prévue dans les règles de la fédération sportive internationale concernée;

93° contrôle en compétition : un contrôle auquel doit se soumettre un sportif désigné à cette fin dans le cadre d'une compétition donnée, dans la période indiquée au 27°, sauf disposition contraire dans les règlements de la fédération sportive internationale ou de l'organisation antidopage concernée;

94° groupe cible de la Communauté germanophone : le groupe de sportifs d'élite identifiés par l'ONAD-CG comme relevant de ses compétences, qui sont assujettis à des contrôles à la fois en compétition et hors compétition et qui sont tenus de transmettre des informations sur leur localisation listées à l'article 23. Le groupe cible de la Communauté germanophone est constitué par les sportifs d'élite des catégories A et B.

Chapitre 2 – ONAD de la Communauté germanophone

Art. 4 – Le département du Ministère de la Communauté germanophone compétent en matière de Sport est désigné comme organisation nationale antidopage (ONAD) pour la Communauté germanophone, ci-après dénommée « ONAD-CG ».

L'ONAD-CG a pour mission d'assumer les tâches qui lui incombent en vertu de ce décret et du Code et d'effectuer les traitements de données à caractère personnel qui s'y rapportent, afin

d'assurer la protection de la santé des sportifs et la préservation d'un sport propre pour le monde, objectifs reconnus comme motifs d'intérêt public important par ce décret.

L'ONAD-CG est considérée comme signataire du Code, conformément à l'article 23.1.1 de celui-ci. Par conséquent, l'ONAD-CG est responsable, pour la Communauté germanophone, de la mise en œuvre du Code et du programme antidopage de la Communauté germanophone, de manière conforme au Code.

En cohérence avec l'alinéa qui précède et conformément aux articles 24.1.1 et 24.1.2 du Code, dans le cadre de la supervision de la conformité des signataires du Code, qui est exercée par l'AMA, à la demande de celle-ci, l'ONAD-CG lui rend compte de sa conformité au Code.

Dans le cadre de l'application de l'alinéa qui précède, le cas échéant, l'ONAD-CG fournit, à l'AMA, les explications et informations demandées.

Conformément à l'article 24.1.3 du Code, un défaut de coopération de l'ONAD-CG, avec l'AMA, dans le cadre de l'application des alinéas 4 et 5, peut être considéré comme un manquement ou une irrégularité, susceptible d'entraîner in fine la non-conformité, au Code, de l'ONAD-CG, en tant que signataire du Code.

Le cas échéant, les conséquences potentielles en cas de non-conformité au Code et les principes pertinents à la détermination des conséquences à un cas particulier de non-conformité, sont celles et ceux respectivement prévu(e)s à l'article 24.1.12 du Code et à l'article 10 du Standard international pour la conformité au Code des signataires, soit, notamment, parmi ces conséquences, l'inéligibilité de toute candidature à l'organisation de grandes manifestations internationales en Communauté germanophone ou l'inéligibilité à l'obtention du droit d'accueillir des grandes manifestations internationales en Communauté germanophone.

Conformément à l'article 20.5.1 du Code, l'ONAD-CG est indépendante dans ses décisions et activités vis-à-vis du sport et du Gouvernement en ce qui concerne l'exécution des missions mentionnées dans le présent décret et ses arrêtés d'exécution.

Les décisions et activités, visées à l'alinéa qui précède, couvrent, notamment:

- a) toutes les activités antidopage, telles que définies à l'article 3, 4° ;
- b) la coopération directe avec d'autres organisations antidopage ou d'autres autorités publiques belges, européennes ou internationales, dans le but de mettre en œuvre le Code, ainsi que son programme antidopage, de manière conforme au Code, comme prévu par l'alinéa 3;
- c) sans préjudice du a), et de l'article 5, l'élaboration et la réalisation d'actions, de projets, de programmes et/ou de campagnes de prévention du dopage, d'information, d'éducation, de communication et/ou de sensibilisation à l'antidopage;
- d) la capacité budgétaire de percevoir des recettes, notamment issues d'amendes administratives, et d'effectuer des dépenses liées à la réalisation des missions de l'ONAD-CG, en tant que signataire du Code.

Sans préjudice et en cohérence avec les alinéas 3 à 9, pour lui permettre de disposer effectivement de l'autonomie et de l'indépendance dans ses décisions et activités opérationnelles, l'ONAD-CG est notamment autorisée à:

- a) conclure elle-même des conventions, protocoles ou autres accords, en lien direct avec la réalisation de ses missions de signataire du Code, avec d'autres organisations antidopage ou d'autres autorités publiques belges, européennes ou internationales;
- b) disposer et utiliser un logo et/ou une marque propre;
- c) disposer et utiliser un fonds budgétaire propre destiné à la prévention et à la lutte contre le dopage.

Conformément à l'article 20.5.9 du Code, elle est l'autorité compétente pour l'éducation antidopage en région de langue allemande.

L'ONAD-CG peut déléguer certains aspects du contrôle du dopage ou de l'éducation antidopage relevant de sa responsabilité, tout en restant pleinement responsable de veiller à ce que chaque aspect délégué soit exécuté conformément au Code. Dans la mesure où une telle délégation est faite à un tiers délégué qui n'est pas signataire, l'accord avec celui-ci exigera sa conformité avec le Code et les standards internationaux.

Chapitre 3 – Information et prévention en matière de lutte contre le dopage

Art. 5 – L'ONAD-CG est chargée, en parfaite indépendance, de planifier, d'appliquer, d'évaluer et de promouvoir une programme d'éducation conformément à l'article 20.5.8 du Code, conforme au standard international pour l'éducation en veillant, notamment, à sensibiliser la population et, plus particulièrement, les sportifs, le personnel d'encadrement des sportifs et les autres personnes aux effets néfastes du dopage sur la santé et à promouvoir l'esprit sportif et les valeurs d'un sport sans dopage.

À cette fin, l'ONAD-CG peut développer un plan d'information et de prévention dans le cadre duquel :

1° est créé, à destination des sportifs, tant d'élite qu'amateurs, un site internet abordant l'ensemble des volets prévus par l'article 18.2 du Code;

2° est établi un point de contact qui aide les sportifs d'élite à respecter les obligations visées au chapitre 5.

Le Gouvernement arrête les conditions de la politique d'éducation relative à la lutte contre le dopage et informe le Parlement des campagnes mentionnées aux alinéas 1^{er} et 2.

Art. 6 – Dans le cadre de la lutte contre le dopage, le Gouvernement peut confier des missions de prévention aux organisations sportives.

Chapitre 4 – Mesures de lutte contre le dopage

Section 1^{re} – Principes généraux

Art. 7 – La pratique du dopage dans le sport est interdite.

Il incombe aux sportifs ou autres personnes de savoir ce qui constitue une violation des règles antidopage et de connaître les substances et les méthodes incluses dans la liste des interdictions.

Art. 8 – Il est question de dopage lorsqu'une ou plusieurs violations des règles antidopage suivantes ont été commises :

1° la présence d'une substance interdite, de ses métabolites ou de ses marqueurs dans un échantillon fourni par un sportif.

Il incombe personnellement aux sportifs de s'assurer qu'aucune substance interdite ne pénètre dans leur organisme. Les sportifs sont responsables de toute substance interdite ou de ses métabolites ou marqueurs dont la présence est décelée dans leurs échantillons. Par conséquent, il n'est pas nécessaire de faire la preuve de l'intention, de la faute, de la négligence ou de l'usage conscient de la part du sportif pour établir cette violation.

Une violation est constatée dans chacun des cas suivants :

a) la présence d'une substance interdite ou de ses métabolites ou marqueurs dans l'échantillon A du sportif lorsque celui-ci renonce à l'analyse de l'échantillon B et que ledit échantillon B n'est pas analysé ou;

b) lorsque l'échantillon B est analysé, la confirmation par l'analyse dudit échantillon B, de la présence de la substance interdite ou de ses métabolites ou marqueurs décelés dans l'échantillon A du sportif ou;

c) lorsque l'échantillon A ou B du sportif est fractionné en deux parties et que l'analyse de la partie de confirmation de l'échantillon confirme la présence de la substance interdite ou de ses métabolites ou marqueurs détectés dans la première partie de l'échantillon fractionné ou que le sportif renonce à l'analyse de la partie de confirmation de l'échantillon fractionné.

À l'exception des substances pour lesquelles une limite de décision est précisée dans la liste des interdictions ou dans un document technique, la présence de toute quantité rapportée d'une substance interdite ou de ses métabolites ou marqueurs dans un échantillon d'un sportif constitue une violation des règles antidopage.

À titre d'exception à cette règle générale, la liste des interdictions, les standards internationaux et les documents techniques pourront prévoir des critères particuliers pour rapporter ou pour évaluer certaines substances interdites ;

2° l'usage ou la tentative d'usage par un sportif d'une substance interdite ou d'une méthode interdite.

Il incombe personnellement aux sportifs de s'assurer qu'aucune substance interdite ne pénètre dans leur organisme et qu'aucune méthode interdite ne soit utilisée. Par conséquent, il n'est pas nécessaire de faire la preuve de l'intention, de la faute, de la négligence ou de l'usage conscient de la part du sportif pour établir une violation des règles antidopage pour usage d'une substance interdite ou d'une méthode interdite.

Le succès ou l'échec de l'usage ou de la tentative d'usage d'une substance interdite ou d'une méthode interdite n'est pas déterminant.

L'usage ou la tentative d'usage de la substance interdite ou de la méthode interdite suffit pour qu'il y ait violation des règles antidopage;

3° la soustraction au prélèvement d'un échantillon, le refus du prélèvement d'un échantillon ou le refus de se soumettre au prélèvement d'un échantillon de la part d'un sportif.

Cette violation d'une règle antidopage consiste à se soustraire au prélèvement d'un échantillon ou, sans justification valable après notification par une personne dûment autorisée, refuser le prélèvement d'un échantillon ou ne pas se soumettre au prélèvement d'un échantillon;

4° les manquements aux obligations en matière de localisation de la part d'un sportif.

Toute combinaison, pour un sportif d'élite de catégorie A, sur une période de douze mois à dater du premier manquement, de trois contrôles manqués et/ou manquements à l'obligation de transmission d'informations sur la localisation, telle que définis dans le standard international pour la gestion des résultats et prévue à l'article 23;

5° la falsification ou la tentative de falsification de tout élément du contrôle du dopage de la part d'un sportif ou d'une autre personne;

6° la possession, par un sportif ou un membre du personnel d'encadrement du sportif, d'une des substances interdites ou méthodes interdites suivantes :

a) la possession en compétition, par un sportif, de toute substance interdite ou méthode interdite ou la possession hors compétition, par un sportif, de toute substance interdite ou méthode interdite qui est interdite hors compétition, à moins que le sportif n'établisse que cette possession est conforme à une AUT accordée en application de l'article 12 ou ne fournisse une autre justification acceptable;

b) la possession, en compétition, par un membre du personnel d'encadrement du sportif, de toute substance interdite ou méthode interdite ou la possession, hors compétition, par un membre du personnel d'encadrement du sportif, de toute substance interdite ou méthode interdite qui est interdite hors compétition, en lien avec un sportif, une compétition ou un entraînement, à moins que la personne en question ne puisse établir que cette possession est conforme à une AUT accordée au sportif en application de l'article 12 ou ne fournisse une autre justification acceptable;

7° le trafic ou la tentative de trafic d'une substance interdite ou d'une méthode interdite par un sportif ou une autre personne;

8° l'administration ou la tentative d'administration par un sportif ou une autre personne à un sportif en compétition d'une substance interdite ou d'une méthode interdite, ou l'administration ou la tentative d'administration à un sportif hors compétition d'une substance interdite ou d'une méthode interdite qui est interdite hors compétition;

9° la complicité ou tentative de complicité de la part d'un sportif ou d'une autre personne entendue comme toute assistance, incitation, contribution, conspiration, dissimulation ou toute autre forme de complicité ou tentative de complicité impliquant une violation des règles antidopage,

une tentative de violation des règles antidopage ou une violation de l'article 10.14.1 du Code, ou la suspension provisoire d'une autre personne;

10° l'association interdite de la part d'un sportif ou d'une autre personne, entendue comme l'association, à titre professionnel ou sportif, entre un sportif ou une autre personne soumise à l'autorité d'une organisation antidopage et un membre du personnel d'encadrement du sportif, lequel :

a) soit relève de l'autorité d'une organisation antidopage et purge une période de suspension;

b) soit ne relève pas de l'autorité d'une organisation antidopage, lorsqu'une suspension n'a pas été imposée dans un processus de gestion des résultats conformément au Code, mais a été condamné ou reconnu coupable, dans une procédure pénale, disciplinaire ou professionnelle, d'avoir adopté un comportement qui aurait constitué une violation des règles antidopage si des règles conformes au Code avaient été applicables à cette personne. Le statut disqualifiant de ladite personne sera en vigueur pendant six ans à compter de la décision pénale, professionnelle ou disciplinaire, ou pendant la durée de la sanction pénale, disciplinaire ou professionnelle imposée, selon celle de ces deux périodes qui sera la plus longue ;

c) soit sert de couverture ou d'intermédiaire pour une personne décrite au a) ou b).

Pour établir une de ces violations des règles antidopage, l'ONAD-CG – en qualité d'organisation antidopage compétente pour le sportif ou l'autre personne – doit établir que le sportif ou l'autre personne connaissait le statut disqualifiant du membre du personnel d'encadrement du sportif.

Il incombe au sportif ou à l'autre personne d'établir que l'association avec le membre du personnel d'encadrement du sportif, telle que décrite aux a) ou b), ne revêt pas un caractère professionnel ou sportif et/ou que cette association ne pouvait raisonnablement pas être évitée.

Lorsque l'ONAD-CG a connaissance qu'un membre du personnel d'encadrement du sportif répond aux critères décrits aux a), b) ou c), elle soumet ces informations à l'AMA.

11° les actes commis par un sportif ou une autre personne pour décourager les signalements aux autorités ou les actes de représailles à l'encontre de tels signalements.

Lorsqu'un tel comportement ne constitue pas, par ailleurs, une violation au sens du 5°, les actes suivants :

a) tout acte qui menace ou cherche à intimider une autre personne dans le but de la décourager de signaler, de bonne foi, des informations se rapportant à une allégation de violation des règles antidopage ou à une allégation de non-conformité avec le Code à l'AMA, à l'ONAD-CG ou toute autre organisation antidopage, à des organes chargés de l'application de la loi, à des organes disciplinaires de nature réglementaire ou professionnelle, à une instance d'audition ou à une personne chargée de mener une enquête pour l'AMA, l'ONAD-CG ou une autre organisation antidopage;

b) les représailles à l'encontre d'une personne qui, de bonne foi, a fourni des preuves ou des informations se rapportant à une allégation de violation des règles antidopage ou à une allégation de non-conformité avec le Code à l'AMA, à l'ONAD-CG ou toute autre organisation antidopage, à des organes chargés de l'application de la loi, à des organes disciplinaires de nature réglementaire ou professionnelle, à une instance d'audition ou à une personne chargée de mener une enquête pour l'AMA, l'ONAD-CG ou toute autre organisation antidopage.

Les représailles, menaces et intimidations au sens du 11° incluent tout acte entrepris contre une telle personne qui n'est pas entrepris de bonne foi ou qui constitue une réponse disproportionnée.

Art. 9 – § 1^{er} – La charge de la preuve incombe à l'organisation antidopage compétente, laquelle doit établir les violations d'une règle antidopage au sens de l'article 8.

Le degré de preuve auquel l'organisation antidopage est astreinte consiste à établir la violation des règles antidopage à la satisfaction de l'instance d'audition; celle-ci appréciera, dans le respect de l'article 24, la gravité de l'allégation.

Dans tous les cas, le degré de preuve devra être plus important qu'une simple prépondérance des probabilités, mais moindre qu'une preuve au-delà du doute raisonnable.

Lorsque le présent décret impose au sportif ou à toute autre personne présumés d'avoir commis une violation des règles antidopage, la charge de renverser la présomption ou d'établir des circonstances ou des faits spécifiques, le degré de preuve est établi par la prépondérance des probabilités, sans préjudice du § 2, 2° et 3°.

§ 2 – Les faits liés aux violations des règles antidopage peuvent être établis par tout moyen fiable, y compris des aveux. Les règles suivantes en matière de preuve sont appliquées en cas de dopage :

1° les méthodes d'analyse ou les limites de décisions, approuvées par l'AMA après avoir été soumises à une consultation au sein de la communauté scientifique ou à une révision par un comité de lecture, sont présumés scientifiquement valables.

Tout sportif ou toute autre personne cherchant à contester la validité des conditions de cette présomption ou à renverser cette présomption de validité scientifique devra, préalablement à toute contestation, informer l'AMA de celle-ci et de ses motifs. De leur propre initiative, l'instance d'audition initiale, l'instance d'appel ou le TAS peuvent également informer l'AMA de cette contestation. Dans les affaires portées devant le TAS et à la demande de l'AMA, la formation arbitrale du TAS désignera un expert scientifique approprié qui l'aidera à se prononcer sur cette contestation.

Dans les dix jours à compter de la réception de cette notification et du dossier relatif à cette contestation par l'AMA, celle-ci a le droit d'intervenir en tant que partie, de comparaître en qualité « *d'amicus curiae* » ou de soumettre tout autre élément de preuve dans la procédure;

2° les laboratoires accrédités par l'AMA et les autres laboratoires approuvés par elle sont présumés avoir effectué l'analyse des échantillons et respecté les procédures de la chaîne de sécurité, conformément au standard international pour les laboratoires. Le sportif ou une autre personne pourra renverser cette présomption en démontrant qu'un écart par rapport au standard international pour les laboratoires est survenu et pourrait raisonnablement avoir causé le résultat d'analyse anormal.

Dans ce cas, si le sportif ou une autre personne parvient à renverser la présomption en démontrant qu'un écart par rapport au standard international pour les laboratoires est survenu et pourrait raisonnablement avoir causé le résultat d'analyse anormal, il incombe alors à l'organisation antidopage compétente de démontrer que cet écart n'est pas à l'origine du résultat d'analyse anormal;

3° les écarts par rapport à tout autre standard international ou à toute autre règle ou politique antidopage énoncés dans le Code ou dans les règles d'une organisation antidopage n'invalident pas les résultats d'analyse ou les autres preuves d'une violation des règles antidopage et ne constituent pas une défense contre une violation des règles antidopage. Toutefois, si le sportif ou l'autre personne démontre qu'un écart par rapport à l'une des dispositions spécifiques des standard internationaux indiquées ci-dessous pourrait raisonnablement avoir été à l'origine d'une violation des règles antidopage sur la base d'un résultat d'analyse anormal ou d'un manquement aux obligations en matière de localisation, il incombera à l'organisation antidopage compétente de démontrer que cet écart n'a pas causé le résultat d'analyse anormal ou le manquement aux obligations en matière de localisation :

a) un écart par rapport au standard international pour les contrôles et les enquêtes relatif au prélèvement ou à la manipulation des échantillons qui aurait raisonnablement pu être à l'origine d'une violation des règles antidopage sur la base d'un résultat d'analyse anormal, auquel cas, il incombera à l'organisation antidopage de démontrer que cet écart n'a pas causé le résultat d'analyse anormal;

b) un écart par rapport au standard international pour la gestion des résultats ou au standard international pour les contrôles et les enquêtes relatif à un résultat de passeport anormal qui aurait raisonnablement pu être à l'origine d'une violation des règles antidopage, auquel cas, il incombera à l'organisation antidopage de démontrer que cet écart n'a pas causé la violation des règles antidopage;

c) un écart par rapport au standard international pour la gestion des résultats relatif à l'exigence de notifier au sportif l'ouverture de l'échantillon B qui aurait raisonnablement pu être à l'origine

d'une violation des règles antidopage sur la base d'un résultat d'analyse anormal, auquel cas, il incombera à l'organisation antidopage de démontrer que cet écart n'a pas causé le résultat d'analyse anormal;

d) un écart par rapport au standard international pour la gestion des résultats relatif à la notification du sportif qui aurait raisonnablement pu être à l'origine d'une violation des règles antidopage sur la base d'un manquement aux obligations en matière de localisation, auquel cas, il incombera à l'organisation antidopage de démontrer que cet écart n'a pas causé le manquement aux obligations en matière de localisation;

4° les faits établis par une décision d'un tribunal ou d'un tribunal disciplinaire professionnel compétent qui ne fait pas l'objet d'un appel en cours constituent une preuve irréfutable des faits à l'encontre du sportif ou de l'autre personne visée par la décision, à moins que le sportif ou l'autre personne n'établisse que la décision violait les principes de justice naturelle;

5° l'instance d'audition peut, dans le cadre d'une audience relative à une violation des règles antidopage, tirer des conclusions défavorables pour le sportif ou pour l'autre personne qui sont accusés d'une violation des règles antidopage en se fondant sur le refus du sportif ou de cette autre personne, malgré une demande dument présentée dans un délai raisonnable avant l'audience, de comparaître (en personne ou par téléphone, selon les instructions de l'instance d'audition) et de répondre aux questions de l'instance d'audition ou de l'organisation antidopage lui reprochant la violation d'une règle antidopage.

Art. 10 – Aux fins de rechercher, de collecter des renseignements et, le cas échéant, de réunir des preuves permettant d'établir des cas de dopage, tels que visés à l'article 8, l'ONAD-CG dispose d'un pouvoir d'enquête conformément au standard international pour les contrôles et les enquêtes.

Les renseignements antidopage obtenus ou reçus sont traités de manière sécurisée conformément à l'article 15.

L'ONAD-CG se dote des moyens de réaliser des enquêtes et de recueillir des renseignements conformément aux exigences du standard international pour les contrôles et les enquêtes, et met en œuvre ces moyens.

Dans le cadre du pouvoir d'enquête mentionné à l'alinéa 1^{er}, l'ONAD-CG peut :

1° obtenir, évaluer et traiter des renseignements antidopage émanant de toutes les sources disponibles afin d'alimenter la mise en place d'un plan de répartition des contrôles efficace, intelligent et proportionné, de planifier des contrôles ciblés et/ou de servir de base à une enquête portant sur une ou plusieurs violations éventuelles des règles antidopage, telles que visées à l'article 8;

2° enquêter sur les résultats atypiques et les résultats de passeport anormaux conformément à l'article 12.2.1 du standard international pour les contrôles et les enquêtes;

3° enquêter sur toute autre information ou donnée analytique ou non analytique indiquant une ou plusieurs violations potentielles des règles antidopage, conformément aux articles 7.1.6 et 7.2 du Code et à l'article 12.3 du standard international pour les contrôles et les enquêtes, afin d'exclure l'existence d'une telle violation ou de réunir des preuves permettant l'ouverture d'une procédure pour violation des règles antidopage;

4° mener une enquête automatique sur le personnel d'encadrement du sportif en cas de toute violation des règles antidopage commise par une personne protégée et mener une enquête automatique sur tout membre du personnel d'encadrement du sportif qui a apporté son soutien à plus d'un sportif reconnu coupable de violation des règles antidopage.

Le Gouvernement peut déterminer d'éventuelles modalités additionnelles pour l'application du présent article.

Sans préjudice de l'alinéa 5, le Gouvernement peut conclure, avec d'autres autorités publiques belges compétentes, des accords de coopération en matière de lutte contre le dopage, afin de déterminer les modalités d'exécution de contrôles antidopage par une ONAD sur demande d'une autre ONAD ou de s'accorder sur d'autres sujets de coopération en matière de prévention et de lutte contre le dopage dans le sport, ainsi que conclure des accords avec d'autres autorités publiques belges, européennes ou internationales.

Art. 11 – Le Gouvernement arrête, dans les trois mois suivant leur publication sur le site internet de l'AMA, la liste des interdictions et ses mises à jour.

La décision de l'AMA d'inclure des substances interdites et des méthodes interdites dans la liste des interdictions, la classification des substances au sein de classes particulières dans la liste des interdictions, la classification de la substance comme étant interdite en tout temps ou uniquement en compétition, la classification d'une substance ou méthode comme substance spécifiée, méthode spécifiée ou substance d'abus sont finales et ne pourront pas faire l'objet d'un appel par un sportif ou toute autre personne, y compris, mais sans s'y limiter, un appel invoquant comme argument que la substance ou la méthode n'est pas un agent masquant, n'a pas le potentiel d'améliorer la performance sportive, ne présente pas de risque pour la santé ou n'est pas contraire à l'esprit sportif.

Par dérogation à l'article 8, alinéa 3, 1°, du décret sur le sport du 19 avril 2004, l'avis de l'Association faitière pour le sport en Communauté germanophone n'est pas requis pour la liste des interdictions mentionnées à l'alinéa 1^{er} et ses mises à jour.

Le Gouvernement informe l'Association faitière pour le sport en Communauté germanophone des mises à jour de la liste des interdictions.

Art. 12 – § 1^{er} – La présence d'une substance interdite ou de ses métabolites ou marqueurs au sens de l'article 8, 1°, et/ou l'usage ou la tentative d'usage au sens de l'article 8, 2°, et/ou la possession ou l'administration ou la tentative d'administration d'une substance interdite ou d'une méthode interdite au sens de l'article 8, 6° et 8°, ne seront pas considérés comme une violation des règles antidopage s'ils sont compatibles avec les dispositions d'une AUT délivrée en conformité avec le standard international pour les autorisations d'usage à des fins thérapeutiques.

§ 2 – Le Gouvernement institue une commission pour l'autorisation d'usage à des fins thérapeutiques (en abrégé CAUT) en vue de déterminer si les demandes de délivrance d'autorisations d'usage à des fins thérapeutiques remplissent les conditions prévues à l'article 4.2 du standard international pour les autorisations d'usage à des fins thérapeutiques.

La CAUT est composée d'au moins trois médecins ayant une expérience en matière de soins et de traitement de sportifs ainsi qu'une solide connaissance de la médecine clinique et sportive. Si une expertise spécifique est requise, au moins un membre ou expert de la CAUT doit disposer de cette expertise.

Afin d'assurer l'impartialité des décisions, tous les membres de la CAUT signent une déclaration de confidentialité et d'absence de conflit d'intérêts.

Le Gouvernement fixe les conditions et la procédure de désignation des membres de la CAUT ainsi que les modalités pour vérifier que l'impartialité et toutes les autres modalités éventuelles pour l'exécution de cet article sont garanties, notamment la procédure à suivre pour demander la délivrance d'AUT et les conditions d'utilisation d'ADAMS.

Sans préjudice de l'alinéa 4, le Gouvernement peut conclure des accords de coopération avec d'autres organisations antidopage, notamment avec les autres autorités publiques belges compétentes en matière de lutte contre le dopage, afin de s'accorder sur les conditions d'éventuelles délégations de l'exercice de certaines missions et/ou tâches, ou de l'éventuelle mise à disposition, le cas échéant à titre onéreux, de ressources existantes.

§ 3 – Sans préjudice des articles 4.4 et 13.4 du Code, la CAUT délivre des autorisations d'usage à des fins thérapeutiques :

- 1° aux sportifs d'élite de niveau national, quelle que soit leur catégorie;
- 2° aux sportifs amateurs, en ce compris aux sportifs de niveau récréatif et aux personnes protégées.

La CAUT n'est pas compétente à l'égard des sportifs d'élite de niveau international qui, conformément à l'article 4.4.3 du Code, sont tenus de s'adresser à leur fédération sportive internationale.

La décision de la CAUT sera la décision finale de l'ONAD-CG et peut faire l'objet d'un appel devant l'instance d'appel instaurée par l'article 25. La décision de la CAUT de l'ONAD-CG sera notifiée par écrit au sportif, à l'AMA et aux autres organisations antidopage conformément au standard international pour les autorisations d'usage à des fins thérapeutiques. Elle sera aussi communiquée rapidement via ADAMS.

Si l'ONAD-CG refuse une demande d'AUT, le sportif peut faire appel exclusivement auprès de l'instance d'appel mentionnée à l'article 25.

§ 4 – La CAUT garantit, conformément à l'article 15, le respect de la vie privée des sportifs lors du traitement des données à caractère personnel de santé qui lui sont confiées.

Sans préjudice de l'alinéa qui précède et pour en assurer le respect :

- a) les données traitées le sont en toute confidentialité, par et sous la responsabilité de professionnels de la santé, sans préjudice de l'alinéa 3 ;
- b) les données sont ~~uniquement~~ traitées par l'ONAD-CG, le cas échéant dans ADAMS, à des fins exclusives de lutte contre le dopage et plus spécifiquement afin de vérifier si les critères prévus à l'article 3, 68° et dans le Standard international pour les autorisations d'usage à des fins thérapeutiques, sont réunis, dans les cas d'espèce qui lui sont soumis ;
- c) l'encodage des décisions de la CAUT dans ADAMS, tel que visé aux §2, alinéa 4 et § 3, alinéa 3 a pour ~~seules~~ autres finalités de permettre à l'AMA d'éventuellement faire usage de son droit, visé à l'article 4.4.6 du Code, tel que précisé par le Gouvernement, et, par ailleurs, d'assurer le respect, la reconnaissance et la validité des décisions prises par la CAUT, auprès des seules organisations antidopage susceptibles de contrôler le sportif concerné et/ou de prendre une décision disciplinaire à son égard ;
- d) l'accès, dans ADAMS, aux décisions de la CAUT encodées en vertu des §2, alinéa 4 et § 3, alinéa 3, est également uniquement réservé à des professionnels de la santé faisant soit partie de l'AMA, soit des seules organisations antidopage susceptibles de contrôler le sportif concerné et/ou de prendre une décision disciplinaire à son égard ;
- e) a contrario et en cohérence avec le a) et le d), les décisions de la CAUT encodées dans ADAMS en vertu des §2, alinéa 4 et § 3, alinéa 3, sont cryptées et inaccessibles pour toute autre personne que celles limitativement visées au a) et au d).

La CAUT peut, suivant les modalités déterminées par le Gouvernement, solliciter l'avis d'experts médicaux ou scientifiques qu'elle juge appropriés. Ces informations transférées aux experts peuvent être traitées à cette occasion, dans le respect du principe de minimisation des données, c'est-à-dire de préférence à l'aide de données anonymes. S'il n'est pas possible d'atteindre la finalité de

traitement visée à l'aide de données anonymes, des données à caractère personnel pseudonymisées peuvent être utilisées. Si ces données ne permettent pas non plus d'atteindre la finalité visée, des données à caractère personnel non pseudonymisées peuvent aussi être utilisées, mais uniquement en dernière instance. Elles sont traitées en toute confidentialité sous la responsabilité des membres de la CAUT.

§ 5 – Une AUT délivrée par la CAUT de l'ONAD-CG est valable au niveau national dans le monde entier et n'a pas à être formellement reconnue par d'autres organisations nationales antidopage. Les autorisations d'usage à des fins thérapeutiques délivrées par d'autres organisations nationales antidopage sont valables en région de langue allemande. Toutefois, si le sportif devient un sportif de niveau international ou concourt dans une manifestation internationale, l'AUT ne sera pas valable sauf si elle est reconnue par la fédération sportive internationale ou l'organisation responsable de grandes manifestations compétente conformément au standard international pour les autorisations d'usage à des fins thérapeutiques.

§ 6 – Les sportifs amateurs, en ce compris les sportifs de niveau récréatif et les personnes protégées, au sens du § 3, alinéa 1^{er}, 2°, peuvent demander et obtenir, auprès de la CAUT, une AUT avec effet rétroactif lorsqu'ils font usage d'une substance interdite ou d'une méthode interdite pour des raisons thérapeutiques.

Le Gouvernement fixe les modalités pour la procédure mentionnée à l'alinéa 1^{er}.

Art. 13 – Dans le cadre de la lutte contre le dopage, le Gouvernement veille à ce que l'ONAD-CG puisse exécuter les tâches suivantes :

1° adopter et mettre en œuvre des règles et des politiques antidopage conformes au Code et aux standards internationaux;

2° collaborer avec les organisations et agences nationales ainsi qu'avec d'autres organisations antidopage compétentes;

3° encourager les contrôles réciproques entre organisations antidopage;

4° promouvoir la recherche en matière de lutte contre le dopage;

5° interrompre, pendant toute période de suspension, tout ou partie du financement versé à un sportif ou à un membre du personnel d'encadrement du sportif qui a violé des règles antidopage;

6° poursuivre toutes les violations potentielles des règles antidopage relevant de sa compétence, y compris enquêter sur l'implication potentielle du personnel d'encadrement du sportif ou d'autres personnes dans chaque cas de dopage et veiller à l'application correcte des conséquences;

7° planifier, appliquer, évaluer et promouvoir l'éducation en matière d'antidopage conformément aux exigences du standard international pour l'éducation, avec le support de l'Association faitière pour le sport en Communauté germanophone agissant en qualité de tiers délégué;

8° informer l'AMA des contrôles antidopage menés;

9° publier le rapport statistique annuel des activités de contrôle antidopage, dont un exemplaire est transmis à l'AMA et un autre, pour information, au Parlement;

10° sous réserve du droit applicable, exiger de tous les membres de son conseil, de tous ses administrateurs, directeurs et collaborateurs, ainsi que ceux des tiers délégués, impliqués dans tout aspect du contrôle du dopage, comme condition de cette position ou de cette implication, qu'ils acceptent d'être liés par les règles antidopage en leur qualité de personnes au sens du Code en cas de faute directe et intentionnelle, ou d'être liés par des règles et règlements comparables mis en place par le Gouvernement;

11° sous réserve du droit applicable, ne pas employer sciemment dans un poste impliquant le contrôle du dopage – sauf dans le cadre de programmes autorisés d'éducation ou de réhabilitation antidopage – une personne qui fait l'objet d'une suspension provisoire ou qui purge une période de suspension en vertu du Code ou, si cette personne n'était pas soumise au Code, qui a directement et intentionnellement adopté, au cours des six années précédentes, un comportement qui aurait

constitué une violation des règles antidopage si des règles conformes au Code avaient été applicables à ladite personne;

12° mener une enquête automatique sur le personnel d'encadrement du sportif relevant de la compétence de l'ONAD-CG en cas de toute violation des règles antidopage commise par une personne protégée et mener une enquête automatique sur tout membre du personnel d'encadrement du sportif qui a apporté un soutien à plus d'un sportif reconnu coupable de violation des règles antidopage;

13° collaborer pleinement avec l'AMA en liaison avec des enquêtes menées par l'AMA en vertu de l'article 20.7.14 du Code;

14° respecter l'indépendance opérationnelle des laboratoires conformément au standard international pour les laboratoires;

15° adopter une politique ou des règles pour la mise en œuvre de l'article 2.11 du Code;

16° prendre des mesures appropriées pour décourager la non-conformité au Code et aux standards internationaux.

Art. 14 – Dans le cadre de l'application de l'article 13, 2°, et sans préjudice de dispositions spécifiques convenues à ce sujet entre les autorités belges compétentes pour la lutte contre le dopage, si un sportif d'élite de catégorie A est repris à la fois dans le groupe cible enregistré de la Communauté germanophone et dans celui d'une organisation antidopage étrangère ou de la fédération sportive internationale, l'ONAD-CG s'accordera avec l'autre partie pour que l'une d'entre elles seulement assure la gestion des informations sur la localisation du sportif d'élite concerné et que l'autre puisse avoir accès à ces données dans le respect du règlement général sur la protection des données. À défaut d'accord de coopération, l'article 5.5 du Code et le standard international pour les contrôles et les enquêtes sont applicables.

Par contre, lorsqu'un sportif d'élite fait partie du groupe cible de la Communauté germanophone et d'une autre ONAD belge, l'ONAD-CG se réfèrera au Conseil de coordination, institué conformément à l'article 5 de l'accord de coopération du 9 décembre 2011 conclu entre la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone et la Commission communautaire commune en matière de prévention et de lutte contre le dopage dans le sport, pour que ce dernier confie la gestion des informations sur la localisation du sportif concerné à une seule ONAD, et ce, dans l'intérêt du sportif, qui sera averti par l'ONAD-CG de la décision prise.

Dans le cadre de l'application de l'article 13, 2° et 3°, et sans préjudice de dispositions spécifiques convenues à ce sujet entre les autorités belges compétentes, lorsque l'ONAD-CG a l'autorité pour procéder à des contrôles dans d'autres circonstances, mais qu'elle n'est pas responsable pour initier et réaliser des contrôles lors d'une manifestation et qu'elle souhaite réaliser des contrôles sur un ou plusieurs sportifs pendant la durée de la manifestation sportive sur les sites de celle-ci, elle en demandera au préalable l'autorisation à l'organisation sous l'égide de laquelle cette manifestation est organisée, conformément à l'article 5.3.2 du Code et au standard international pour les contrôles et les enquêtes.

Le Gouvernement fixe les modalités pour la procédure mentionnée à l'alinéa 3.

Art. 15 – § 1^{er} – L'ONAD-CG peut recueillir, conserver, traiter ou communiquer des données à caractère personnel des sportifs et des autres personnes dans la mesure nécessaire et appropriée pour mener à bien la mission d'intérêt public ou relevant de l'exercice de l'autorité publique et les obligations légales spécifiées à l'article 4 en conformité avec le présent décret.

Le traitement des données a pour finalité générale la lutte contre le dopage et la conduite d'activités antidopage en vue de promouvoir un sport respectueux de la santé, de l'équité, de l'égalité et de l'esprit sportif.

Sans préjudice de l'alinéa 2 :

- a) les finalités de traitement spécifiques des données relatives à l'éducation, l'information et à la prévention en matière de lutte contre le dopage sont celles visées à l'article 5, alinéas 1 et 2 ;
- b) les finalités de traitement spécifiques des données relatives au pouvoir d'enquête de l'ONAD-CG sont celles visées à l'article 10, alinéa 1er ;
- c) les finalités de traitement spécifiques, ainsi que les règles spécifiques relatives à la sécurité, à la confidentialité et à la protection des données relatives aux AUT sont celles spécifiées à l'article 12, § 4 ;
- d) les finalités de traitement spécifiques des données relatives aux contrôles sont celles visées à l'article 16, § 1er, alinéa 3 et à l'article 13, 9°;
- e) les finalités de traitement spécifiques des données relatives au passeport biologique de l'athlète sont celles visées aux articles 16, § 1er, alinéa 3, et 17, alinéa 2 ;
- f) les finalités de traitement spécifiques des données relatives à la gestion des résultats correspondent aux finalités des articles 20, 21 et 24, § 1er, portant respectivement sur la notification des résultats et sur le traitement disciplinaire des cas de dopage, après qu'une allégation de violation des règles antidopage ait été notifiée et alléguée par l'ONAD-CG;
- g) les finalités de traitement spécifiques des données relatives à la localisation des sportifs d'élite, sont, conformément à l'article 5.5 du Code, de planifier, de coordonner ou de réaliser des contrôles du dopage, de fournir des informations pertinentes pour le passeport biologique de l'athlète ou d'autres résultats d'analyses, de contribuer à une enquête relative à une violation potentielle des règles antidopage ou de contribuer à une procédure alléguant une violation des règles antidopage.

§ 2 L'ONAD-CG est responsable du traitement des données au sens de l'article 4, 7), du règlement général sur la protection des données pour les finalités reprises à l'alinéa précédent

La base de données ADAMS est administrée par l'AMA pour son propre compte ainsi que pour le compte de toute autre partie impliquée dans les activités antidopage menées conformément au Code, en ce compris l'ONAD-CG.

§ 3 – Sans préjudice des éventuelles données complémentaires précisées par le Gouvernement et nécessaires à l'exécution des dispositions qui suivent, les données qui peuvent faire l'objet d'un traitement en exécution du décret et de ses arrêtés d'exécution pour les finalités reprises au §1 sont les suivantes :

- a) pour ce qui concerne l'éducation, l'information et la prévention en matière de lutte contre le dopage : les données susceptibles d'être traitées en application du chapitre 3 ;
- b) pour ce qui concerne le pouvoir d'enquête de l'ONAD-CG: les données visées à l'article 10 et à l'annexe 1,;
- c) pour ce qui concerne les AUT : les informations visées à l'article 12 et au point 3 de l'annexe 1 ;
- d) pour ce qui concerne les contrôles et le rapportage : les informations visées aux articles 10, 16 à 28 et à l'annexe 1,;
- e) pour ce qui concerne le passeport biologique de l'athlète : les informations visées aux articles 10, 16 à 28 et au point 7 de l'annexe 1 ;
- f) pour ce qui concerne la gestion des résultats : les informations visées aux articles 10, 16 à 28, 33 et à l'annexe 1, ~~sans préjudice de l'alinéa 1er~~ ;
- g) pour ce qui concerne la localisation des sportifs : les informations visées à l'article 23 et au point 2 de l'annexe 1.

§ 4 – En conformité avec le standard international pour la protection des renseignements personnels, la durée de conservation des données recueillies et traitées en vertu du décret et par application de ses arrêtés d'exécution est, selon le type de données, celle reprise en annexe 1.

§ 5 – Les conditions selon lesquelles les informations sont traitées sont celles prévues par le présent décret, sans préjudice des éventuelles procédures et modalités complémentaires précisées par le Gouvernement et nécessaires à l'exécution des dispositions qui suivent :

- a) pour ce qui concerne l'éducation, l'information et à la prévention en matière de lutte contre le dopage : les conditions prévues au chapitre 3 ;
- b) pour ce qui concerne le pouvoir d'enquête de l'ONAD-CG: les conditions prévues à l'article 10;
- c) pour ce qui concerne les AUT : les conditions prévues à l'article 12 ;
- d) pour ce qui concerne les contrôles : les conditions prévues aux articles 10 et 16 à 28 ;
- e) pour ce qui concerne le passeport biologique de l'athlète : les conditions prévues aux articles 10 et 16 à 28 ;
- f) pour ce qui concerne la gestion des résultats : les conditions prévues aux articles 10, 16 à 28 et 33 ;
- g) pour ce qui concerne la localisation des sportifs : les conditions prévues aux articles 22, 23 et 25.

§ 6 – Sans préjudice des principes et des règles de confidentialité, de sécurité et de protection prévus à l'article 12, §4 pour ce qui concerne les AUT, et au présent article, les informations récoltées et traitées en vertu du décret et par application de ses arrêtés d'exécution ne peuvent être communiquées qu'aux destinataires suivants, dans le respect des finalités prévues au §1^{er}, alinéa 3 et 4 et uniquement dans la mesure strictement nécessaire à la réalisation de ces finalités, pour chacun des domaines spécifiques repris ci-dessous :

1° en ce qui concerne les informations et les données traitées et recueillies pour la planification et l'exécution des contrôles antidopage, en ce compris, le cas échéant, pour la mise en œuvre du passeport biologique du sportif tel que visé à l'article 17, alinéa 2: les agents de l'ONAD-CG ou ceux dûment mandatés par elle, conformément aux dispositions du présent arrêté, les médecins contrôleurs désignés ou reconnus, les laboratoires accrédités ou autrement approuvés par l'AMA, le sportif contrôlé, la ou les organisation(s) sportive(s) nationale(s) et, le cas échéant, internationale(s) dont il relève, les autres organisations antidopage concernées, en ce compris les autres ONAD belges, les organisations responsables de grandes manifestations, l'AMA et l'Association faitière pour le sport en Communauté germanophone;

2° en ce qui concerne les informations et les données traitées et recueillies dans le cadre du pouvoir d'enquête de l'ONAD-CG, tel que visé à l'article 10, le ou les agent(s) de l'ONAD-CG ou celui ou ceux dûment mandaté(s) par elle, le ou les sportif(s) faisant l'objet de l'enquête, le ou les membre(s) du personnel d'encadrement du ou des sportif(s) faisant l'objet de l'enquête, la ou les organisation(s) sportive(s) nationale(s) et, le cas échéant, internationale(s) concernée(s), les autres organisations antidopage concernées en ce compris les autres autorités publiques belges compétentes en matière de lutte contre le dopage, les organisations responsables de grandes manifestations, les services de police et de justice, l'Association faitière pour le sport en Communauté germanophone, les douanes, l'agence fédérale des médicaments et des produits de santé, l'agence fédérale pour la sécurité de la chaîne alimentaire et l'AMA;

3° en ce qui concerne les informations et les données recueillies et traitées lors des demandes d'AUT : le ou les agent(s) de l'ONAD-CG ou celui ou ceux dûment mandaté(s) par elle, les membres de la CAUT, les experts médicaux ou scientifiques éventuellement consultés, le sportif contrôlé et son médecin traitant, la ou les organisation(s) sportive(s) nationale(s) et, le cas échéant, internationale(s) concernée(s), les autres organisations antidopage concernées, en ce compris les autres ONAD belges et si nécessaire, les membres de l'Association faitière pour le sport en Communauté germanophone, la ou les organisation(s) sportive(s) concernée(s), la ou les organisation(s) sportive(s) nationale(s) concernée(s), la ou les fédération(s) internationale(s) concernée(s) , les organisations responsables de grandes manifestations, l'AMA et l'Association faitière pour le sport en Communauté germanophone;

4° en ce qui concerne les informations sur la localisation des sportifs d'élite de niveau national, telles que visées à l'article 23 : le ou les agent(s) de l'ONAD-CG ou celui ou ceux dûment mandaté(s) par elle, le sportif d'élite concerné et, le cas échéant, son responsable d'équipe

dûment mandaté, le médecin contrôleur concerné et désigné par le Gouvernement pour réaliser des contrôles, les organisations sportives nationales et internationales, éventuellement et si nécessaire, les autres organisations antidopage concernées, en ce compris les autres ONAD belges, les organisations responsables de grandes manifestations, l'AMA et l'Association faitière pour le sport en Communauté germanophone;

5° en ce qui concerne les informations et les données recueillies et traitées dans le cadre de la gestion des résultats, en ce compris les décisions disciplinaires prises par l'Association faitière pour le sport en Communauté germanophone en application de l'article 24: l'Association faitière pour le sport en Communauté germanophone, le ou les agent(s) de l'ONAD-CG ou celui ou ceux dûment mandaté(s) par elle, le sportif d'élite concerné (par le résultat de ses contrôles), les organisations sportives nationales et internationales, les autres organisations antidopage concernées, en ce compris les autres ONAD belges, les organisations responsables de grandes manifestations, le C.I.O. et le C.I.P. selon le cas, les services de police et de justice et l'AMA ;

6° en ce qui concerne les informations et les données traitées et recueillies en matière d'éducation, d'information et de prévention du dopage, telles que visées à l'article 5 : les agents de l'ONAD-CG en charge des dossiers d'éducation, l'AMA et, éventuellement, les organisations sportives, les organisations sportives nationales, les fédérations internationales, les sportifs, le personnel d'encadrement des sportifs, les organisateurs, les autres ONAD belges, d'autres ONAD, les médecins contrôleurs désignés ou reconnus, les chaperons désignés ou reconnus, les laboratoires accrédités ou autrement approuvés par l'AMA, des Universités, des établissements d'enseignements et, plus généralement, à toute personne, telle que visée à l'article 3, 53° qui participe au programme d'éducation, d'information et de prévention en matière de lutte contre le dopage, visé à l'article 5.

Lorsqu'une information est communiquée à l'un des destinataires visés à l'alinéa 1er et que ce destinataire est établi dans un Etat tiers, le responsable de traitement vérifie que l'Etat tiers concerné assure un niveau de protection des données adéquat. En cas de transfert dans des pays n'assurant pas un niveau de protection des données adéquat, l'ONAD-CG veillera à mettre en place des garanties appropriées. En l'absence de décision d'adéquation ou de garanties appropriées, le transfert peut avoir lieu lorsqu'il est nécessaire en vue de réduire et/ou éliminer le dopage dans le sport, reconnu par ce décret comme motif important d'intérêt public conformément à l'article 49, §1, d) du RGPD et au considérant 112 du RGPD.

§ 7. Sans préjudice des dispositions prévues par le présent article et des dispositions spécifiques prévues à l'article 12, § 4, pour ce qui concerne les AUT, tout traitement de données personnelles relatives à la santé des sportifs se fait sous la responsabilité d'un professionnel de la santé soumis au secret professionnel.

§ 8. Sans préjudice de l'article 18, § 2, l'ONAD-CG peut traiter des informations antidopage, une fois celles-ci rendues anonymes, à des fins statistiques, de recherche ou d'amélioration de la politique de lutte contre le dopage.

L'anonymisation visée à l'alinéa 1er doit pouvoir empêcher que les informations de départ ne puissent plus, par aucun moyen raisonnable, être attribuées à un sportif en particulier.

§ 9. Sans préjudice des dispositions prévues par le présent article, le Gouvernement peut en arrêter des modalités ainsi que des procédures complémentaires éventuelles afin d'en préciser ou d'en faciliter son application.

Section 2 – Surveillance et contrôle du dopage

Art. 16 – § 1^{er} – L'ONAD-CG procèdera à la planification de la répartition des contrôles et aux contrôles conformément aux exigences du standard international pour les contrôles et les enquêtes. Le Gouvernement élabore des procédures de contrôle antidopage.

Les contrôles et les enquêtes peuvent être entrepris à toute fin de lutte contre le dopage.

Des contrôles sont menés afin d'obtenir des preuves analytiques d'une violation, par un sportif, de l'article 8, 1°, ou de l'article 8, 2°, par la voie de l'établissement du passeport biologique de l'athlète, dans les conditions visées à l'article 17. Ils sont menés conformément aux exigences du standard international pour les contrôles et les enquêtes et conformément aux exigences de l'article 15.

Le Gouvernement fixe les conditions de désignation des médecins chargés de réaliser les contrôles antidopage planifiés, le cas échéant en présence d'un ou de plusieurs officiers de police judiciaire, ainsi que des personnes qui peuvent les assister.

Sans préjudice des compétences des officiers de police judiciaire, les médecins contrôleurs peuvent :

1° prélever ou faire prélever, en vue de leur analyse dans un laboratoire accrédité ou autrement approuvé par l'AMA, des échantillons du ravitaillement du sportif et de son personnel d'encadrement;

2° prélever ou faire prélever, en vue de leur analyse dans un laboratoire accrédité ou autrement approuvé par l'AMA, des échantillons corporels du sportif;

3° contrôler les véhicules, les vêtements, l'équipement et les bagages du sportif et de son personnel d'encadrement;

4° recueillir toutes les informations qu'ils estiment liées à une violation des articles 7 et 8.

Pour chaque type de prélèvement effectué, deux échantillons sont prélevés, définis comme échantillons A et B.

Dans le cadre de la réalisation des contrôles antidopage, les officiers de police judiciaire et les médecins contrôleurs ont accès aux vestiaires, salles d'entraînement, locaux sportifs et terrains de sport ou lieux où sont organisés des entraînements, des compétitions ou des manifestations.

§ 2 – Conformément au standard international pour les contrôles et les enquêtes, le Gouvernement fixe le mode et les conditions de la prise d'échantillons, de la documentation du processus de la prise d'échantillon, les procédures de conservation, de transport et d'analyse des échantillons, les conditions et modalités de désignation des officiers de police judiciaire agréés et les conditions et modalités d'agrèation et de désignation des médecins contrôleurs et de toute autre personne qui peut les assister, ainsi que toutes les autres modalités éventuelles pour l'application du présent article, telles que celles concernant l'utilisation d'ADAMS.

Sans préjudice de l'alinéa 1^{er}, le Gouvernement peut conclure des accords de coopération avec d'autres organisations antidopage, notamment avec les autres autorités publiques belges compétentes en matière de lutte contre le dopage, afin de s'accorder sur les conditions d'éventuelles délégations de l'exercice de certaines missions et/ou tâches, ou de l'éventuelle mise à disposition, le cas échéant à titre onéreux, de ressources existantes.

§ 3 – Si le sportif qui doit être contrôlé est mineur, il est accompagné par l'un de ses représentants légaux ou par toute autre personne habilitée pour ce faire. Le contrôle sera mené en conformité avec les autres dérogations applicables aux sportifs mineurs prévues à l'Annexe B du standard international pour les contrôles et enquêtes.

§ 4 – La retraite sportive du sportif ou du membre du personnel d'encadrement du sportif est sans incidence sur la poursuite de la procédure de contrôle antidopage. Si un sportif ou une autre personne prend sa retraite au cours du processus de gestion des résultats, l'organisation antidopage assurant ce processus conserve la compétence de le mener à son terme. Si un sportif ou une autre personne prend sa retraite avant que le processus de gestion des résultats n'ait été amorcé, l'organisation antidopage qui aurait eu compétence sur le sportif ou l'autre personne en matière de gestion des résultats au moment où le sportif ou l'autre personne a commis une violation des règles antidopage reste compétente pour assumer la gestion des résultats.

§ 5 – Sans préjudice de la compétence reconnue à d'autres fonctionnaires par ou en vertu d'autres dispositions légales ou réglementaires, la qualité d'officier de police judiciaire est accordée aux agents et aux membres du personnel des services désignés par le Gouvernement pour exercer les missions visées par le présent décret.

Art. 17 – Un passeport biologique de l'athlète, tel que visé à l'article 16, § 1er, alinéa 3, peut être établi, par l'ONAD-CG, pour des sportifs d'élite de niveau national faisant partie du groupe cible de la Communauté germanophone, dans le respect des exigences du Standard international pour les contrôles et les enquêtes, du Standard international pour les laboratoires et de l'article 15.

Sans préjudice de la finalité principale prévue à l'article 16, § 1er, alinéa 3, le passeport biologique de l'athlète peut aussi être utilisé pour faire effectuer des contrôles ciblés sur les sportifs d'élite concernés.

Pour les sportifs d'élite pour lesquels l'ONAD-CG établit un passeport biologique, celle-ci conclut, par discipline sportive, avec la fédération sportive internationale compétente, une convention dans laquelle les sportifs d'élite concernés sont identifiés et dans laquelle d'autres modalités de coopération sont convenues.

En conformité avec le Code et les dispositions du standard international pour les contrôles et les enquêtes, le Gouvernement détermine les règles de procédure pour l'établissement, la gestion et le suivi du passeport biologique conformément au document technique pour les analyses spécifiques (DTAS).

Sans préjudice de l'alinéa 4, le Gouvernement peut désigner une unité de gestion du passeport de l'athlète, chargée d'assister l'ONAD-CG pour l'établissement, la gestion et le suivi du passeport biologique.

En cas d'application de l'alinéa 5, le traitement des données relatives à la santé des sportifs, au sein de l'unité de gestion du passeport de l'athlète, se fait sous la responsabilité d'un professionnel des soins de santé.

Les données relatives au passeport biologique de l'athlète sont conservées pour la durée mentionnée au point 7, de l'annexe 1.

Art. 18 – § 1^{er} – Aux fins d'établir directement un résultat d'analyse anormal conformément à l'article 2.1 du Code, les échantillons obtenus conformément à l'article 16 sont analysés exclusivement par un laboratoire accrédité ou autrement approuvé par l'AMA avec pour finalité de rechercher la présence de substances interdites ou d'éléments témoignant de l'usage de méthodes interdites visées à l'article 11

À cet effet, le laboratoire accrédité ou autrement approuvé par l'AMA examine l'échantillon, conformément aux critères déterminés par le standard international pour les laboratoires adopté par l'AMA.

Le choix du laboratoire accrédité ou autrement approuvé par l'AMA pour l'analyse des échantillons relève exclusivement de l'ONAD ou d'une autre organisation antidopage responsable de la gestion des résultats. Le Gouvernement détermine les conditions et les modalités selon lesquelles un laboratoire peut être agréé par la Communauté germanophone ou se voir retirer son agrément. Seuls les laboratoires accrédités ou autrement approuvés par l'AMA peuvent être agréés.

Conformément à l'article 3.2 du Code, les faits relatifs à des violations des règles antidopage peuvent être établis par tout moyen fiable.

§ 2 – Les échantillons et les données d'analyse y afférentes, ainsi que les informations sur le contrôle du dopage, seront analysés afin :

1° d'y détecter les substances interdites et les méthodes interdites énumérées dans la liste des interdictions et toute autre substance dont la détection est demandée par l'AMA conformément à l'article 4.5 du Code;

2° d'aider une organisation antidopage à établir un profil à partir des paramètres pertinents dans l'urine, le sang ou une autre matrice du sportif, y compris le profil ADN ou génomique;

3° à toute autre fin antidopage légitime.

Les échantillons, les données d'analyse y afférentes ainsi que les informations sur le contrôle du dopage peuvent servir aux fins de la recherche antidopage dans le respect des conditions de l'article 6.3 du Code.

Art. 19 – § 1^{er} – Les laboratoires procéderont à l'analyse des échantillons et en rapporteront les résultats conformément au standard international pour les laboratoires. Une fois l'échantillon analysé, le résultat est transmis à l'ONAD-CG avec un rapport d'analyse établi par le laboratoire et décrivant notamment le processus mis en place pour l'analyse.

De leur propre initiative et à leurs propres frais, les laboratoires peuvent analyser des échantillons en vue d'y détecter des substances interdites ou des méthodes interdites ne figurant pas dans le menu d'analyse standard des échantillons, ou dont l'analyse n'a pas été demandée par l'organisation antidopage ayant initié et réalisé le prélèvement des échantillons. Les résultats de telles analyses seront rapportés à cette organisation antidopage et auront la même validité et les mêmes conséquences que tout autre résultat d'analyse.

Sans préjudice de l'article 15, le Gouvernement fixe le modèle du rapport d'analyse des échantillons établi par le laboratoire et la procédure de transmission des résultats.

§ 2 – À sa discrétion, à tout moment et avec ou sans préavis, l'AMA peut prendre physiquement possession de tout échantillon et de toute donnée d'analyse y afférente ou de toute information détenue par un laboratoire ou une organisation antidopage. À la demande de l'AMA, le laboratoire ou l'organisation antidopage détenant l'échantillon ou les données accordera immédiatement à l'AMA l'accès à cet échantillon ou à ces données et permettra à l'AMA d'en prendre physiquement possession. Si l'AMA n'a pas donné de préavis au laboratoire ou à l'organisation antidopage avant de prendre possession de l'échantillon ou des données, elle notifiera le laboratoire et chaque organisation antidopage dont les échantillons ou les données ont été saisis par l'AMA dans un délai raisonnable suivant une telle saisie. Après toute analyse ou enquête portant sur un échantillon ou des données saisis, l'AMA peut ordonner à une autre organisation antidopage ayant compétence pour contrôler le sportif d'assumer la responsabilité de la gestion des résultats pour cet échantillon ou ces données si une violation potentielle des règles antidopage est découverte.

Art. 20 – Les résultats d'analyse anormaux, les résultats atypiques et les autres violations alléguées des règles antidopage sont notifiés par l'organisation antidopage responsable de la gestion

des résultats au sportif ou à l'autre personne ainsi que, simultanément, à l'organisation antidopage nationale du sportif, à la fédération sportive internationale du sportif ainsi qu'à l'AMA aux fins de l'application de l'article 24. Les divulgations publiques auront lieu conformément à l'article 14.3 du Code.

Sans préjudice de l'article 15, le Gouvernement fixe le contenu et les modalités de ces notifications conformément aux articles 14.1.1, 14.1.2, 14.1.3 et 14.3 du Code et au standard international pour la gestion des résultats.

Art. 21 – En cas de résultat d'analyse anormal, la notification du sportif visée à l'article 20 précise également le droit du sportif de demander une analyse de l'échantillon B, la possibilité pour le sportif et/ou son représentant d'assister à l'ouverture de l'échantillon B et à son analyse, si cette analyse est demandée, le droit du sportif d'exiger des copies du dossier d'analyse de l'échantillon A, la possibilité pour le sportif de fournir une explication à bref délai, la possibilité pour le sportif de fournir une aide substantielle dans la découverte ou la détermination de violations du Code conformément à l'article 10.7.1 du Code, d'avouer la violation anti-dopage et de bénéficier éventuellement d'une réduction d'un an de la période de suspension alléguée par l'organisation antidopage conformément à l'article 10.8.1 du Code ou de chercher à conclure un accord de règlement de l'affaire en vertu de l'article 10.8.2 du Code ainsi que d'autres informations requises par le standard international pour la gestion des résultats.

Le Gouvernement fixe la procédure et les conditions selon lesquelles se déroule la contre-expertise de l'échantillon B. Le sportif supporte les frais de cette contre-expertise de l'échantillon B si le résultat de l'analyse de l'échantillon A est confirmé.

Chapitre 5 – Localisation des sportifs

Section 1^{re} – Renseignements à fournir par les organisateurs

Art. 22 – Afin de planifier les contrôles antidopage, chaque organisateur communique, au moins quinze jours à l'avance, sur une base annuelle et selon les modalités fixées par le Gouvernement, les manifestations ou compétitions sportives qu'il a programmées et auxquelles participent des sportifs d'élite.

Section 2 – Informations sur la localisation à fournir par les sportifs d'élite

Art. 23 – § 1^{er} – Les sportifs d'élite des catégories A et B qui font partie du groupe cible de la Communauté germanophone fournissent, par voie de publication dans la base de données ADAMS, des informations précises et actualisées sur leur localisation.

Un sportif peut choisir de déléguer la tâche consistant à transmettre des informations sur sa localisation et/ou les mises à jour de ces informations à un tiers, à condition que ce tiers accepte cette délégation. L'organisation antidopage qui recueille les informations sur la localisation du sportif peut réclamer que ces informations soient accompagnées d'une notification écrite de toute délégation acceptée, signée à la fois par le sportif en question et par le tiers délégué.

Le tiers désigné transmettra les informations sur leur localisation prévues aux paragraphes suivants ainsi que – si d'application – la liste actualisée des membres de l'équipe.

Sans préjudice de l'alinéa 3, l'exactitude et la mise à jour des informations transmises relèvent, *in fine*, de la responsabilité du sportif.

Les sportifs d'élite de catégorie A seront passibles des conséquences prévues à l'article 10.3.2 du Code en cas de violation de l'article 2.4 du Code.

L'ONAD-CG peut, selon les modalités fixées par le Gouvernement et conformément au standard international pour les contrôles et les enquêtes, recueillir des informations sur la localisation des sportifs qui ne sont ni inclus dans un groupe cible enregistré, ni inclus dans le groupe cible de la Communauté germanophone et imposer, en vertu de ses propres règles, des conséquences appropriées et proportionnées qui ne sont pas prévues à l'article 2.4 du Code.

§ 2 – Les informations à fournir par les sportifs d'élite de catégorie A sont :

- 1° les nom et prénoms;
- 2° le sexe;
- 3° l'adresse postale complète de leur domicile et, si elle est différente, de leur résidence habituelle;
- 4° l'adresse postale complète de l'endroit où le sportif passera la nuit;
- 5° la confirmation spécifique que le sportif comprend que les informations notifiées seront partagées avec d'autres organisations antidopage qui ont une responsabilité à leur égard pour les contrôles;
- 6° leurs numéros de téléphone et de fax ainsi que leur adresse électronique;
- 7° le cas échéant, le numéro de leur passeport sportif de l'AMA;
- 8° leurs discipline, classe et équipe;
- 9° leur fédération sportive et leur numéro d'affiliation;
- 10° l'adresse complète de leurs lieux d'entraînement, de travail ou d'autres activités régulières, de même que les moments habituels de ces activités régulières;
- 11° l'adresse complète des endroits planifiés de compétition et de manifestation sportives pendant le trimestre à venir ainsi que les dates et heures prévues de ces compétitions;
- 12° une période quotidienne de 60 minutes entre 5 h et 23 h pendant laquelle le sportif est disponible en un lieu indiqué pour un contrôle inopiné.

§ 3 – Les informations à fournir par les sportifs d'élite de la catégorie B sont :

- 1° les nom et prénoms;
- 2° le sexe;
- 3° leurs numéros de téléphone et de fax ainsi que leur adresse électronique;
- 4° le cas échéant, le numéro de leur passeport sportif de l'AMA;
- 5° leurs discipline, classe et équipe;
- 6° leur fédération sportive et leur numéro d'affiliation;
- 7° les horaires et les lieux des compétitions sportives et des unités d'entraînement pour le trimestre à venir;
- 8° l'adresse complète de leur lieu de résidence pendant les jours sans compétition ou entraînement pendant le trimestre à venir;
- 9° la confirmation spécifique que le sportif comprend que les informations notifiées seront partagées avec d'autres organisations antidopage qui ont une responsabilité à leur égard pour les contrôles.

§ 4 – Les sportifs d'élite de la catégorie C ne doivent transmettre aucune donnée de localisation sauf dans les cas prévus par le Gouvernement conformément au § 1^{er}, alinéa 6, ou au § 5, alinéas 2, 4 et 5.

§ 5 – Les sportifs d'élite de catégorie B qui ne respectent pas leurs obligations de localisation et/ou manquent un contrôle peuvent, quelle que soit l'organisation antidopage ayant constaté le manquement, après notification écrite et suivant les modalités fixées par le Gouvernement, être tenus de respecter les obligations de localisation des sportifs d'élite de catégorie A pendant six mois.

Si, durant cette période, un contrôle manqué ou un manquement aux obligations en matière de localisation est constaté, ladite période est prolongée de douze mois à partir de la date dudit constat. Lorsqu'aucun contrôle manqué ou manquement aux obligations en matière de localisation n'est constaté, à l'égard du sportif concerné, sur une période de six mois à dater de son admission en catégorie A, l'ONAD-CG peut le retransférer dans la catégorie B suivant les modalités fixées par le Gouvernement.

Si un sportif de catégorie B ou C est repris dans le groupe cible d'une autre ONAD ou d'une fédération sportive internationale pour laquelle il doit fournir plus de données de localisation que ce qui est prévu respectivement par les §§ 3 ou 4 du présent décret, ce sportif doit communiquer les données de localisation requises par l'autre ONAD ou par la fédération sportive internationale concernée suivant les modalités fixées par le Gouvernement.

Les sportifs d'élite de catégorie C qui ne respectent pas leurs obligations de localisation et/ou manquent un contrôle peuvent, quelle que soit l'organisation antidopage ayant constaté le manquement, après notification écrite et suivant les modalités fixées par le Gouvernement, être tenus de respecter pendant six mois les obligations de localisation des sportifs d'élite de catégorie A ou B, telles que déterminées par le Gouvernement. Si, durant cette période, un contrôle manqué ou un manquement aux obligations en matière de localisation est constaté, ladite période est prolongée de douze mois à partir de la date dudit constat.

Les sportifs d'élite de catégorie B ou C qui font l'objet d'une suspension disciplinaire pour fait de dopage ou dont les performances présentent une amélioration soudaine et importante, ou qui présentent de sérieux indices de dopage sont, dans le respect des critères repris à l'article 4.5.3 du standard international pour les contrôles et les enquêtes et suivant les modalités fixées par le Gouvernement, tenus de respecter les obligations de localisation des sportifs d'élite de catégorie A pour une durée maximale de douze mois. Cette durée peut être prolongée, pour une nouvelle durée maximale de douze mois supplémentaires, si les indices sérieux de dopage se confirment et persistent.

Selon les modalités fixées par le Gouvernement, l'ONAD-CG peut obliger tout sportif inscrit sur une liste de présélection à des Jeux Olympiques, Paralympiques, Championnats d'Europe ou du Monde, à fournir des données de localisation conformément à la catégorie A. L'ONAD-CG ne peut exercer ce droit que pour une durée maximale de douze mois, débutant, au plus tôt, neuf mois avant la compétition concernée et se terminant, au plus tard, trois mois après celle-ci.

Le Gouvernement peut modifier les listes des disciplines sportives correspondant aux catégories A, B et C. Les critères servant de base pour la détermination des listes A et B des disciplines sportives sont les suivants :

- liste A : il s'agit d'une discipline individuelle sensible au dopage hors compétition;
- liste B : il s'agit d'une discipline d'équipe sensible au dopage hors compétition.

L'ONAD-CG détermine si une discipline est sensible au dopage hors compétition conformément au standard international pour les contrôles et les enquêtes. Sont pris en compte les sous-critères suivants :

- 1° les statistiques des cas de dopage par discipline sportive;
- 2° les besoins physiques ou physiologiques pour pouvoir être performant dans la discipline sportive concernée;
- 3° les substances interdites et/ou les méthodes interdites qu'un sportif jugerait les plus susceptibles d'améliorer les performances dans le(s) sport(s)/disciplines concernés;
- 4° la popularité du sport en Belgique;
- 5° les enjeux financiers et médiatiques de la discipline sportive concernée.

§ 6 – Sauf en cas de force majeure, chaque sportif d'élite est disponible pour un ou plusieurs contrôles antidopage à l'endroit de localisation communiqué.

§ 7 – Le Gouvernement précise les droits et obligations des sportifs d'élite en matière de communication de leurs informations sur la localisation ainsi que les formes de la notification de ces informations.

§ 8 – Les obligations prévues au présent article prennent effet à partir du moment où le sportif d'élite a été averti de son inclusion dans le groupe cible de la Communauté germanophone par notification et jusqu'à réception de la notification de la cessation de leurs effets, suivant les modalités arrêtées par le Gouvernement.

Tout sportif d'élite qui souhaite contester sa soumission aux obligations prévues par le présent article ou tout éventuel manquement au Code ou règles adoptées sur la base du Code qui lui est reproché peut interjeter appel conformément à la procédure prévue à l'article 13 du Code. Les décisions dont il est fait appel resteront en vigueur durant la procédure d'appel à moins que l'instance d'appel en décide autrement.

Le sportif d'élite introduit son recours dans les quinze jours suivant la notification de la décision administrative contestée.

Le Gouvernement fixe les modalités pour la procédure de recours mentionnée à l'alinéa 2, et ce, dans le respect de l'article 13 du Code. Dans les cas découlant de la participation à une manifestation internationale ou dans les cas impliquant des sportifs de niveau international, la décision peut faire l'objet d'un appel uniquement devant le TAS. Dans les autres cas, la décision peut faire l'objet d'un appel auprès de l'instance d'appel en vertu de l'article 25, conformément aux règles établies par l'organisation nationale antidopage.

§ 9 – Les obligations mentionnées au présent article restent en vigueur pendant toute la durée de suspension du sportif d'élite. Leur respect conditionne le droit du sportif d'élite à participer à de nouvelles compétitions ou manifestations sportives après sa suspension.

§ 10 – Suivant les modalités définies par le Gouvernement, y compris à propos de l'utilisation d'ADAMS, sont portées à la connaissance des ONAD des autres autorités belges compétentes les informations suivantes sans préjudice de l'article 15:

1° toute décision relative à l'inclusion ou à l'exclusion d'un sportif du groupe cible de la Communauté germanophone avant que ces informations ne soient notifiées au sportif;

2° tout manquement d'un sportif d'élite du groupe cible de la Communauté germanophone à un contrôle du dopage ou aux obligations de localisation qui s'imposent à lui.

Chapitre 6 – Poursuites et sanctions disciplinaires

Art. 24 – § 1^{er} – Indépendamment de son affiliation sportive, tout sportif ou toute autre personne, à l'encontre duquel ou de laquelle une violation des règles antidopage est alléguée par l'ONAD-CG, soit à la suite de la réalisation d'un prélèvement d'échantillons par l'ONAD-CG ou – si aucun prélèvement d'échantillon n'est impliqué – à la suite d'une notification par l'ONAD-CG, est jugé disciplinairement par l'Association faitière pour le sport en Communauté germanophone, agissant en qualité de tiers délégué de l'ONAD-CG.

À cet effet, l'Association faitière pour le sport en Communauté germanophone suivra la procédure de gestion des résultats adoptée par l'ONAD-CG conformément aux articles 7, 8 et 13 du Code et aux exigences prévues dans le standard international pour la gestion des résultats.

L'Association faitière pour le sport en Communauté germanophone est une instance d'audition équitable, impartiale et indépendante sur le plan opérationnel, conformément au standard international pour la gestion des résultats.

Les organisations sportives prennent des mesures disciplinaires appropriées pour soutenir la mise en œuvre de toute sanction du dopage et prennent leurs propres mesures disciplinaires si les preuves sont insuffisantes pour engager des poursuites pour violation des règles antidopage.

Le règlement de procédure disciplinaire de l'ONAD-CG doit, notamment :

1° être conforme à l'ensemble des dispositions du Code relatives aux procédures disciplinaires et aux conséquences des violations des règles antidopage, y compris les principes de gestion des résultats énoncés aux articles 7, 8 et 13 du Code et dans le standard international pour la gestion des résultats;

2° spécifier l'annulation automatique des résultats individuels, telle que prévue à l'article 9 du Code et les sanctions à l'encontre des individus, telles que prévues à l'article 10 du Code, à savoir :

a) l'annulation des résultats obtenus lors d'une manifestation au cours de laquelle une violation des règles antidopage est survenue, y compris le retrait des médailles, points et prix;

b) la suspension en cas de présence, d'usage ou de tentative d'usage ou de possession d'une substance interdite ou d'une méthode interdite dont la durée sera déterminée conformément à l'article 10.2 du Code;

c) la suspension pour d'autres violations des règles antidopage que celles prévues à l'article 10.2 du Code dont la durée sera déterminée conformément aux règles énoncées à l'article 10.3. du Code;

d) la prolongation de la période de suspension en fonction de circonstances aggravantes conformément à l'article 10.4 du Code;

e) l'élimination de la période de suspension en l'absence de faute ou de négligence conformément à l'article 10.5 du Code;

f) la réduction de la période de suspension pour cause d'absence de faute ou de négligence significative conformément à l'article 10.6 du Code;

g) l'élimination, la réduction ou le sursis de la période de suspension ou des autres conséquences pour des motifs autres que la faute conformément à l'article 10.7 du Code;

h) la possibilité de bénéficier d'accords sur la gestion des résultats en cas d'aveu conformément à l'article 10.8 du Code;

i) les conséquences de violations multiples conformément à l'article 10.9 du Code;

j) l'annulation de résultats obtenus dans des compétitions postérieures au prélèvement de l'échantillon ou à la perpétration de la violation des règles antidopage conformément à l'article 10.10 du Code;

k) le retrait des gains obtenus à la suite d'une violation des règles antidopage ainsi que la réaffectation et la distribution aux sportifs qui y auraient eu droit si le sportif sanctionné n'avait pas pris part à la compétition conformément à l'article 10.11 du Code;

l) la possibilité de sanctions financières dans le respect du principe de proportionnalité et de l'article 10.12 du Code;

m) les règles de fixation du début de la période de suspension conformément à l'article 10.13 du Code;

n) le statut durant une suspension ou une suspension provisoire conformément à l'article 10.14 du Code;

o) la publication automatique de la sanction obligatoire conformément à l'article 14.3 du Code;

3° spécifier les règles applicables aux sports d'équipe ;

a) en matière de contrôles conformément à l'article 11.1 du Code;

b) en ce qui concerne les conséquences de violations de règles antidopage commises par des membres d'une équipe conformément à l'article 11.2 du Code;

c) par rapport à la possibilité d'établir des conséquences plus sévères pour les sports d'équipe conformément à l'article 11.3 du Code;

4° garantir le respect des droits de la défense et les principes d'impartialité et d'indépendance des juges disciplinaires;

5° prévoir que les principes relatifs aux suspensions provisoires conformément à l'article 7 du Code sont d'application;

6° prévoir, à tout le moins, que toute sentence disciplinaire et autres décisions rendues en application du présent décret, en ce compris les décisions en matière d'AUT et d'obligations de localisation ainsi que les décisions relatives aux violations des règles antidopage, conséquences, suspensions provisoires, exécution des décisions relatives à la compétence sont au moins susceptibles d'appel, conformément à l'article 13 du Code;

7° prévoir, de manière explicite, que les parties autorisées à faire appel incluent, à tout le moins :

a) le sportif ou toute autre personne faisant l'objet de la décision portée en appel;
b) l'autre partie impliquée dans l'affaire dans laquelle la décision a été rendue;
c) la fédération sportive internationale compétente;
d) l'ONAD de la Communauté ou du pays où la personne réside ou dont il est ressortissant ou titulaire de licence;

e) le Comité International Olympique ou le Comité International Paralympique, selon le cas, si la décision peut avoir un effet en rapport avec les Jeux Olympiques ou les Jeux Paralympiques, notamment les décisions affectant la possibilité d'y participer;

f) l'AMA, en tenant compte des délais spécifiques prévus à l'article 13.2.3.5 du Code et dans lesquels l'AMA est autorisée à interjeter appel;

8° prévoir que, dans les cas découlant de la participation à une manifestation internationale ou dans les cas impliquant des sportifs de niveau international, la décision peut faire l'objet d'un appel uniquement devant le TAS de la part des parties mentionnées au 7°;

9° prévoir que, dans les cas où le 8° n'est pas applicable, la décision peut faire l'objet d'un appel auprès d'une instance d'appel décrite à l'article 25 de la part des parties mentionnées au 7°;

10° prévoir de manière explicite que, dans les cas où le 8° n'est pas applicable, les parties suivantes sont autorisées à introduire un appel devant le TAS contre les décisions disciplinaires rendues par l'instance d'appel nationale :

a) l'AMA;
b) le Comité International Olympique;
c) le Comité International Paralympique;
d) la fédération sportive internationale compétente;

11° prévoir une audience dans un délai raisonnable;

12° prévoir le droit d'être entendu par une instance équitable et impartiale et le droit d'être représenté par un conseil juridique, à ses propres frais;

13° prévoir le droit à une décision motivée et écrite dans un délai raisonnable;

14° respecter les principes édictés par l'article 7.2.d de la Convention contre le dopage conclue à Strasbourg le 16 novembre 1989;

15° conformément à l'article 17 du Code, prévoir de manière explicite qu'aucune procédure pour violation des règles antidopage ne peut être engagée contre un sportif ou une autre personne sans que la violation alléguée n'ait été notifiée au sportif conformément à l'article 7 du Code ou qu'une tentative de notification n'ait été dument entreprise, au plus tard dans les dix ans à dater de la violation alléguée;

16° prévoir que toute décision de violation des règles antidopage rendue par une organisation antidopage signataire du Code, une instance d'appel ou le TAS, après que les parties à la procédure en aient été notifiées, aura un effet contraignant automatique conformément à l'article 15 du Code.

§ 2 – Le Gouvernement peut fixer les modalités du règlement de procédure disciplinaire en matière de lutte contre le dopage requis pour l'application du § 1^{er}.

§ 3 – L'ONAD-CG diffuse les décisions adoptées et l'identité des personnes sanctionnées au sportif et aux autres personnes concernées, aux autres ONAD belges, aux autres organisations et au public conformément à l'article 14 du Code.

Sans préjudice de l'alinéa 1^{er}, le Gouvernement peut arrêter des modalités de procédure spécifiques éventuelles pour l'application du présent paragraphe, y compris en ce qui concerne l'utilisation d'ADAMS.

Art. 25 – L'Association faitière pour le sport en Communauté germanophone est également compétente pour connaître, en tant qu'instance d'audition équitable, impartiale, indépendante de l'ONAD sur les plans opérationnel et institutionnel, de tout recours d'un sportif contre une décision de la CAUT conformément à l'article 12, § 3, de tout recours d'un sportif ou d'une autre personne contre une sanction disciplinaire en degré d'appel conformément à l'article 24 et de tout recours d'un sportif d'élite en matière d'obligations de localisation, conformément à l'article 23, ainsi que de tout autre recours conformément à l'article 24 et l'article 13 du Code, à l'exception des recours visés par l'article 13.2.1. du Code et l'article 24, § 1^{er}, 8°, qui ne peuvent faire l'objet d'un appel que devant le TAS.

Les décisions dont il est fait appel resteront en vigueur durant la procédure d'appel à moins que l'instance d'appel en décide autrement.

Le recours mentionné à l'alinéa 1^{er} est introduit dans les quinze jours suivant la notification de la décision administrative contestée. La date limite pour le dépôt d'un appel de la part de l'AMA sera la date correspondant à l'échéance la plus éloignée parmi les suivantes :

- a) vingt-et-un jours après la date finale à laquelle toute autre partie ayant le droit de faire appel aurait pu faire appel;
- b) vingt-et-un jours après la réception par l'AMA du dossier complet relatif à la décision.

Le Gouvernement fixe les modalités pour la procédure de recours prévue à l'alinéa 1. Ces modalités reprennent, conformément à l'article 13 du Code :

- 1° les décisions sujettes à appel conformément à l'article 13.1 du Code;
- 2° les personnes autorisées à faire appel conformément à l'article 13.2.3 du Code;
- 3° l'autorisation des appels joints et des autres appels subséquents conformément à l'article 13.2.4 du Code;
- 4° les règles applicables en cas de manquement de la part d'une organisation antidopage à l'obligation de rendre une décision dans un délai raisonnable;
- 5° les règles applicables relatives aux AUT;
- 6° les dispositions régissant la notification des décisions d'appel.

Art. 26 – Sans préjudice de l'article 24 et d'autres sanctions potentielles à l'encontre des individus, telles que prévues à l'article 10 du Code et par le présent décret, et conformément à l'article 10.14.1 du Code, aucun sportif et aucune autre personne faisant l'objet d'une suspension ou d'une suspension provisoire ne pourra – durant sa période de suspension ou de suspension provisoire – participer à quelque titre que ce soit à une compétition ou activité autorisée par un signataire, une organisation membre du signataire ou un club ou une autre organisation membre d'une organisation membre d'un signataire – sauf à des programmes d'éducation ou de réhabilitation antidopage autorisés –, ni à des compétitions autorisées ou organisées par une ligue professionnelle ou une organisation responsable de manifestations internationales ou nationales, ni à une activité sportive d'élite ou de niveau national financée par le Gouvernement ou un autre organisme gouvernemental.

Le sportif ou l'autre personne qui se voit imposer une suspension de plus de quatre ans pourra, après quatre ans de suspension, participer en tant que sportif à des manifestations sportives locales

ne relevant pas de la compétence d'un signataire du Code ou d'un membre d'un signataire du Code, pour autant que la manifestation sportive locale ne se déroule pas à un niveau où le sportif ou l'autre personne est susceptible de se qualifier directement ou indirectement en vue d'un championnat national ou d'une manifestation internationale, ou d'accumuler des points en vue de sa qualification, et n'implique pas que le sportif ou l'autre personne y travaille avec des personnes protégées à quelque titre que ce soit.

Le sportif ou l'autre personne à qui s'applique la suspension conformément à l'alinéa 2, demeure potentiellement assujéti à des contrôles et à toute demande d'informations sur la localisation émise par une organisation antidopage.

Une violation des règles antidopage dans les sports individuels en relation avec un contrôle en compétition conduit automatiquement à l'annulation des résultats obtenus lors de cette compétition et à toutes les conséquences qui en découlent, y compris le retrait des médailles, points et prix.

Art. 27 – Lorsque plus d'un des membres de l'équipe a été notifié d'une violation des règles antidopage dans le cadre d'une manifestation, l'organisation responsable de la manifestation doit réaliser un nombre approprié de contrôles ciblés sur les autres membres de cette équipe pendant la durée de la manifestation. Si plus de deux membres d'une équipe dans un sport d'équipe ont commis une violation des règles antidopage pendant la durée de la manifestation, l'organisation responsable de la manifestation doit imposer une sanction appropriée à l'équipe (par exemple perte de points, annulation d'une compétition ou d'une manifestation, ou autre sanction) en plus des conséquences imposées aux sportifs individuels ayant commis la violation des règles antidopage.

Le Gouvernement peut fixer les modalités d'application de l'alinéa précédent.

Art. 28 – § 1^{er} – Sans préjudice des conséquences prévues à l'article 10 du Code en cas de violation de l'article 2.4 du Code, le Gouvernement veille à ce qu'une amende administrative de 250 euros sanctionne le sportif d'élite de catégorie A qui, dans une période de douze mois à dater du constat du premier manquement, manque un second contrôle et/ou manque à ses obligations de transmission d'informations sur sa localisation, conformément à l'article 23.

Pour le cas où un sportif est convaincu de dopage à la suite d'une décision disciplinaire passée en force de chose jugée, le Gouvernement veille à interrompre tout ou partie du financement à dater de la notification de cette décision et, pour la durée de la suspension, l'aide publique financière et/ou matérielle qui est accordée au sportif concerné.

§ 2 – Le Gouvernement fixe les amendes administratives infligées aux organisations sportives et aux organisateurs qui ne respectent pas les obligations leur imposées par le présent décret et ses arrêtés d'exécution. Ces amendes administratives ne peuvent être supérieures à 10 000 euros.

Ces amendes administratives sont doublées en cas de récidive dans un délai de cinq ans à dater de la première condamnation.

En plus des amendes administratives, le Gouvernement peut – le cas échéant – supprimer les subsides octroyés par la Communauté germanophone en vertu du décret sur le sport du 19 avril 2004, et ce, conformément à l'article 50 du même décret.

Le Gouvernement veille à ce que tout ou partie des membres d'une organisation sportive ou un organisateur qui ne respecte pas les obligations qui leur sont imposées par le présent décret ou ses arrêtés d'exécution puissent être exclus de certaines futures manifestations spécifiques ou de toutes les manifestations ayant lieu dans un délai spécifié.

§ 3 – Le Gouvernement fixe les amendes administratives que tout organisateur encourt s'il accepte en connaissance de cause l'inscription d'un sportif suspendu pour dopage à la manifestation ou compétition qu'il organise. Ces amendes administratives ne peuvent être supérieures à 10 000 euros.

§ 4 – Le Gouvernement dispose d'un délai de six mois à compter de la réception du procès-verbal de constat correspondant pour infliger une amende administrative.

§ 5 – Si le Gouvernement décide d'entamer une procédure administrative, elle communique au contrevenant, par lettre recommandée, les éléments suivants :

- 1° les faits et leur qualification;
- 2° que le contrevenant a la possibilité de faire valoir tout moyen de défense dans les quinze jours suivant la notification par lettre recommandée et qu'il a le droit, à cette occasion, de demander au Gouvernement de pouvoir être entendu;
- 3° que le contrevenant a le droit de se faire assister ou représenter par un conseil;
- 4° que le contrevenant a le droit de consulter le dossier;
- 5° une copie du procès-verbal de constat.

Le Gouvernement fixe le jour où le contrevenant est invité à être entendu.

§ 6 – Après l'expiration du délai fixé au § 5, 2°, ou avant l'expiration de ce délai, si le contrevenant signifie ne pas contester les faits ou, le cas échéant, après la défense orale ou écrite de l'affaire par le contrevenant ou son conseil, le Gouvernement peut infliger l'amende administrative.

Le Gouvernement notifie sa décision au contrevenant par lettre recommandée.

Dans cette notification, les informations mentionnées aux articles 13, 15 ainsi que 16 à 19 du règlement général sur la protection des données sont reprises.

§ 7 – La décision d'imposer une amende administrative a force exécutoire à l'expiration d'un délai de trente jours calendrier à compter du jour de sa notification, sauf en cas de recours conformément au § 8.

L'amende administrative est perçue au profit de la Communauté germanophone.

Elle est payée dans un délai de trente jours calendrier suivant le jour où la décision a acquis force exécutoire, par versement ou virement sur un compte du Gouvernement, au moyen d'un bulletin de versement ou de virement.

L'amende administrative imposée n'est pas déductible fiscalement.

§ 8 – Par une demande écrite introduite auprès du tribunal correctionnel, le contrevenant peut déposer un recours dans les trente jours calendrier suivant la notification de la décision. La demande reprend l'identité et l'adresse du contrevenant, la désignation de la décision attaquée ainsi que les griefs correspondants.

Le tribunal correctionnel décide de la légalité et de la proportionnalité de l'amende imposée. Il peut soit confirmer soit réformer la décision du Gouvernement.

La décision du tribunal correctionnel n'est pas susceptible d'appel.

Art. 29 – Le Gouvernement désigne les personnes chargées de recouvrer les amendes administratives incontestées et exigibles ainsi que les frais de recouvrement éventuellement engendrés.

Les personnes mentionnées à l’alinéa 1^{er} sont habilitées à :

- 1° délivrer une contrainte;
- 2° viser la contrainte, la déclarer exécutoire et la signifier au contrevenant, le cas échéant, par huissier de justice;
- 3° octroyer un sursis de paiement ou un échelonnement aux débiteurs qui peuvent justifier d’une situation particulièrement précaire.

Art. 30 – Les amendes administratives se prescrivent par cinq ans à compter de la date à laquelle elles doivent être payées.

Ce délai peut être interrompu soit tel que prévu par les articles 2244 et suivants du Code civil, soit par une renonciation à la prescription acquise. En cas d’interruption de la prescription, une nouvelle, susceptible d’être interrompue de la même manière, est acquise cinq ans après le dernier acte interruptif de la précédente prescription, sauf s’il y a instance en justice.

Art. 31 – Sans préjudice de l’application de sanctions disciplinaires imposées par l’Association faitière pour le sport et des autres sanctions prévues par le Code pénal ou par toute législation spécifique, des peines d’emprisonnement de six mois à cinq ans et des amendes de cinq à cinquante euros, ou une seule de ces peines, sont imposées en cas d’infraction à l’article 8, 6°, b) à 11°.

En cas de récidive dans les deux années qui suivent la condamnation du chef de l’infraction mentionnée à l’alinéa 1^{er}, coulée en force de chose jugée, les peines peuvent être doublées.

Art. 32 – Les substances interdites et les objets utilisés pour appliquer des méthodes interdites sont saisis et mis hors d’usage lorsqu’une infraction pénale est commise.

Art. 33 – Toute décision de violation des règles antidopage rendue par une organisation antidopage signataire, une instance d’appel conformément à l’article 13.2.2 du Code ou le TAS après que les parties à la procédure en aient été notifiées, est automatiquement contraignante pour les parties à la procédure ainsi que pour tous les signataires dans tous les sports. Elle lie les sportifs, les organisations sportives et toutes autres personnes et institutions soumises au présent décret sans qu’aucune autre action ne soit nécessaire, à la première des deux dates suivantes : soit la date à laquelle le signataire reçoit la notification de la décision, soit la date à laquelle la décision est enregistrée dans ADAMS.

Le Gouvernement peut fixer les conditions de reconnaissance des décisions rendues par des instances non visées par l’alinéa 1.

Chapitre 7 – Dispositions finales

Art. 34 – Dans l’article 8, alinéa 3, du décret sur le sport du 19 avril 2004, abrogé par le décret du 15 décembre 2008 et rétabli par le décret du 22 juin 2020, les modifications suivantes sont apportées :

1° le 9° est remplacé par ce qui suit :

« 9° mener les procédures disciplinaires conformément aux dispositions de l’article 24 du décret du [...] relatif à la lutte contre le dopage dans le sport en sa qualité de tiers délégué chargé par l’organisation nationale antidopage (ONAD); »

2° l’alinéa est complété par un 10° rédigé comme suit :

« 10° connaître des recours introduits par un sportif ou une autre personne conformément aux dispositions de l'article 25 du décret du [...] relatif à la lutte contre le dopage dans le sport en sa qualité d'instance d'audition équitable, impartiale et indépendante de l'organisation nationale antidopage (ONAD) sur les plans opérationnel et institutionnel. »

Art. 35 – Dans l'article 9, alinéa 1^{er}, 9°, du même décret, inséré par le décret du 22 juin 2020, les mots « du 22 avril 2016 » sont remplacés par les mots « du [...] ».

Art. 36 – Dans l'article 48, alinéa 1^{er}, du même décret, remplacé par le décret du 2 mars 2015 et modifié par le décret du 26 février 2018, les mots « du 22 avril 2016 » sont remplacés par les mots « du [...] ».

Art. 37 – L'article 49 du même décret est abrogé.

Art. 38 – Le décret du 22 février 2016 relatif à la lutte contre le dopage dans le sport est abrogé.

Art. 39 – Le présent décret entre en vigueur le jour de sa publication.

Eupen, le ...

Pour le Gouvernement de la Communauté germanophone,

Le Ministre-Président,
Ministre des Pouvoirs locaux et des Finances
O. PAASCH

La Ministre de la Culture et des Sports,
de l'Emploi et des Médias
ISABELLE WEYKMANS

Annexes au décret relatif à la lutte contre le dopage dans le sport

Annexe 1.

Tableau relatif à la durée de conservation des données à caractère personnel

Catégorie	Données	Délai de conservation	Remarques	Critères
1. Sportif			Données du sportif pertinentes à des fins pratiques et de notification en cas de violation des règles antidopage. Ces données ne sont pas particulièrement sensibles.	
Sportif (en général)	Nom, date de naissance, discipline sportive, genre	10 ans à compter du moment où le sportif est exclu du programme de contrôles de l'ONAD, ou à compter du moment où les autres catégories de données ont été supprimées	Nécessaire, vu le besoin de notification en cas de violation des règles de antidopage et de conserver un dossier sur les sportifs ayant fait partie du programme de contrôle de l'ONAD.	Nécessité
	Informations de contact (numéro(s) de téléphone, adresse électronique, adresse postale)	10 ans à compter du moment où le sportif est exclu du programme de contrôles de l'ONAD	Idem	Nécessité
2. Localisation Localisation, sauf pour la ville le pays et les informations de localisation en compétition qui sont requises pour le passeport biologique de l'athlète, voir point 7.				
Localisation	Localisation (autre que ville, pays et localisation en compétition)	12 mois à compter de la fin du trimestre pour lequel les données ont été soumises	Données pertinentes pour enregistrer 3 manquements aux obligations de localisation en 12 mois.	Nécessité
	Manquement aux obligations de localisation	10 ans à compter de la date du manquement à l'obligation de localisation	Données pertinentes pour enregistrer 3 manquements aux obligations de localisation en 12 mois et pour d'autres violations des règles de	Nécessité

Catégorie	Données	Délai de conservation	Remarques	Critères
			antidopage éventuelles. En cas de violation des règles de antidopage, l'information est également conservée au sein du dossier de gestion des résultats (voir point 6).	
3. AUT			La destruction de renseignements médicaux empêche l'AMA et l'ONAD d'examiner rétroactivement les AUT après qu'elles aient perdu leur validité. Les informations contenues dans les AUT sont essentiellement médicales et donc sensibles	
AUT	Certificats d'approbation d'AUT et formulaires de décisions de refus d'AUT	10 ans à compter de la date du certificat d'approbation ou de la décision de refus	Peuvent être pertinents en cas de nouveaux contrôles ou d'autres enquêtes.	Proportionnalité/ Nécessité
	Formulaires de demandes d'AUT et informations médicales supplémentaires et toute autre information d'AUT non expressément mentionnée dans ce point.	12 mois à compter de la fin de validité de l'AUT	Ces données perdent de leur pertinence après l'expiration de l'AUT, sauf en cas de nouvelle demande.	Proportionnalité/ Nécessité
	AUT incomplètes	12 mois à compter de la date de la création	Ces données peuvent être pertinentes en cas de nouvelle demande.	Proportionnalité
4. Contrôles				
Contrôles	Formulaires de contrôle du dopage	10 ans à compter de la date du prélèvement de l'échantillon	Les formulaires de contrôle du dopage, les ordres de mission/de contrôle connexes et les documents de la chaîne de sécurité sont pertinents pour le passeport biologique de	Proportionnalité/ Nécessité

Catégorie	Données	Délai de conservation	Remarques	Critères
			l'athlète et en cas de nouvelle analyse des échantillons. En cas de violation des règles de antidopage, l'information est également conservée au sein du dossier de gestion des résultats (voir point 6).	
	Ordre de mission/de contrôle	Conservés jusqu'à ce que tous les formulaires de contrôle du dopage connexes soient supprimés	Idem	Proportionnalité/ Nécessité
	Chaîne de sécurité	10 ans à compter de la date de création du document	Idem	Proportionnalité/ Nécessité
	Documentation de contrôle incomplète ou documentation non assortie d'un échantillon	12 mois à compter de la date de création du document	Une documentation incomplète ou qui n'est pas assortie d'un échantillon découle typiquement d'une erreur dans l'entrée des données et est détruite après un bref délai pour des raisons d'intégrité des données.	Proportionnalité
5. Contrôles/gestion des résultats (formulaires/documentation)		A compter de la date de prélèvement de l'échantillon/de la création des documents pertinents :		
	Résultats analytiques de contrôles (y compris résultats d'analyses anormaux/résultats atypiques), rapports de laboratoire et autres documents connexes.	10 ans*	Nécessaire en raison des violations multiples et de l'analyse rétroactive. En cas de violation des règles de antidopage, l'information est également conservée au sein	Nécessité

Catégorie	Données	Délai de conservation	Remarques	Critères
			du dossier de gestion des résultats (voir point 6.)	
			*sous réserve des critères et des exigences du Code/des standards internationaux ; les données analytiques découlant de l'analyse des échantillons et d'autres informations sur le contrôle du dopage peuvent, dans certaines circonstances, être conservées au-delà du délai de conservation applicable à des fins de recherche et autres fins permises par l'article 6.3 du Code. Les échantillons et les données doivent être traités de manière qu'ils ne puissent pas être retracés jusqu'à un sportif avant d'être utilisés à ces fins secondaires. La durée maximale de conservation des données et des échantillons identifiables est de 10 ans.	Proportionnalité/ Nécessité
6. Procédures et décisions (VRAD)		A compter de la date de décision finale :	Gérées par l'Association faitière pour le sport.	
Décisions et procédures	Sanctions et décisions en vertu du Code	La plus longue durée entre 10 ans et la durée de la sanction*	Données nécessaires en raison des violations multiples et de la durée potentielle de la sanction.	Nécessité
			*les décisions (par exemple du TAS) peuvent constituer des précédents	Proportionnalité/ nécessité

Catégorie	Données	Délai de conservation	Remarques	Critères
			juridiques importants et faire partie du dossier public ; dans ce cas l'ONAD peut conserver une décision au-delà de la période de conservation applicable.	
	Documentation/ dossiers pertinents (y compris les dossiers de résultats d'analyse anormaux, de manquements aux obligations de localisation ou relatifs aux décisions, la documentation du laboratoire et de passeport biologique de l'athlète).	La plus longue durée entre 10 ans et la durée de la sanction	Données nécessaires en raison des violations multiples et de la durée potentielle d'une sanction.	Nécessité
7. Passeport biologique de l'athlète				
Résultats	Variables biologiques, Résultats de passeport atypique, Résultats de passeport anormal, examens d'experts et autres documentations d'appui	10 ans à compter de la date de correspondance entre les résultats et le formulaire de contrôle du dopage	Données nécessaires en raison des violations multiples et pour analyser ou examiner les variables biologiques, les examens d'experts au fil du temps.	Nécessité
Localisation	Localisation (uniquement ville, pays et localisation en compétition)	10 ans à compter de la fin du trimestre de localisation pour lequel les données ont été soumises	Données nécessaires pour étayer les résultats atypiques/ anormaux ou réfuter les affirmations des sportifs	Proportionnalité/ nécessité

Vus pour être annexés au décret du [XXX] relatif à la lutte contre le dopage dans le sport.

Pour le Gouvernement de la Communauté Germanophone :

Le Ministre-Président,
Ministre des Pouvoirs locaux et des Finances
O. PAASCH

La Ministre de la Culture et des Sports,
de l'Emploi et des Médias
ISABELLE WEYKMANS

DEKRETVORENTWURF ZUR BEKÄMPFUNG DES DOPINGS IM SPORT

INHALTSANGABE

Ziel dieses Dekrets ist es, die Einhaltung der Vorschriften des neuen Welt-Anti-Doping-Codes, wie er vom Exekutivkomitee der Welt-Anti-Doping-Agentur (WADA) im Rahmen der Fünften Weltkonferenz über Doping im Sport im November 2019 in Kattowitz (Polen) verabschiedet wurde, in einer an die lokalen Besonderheiten der Deutschsprachigen Gemeinschaft angepassten Weise sicherzustellen.

Die Verpflichtung zur Einhaltung des Welt-Anti-Doping-Codes ergibt sich aus der Unterzeichnung der Kopenhagener Erklärung zur Unterstützung des Welt-Anti-Doping-Codes durch die Deutschsprachige Gemeinschaft, die vom WADA Exekutivkomitee auf der Weltkonferenz über Doping im Sport (Kopenhagen, 3.-5. März 2003) verabschiedet wurde.

INHALTSVERZEICHNIS

	Seite
Begründung	4
Allgemeine Erläuterungen	4
Kommentar zu den Artikeln.....	9
Entwurf	33

BEGRÜNDUNG

ALLGEMEINE ERLÄUTERUNGEN

1. Einführung

Im November 2017 leitete die Welt-Anti-Doping-Agentur (WADA) eine neue Phase der Überarbeitung des Welt-Anti-Doping-Codes ein, der im Folgenden als "Code" bezeichnet wird. Nach einem umfangreichen Beratungsprozess mit der Sportbewegung und den Regierungen wurde ein neuer Code entwickelt.

Tatsächlich wurde der neue Code auf der Fünften Weltkonferenz über Doping im Sport, die im November 2019 in Kattowitz (Polen) stattfand, vorgestellt und von den verschiedenen Unterzeichnern, darunter verschiedenen Behörden, internationalen Sportfachverbänden und nationalen Anti-Doping-Organisationen (NADOs), genehmigt. Der Code trat am 1. Januar 2021 für alle Unterzeichner in Kraft.

Für die Deutschsprachige Gemeinschaft ergibt sich die Verpflichtung, die bestehenden Rechtsvorschriften, nämlich das Dekret vom 22. Februar 2016 über die Bekämpfung des Dopings im Sport, mit dem Code in Einklang zu bringen, dem die Unterzeichnung und Ratifizierung des Internationalen Übereinkommens gegen Doping im Sport, das am 19. Oktober 2005 von der UNESCO angenommen wurde und dem die Unterzeichnung der Kopenhagener Erklärung durch die Deutschsprachige Gemeinschaft am 6. Oktober 2005 vorausging.

Angesichts des Umfangs der Änderungen und aus Gründen der Klarheit wird vorgeschlagen, ein neues Dekret zu verfassen, das das Dekret vom 22. Februar 2016 über die Bekämpfung des Dopings im Sport (im Folgenden "das alte Dekret") ersetzt.

Der vorliegende Dekretentwurf (im Folgenden "das Dekret") soll daher in erster Linie sicherstellen, dass die bestehenden Rechtsvorschriften in der Deutschsprachigen Gemeinschaft mit den neuen Verpflichtungen, die sich aus dem Code ergeben, im Kampf gegen Doping im Sport in Einklang gebracht werden.

Zweitens soll das Dekret auf bestimmte lokale Besonderheiten eingehen.

2. Codebezogene Änderungen

In Bezug auf die Änderungen, die sich auf den Code beziehen, sind die wichtigsten Neuerungen wie folgt:

1) Neue Definitionen

Der Code sieht eine Reihe von Definitionen vor, die gemäß Artikel 23.2.2 und Anhang 1 des Codes ohne inhaltliche Änderung in das Dekret vom 22. Februar 2016 übernommen werden sollten.

Ein wichtiger Teil dieser Definitionen, insbesondere alle Definitionen, die sich auf Disziplinarverfahren und die möglichen Folgen von Verstößen gegen Anti-Doping-Bestimmungen beziehen, sind für den Dachverband für den Sport in der Deutschsprachigen Gemeinschaft bestimmt, der für die Durchführung von Disziplinarverfahren gegen Sportler und andere Personen, sowie gegebenenfalls für die Verhängung von disziplinarischen Sanktionen verantwortlich ist.

Zwei wichtige neue Definitionen sind "beauftragte Dritte" und "Freizeitsportler".

Die erste löst Unklarheiten im früheren Welt-Anti-Doping-Code auf, ob eine Anti-Doping-Organisation Aspekte der Dopingkontrolle delegieren darf und inwieweit sie nach einer solchen Delegation verantwortlich bleibt. In der Einleitung zu Teil I des Codes und in Artikel 20 des Codes, in dem die Verantwortlichkeiten der Unterzeichner festgelegt sind, wird klar gestellt, dass die Anti-Doping-Organisationen für die Durchführung aller Aspekte der Dopingkontrolle in Übereinstimmung mit dem Code verantwortlich sind, dass sie jedoch jeden dieser Aspekte an "beauftragte Dritte" delegieren können. Darüber hinaus stellt die Anti-Doping-Organisation sicher, dass sie einen solchen beauftragten Dritten zur Einhaltung des Codes verpflichtet, wenn der beauftragte Dritte nicht zu den Unterzeichnern des Codes gehört. Darüber hinaus verpflichtet die Anti-Doping-Organisation vertraglich die beauftragten Dritten, denen sie Anti-Doping-Aufgaben übertragen hat, der Anti-Doping-Organisation alle Fälle von Verstößen durch die beauftragten Dritten zu melden.

Was die zweite Definition betrifft, so ermöglicht sie der Dopingorganisation, die Dopingkontrollen bei Freizeitsportlern durchführt, eine ähnliche Flexibilität bei der Verhängung von Sanktionen wie bei geschützten Personen, was bei der früheren Regelung nicht der Fall war. Bisher war im Falle eines Verstoßes gegen Anti-Doping-Bestimmungen das gesamte Spektrum der für Spitzensportler geltenden Sanktionen auf diese Freizeitsportler angewendet worden, was als unverhältnismäßig angesehen wurde.

Alle Definitionen werden in den Kommentaren zu den Artikeln erläutert, insbesondere um den verschiedenen Beteiligten bei der Erfüllung ihrer jeweiligen Aufgaben eine rechtliche Hilfestellung zu geben.

2) Aufklärung über die Anti-Doping-Bestimmungen

Bezüglich der Anforderungen an die Ausbildung und Aufklärung gibt es Änderungen durch den neuen Code sowie durch den neuen „International Standard for Education“ (im Folgenden "ISE"). Hauptziel der Aufklärungsprogramme ist es nun, in Übereinstimmung mit dem Code und dem ISE, den Geist des Sports zu bewahren und ein "gesundes" dopingfreies Sportumfeld zu fördern. Die Erziehung, die eine der im Code hervorgehobenen Präventionsstrategien ist, zielt darauf ab, ein Verhalten zu fördern, das mit den Werten des sauberen Sports übereinstimmt, und Doping durch Sportler und andere zu verhindern. In der Tat hält die ISE als zentrales Prinzip fest, dass die erste Anti-Doping-Erfahrung eines Sportlers durch Aufklärung und nicht durch eine Dopingkontrolle erfolgen sollte.

Daher wird festgelegt, dass die NADO der Deutschsprachigen Gemeinschaft (NADO-DG) gemäß Artikel 20.5.9 des Codes die zuständige Behörde für die Anti-Doping-Aufklärung im deutschsprachigen Raum Belgiens ist. Zu diesem Zweck wurden die Ausbildungsanforderungen an die neuen Anforderungen des Codes und des ISE angepasst. Zu diesem Zweck wird insbesondere eine Internetseite eingerichtet, die alle Aspekte des in Artikel 18.2 des Codes vorgesehenen Schulungsprogramms behandelt.

3) Weitere Änderungen bei Verstößen gegen Anti-Doping-Bestimmungen

Artikel 8 des Dekrets deckt alle Verstöße gegen Anti-Doping-Bestimmungen gemäß Artikel 2 des Codes ohne inhaltliche Änderung ab, dies in Übereinstimmung mit Artikel 23.2.2 des Codes.

Die wichtigste Neuerung ist das Hinzufügen eines neuen Verstoßes gegen die Anti-Doping-Bestimmungen: Handlungen, die von einem Sportler oder einer anderen Person

begangen werden, um von Meldungen von Vergehen an die Behörden abzuhalten, oder die Anwendung von Repressionsmaßnahmen gegen solche Meldungen.

4) Eine Ermittlungsbefugnis für die NADO der Deutschsprachigen Gemeinschaft

Bisher war die aufsichtsrechtliche Ermittlungskompetenz der NADO-DG begrenzt. Die NADO-DG konnte ihre Ermittlungsbefugnis nur in bestimmten begrenzten Fällen ausweiten. Die vorgeschlagene Änderung ermöglicht der NADO-DG einen größeren Handlungsspielraum und damit eine effektivere Bekämpfung des Dopings.

Zweck des Artikels 10 des Dekrets ist, die NADO-DG in die Lage zu versetzen, Untersuchungen und Kontrollen zu jedem Zweck der Dopingbekämpfung durchzuführen. Die einschränkende Aufzählung der Zwecke des früheren Dekrets wurde im Hinblick auf seine Streichung in Artikel 5.1.2 des Codes gestrichen.

5) Unabhängigkeit der Mitglieder der TUE-Kommission

Von nun an müssen die Mitglieder der TUE-Kommission eine Erklärung zur Vertraulichkeit und Abwesenheit von Interessenkonflikten unterzeichnen, um die Unabhängigkeit der Entscheidungen zu gewährleisten.

6) Erweiterung der Zuständigkeiten der von der WADA akkreditierten oder anderweitig zugelassenen Labore

Artikel 18 des Dekrets zielt darauf ab, die im Code vorgenommene Unterscheidung der Verantwortung zwischen den verschiedenen Laboren umzusetzen. Künftig dürfen nur noch die Ergebnisse einer Probenanalyse, die von einem von der WADA akkreditierten oder zugelassenen Labor durchgeführt wurde, zur Feststellung eines Verstoßes gegen Artikel 2.1 des Codes (entspricht Artikel 8 Nummer 1 des Dekrets) herangezogen werden. Andere wissenschaftliche Analysen (z. B. Fingerabdrücke oder DNA) können jedoch von Labors durchgeführt werden, die nicht von der WADA akkreditiert oder zugelassen sind, solange ihre Ergebnisse zuverlässig sind, da eine NADO gemäß Artikel 3.2 des Codes Tatsachen mit jedem zuverlässigen Mittel feststellen kann.

3. Änderungen in Verbindung mit den lokalen Besonderheiten in der Deutschsprachige Gemeinschaft

Um bestimmten lokalen Besonderheiten Rechnung zu tragen, wurden folgende Änderungen vorgenommen:

1) Wechsel der zuständigen Stellen in erster Instanz und in der Berufung

Gemäß Artikel 8 des Codes ist nun der von der Deutschsprachigen Gemeinschaft anerkannte Dachverband für den Sport als zuständige Instanz in erster Instanz und im Berufungsverfahren für alle gegen Sportler und anderen Personen zu verhängenden Disziplinarstrafen anerkannt (Artikel 24 und 25 des Dekrets). Die Sportorganisationen sind damit nicht mehr in erster Instanz für die Verurteilung von Sportlern zuständig. In erster Instanz wird, der von der Deutschsprachigen Gemeinschaft anerkannte, Dachverband für den Sport als beauftragter Dritter der NADO-DG fungieren.

2) Eine Klarstellung des Geltungsbereichs des Dekrets

Infolge der oben genannten Änderung erstreckt sich der in Artikel 1 definierte territoriale und materielle Anwendungsbereich des Dekrets nun ausdrücklich auf beauftragte Dritte

und die verschiedenen Sportorganisationen, -verbände und -dachverbände (einschließlich der Mitarbeiter). Angesichts der wichtigen Rolle, die die beauftragten Dritten spielen (insbesondere der von der Deutschsprachigen Gemeinschaft anerkannte Dachverband für den Sport, der im Rahmen der Artikel 24 und 25 als beauftragter Dritter der NADO fungiert), muss unbedingt sichergestellt werden, dass sie tatsächlich in den Anwendungsbereich des Dekrets einbezogen werden.

Die Anpassung bestimmter Konzepte an das Zusammenarbeitsabkommen vom 9. Dezember 2011 zwischen der Flämischen Gemeinschaft, der Französischen Gemeinschaft, der Deutschsprachigen Gemeinschaft und der Gemeinsamen Gemeinschaftskommission zur Prävention und Bekämpfung von Doping im Sport, geändert durch das Zusammenarbeitsabkommen vom 07. Mai 2021 zwischen der Flämischen Gemeinschaft, der Französischen Gemeinschaft, der Deutschsprachigen Gemeinschaft und der Gemeinsamen Gemeinschaftskommission:

Das Dekret berücksichtigt die in dieser Vereinbarung verwendeten Begriffe, um eine Harmonisierung zwischen den verschiedenen Texten zu gewährleisten, insbesondere im Hinblick auf die Definitionen der registrierten Zielgruppen, der Sportler, der Freizeitsportler und der Verringerung der Anzahl der Kategorien von Spitzensportlern (von 4 auf 3 Kategorien).

3) Reduzierung der Anzahl der Elitesportkategorien von Sportlern

Im Interesse der Vereinfachung und Klarheit wurden die Kategorien der Spitzensportler gemäß dem neuen Artikel 3 §3 des oben genannten Zusammenarbeitsabkommens vom 9. Dezember 2011 überarbeitet.

Bisher gab es vier Kategorien von Spitzensportlern: A, B, C (für Mannschaftssportarten) und D. Die Einteilung in eine Kategorie hing von einer vorherigen Risikoanalyse, von der Sportart, der Bedeutung der Sportart auf nationaler Ebene und der Möglichkeit (oder nicht), Sportler außerhalb von Wettkämpfen auffinden und kontrollieren zu können, ab. Auf der Grundlage dieser Parameter wurden drei Kategorien von Sportdisziplinen aufgelistet (Kategorien A, B und C), und Sportler, die eine dieser Disziplinen ausübten und gleichzeitig sportliche Kriterien erfüllten (z. B. die Qualifikation zur Teilnahme an Olympischen Spielen oder die regelmäßige Teilnahme an hochrangigen internationalen Wettkämpfen), wurden entsprechend ihrer Sportdisziplin in die Kategorie A, B oder C aufgenommen. Kategorie D war eine Restkategorie und umfasste alle Sportdisziplinen, die nicht in den Kategorien A, B und C enthalten waren.

Diese Kategorien entsprachen in der Regel differenzierten und degressiven Verpflichtungen. So mussten die Sportler der Kategorie A die meisten Angaben zum Aufenthaltsort machen, während die Spitzensportler der Kategorie D keine Angaben zum Aufenthaltsort machen mussten. Das Ziel dieses Systems war und ist es, ein faires Gleichgewicht zwischen den Rechten von Spitzensportlern und ihren Aufenthaltsverpflichtungen herzustellen.

In der Praxis wird dieses Pyramiden- und Degressionssystem zwar nicht in Frage gestellt, aber im Kern und im Prinzip scheint die Differenzierung der Zielgruppe in 4 Kategorien zu komplex geworden zu sein, schwer umsetzbar, insbesondere in Bezug auf Kontrollen außerhalb von Wettkämpfen und für die Sportler selbst schwer zu verstehen.

Darüber hinaus und vor allem rechtfertigen die oben genannten Parameter, die die Unterscheidung der Kategorien A und B ermöglichten, heute nicht mehr die Beibehaltung dieser beiden unterschiedlichen Kategorien. Dies ist der Zweck der Vereinfachung der Kategorien, die insbesondere in den Artikeln 3, 67 bis 69 und 23 vorgesehen sind.

Konkret bedeutet dies Folgendes:

- Es wird von 4 auf 3 Kategorien übergegangen: A, B und C.
- Die Kategorie A umfasst nun in einer einzigen Kategorie alle Spitzensportler, die eine Einzelsportart ausüben, während diese Sportler zuvor in die Kategorien A und B unterteilt waren.
- Die Kategorie B (Mannschaftssportarten) entspricht der früheren Kategorie C.
- Die Kategorie C (olympische Sportarten, die nicht in den Listen A und B enthalten sind) entspricht der früheren Kategorie D.

Was die Anforderungen an den Aufenthaltsort betrifft, so bleiben diese degressiv von Kategorie A (täglicher Zeitraum von 60 Minuten, in dem der Sportler für unangekündigte Kontrollen zur Verfügung steht, Trainings- und Wettkampfstätten und Ort des gewöhnlichen Aufenthalts) bis Kategorie C (keinerlei Verpflichtung zum Aufenthalt, außer in Ausnahmefällen).

Athleten der Kategorie B unterliegen weiterhin denselben Anforderungen an den Aufenthaltsort (Training, Wettkampf und gewöhnlicher Aufenthalt) wie zuvor. Das Gleiche gilt für Spitzensportler, die bisher in der Kategorie A waren und durch diese Änderung in der Kategorie A bleiben.

Schließlich haben nur Spitzensportler, die zuvor der Kategorie B angehörten, im Rahmen dieser Änderung eine zusätzliche Verpflichtung zu ihrem Aufenthaltsort: die Angabe eines täglichen Zeitraums von 60 Minuten, in dem der Sportler für unangekündigte Kontrollen zur Verfügung steht, zusätzlich zu seinem Trainings- und Wettkampfort und seinem üblichen Aufenthaltsort.

Auf der Grundlage der Erfahrungen aus der Praxis und einer von allen nationalen Anti-dopingorganisationen durchgeführten Evaluierung des bisherigen Systems wurde jedoch, wie bereits erwähnt, die Ansicht vertreten, dass angesichts der angestrebten Ziele die einzige verbleibende Unterscheidung in Bezug auf die Verpflichtungen zwischen den früheren Kategorien A (mit einem täglichen Zeitraum von 60 Minuten, in dem der Sportler für eine unangekündigte Kontrolle zur Verfügung steht) und B (ohne einen täglichen Zeitraum von 60 Minuten, in dem der Sportler für eine unangekündigte Kontrolle zur Verfügung steht) nicht mehr gerechtfertigt war.

Diese Schlussfolgerung wurde folgendermaßen begründet und vereinbart:

- Die Dopingbekämpfung verfolgt legitime Ziele des öffentlichen Interesses, insbesondere im Hinblick auf die öffentliche Gesundheit und die sportliche Fairness und Ethik.
- Diese Ziele implizieren, um sie zu erreichen, gewisse Einschränkungen der individuellen Freiheiten bestimmter Sportler.
- Diese Beschränkungen, die im Rahmen des Welt-Anti-Doping-Programms und des Codes vorgesehen sind und verhängt werden, müssen verhältnismäßig sein, insbesondere entsprechend dem Niveau der Sportler und einer Analyse der Dopingrisiken durch die betreffenden Behörden (die NADOs).
- Bei dieser Analyse werden verschiedene Parameter berücksichtigt, wie z. B. die Dopingrisiken für die verschiedenen Sportarten auf der Grundlage verschiedener Unterkriterien: statistische Risiken, Risiken, die mit den physischen oder physiologischen Leistungserfordernissen der Sportart zusammenhängen, oder Risiken, die mit den finanziellen und/oder medialen Interessen der betreffenden Sportart zusammenhängen.
- Auf der Grundlage dieser aktualisierten Analyse der Risiken nach Sportarten und einer Bewertung des bisherigen Systems vor Ort kamen die Antidopingorganisationen außerdem zu dem Schluss, dass die Sportarten, die in den früheren Kategorien A und B enthalten

waren, faktisch den gleichen oder zumindest einen sehr ähnlichen Grad an Dopingrisiken aufweisen.

- Darüber hinaus kamen die NADOs bei dieser Evaluierung zu dem Schluss, dass das Unterkriterium, das sich auf die Leichtigkeit (oder Unmöglichkeit) bezieht, Spitzensportler während ihres Trainings ausfindig machen zu können, im Hinblick auf die Dopingbekämpfung nicht relevant oder effektiv ist, und dass nur das Kriterium der Risiken des Sports - "eine dopinganfällige Disziplin außerhalb von Wettkämpfen" - unter dem Gesichtspunkt der Gleichstellung von Sport und Sportler auf der Grundlage der verschiedenen Unterkriterien, wie sie oben entwickelt wurden, berücksichtigt werden sollte.

- Auf der Grundlage der oben genannten Analyse und Bewertung kamen die NADOs zu dem Schluss, dass die Unterscheidung zwischen den Kategorien A und B veraltet und zudem für die Spitzensportler selbst schwer zu lesen und zu verstehen und daher überflüssig geworden ist.

- Die Anforderungen zu Aufenthaltsort und Erreichbarkeit von Sportlern der Kategorie A entsprechen wie bisher denen des Codes (neuer Artikel 5.5) und des Internationalen Standards für Dopingkontrollen und Ermittlungen (neuer Artikel 4.8.6.2) für Sportler der registrierten Zielgruppe (RTP).

- Diese Verpflichtungen bleiben in jeder Hinsicht identisch für Sportler, die bereits unter der vorherigen Regelung in Kategorie A waren.

- Sportler, die zuvor der Kategorie B angehörten, mussten bereits Angaben zu ihrem Aufenthaltsort machen (zu ihrem Training, ihren Wettkämpfen und ihrem gewöhnlichen Wohnsitz); die zusätzliche Anforderung betrifft, täglich einen Zeitraum von 60 Minuten anzugeben.

- Diese zusätzliche Verpflichtung wurde im Hinblick auf die verfolgten legitimen Ziele des öffentlichen Interesses und unter Berücksichtigung der oben entwickelten Analyse und Bewertung als verhältnismäßig angesehen.

- Darüber hinaus werden die betroffenen Sportler vor dem Inkrafttreten dieser Bestimmung umfassend über diese Änderung und ihre Auswirkungen informiert.

4. Abänderungen im Zusammenhang mit der Stellungnahme der Datenschutzbehörde (DPA)

In ihrer Stellungnahme Nr. 173/2021 vom 4. Oktober 2021 empfahl die Datenschutzbehörde bestimmte Änderungen des Dekrets, insbesondere des Artikels 15, der sich auf personenbezogene Daten bezieht.

Die DPA schlägt im Wesentlichen vor, dies im Dekret und nicht in einem Ausführungserlass des Dekrets festzulegen:

- Die Zwecke der Verarbeitung
- Die Kategorien der verarbeiteten personenbezogenen Daten
- Die Bedingungen, unter denen sie verarbeitet werden;
- Die Kategorien der betroffenen Personen, deren Daten verarbeitet werden;
- die Empfänger der Daten; und
- Die Höchstdauer, für die die Daten aufbewahrt werden dürfen.

Diese Empfehlungen wurden befolgt, so dass Artikel 15 in diesem Sinne ergänzt und ein Anhang über die Dauer der Datenspeicherung hinzugefügt wurde.

Darüber hinaus wird in Bezug auf Artikel 15, wie von der Datenschutzbehörde empfohlen, präzisiert:

- Die Rolle der NADO-DG als verantwortlicher Datenverarbeiter wurde geklärt;
- Es wurden zusätzliche Maßnahmen zur Legitimierung von Übertragungen von Daten an potenzielle Empfänger in Drittländern hinzugefügt;

- Die Bedingungen für die Anonymisierung bestimmter Daten sind festgelegt worden.

Die Rolle der NADO-DG als Verantwortlicher für die Datenverarbeitung ergibt sich aus ihren gesetzlichen und vertraglichen Verpflichtungen als Unterzeichner des Codes und ihrer operativen Autonomie, die in Artikel 4, Absätze 3 bis 10 des Dekrets beschrieben wird.

Gemäß diesen Verpflichtungen und in Übereinstimmung mit dem Code ist die NADO-DG die Unterzeichnerin des Codes und verantwortlich für die Umsetzung des Codes und des Anti-Doping-Programms der Deutschsprachigen Gemeinschaft in Übereinstimmung mit dem Code.

Darüber hinaus ist die NADO-DG im Einklang mit diesen Verpflichtungen und Verantwortlichkeiten sowie mit dem Code in all ihren Entscheidungen und operativen Tätigkeiten gegenüber Dritten unabhängig und eigenständig. Diese umfassen alle Anti-Doping-Aktivitäten (Aufklärung, Kontrollen, Untersuchungen, Ergebnismanagement, TUEs usw.).

In Anbetracht der gesetzlichen und vertraglichen Verpflichtungen der NADO-DG und ihrer operativen Autonomie, die ihrerseits Teil ihrer Verpflichtungen ist, ist es daher erforderlich, dass die NADO für die von ihr verarbeiteten Anti-Doping-Informationen und -Daten verantwortlich ist.

KOMMENTAR ZU DEN ARTIKELN

Artikel 1

Dieser Artikel definiert den Anwendungsbereich des Dekrets. Sie erstreckt sich auf die in der Einleitung zum Code ausdrücklich genannten Personen, auf beauftragte Dritte, auf die sich die NADO-DG berufen kann, sowie auf Sportorganisationen, Sportfachverbände und Dachverbände.

Artikel 2

Diese Bestimmung bedarf keines Kommentars.

Artikel 3

Dieser Artikel enthält die Definitionen, die für das richtige Verständnis des Dekrets nützlich sind. Im Allgemeinen wird eine große Anzahl dieser Definitionen direkt aus dem Code übernommen, in Übereinstimmung mit Artikel 23.2.2 des Codes.

Im Einzelnen geben bestimmte Definitionen Anlass zu den folgenden Bemerkungen:

1. ADAMS: Englische Abkürzung für Anti-Doping Administration and Management System, ein Web-basiertes Datenbankmanagementinstrument für Dateneingabe, Datenspeicherung, Datenaustausch und Datenübertragung, dass die WADA und ihre Partner bei ihren Anti-Doping-Maßnahmen nach Maßgabe des Datenschutzrechts unterstützen soll. Dieses Datenbankmanagementtool ist von der WADA zwecks Einhaltung der Normen und Gesetze über den Schutz der personenbezogenen Informationen entwickelt worden, die auf die WADA und auf die anderen Organisationen, die ADAMS nutzen, anwendbar sind.

2. Amateursportler: Während Spitzensportler besonders beachtet werden und strengeren Verpflichtungen unterliegen, insbesondere in Bezug auf den Aufenthaltsort, unterliegen auch Amateursportler den Verpflichtungen, die sich aus dem Dekret ergeben,

insbesondere in Bezug auf Kontrollen und Ergebnismanagement durch ihre Sportorganisation. Dieser Grundsatz ergibt sich insbesondere aus den Artikeln 5.2 und 5.2.1 des Codes in Verbindung mit Artikel 4.3 des internationalen Standards für Tests und Untersuchungen.

3. Annullierung: Diese dem Code entnommene Definition ist für den von der Deutschsprachigen Gemeinschaft anerkannten Dachverband für den Sport im Rahmen der von ihm gemäß Artikel 24 und 25 organisierten Disziplinarverfahren bestimmt.

4. Anti-Doping-Aktivitäten: Diese Aktivitäten umfassen alle Aufgaben der Anti-Doping-Organisation von der Organisation von Aufklärungs- und Informationsveranstaltungen über die Planung der Kontrollverteilung, die Verwaltung einer registrierten Zielgruppe, die Verwaltung der biologischen Athletenpässe, die Durchführung von Kontrollen, die Organisation der Probenanalyse, die Sammlung von Informationen und die Durchführung von Untersuchungen, die Bearbeitung von TUE-Anträgen, das Ergebnismanagement, die Überwachung und Durchsetzung der Einhaltung der auferlegten Vorschriften sowie alle anderen Anti-Doping-Aktivitäten, die von einer Anti-Doping-Organisation oder in ihrem Namen in Übereinstimmung mit dem Code und/oder den internationalen Standards durchgeführt werden;

5. Anti-Doping-Organisation: Die WADA oder jeder Unterzeichner, der für die Verabschiedung von Regeln in Bezug auf die Erstellung, Durchführung oder Durchsetzung eines Teils des Dopingkontrollverfahrens verantwortlich ist. Dazu gehören beispielsweise das Internationale Olympische Komitee, das Internationale Paralympische Komitee, Veranstalter großer Sportereignisse, die Dopingkontrollen bei Veranstaltungen unter ihrer Verantwortung durchführen, internationale Verbände und nationale Anti-Doping-Organisationen.

6. Anwendung: Es handelt sich um einen Verstoß gegen eine der in Artikel 8, Nummer 2 genannten Anti-Doping-Bestimmungen, der einen Fall von verschuldensunabhängiger Haftung darstellt.

7. auffälliges Ergebnis: Damit ist der Bericht eines von der WADA akkreditierten oder zugelassenen Labors gemeint, der auf Grundlage des internationalen Standards für Labore oder den damit entsprechenden technischen Dokumenten weitere Untersuchungen erforderlich macht, bevor ein von der Norm abweichendes Analyseergebnis festgestellt werden kann.

8. auffälliges Ergebnis im biologischen Athletenpass: Wenn im Zusammenhang mit der Verwendung des biologischen Athletenpasses gemäß Artikel 17 ein auffälliges Athletenpass-Ergebnis festgestellt wird, kann die NADO-DG in Übereinstimmung mit Artikel 10 Absatz 4 Buchstabe b und den internationalen Standards für Dopingkontrollen und Ermittlungen eine Untersuchung durchführen, um Informationen oder Beweise zu sammeln, um festzustellen, ob ein oder mehrere mögliche Verstöße gegen Anti-Doping-Bestimmungen vorliegen.

9. Außerhalb eines Wettkampfs: Damit ist jede Zeitspanne gemeint, die nicht innerhalb eines Wettkampfs liegt.

10. beauftragte Dritte: Die NADOs haben nun die Möglichkeit, jeden Aspekt der Dopingkontrolle an einen beauftragten Dritten zu delegieren. Die NADO bleibt jedoch für alle Aspekte der Dopingkontrolle, die sie delegiert hat, und für deren Durchführung gemäß den Bestimmungen des letzten Absatzes von Artikel 4 des Dekrets verantwortlich. Die aus dem Code stammende Definition soll klarstellen, welche Personen als beauftragte Dritte benannt werden können (z. B. ehrenamtliche Dopingkontrollbeamte oder Begleitpersonen, das TAS

hingegen kann nicht als beauftragter Dritter benannt werden) und welche Aufgaben ihnen zugewiesen werden können.

11. Besitz: Diese Definition legt fest, was unter "Besitz" im Sinne von Artikel 8 Nummer 6 zu verstehen ist.

12. Bildung-Weiterbildung-Aufklärung: Diese Definition bedarf keines Kommentars.

13. biologischer Athletenpass: Der biologische Athletenpass ist ein Hilfsmittel, das von einer Anti-Doping-Organisation verwendet werden kann, um einen möglichen Dopingfall aufzudecken, insbesondere durch Anwendung der Artikel 8.1 und 2. In Übereinstimmung mit Artikel 17 darf der biologische Athletenpass nur für Spitzensportler und nur für die in Artikel 16 und 17 genannten Zwecke verwendet werden. Für den Fall, dass die NADO-DG den biologischen Athletenpass für bestimmte Spitzensportler, die zu ihrer Zielgruppe gehören, nutzen möchte, schließt sie eine Kooperationsvereinbarung mit dem internationalen Sportfachverband, dem diese Sportler angehören. In dieser Vereinbarung werden die Identität der betroffenen Sportler und die Modalitäten der Zusammenarbeit zwischen der NADO-DG und dem internationalen Sportfachverband hinsichtlich der Verwendung des biologischen Athletenpasses festgelegt. Darüber hinaus kann die Regierung eine dritte Stelle, die sogenannte "Athletenpass-Verwaltungsstelle", benennen, die die NADO-DG bei der Erstellung, Verwaltung und Überwachung des biologischen Athletenpasses unterstützt.

14. Code: Am 5. März 2003 hat in Kopenhagen die WADA den ersten Welt-Anti-Doping-Code angenommen. Dieser Code bildet den Anhang 1 des UNESCO-Übereinkommens, in der von der WADA am 7. November 2019 aktualisierten Fassung.

15. Datenschutz-Grundverordnung: Die Verordnung 2016/679 des europäischen Parlamentes und des Rates vom 27. April 2016 zum Schutz natürlicher Personen bei der Verarbeitung personenbezogener Daten, zum freien Datenverkehr und zur Aufhebung der Richtlinie 95/46/EG.

16. Dauer der Veranstaltung: Dies ist der Zeitraum, der zwischen dem Beginn und dem Ende einer Veranstaltung liegt.

17. Dopingkontrolle: Diese Definition, die weiter gefasst ist als Kontrolle an sich, umfasst alle Phasen des Dopingkontrollprozesses, von der Planung der Kontrollverteilung bis zum Ergebnismanagement und den Anhörungen. Die Dopingkontrolle betrifft daher die NADO-DG (insbesondere im Hinblick auf die Planung und Verteilung von Kontrollen, die Einbeziehung in die Zielgruppe der Deutschsprachigen Gemeinschaft, den Erhalt von Informationen über den Aufenthaltsort, den Transport von Proben, die Benachrichtigung über auffällige oder atypische Kontrollergebnisse, Beobachtungen möglicher Verstöße gegen die Mitteilung der Aufenthaltsangaben und Weiterleitung an die anderen belgischen NADOs und an die deutschsprachigen Sportfachverbände). Die Regierung ist ebenfalls betroffen, insbesondere durch die Anwendung von Verwaltungsstrafen oder möglichen finanziellen Abzügen.

18. Einzelsportart: Mit diesem Begriff ist jede Sportart gemeint, die nicht als Mannschaftssportart betrieben werden kann.

19. Entscheidungsgrenze: Dies ist der Ergebniswert einer Schwellensubstanz in einer Probe, bei dessen Überschreitung ein von der Norm abweichendes Analyseergebnis, nach Maßgabe der internationalen Standards für Labore gemeldet werden muss.

20. Ergebnismanagement: Dies ist der Prozess, der den Zeitraum von der Benachrichtigung gemäß Artikel 5 des internationalen Standards für das Ergebnismanagement oder in

einigen Fällen (z. B. auffälliges Ergebnis, biologischer Athletenpass, Versäumnis der Mitteilung seiner Aufenthaltsangaben) die speziell in Artikel 5 des internationalen Standards für das Ergebnismanagement vorgesehenen Schritte vor der Benachrichtigung über die Mitteilung des Falles bis hin zur endgültigen Lösung des Falles, einschließlich des Abschlusses des Anhörungsverfahrens in erster Instanz oder im Berufungsverfahren, umfasst.

21. finanzielle Konsequenzen: Es wird auf den Kommentar zu Definition 22 verwiesen;

22. Folgen von Verstößen gegen Anti-Doping-Bestimmungen: Dies bezieht sich auf alle möglichen Folgen, die sich aus dem Code ergeben, wenn ein Verstoß gegen Anti-Doping-Bestimmungen vorliegt. Annulation von Ergebnissen, vorläufige Sperre und Sperre sind disziplinarische Konsequenzen, die von dem, von der Deutschsprachigen Gemeinschaft anerkannten, Dachverband für den Sport nach einem Disziplinarverfahren gegen einen Sportler oder eine andere Person beschlossen werden können. Zu den finanziellen Konsequenzen können die Verhängung von Geldstrafen und/oder die Erstattung von Kosten im Zusammenhang mit dem Verstoß gegen Anti-Doping-Bestimmungen gehören.

Der Zweck der öffentlichen Bekanntgabe ist es, zu verhindern, dass ein gedopter Sportler oder eine andere gedopte Person sich anmeldet und/oder an einer sportlichen Aktivität oder Veranstaltung teilnimmt, die von einem anderen Veranstalter als seinem Heimatsportverband organisiert wird.

23. Freizeitsportler: Die Schaffung dieser Kategorie von Freizeitsportlern ermöglicht es der NADO, Dopingkontrollen durchzuführen und diese Freizeitsportler zu sanktionieren. Diese Athleten profitieren jedoch von einer größeren Flexibilität, insbesondere im Hinblick auf die Sanktionsregelung und die Beweislast, wenn sie einen Verstoß gegen Anti-Doping-Bestimmungen begangen haben, wie die "geschützten Personen".

24. Gerichtspolizeioffizier: Den Bediensteten und Mitarbeitern der Dienststellen, die von der Regierung mit der Durchführung der in vorliegendem Dekret angeführten Aufträge betraut werden, wird der Status eines Gerichtspolizeioffiziers verliehen, damit diese ihren Aufgaben bestmöglich nachgehen können.

25. geschützte Person: Es ist zu beachten, dass der Code geschützte Personen anders als andere Sportler oder Personen behandelt, um ihnen im Falle eines Verstoßes gegen Anti-Doping-Bestimmungen eine größere Flexibilität zu ermöglichen, insbesondere im Hinblick auf das Sanktionssystem und die Beweislast. Dies ist dadurch begründet, dass ein Sportler oder eine andere Person unterhalb eines bestimmten Alters oder einer bestimmten intellektuellen Kapazität möglicherweise nicht über ausreichende Mittel verfügt, um die im Code enthaltenen Verbote für bestimmte Verhaltensweisen zu verstehen und zu würdigen. Dazu gehören z. B. paralympische Sportler mit einem dokumentierten Mangel an Geschäftsfähigkeit aufgrund einer geistigen Behinderung.

Der Begriff "offene Kategorie" soll Wettkämpfe ausschließen, die auf Junioren oder Altersklassen-Kategorien beschränkt sind. Es ist jedoch wichtig klarzustellen, dass Spitzensportler im Alter von 16 und 17 Jahren nicht in die Definition der "geschützten Personen" aufgenommen werden, wenn sie einer Zielgruppe von Athleten angehören und an einer internationalen Veranstaltung in einer offenen Kategorie teilgenommen haben, da sie aufgrund ihrer für das Erreichen dieses Leistungsniveaus erforderlichen sportlichen Erfahrung die gleiche Behandlung erfahren sollten wie andere Spitzensportler, mit denen sie konkurrieren. Diese Spitzensportler im Alter von 16 und 17 Jahren profitieren nicht von den speziellen und flexiblen Sanktionsregeln für "geschützte Personen". Sie sind jedoch als "Minderjährige" von der Veröffentlichungspflicht in Artikel 14.3.2 ausgenommen, wie in Artikel 14.3.7 des Codes dargelegt.

26. gezielte Dopingkontrolle: Es werden Sportler aufgrund von Kriterien, die im internationalen Standard für Dopingkontrollen und -untersuchungen festgelegt sind, ausgewählt, um sich einer Dopingkontrolle zu unterziehen.

27. innerhalb eines Wettkampfes: Sofern keine alternative Definition für eine bestimmte Sportart von der WADA auf Antrag eines internationalen Sportverbands genehmigt wurde, beginnt der "In-Competition"-Zeitraum um 23:59 Uhr am Tag vor einem Wettkampf und endet mit dem Ende des Wettkampfs und der Probenahme im Zusammenhang mit diesem Wettkampf. Der Zweck ist es, eine größere Harmonisierung unter den Sportlern in allen Sportarten zu gewährleisten, die Verwirrung unter den Sportlern über den geltenden Zeitintervall für Wettkampfkontrollen zu beseitigen oder zu verringern, unbeabsichtigte von der Norm abweichende Analyseergebnisse zu vermeiden, die versehentlich zwischen mehreren Wettkämpfen während derselben Veranstaltung erzielt wurden, und dazu beizutragen, mögliche leistungssteigernde Vorteile zu verhindern, die durch die Verlängerung des Zeitraums für verbotene Substanzen außerhalb von Wettkämpfen erzielt werden.

28. institutionelle Unabhängigkeit: Diese dem Code entnommene Definition zielt darauf ab, die Verpflichtung zur Unabhängigkeit der Beschwerdestelle des Artikels 25 in Bezug auf die NADO-DG zu verdeutlichen.

29. Internationales Olympisches Komitee: Die gemeinnützige internationale Nichtregierungsorganisation, ein unbefristet gegründeter rechtsfähiger Verein, der von dem Schweizer Bundesrat gemäß einer Vereinbarung vom 1. November 2000 anerkannt ist.

30. Internationales Paralympisches Komitee: Die am 22. September 1989 gegründete gemeinnützige internationale Nichtregierungsorganisation mit Sitz in Bonn.

31. internationaler Spitzensportler: Siehe Kommentar zu Definition Nummer 58.

32. internationaler Standard: Dies ist der von der WADA zur Unterstützung des Codes angenommene Standard. Es soll sichergestellt werden, dass die Standards, Praktiken oder Verfahren, die im internationalen Standard vorgesehenen Verfahren ordnungsgemäß durchgeführt werden.

33. internationale Veranstaltung: Bei Zweifeln über den nationalen oder internationalen Charakter einer Veranstaltung sollte auf den offiziellen Kalender des internationalen Sportfachverbandes verwiesen werden (oder direkt mit dem betreffenden internationalen Sportverband kommuniziert werden). Wenn die betreffende Veranstaltung in den Kalender des internationalen Sportfachverbandes aufgenommen ist, gilt die Veranstaltung als international, auch wenn sie auf dem Gelände eines Vereins oder Sportfachverbandes stattfindet, der der Deutschsprachigen Gemeinschaft angehört.

34. Inverkehrbringen: Dies ist ein Verstoß gegen die Anti-Doping-Bestimmungen gemäß Artikel 8 Nummer 7. Zusätzlich zu den möglichen Konsequenzen, die durch einen Verstoß gegen Anti-Doping-Bestimmungen entstehen können, sieht Artikel 31 die Möglichkeit vor, eine strafrechtliche Sanktion (Freiheitsstrafe und Geldstrafe) gegen den Sportler oder eine andere Person zu verhängen, die einen Verstoß gegen die Anti-Doping-Bestimmungen begeht. Gemäß Artikel 32 werden verbotene Substanzen und Gegenstände, die zur Anwendung einer verbotenen Methode verwendet werden, bei Begehung einer Straftat beschlagnahmt, eingezogen und unbrauchbar gemacht.

35. Kein grobes Verschulden oder keine grobe Fahrlässigkeit: Diese dem Code entnommene Definition ist dazu bestimmt, von dem von der Deutschsprachigen Gemeinschaft

anerkannten Dachverband für den Sport im Rahmen von Disziplinarverfahren im Zusammenhang mit Verstößen gegen Anti-Doping-Bestimmungen, für die er gemäß Artikel 24 und 25 zuständig ist, verwendet und berücksichtigt zu werden. Bei einem Sportler oder einer anderen Person, der/die im Laufe des Disziplinarverfahrens nachweist, dass ihm/ihr keine wesentliche Schuld oder Fahrlässigkeit zur Last gelegt werden kann, wird die Dauer der Sperre gemäß Artikel 10.6 des Codes reduziert.

36. Kein Verschulden oder Fahrlässigkeit: Diese dem Code entnommene Definition ist dazu bestimmt, von dem von der Deutschsprachigen Gemeinschaft anerkannten Dachverband für den Sport im Rahmen von Disziplinarverfahren im Zusammenhang mit Verstößen gegen Anti-Doping-Bestimmungen, für die er gemäß Artikel 24 und 25 zuständig ist, verwendet und berücksichtigt zu werden. Kein Verschulden oder Fahrlässigkeit ist jedoch im Falle eines Verstoßes gegen Anti-Doping-Bestimmungen gemäß Artikel 8 Nummern 1 und 2 unerheblich, da es sich hierbei um zwei Fälle verschuldensunabhängiger Haftung handelt, bei denen der Nachweis von Vorsatz, Verschulden oder Fahrlässigkeit auf Seiten des Sportlers für die Feststellung des Verstoßes gegen Anti-Doping-Bestimmungen nicht erforderlich ist.. Bei allen möglichen Verstößen gegen Anti-Doping-Bestimmungen gemäß Artikel 8 wird bei einem Sportler oder einer anderen Person, der/die während des Disziplinarverfahrens nachweist, dass ihn/sie kein Verschulden trifft, die Sperre gemäß Artikel 10.5 des Codes aufgehoben. Außerdem werden seine/ihre individuellen Ergebnisse in anderen Wettbewerben nicht annulliert, es sei denn, die Ergebnisse in anderen Wettbewerben als dem Wettbewerb, in dem der Verstoß gegen die Anti-Doping-Bestimmungen begangen wurde, wurden wahrscheinlich durch den Verstoß gegen die Anti-Doping-Bestimmungen gemäß Artikel 10.1.1 des Codes beeinflusst;

37. Kontaminiertes Produkt: Es handelt sich hier um ein Produkt, das eine verbotene Substanz enthält, die nicht auf dem Produktetikett oder in den bei einer angemessenen Internetrecherche verfügbaren Informationen angegeben sind;

38. Kontrolle: Diese Definition beschreibt das gesamte Dopingkontrollverfahren, von der Planung und Zuteilung der Kontrollen bis zum Transport der Proben zum Labor. Die Kontrollen erfolgen unangekündigt und können jederzeit stattfinden;

39. Kontrolle außerhalb des Wettkampfs: Man kann Kontrollen innerhalb eines Wettkampfs und außerhalb eines Wettkampfs unterscheiden.

40. Mannschaftssportart: Diese Definition ist insbesondere für die Bestimmung der Zielgruppe der Spitzensportler der Kategorie B nützlich. Diese Sportler üben eine Mannschaftssportart aus und sind verpflichtet, die in Artikel 23 §3 genannten Angaben über ihren Aufenthaltsort zu übermitteln. Sie können auch einen Mannschaftsverantwortlichen benennen, der in ihrem Namen der NADO-DG ihre Angaben über den Aufenthaltsort sowie eine aktualisierte Liste der Spieler, aus denen sich die Mannschaft zusammensetzt, zu übermitteln hat.

41. Marker: Eine Verbindung, Gruppe von Verbindungen bzw. ein oder mehrere biologische Größen, die die Anwendung eines verbotenen Stoffs oder einer verbotenen Methode anzeigen.

42. meldepflichtige Mindestmenge: Es handelt sich hier um die geschätzte Konzentration einer verbotenen Substanz oder ihrer Metaboliten oder Marker in einer Dopingprobe, unterhalb derer das beauftragte akkreditierte Labor die Probe nicht als von der Norm abweichendes Analyseergebnis melden sollte.

43. Metabolit: Jeder Stoff, der bei einem biologischen Umwandlungsprozess erzeugt wird.

44. Minderjähriger: Jede natürliche Person, die das achtzehnte Lebensjahr noch nicht vollendet hat.

45. Missbrauchssubstanz: Es handelt sich hier um verbotene Substanzen, die in der Verbotliste ausdrücklich als solche gekennzeichnet sind, weil sie in der Gesellschaft außerhalb des Sportkontexts häufig missbraucht werden.

46. Nationale Anti-Doping-Organisation: Obwohl administrativ dem Ministerium der Deutschsprachigen Gemeinschaft unterstellt, ist die NADO-DG im Kampf gegen Doping selbständig und unabhängig von der Regierung und dem organisierten Sport. Dies bedeutet insbesondere, dass die NADO-DG die Kontrollen selbst plant, für ihre Verteilung sorgt sowie alle anderen operativen Tätigkeiten leitet und sie in völliger Unabhängigkeit, ohne jegliche Möglichkeit der Einmischung seitens der Regierung oder des organisierten Sports durchführt. Dies ist eine Verpflichtung, die sich aus den Artikeln 22.8 und 20.5.1 des Codes ergibt.

47. Nationales olympisches Komitee: Die vom Internationalen Olympischen Komitee anerkannte Organisation bzw. in Belgien das Belgische Olympische und Interföderale Komitee (nachfolgend „BOIK“).

48. nationaler Spitzensportler: Das unter a) genannte Kriterium bedeutet, dass der Spitzensportler regelmäßig an internationalen Wettkämpfen teilnimmt, aber nicht zur Zielgruppe seines internationalen Sportfachverbandes gehört. Dieses Kriterium ermöglicht insbesondere die Einbeziehung von Spitzensportlern, die regelmäßig an internationalen Wettkämpfen auf hohem Niveau teilnehmen, sich aber von den unter c) genannten unterscheiden. a) umfasst Spitzensportler, die an Qualifikationswettkämpfen für die unter c) genannten Wettkämpfe teilnehmen, solche, die mit der Nationalmannschaft antreten, oder solche, die mit ihrem Verein oder als Einzelpersonen regelmäßig an internationalen oder europäischen Wettkämpfen teilnehmen. Im Übrigen wird auf den Kommentar zur Definition Nummer 66 verwiesen.

49. nationale Veranstaltung: Es wird auf den Kommentar zur Definition von internationalen Veranstaltungen verwiesen.

50. öffentlich bekannt machen: Es wird auf den Kommentar zu Definition Nummer 22 verwiesen.

51. Operationelle Unabhängigkeit: Diese aus dem Code abgeleitete Definition hebt die Unvereinbarkeiten der Funktionen der Mitglieder der Anhörungsgremien der Artikel 24 und 25 hervor, um sicherzustellen, dass diese Mitglieder nicht in die Untersuchung oder eine andere Phase vor der Entscheidungsfindung involviert sind.

52. Organisationen, die für Großveranstaltungen verantwortlich sind: Dies bezieht sich insbesondere auf das Internationale Olympische Komitee oder das Internationale Paralympische Komitee.

53. Person: Diese dem Code entnommene Definition bedarf keines weiteren Kommentars.

54. Probe oder Muster: Bei einer Dopingkontrolle werden dem Sportler biologische Materialien wie beispielsweise Urin oder Blut entnommen;

55. registrierte Zielgruppe: Es handelt sich um die Gruppe der Spitzensportler mit hoher Priorität, die von einem internationalen Sportfachverband oder einer Nationalen-Anti-

Doping-Organisation identifiziert wurde und sowohl Wettkampfkontrollen als auch Kontrollen außerhalb des Wettkampfs unterzogen werden und die verpflichtet sind, Angaben zum Aufenthaltsort gemäß Artikel 5.5 des Codes und dem internationalen Standard für Dopingkontrollen und Untersuchungen zu machen. In der Deutschsprachigen Gemeinschaft entspricht die registrierte Zielgruppe den Sportlern der Kategorie A.

56. Sperre: Diese dem Code entnommene Definition ist dazu bestimmt, von dem von der Deutschsprachigen Gemeinschaft anerkannten Dachverband für den Sport im Rahmen der von ihm gemäß Artikel 24 und 25 organisierten Disziplinarverfahren verwendet zu werden. Die Sperre ist eine der möglichen Konsequenzen im Falle eines Verstoßes gegen Anti-Doping-Bestimmungen. Der Status des Sportlers oder einer anderen Person, der/die einer Sperre unterliegt, wird in Artikel 26 beschrieben.

57. spezifizierte Substanz oder spezifizierte Methode: Diese Definition, die geändert wurde, um der neuen Definition in Artikel 4.2.2 des Codes zu entsprechen, erfordert keinen Kommentar.

58. Spitzensportler: Ein Spitzensportler ist jemand, der eine sportliche Aktivität auf internationaler Ebene, wie von seinem internationalen Sportfachverband definiert, oder auf nationaler Ebene, wie in Nummer 48 definiert, ausübt. Bei den Spitzensportlern auf nationaler Ebene wird zwischen den Kategorien A, B oder C unterschieden, wie sie in den Nummern 59 bis 61 definiert sind. Je nachdem, ob sie zu einer dieser 3 Kategorien gehören, unterliegen Spitzensportler gemäß Artikel 23 differenzierten Anforderungen zum Aufenthaltsort (mit Ausnahme von Spitzensportlern der Kategorie C, die keine Angaben zum Aufenthaltsort machen müssen, sofern keine Ausnahme gemacht wird).

59. Spitzensportler der Kategorie A: Es wird auf den Kommentar zu Definition Nummer 58 verwiesen.

60. Spitzensportler der Kategorie B: siehe Kommentar zu Definition Nummer 58.

61. Spitzensportler der Kategorie C: siehe Kommentar zu Definition Nummer 58.

62. Sportler: Diese Definition ist für den persönlichen Geltungsbereich des Dekrets sinnvoll. Artikel 1 bestimmt, dass alle Sportler den Bestimmungen dieses Erlasses und seiner Durchführungsbestimmungen unterliegen. Wie oben erläutert, wurde Artikel 1 eingeführt, um den territorialen und materiellen Anwendungsbereich des Dekrets zu definieren. In diesem Sinne wurde auch die Definition des Begriffs "Sportler" dahingehend geändert, dass ein Sportler im Sinne des Codes eine Person ist, die eine sportliche Tätigkeit auf beliebigem Niveau ausübt, unabhängig davon, ob sie im Rahmen eines sportlichen Wettkampfs stattfindet oder nicht, dies, um Freizeitsportler im Sinne von Nummer 23 einzubeziehen.

63 Sportlerbetreuer: Jede Person die mit einem Sportler, der an Sportwettkämpfen teilnimmt oder sich darauf vorbereitet, zusammenarbeitet, ihn behandelt oder ihm hilft.

64. Sportorganisation: Jede Sportorganisation die im Sinne des Artikels 3 Nummern 7, 8 und 9 des Sportdekrets vom 19. April 2004 anerkannt ist.

65. TAS: Gemäß Artikel 24 §1 Absatz 4 Nummer 8 kann in Fällen, die sich aus der Teilnahme an einer internationalen Veranstaltung ergeben oder in Fällen, die Spitzensportler auf internationaler Ebene betreffen, die Disziplinarentscheidung nur vor dem TAS angefochten werden.

66. technisches Dokument: Es handelt sich um ein von der WADA angenommenes und zeitnah veröffentlichtes Dokument, das verbindliche technische Anforderungen zu bestimmten Anti-Doping-Themen enthält, die in einem internationalen Standard festgelegt sind.

67. Teilnehmer: Dies ist jeder Sportler oder jedes Mitglied des Betreuungspersonals des Sportlers.

68. TUE: Die Therapeutic Use Exemption (Medizinische Ausnahmegenehmigung) erlaubt einem Sportler mit einer medizinischen Erkrankung die Verwendung einer Substanz oder Methode, die grundsätzlich verboten ist, vorbehaltlich des in Artikel 12 des Dekrets beschriebenen Verfahrens. Sofern es keine Ausnahme gibt, muss die Genehmigung für Spitzensportler zunächst bei der TUE-Kommission, die sich aus unabhängigen Ärzten zusammensetzt, beantragt werden. Für Amateursportler wird das Verfahren von der Regierung festgelegt.

Schließlich wird in Übereinstimmung mit Artikel 4.3 des internationalen Standards für Ausnahmen zu therapeutischen Zwecken festgelegt, dass auch dann, wenn die Bedingungen für die Erteilung einer TUE nicht erfüllt sind, eine TUE unter außergewöhnlichen Umständen gewährt werden kann.

69. unabhängiges Beobachterprogramm: Es handelt sich hier um ein unter der Aufsicht der WADA agierendes Team von Beobachtern und/oder Auditoren, dass vor oder während bestimmter Veranstaltungen das Dopingkontrollverfahren beobachten oder Ratschläge erteilen und ihre Beobachtungen als Teil des Programms der WADA zur Überwachung der Einhaltung der Vorschriften mitteilen.

70. unangekündigte Kontrolle: Diese Kontrolle findet ohne vorherige Benachrichtigung des Sportlers statt. Der Sportler wird während des ganzen Vorgangs ununterbrochen beaufsichtigt.

71. UNESCO-Konvention: Hiermit ist das internationale Übereinkommen gegen Doping im Sport, das auf der 33. Tagung der Generalkonferenz der UNESCO am 19. Oktober 2005 verabschiedet wurde gemeint.

72. Unterzeichner: Dies sind Einrichtungen, die den Code angenommen und sich verpflichtet haben, ihn gemäß Artikel 23 des Codes umzusetzen.

73. Verabreichung: die Bereitstellung, die Beschaffung, die Beaufsichtigung, die Erleichterung oder sonstige Beteiligung an der Anwendung oder versuchten Anwendung einer verbotenen Substanz oder einer verbotenen Methode durch eine andere Person.

74. Veranstalter: Es handelt sich hier um jede natürliche oder juristische Person, die allein oder in Verbindung mit anderen Veranstaltern unentgeltlich oder gegen Entgelt einen Wettkampf oder eine Sportveranstaltung organisiert.

75 Veranstaltung: Dieser Begriff bezieht sich auf eine Reihe von Einzelwettkämpfen, die unter der Schirmherrschaft einer verantwortlichen Organisation stattfinden (z.B. Olympische Spiele, Weltmeisterschaften der internationalen Verbände usw.).

76. Veranstaltungsorte: Es handelt sich um die Orte, die für die Sportveranstaltung von den Organisatoren vorgesehen sind.

77. Verbotene Methode: Auf der, im Prinzip jährlich von der WADA veröffentlichten Verbotensliste, sind auch die verbotenen Methoden vermerkt.

78. Verbotene Substanz: Auf der, im Prinzip jährlich von der WADA veröffentlichten Verbotensliste, sind alle Substanzen oder Klassen von Substanzen vermerkt;

79. Verbotensliste: Die Verbotensliste wird im Prinzip mindestens jedes Jahr von der WADA aktualisiert. Er wird dann gemäß Artikel 4.1 des Codes an jeden der Unterzeichner übermittelt, einschließlich der NADO-DG, die für seine Verteilung verantwortlich ist.

80. Vereinbarung vorbehaltlich aller Rechte: Diese Definition bedarf keines Kommentars.

81. Verfälschung: Dies ist ein vorsätzliches Verhalten, das das Dopingkontrollverfahren stört.

82. Verschulden: Diese dem Code entnommene Definition ist dazu bestimmt, von dem von der Deutschsprachigen Gemeinschaft anerkannten Dachverband für den Sport im Rahmen der Disziplinarverfahren, die er gemäß Artikel 24 und 25 organisiert, verwendet zu werden. Im Übrigen wird auf die Ausführungen zu den Nummern 1 und 2 verwiesen. Beispielsweise wäre die Tatsache, dass ein Sportler während einer Sperre die Möglichkeit verlieren würde, einen erheblichen Geldbetrag zu verdienen, oder die Tatsache, dass der Sportler nur eine kurze Restkarriere hat, oder der Zeitpunkt des Sportkalenders keine relevanten Faktoren, die bei der Reduzierung der Sperre gemäß Artikel 10.6.1 oder 10.6.2 des Codes zu berücksichtigen wären.

83. Verschuldensunabhängige Haftung: die Regel, dass die Anti-Doping-Organisation gemäß Artikel 2.1 oder Artikel 2.2 des Codes keinen Vorsatz, kein Verschulden, keine Fahrlässigkeit und keine wissentliche Anwendung seitens des Sportlers nachweisen muss, um einen Verstoß gegen Anti-Doping-Bestimmungen festzustellen.

84. Versuch: Es wird auf die Artikel 8 Nummern 2, 5, 7, 8 und 9 verwiesen, in denen verschiedene Fälle aufgeführt sind, in denen ein Versuch einen Verstoß gegen Anti-Doping-Bestimmungen darstellen kann.

85. von der Norm abweichendes Analyseergebnis: Der Bericht eines von der WADA akkreditierten oder zugelassenen Labors, das in Übereinstimmung mit dem internationalen Standard für Labore das Vorhandensein einer verbotenen Substanz oder eines Metaboliten oder Markers in einer Probe oder die Anwendung einer verbotenen Methode feststellt.

86. von der Norm abweichendes Ergebnis im biologischen Athletenpass: Wenn im Zusammenhang mit der Verwendung des biologischen Athletenpasses gemäß Artikel 17 ein auffälliges Athletenpass-Ergebnis festgestellt wird, kann die NADO-DG in Übereinstimmung mit Artikel 10 Absatz 4 Buchstabe b) und den internationalen Standards für Dopingkontrollen und Ermittlungen eine Untersuchung durchführen, um Informationen oder Beweise zu sammeln, um festzustellen, ob ein oder mehrere mögliche Verstöße gegen Anti-Doping-Bestimmungen begangen worden sind.

87. vorläufige Anhörung: Eine vorläufige Anhörung ist nur ein Vorverfahren, das keine vollständige Prüfung des Sachverhalts beinhalten kann. Nach einer vorläufigen Anhörung hat der Sportler oder die andere Person weiterhin Anspruch auf eine vollständige Anhörung in der Sache. Im Gegensatz dazu ist eine "beschleunigte Anhörung" nach Artikel 7.4.3 des Codes eine vollständige Anhörung in der Sache, die jedoch in einem beschleunigten Verfahren durchgeführt wird.

88. vorläufige Sperre: Diese dem Code entnommene Definition ist dazu bestimmt, von dem von der Deutschsprachigen Gemeinschaft anerkannten Dachverband für den Sport im Rahmen der von ihm gemäß Artikel 24 und 25 organisierten Disziplinarverfahren verwendet zu werden. Die vorläufige Sperre ist eine der möglichen Konsequenzen im Falle eines Verstoßes gegen Anti-Doping-Bestimmungen.

89. vorsätzlich: Hiermit ist das Verhalten gemeint, dass Sportler oder andere Personen an den Tag legen von dem sie wissen, dass es einen Verstoß gegen Anti-Doping-Bestimmungen darstellt oder bei denen ein erhebliches Risiko besteht, dass das Verhalten einen Verstoß gegen Anti-Doping-Bestimmungen darstellt oder zur Folge haben könnte.

90. WADA: Die Welt-Anti-Doping-Agentur, ist eine am 10. November 1999 gegründete Stiftung nach Schweizer Recht, die von den Regierungen und dem organisierten Sport gegründet wurde, um dem Dopingmissbrauch im Sport zu begegnen.

91. wesentliche Unterstützung: Diese dem Code entnommene Definition ist dazu bestimmt, von dem von der Deutschsprachigen Gemeinschaft anerkannten Dachverband für den Sport im Rahmen der von ihm gemäß Artikel 24 und 25 organisierten Disziplinarverfahren verwendet zu werden.

92. Wettkampf: Es handelt sich hier um ein einzelnes Rennen, ein Spiel oder einen einzelnen Wettkampf.

93. Wettkampfkontrolle: Hiermit ist eine Kontrolle gemeint, die von einem zu diesem Zweck benannten Sportler im Zusammenhang mit einem bestimmten Wettkampf innerhalb des in Nummer 27 festgelegten Zeitraums durchgeführt wird, sofern in den Regeln des betreffenden internationalen Sportfachverbandes oder der betreffenden Anti-Doping-Organisation nichts anderes vorgesehen ist.

94. Zielgruppe der Deutschsprachigen Gemeinschaft: Die Zielgruppe der Deutschsprachigen Gemeinschaft umfasst Spitzensportler der Kategorien A und B. Diese Sportler unterliegen Dopingkontrollen und müssen der NADO-DG Informationen über ihren Aufenthaltsort übermitteln. Gehört ein Sportler sowohl der Zielgruppe der Deutschsprachigen Gemeinschaft als auch einer anderen Zielgruppe an (z. B. der einer anderen NADO, die ein anderes Zugehörigkeitskriterium verwendet, oder der seines internationalen Sportfachverbandes), gilt Artikel 14 Absatz 1. Der Zweck der letztgenannten Bestimmung ist es, Doppelarbeit zu vermeiden und sicherzustellen, dass Sportler ihre Informationen nicht an mehr als eine Anti-Doping-Organisation übermitteln müssen. Daher gilt der Grundsatz, dass jeder Sportler ausschließlich einer Anti-Doping-Organisation untersteht, wobei andere Anti-Doping-Organisationen möglicherweise Zugang zu Informationen haben.

Artikel 4

Aus Gründen der Rechtsklarheit wird die Bestellung des für den Sport zuständigen Fachbereichs des Ministeriums der Deutschsprachigen Gemeinschaft als NADO der Deutschsprachigen Gemeinschaft per Dekret bestätigt.

Um eine angemessene Rechtsgrundlage für bestimmte von der NADO-DG durchgeführte Verarbeitungen von Kategorien personenbezogener Daten zu schaffen, werden die mit ihren Tätigkeiten verfolgten Ziele ausdrücklich als Gründe eines erheblichen öffentlichen Interesses anerkannt.

Es wird festgelegt, dass die NADO-DG die zuständige Behörde für die Anti-Doping-Aufklärung und Erziehung in der Deutschsprachigen Gemeinschaft ist.

Die Absätze 3 bis 7 befassen sich mit den Auswirkungen des Status der NADO-DG als Unterzeichner des Codes. Sie ist für die Umsetzung des Codes und des Anti-Doping-Programms der Deutschsprachigen Gemeinschaft in Übereinstimmung mit dem Code verantwortlich. Die WADA überwacht die Einhaltung des Codes durch die NADO-DG. In diesem Zusammenhang ist die NADO-DG verpflichtet, mit der WADA zusammenzuarbeiten und gegebenenfalls spezifische Erklärungen oder Informationen im Zusammenhang mit der Einhaltung des Codes zu liefern. Wenn die NADO-DG nicht kooperiert oder wenn eine Nichteinhaltung oder Unregelmäßigkeit vorliegt und bestehen bleibt, kann die NADO-DG für nicht konform mit dem Code erklärt werden. Die Folgen einer Nichteinhaltung sind im Code und im internationalen Standard für die Einhaltung der Vorschriften durch die Unterzeichner festgelegt. Einige dieser Folgen sind beispielhaft aufgeführt.

Die Absätze 8 bis 10 befassen sich mit dem Umfang und den Auswirkungen der Unabhängigkeit und der operativen Autonomie der NADO-DG. Es sei darauf hingewiesen, dass die Unabhängigkeit und die operationelle Autonomie der NADO eine Voraussetzung für die Einhaltung des Codes sind. Ihre Einhaltung und wirksame Anwendung sind daher von wesentlicher Bedeutung. In Absatz 9 werden in nicht erschöpfender Weise die Bereiche der Dopingbekämpfung aufgeführt, in denen Autonomie und operative Unabhängigkeit gewährleistet und wirksam sein müssen. In Absatz 10 werden bestimmte rechtliche, sichtbare und budgetäre Auswirkungen der Autonomie und der operativen Unabhängigkeit dargestellt. Andernfalls wären sie per Definition gefährdet, wenn nicht sogar praktisch unmöglich zu erreichen. Dies ist eine Voraussetzung für die Einhaltung des Codes.

Artikel 5

Die Regierung sorgt für die Entwicklung einer Anti-Doping-Aufklärungspolitik. In diesem Rahmen und in Übereinstimmung mit dem Code ist die NADO-DG in völliger Unabhängigkeit für die Planung, Umsetzung, Evaluierung und Förderung des Anti-Doping-Aufklärungsprogramms gemäß dem internationalen Standard für Ausbildung verantwortlich. Das Programm zielt darauf ab, die Bevölkerung und insbesondere die Sportler und Sportlerbetreuer für die gesundheitsschädlichen Auswirkungen des Dopings zu sensibilisieren sowie das Fairplay und die Werte des dopingfreien Sports zu fördern.

Artikel 6

Dieser Artikel präzisiert, dass die Regierung im Rahmen der Dopingbekämpfung im Sport, Sportorganisationen mit Präventionsaufträgen beauftragen kann.

Artikel 7

Artikel 7 stellt klar, dass Dopinggebrauch verboten ist und Sportler oder andere Personen dafür verantwortlich sind, zu wissen, was einen Verstoß gegen Anti-Doping-Bestimmungen darstellt und welche Substanzen und Methoden in der Verbotsliste aufgeführt sind.

Artikel 8

Allgemein widmet sich Artikel 8 der Definition von Doping. Gemäß Artikel 1 des Codes ist Doping definiert als ein oder mehrere Verstöße gegen die Anti-Doping-Bestimmungen, die in Artikel 8 Nummern 1 bis 11 aufgeführt sind. Im Einzelnen lauten die neuen Bestimmungen wie folgt:

Die Artikel 8 Nummern 1, 2 und 4 bis 8 wurden in einigen Punkten an die Änderungen der Artikel 2.1 bis 2.2 und 2.4 bis 2.8 des Codes angepasst.

Die in Artikel 8 Nummer 3 vorgenommenen Änderungen ermöglichen es, festzulegen, dass die Benachrichtigung über die Verweigerung der Probenahme durch eine vom Sportler diesbezüglich ordnungsgemäß bevollmächtigte Person erfolgen muss. Darüber hinaus sollte berücksichtigt werden, dass eine Umgehung der Probenahme vorliegt, wenn festgestellt wird, dass ein Sportler absichtlich einen Dopingkontrollbeamten gemieden hat, um sich der Benachrichtigung oder Kontrolle zu entziehen. Sich der Probenahme „zu entziehen“ kann auf einem vorsätzlichen oder fahrlässigen Verhalten des Sportlers beruhen, während „die Umgehung“ oder „Verweigerung“ der Probenahme auf einem vorsätzlichen Verhalten des Sportlers beruht.

Artikel 8 Nummer 9 wird nun auf "Versuche eines Sportlers oder einer anderen Person, sich als Komplize zu betätigen" in Übereinstimmung mit den Änderungen in Artikel 2.9 des Codes erweitert.

Eine der wichtigen Änderungen betrifft Artikel 8 Nummer 10. Dieser Artikel verbietet die Verbindung zwischen einem Sportler und einem Sportlerbetreuer, der eine Sperre verbüßt, in einer beruflichen oder sportlichen Funktion. Seit dieser Artikel in den Code 2015 aufgenommen wurde, gab es, wenn überhaupt, nur sehr wenige Verstöße gegen Anti-Doping-Bestimmungen gemäß diesem Artikel. Dies ist auf die Anforderung zurückzuführen, dass ein Sportler benachrichtigt werden muss, bevor ein Verstoß gegen die Anti-Doping-Bestimmungen zu einer verbotenen Zusammenarbeit mit einer Vereinigung geltend gemacht werden kann, was die verbotene Vereinigung in die Geheimhaltung treiben würde. Als Reaktion auf diese Bedenken wurde Artikel 2.10 des Codes dahingehend geändert, dass das Erfordernis einer vorherigen Benachrichtigung entfällt und die NADO die Beweislast dafür trägt, dass der Sportler wusste, dass das Sportlerbetreuungspersonal nicht teilnahmeberechtigt war. Die Änderungen in Artikel 8.10 sollen diese Änderung widerspiegeln. Um auf eine besondere Bemerkung der Datenschutzbehörde zu antworten, möchten wir außerdem betonen, dass es kein Problem der Vereinbarkeit zwischen den im Anhang dieses Dekrets genannten Aufbewahrungsfristen und der in Artikel 8 Nummer 10 genannten 6-Jahres-Frist gibt. Der 6-Jahres-Zeitraum deckt nämlich den Zeitraum ab, in dem ein Betreuer eines Sportlers, der nicht einer Anti-Doping-Organisation unterstellt ist, als disqualifiziert gilt und daher nicht mit einem Sportler oder einer anderen Person, die einer Anti-Doping-Organisation unterstellt ist, in Verbindung treten darf, da er sonst unter die Anwendung von Artikel 8 Nummer 10 fällt; der in Punkt 6 genannte Aufbewahrungszeitraum von 10 Jahren betrifft die Aufbewahrung der verkündeten Entscheidungen.

Darüber hinaus wird in Artikel 8 Nummer 11 ein neuer Verstoß gegen Anti-Doping-Bestimmungen aus dem Code eingefügt. Dieser bezieht sich auf Handlungen, die von einem Sportler oder einer anderen Person begangen werden, um Aussagen an die Behörden zu verhindern, oder Repressalien gegen solche Meldungen auszuüben. Nach diesem Artikel kann ein Verstoß gegen Anti-Doping-Bestimmungen darin bestehen, eine andere Person zu bedrohen, um sie davon abzuhalten, den Behörden in gutem Glauben Informationen über einen Verstoß gegen Anti-Doping-Bestimmungen, einen Verstoß gegen den Code oder eine andere Dopingaktivität zu melden, oder Vergeltungsmaßnahmen gegen eine andere Person zu ergreifen, die dies tut.

Punkt b) der neuen Nummer 11 zielt auf den Schutz von Personen ab, die in gutem Glauben Meldungen vornehmen, und schützt nicht diejenigen, die wissentlich fehlerhafte Aussagen vornehmen.

Repressalien sind z. B. Handlungen, die das körperliche oder geistige Wohlbefinden oder die wirtschaftlichen Interessen der aussagenden Personen, ihrer Familien oder Partner bedrohen. Als Vergeltungsmaßnahme gilt nicht, wenn eine Anti-Doping-Organisation in gutem Glauben einen Verstoß gegen Anti-Doping-Bestimmungen gegen die aussagende Person anführt. Im Sinne von Artikel 2.11 ist eine Meldung nicht in gutem Glauben erfolgt, wenn die meldende Person weiß, dass die Meldung fehlerhaft ist.

Artikel 9

Artikel 9 soll die Regeln für die Beweislast bei der Feststellung von Verstößen gegen Anti-Doping-Bestimmungen klarstellen. Diese Regeln sind aus Artikel 3 des Codes abgeleitet. Gemäß Artikel 23.2.2 des Codes handelt es sich auch hier - wie bei den Begriffsbestimmungen und Verstößen gegen Anti-Doping-Bestimmungen - um eine zwingende Bestimmung, die die Unterzeichner des Codes ohne inhaltliche Änderungen übernehmen müssen, damit ihr Text von der WADA auf der Grundlage von Artikel 23.4 des Codes als konform angesehen wird.

Paragraf 2 gibt die Methoden zur Feststellung von Verstößen wieder, wie sie in Artikel 3.2 des Codes festgelegt sind.

Im Hinblick auf Paragraf 2 Nummer 2 müssen Anti-Doping-Organisationen daher für die Durchführung von Analysen von Proben, die im Zusammenhang mit Dopingkontrollen gemäß Artikel 6.1 des Codes entnommen wurden, Labore nutzen, die von der WADA akkreditiert oder zumindest zugelassen sind. Die Wahl des von der WADA akkreditierten oder anderweitig zugelassenen Labors liegt in der Zuständigkeit der jeweiligen Anti-Doping-Organisation. Weltweit gibt es 32 WADA-akkreditierte Labore, in Europa sind es 18. In Belgien ist nur das Labor in Gent akkreditiert. Die Akkreditierung bedeutet, dass das Labor über die fortgeschrittene wissenschaftliche und technische Kompetenz verfügt, um die strengen Kriterien für die Analyse und Lagerung von Proben zu erfüllen, wie sie im internationalen Standard der WADA für Labore (verbindlich für alle Unterzeichner des Codes) festgelegt und beschrieben sind. Dies gilt „mutatis mutandis“ und a fortiori für den Begriff der "Athletenpass-Verwaltungsstelle" (Artikel 17), da weltweit nur 16 Labore von der WADA akkreditiert sind, um als "Athletenpass-Verwaltungsstelle" bezeichnet zu werden.

Im Hinblick auf Paragraf 2 Nummer 3 stellen Abweichungen von einem internationalen Standard oder einer anderen Regel in Bezug auf die Probenahme oder -handhabung, ein anomales Athletenpassergebnis oder einer Notifizierung eines Sportlers bezüglich eines Versäumnisses zur Mitteilung seiner Aufenthaltsangaben oder der Öffnung einer B-Probe - z. B. dem internationalen Standard für den Schutz der Privatsphäre oder dem internationalen Standard für TUEs - keine Verteidigung in einem Verfahren wegen eines Verstoßes gegen Anti-Doping-Bestimmungen dar, es sei denn, der Sportler weist das Gegenteil nach; in diesem Fall obliegt es der NADO-DG, nachzuweisen, dass die Abweichung den Verstoß gegen Anti-Doping-Bestimmungen nicht verursacht hat.

Ferner muss eine Anti-Doping-Organisation unter Bezugnahme auf Paragraf 2 Nummer 3 Buchstabe c) ihrer Verpflichtung nachkommen, nachzuweisen, dass eine Abweichung von einer spezifischen Bestimmung der internationalen Standards das von der Norm abweichende Analyseergebnis nicht verursacht hat, indem sie beispielsweise nachweist, dass die Öffnung und Analyse der B-Probe von einem unabhängigen Zeugen beobachtet wurde und kein von der Norm abweichendes Analyseergebnis vorlag.

Artikel 10

Zweck von Artikel 10 ist es, gemäß Artikel 5.8 des Codes die NADO-DG mit einer Ermittlungsbefugnis auszustatten sowie die Ziele und die Fälle und Bedingungen festzulegen, unter denen diese Befugnis ausgeübt werden kann. Eine der Änderungen gegenüber dem alten Dekret ist die Tatsache, dass die NADO-DG nun Ermittlungen und Kontrollen für jeden Zweck im Kampf gegen Doping durchführen kann. Die einschränkende Aufzählung der Zwecke wurde im Hinblick auf ihre Aufhebung in Artikel 5.1.2 des Codes gestrichen.

Absatz 2 von Artikel 10 wurde formuliert, um die Einhaltung von Artikel 32 der Verordnung (EU) 2016/679 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 27. April 2016 zum Schutz natürlicher Personen bei der Verarbeitung personenbezogener Daten, zum freien Datenverkehr und zur Aufhebung der Richtlinie 95/46/EG (Datenschutz-Grundverordnung) zu gewährleisten. Die weiteren Aspekte des Schutzes personenbezogener Daten sind nun in Artikel 15 geregelt.

Die Bestimmung in Artikel 10 Absatz 4 Nummer 4 stellt eine spezifische Verantwortung der NADOs dar, die in Artikel 20.5.12 des Codes vorgesehen ist.

Absatz 5 sieht vor, dass die Regierung alle Vorkehrungen zur Durchführung dieses Artikels treffen kann.

Schließlich sieht Absatz 6 vor, dass die Regierung ungeachtet der von ihr getroffenen Vereinbarungen mit den anderen belgischen Behörden, die für die Dopingbekämpfung zuständig sind, Kooperationsvereinbarungen schließen kann (zumindest über die Regierung, die zu ihrer Vertretung herangezogen werden kann), die sich insbesondere auf die Modalitäten der Durchführung von Dopingkontrollen im Rahmen der den NADOs übertragenen Ermittlungsbefugnis beziehen, vor allem mit dem Ziel, Skaleneffekte zu erzielen. Diese Vereinbarungen könnten es den für die Dopingbekämpfung zuständigen Behörden beispielsweise ermöglichen, gemeinsam und mit einem finanziellen Beitrag eine Person zu engagieren, die administrativ einer der belgischen NADOs zugeordnet wäre, die aber gemäß einem ihr von den NADOs erteilten Mandat die Ermittlungsbefugnis im Namen der 4 NADOs ausüben könnte.

Auf Ersuchen der Datenschutzbehörde, die verfolgten Zwecke zu präzisieren, wurde Absatz 1 hinsichtlich der von der NADO-DG im Rahmen ihrer Ermittlungsbefugnisse verfolgten Zwecke präzisiert.

Artikel 11

In diesem Artikel wurde ein neuer Absatz 2 im Vergleich zu der Bestimmung des früheren Dekrets eingefügt, um Artikel 23.2.2 des Codes zu entsprechen, der verlangt, dass Artikel 4.3.3 des Codes ohne inhaltliche Änderungen wiedergegeben wird. Dieser Zusatz bestätigt, dass die Regierung keinen Spielraum bei der Erstellung der Verbotsliste hat.

Darüber hinaus wurde eine rechtliche Bereinigung vorgenommen, um der Tatsache Rechnung zu tragen, dass der Sportrat der Deutschsprachigen Gemeinschaft durch den von der Regierung anerkannten Dachverband für den Sport ersetzt wurde.

Artikel 12

Dieser Artikel ist den TUEs (den medizinischen Ausnahmegenehmigungen) gewidmet. Artikel 12 §2 des Dekrets sieht in Fällen vor, in denen ein spezielles Fachwissen erforderlich ist (z. B. für Sportler mit einer Behinderung, wenn die Substanz oder Methode mit der Behinderung des Sportlers zusammenhängt), dass mindestens ein Mitglied oder Experte der TUE-Kommission über dieses Fachwissen verfügen muss, wodurch der TUE-Kommission

mehr Flexibilität in Übereinstimmung mit dem neuen Artikel 5.3 a) des Codes gegeben wird. Alle Mitglieder der TUE-Kommission unterzeichnen, um die Unparteilichkeit der Entscheidungen zu gewährleisten, eine Erklärung zur Vertraulichkeit und Abwesenheit von Interessenkonflikten. Eine Mustererklärung ist auf der WADA-Website verfügbar.

In §3 wurde ein Absatz 2 eingefügt, um Verwirrung zu vermeiden, indem klargestellt wird, dass internationale Spitzensportler einen Antrag bei ihrem internationalen Sportfachverband stellen müssen, um eine TUE gemäß Artikel 4.3.3 des Codes zu erhalten. Die Absätze 3 und 4 sollen sich auf die Möglichkeit beziehen, gegen die Entscheidung der TUE-Kommission bei der in Artikel 25 neu eingerichteten Beschwerdestelle Einspruch einzulegen.

Schließlich sieht §5 vor, dass eine von der NADO-DG ausgestellte TUE im Falle eines Wettkampfs auf nationaler Ebene in allen Ländern gültig ist, ohne dass eine formale Anerkennung erforderlich ist. Bei Wettkämpfen auf internationaler Ebene muss jedoch eine von der NADO-DG erteilte TUE vom nationalen Sportfachverband oder der für Großveranstaltungen zuständigen Organisation gemäß Artikel 5.8 und 5.7 des internationalen Standards für Ausnahmegenehmigungen zu therapeutischen Zwecken anerkannt werden.

In Anlehnung an die Stellungnahme der Datenschutzbehörde wurde in § 4 ein neuer Absatz 2 eingefügt, um die besonderen und verstärkten Vertraulichkeits- und Sicherheitsmaßnahmen im Zusammenhang mit TUEs zu erläutern, die sowohl für die TUE-Kommission als auch für die beim Dachverband des Sports in der Deutschsprachigen Gemeinschaft eingerichtete Beschwerdekammer gelten.

Zu diesen Maßnahmen gehört, dass Daten im Zusammenhang mit TUEs nur von Angehörigen der Gesundheitsberufe und unter deren Verantwortung verarbeitet werden, dass die Zwecke der Verarbeitung festgelegt werden und dass der Zugang auf Angehörige der Gesundheitsberufe mit einem konkreten Interesse an der Dopingbekämpfung beschränkt ist.

Es sei darauf hingewiesen, dass diese Maßnahmen unbeschadet des Artikels 15 gelten, in dem die allgemeineren Regeln und Grundsätze für die Vertraulichkeit und Sicherheit von Daten festgelegt sind.

Darüber hinaus wurde der letzte Absatz von § 4 überarbeitet, um der Bemerkung des Datenschutzbehörde Rechnung zu tragen, dass Daten nach Möglichkeit anonym oder pseudonymisiert übermittelt werden sollten. Nur wenn dies nicht möglich ist, können nicht pseudonymisierte Daten verwendet werden, allerdings nur als letztes Mittel.

Artikel 13

Die NADO-DG hat im Rahmen der Dopingbekämpfung die in Artikel 13 des Dekrets aufgeführten Aufgaben und Verantwortlichkeiten gemäß Artikel 20.5 des Codes inne.

Artikel 14

Artikel 14 enthält drei Sonderregelungen für die Zusammenarbeit zwischen der NADO-DG und anderen Anti-Doping-Organisationen oder nationalen Organisationen und Agenturen.

Der erste Absatz regelt das Verfahren der Zusammenarbeit für den Fall, dass ein Spitzensportler der Kategorie A sowohl in die Zielgruppe der Deutschsprachigen Gemeinschaft als auch in die einer ausländischen Anti-Doping-Organisation oder eines internationalen Sportfachverbandes fällt. In diesem Fall vereinbart die NADO-DG mit der anderen Partei,

dass nur eine von ihnen die Angaben zum Aufenthaltsort des betreffenden Sportlers verwaltet, indem sie der anderen Anti-Doping-Organisation Zugang zu diesen Angaben gewährt.

Für den Fall, dass ein Spitzensportler in der registrierten Zielgruppe der Deutschsprachigen Gemeinschaft und in die registrierte Zielgruppe einer anderen belgischen NADO fällt, obliegt es dem durch das Zusammenarbeitsabkommens vom 9. Dezember 2011 zwischen der Flämischen Gemeinschaft, der Französischen Gemeinschaft, der Deutschsprachigen Gemeinschaft und der Gemeinsamen Gemeinschaftskommission für die Prävention und Bekämpfung von Doping im Sport eingerichteten Koordinationsrat, die Verwaltung der Angaben zum Aufenthaltsort einer einzigen NADO zu übertragen.

Artikel 14 Absatz 3 sieht das in Artikel 5.3.2 des Codes festgelegte Verfahren vor, das für den Fall gilt, dass die NADO-DG Kontrollen am Veranstaltungsort einer Sportveranstaltung durchführen möchte, für die sie grundsätzlich nicht zuständig ist. In diesem Fall muss, unbeschadet anderslautender Vereinbarungen zwischen den zuständigen belgischen Behörden, eine vorherige Genehmigung bei der Organisation beantragt werden, unter deren Schirmherrschaft die Veranstaltung stattfindet.

Die Regierung wird ermächtigt, die Modalitäten für dieses Genehmigungsverfahren festzulegen.

Artikel 15

Diese allgemeine Bestimmung zielt darauf ab, festzulegen, wie die Verpflichtungen der Datenschutz-Grundverordnung und des Gesetzes vom 30. Juli 2018 zum Schutz natürlicher Personen in Bezug auf die Verarbeitung personenbezogener Daten von der NADO-DG eingehalten werden.

Hierzu werden in §1 die Zwecke der Verarbeitung von Informationen, die von der NADO-DG im Rahmen des Dekrets in ihrer Eigenschaft als Datenverantwortlicher im Sinne der Datenschutz-Grundverordnung und des Gesetzes vom 30. Juli 2018 verarbeitet werden, festgelegt.

Der §2 legt fest, dass die NADO-DG der Inhaber der verarbeiteten personenbezogenen Daten ist. Die ADAMS-Datenbank wird von der WADA in ihrem eigenen Namen und im Namen aller anderen Parteien verwaltet, die an Anti-Doping-Aktivitäten gemäß dem Code beteiligt sind, einschließlich der NADO-DG. Die NADO-DG ist daher auch für die sie betreffenden Daten in ADAMS verantwortlich, d. h. für die Daten, die sie selbst eingegeben hat oder die von Sportlern zu ihren Gunsten eingegeben wurden.

In §3 werden für jeden der in §1 aufgeführten spezifischen Zwecke die Daten beschrieben, die gemäß dem Dekret und seinen Ausführungsbestimmungen verarbeitet werden dürfen.

Die zusätzlichen Daten, die von der Regierung festgelegt werden können, sind diejenigen, die für die Ausführung der in diesem Dekret aufgeführten Bestimmungen erforderlich sind. Es geht also darum, die bereits im Dekret definierten Kategorien und Zwecke weiter zu konkretisieren.

Der §4 verweist auf den Anhang in Bezug auf die Höchstdauer der Datenspeicherung.

Der §5 bezieht sich für jeden spezifischen Anti-Doping-Bereich auf die Bedingungen, unter denen die Daten verarbeitet werden.

Der §6 listet für jede Datenkategorie die möglichen Empfänger auf, denen die Daten in Anwendung des Dekrets und seiner Durchführungsbestimmungen mitgeteilt werden können. Diese Daten werden nur weitergegeben, wenn dies erforderlich ist und nur zu den in § 1 Absätze 2 und 3 genannten Zwecken.

Die Worte "gegebenenfalls und falls erforderlich" bedeuten, dass die nach diesen Worten aufgeführten Empfänger die betreffenden Daten nicht automatisch in jedem Fall erhalten. Konkret erhalten die nach diesen Worten aufgeführten Empfänger nur dann Daten, wenn dies für den Zweck des betreffenden Bereichs unbedingt erforderlich ist.

Absatz 2 von §6 sieht zusätzliche Maßnahmen vor, die der für die Verarbeitung Verantwortliche zu ergreifen hat, wenn Daten an einen in einem Drittland ansässigen Empfänger übermittelt werden, wie von der Datenschutzbehörde in ihrer Stellungnahme gefordert.

In Anbetracht des globalen Charakters der Dopingbekämpfung und der Vielzahl der beteiligten Akteure sieht der zweite Satz von § 6 Absatz 2 vor, dass für den Fall, dass diese Empfänger in Ländern ansässig sind, die kein angemessenes Schutzniveau für personenbezogene Daten gewährleisten, diese Übermittlungen, wie im Code und/oder in internationalen Normen vorgesehen, stattfinden können, wenn sie für die Dopingbekämpfung im Sport erforderlich sind, die in diesem Dekret als wichtiger Grund des öffentlichen Interesses anerkannt wird.

Der §7 legt fest, dass die Verarbeitung von Gesundheitsdaten unter der Verantwortung eines Angehörigen der Gesundheitsberufe erfolgt. Für TUEs sind in Artikel 12, § 4 zusätzliche Sicherheitsmaßnahmen vorgesehen.

Der §8 sieht die Möglichkeit vor, Anti-Doping-Informationen für statistische Zwecke, Forschungszwecke oder zur Verbesserung der Anti-Doping-Politik zu verarbeiten, sofern die Informationen zuvor anonymisiert wurden und nicht mehr einem einzelnen Sportler zugeordnet werden können.

Der §9 geht auf die Forderung der Datenschutzbehörde ein, die Ermächtigung der Regierung auf die Spezifizierung der im Dekret genannten Elemente zu beschränken. Es geht also darum, die bereits im Dekret festgelegten Elemente weiter zu konkretisieren.

Artikel 16

Artikel 16 §1 Absatz 2 legt den Zweck einer Dopinguntersuchung oder -kontrolle fest. Absatz 3 übernimmt die Änderungen der Artikel 5.1.1 und 5.4.1 des Codes.

Es wurde beschlossen, keine Liste von Informationen mehr vorzusehen, die in den von den Vertrauensärzten erstellten Dopingkontrollbericht aufzunehmen sind, da sich der internationale Standard für Dopingkontrollen und -untersuchungen häufig ändert und eine Anpassung des Dekrets im gleichen Rhythmus vermieden werden muss. In §2 wurde jedoch ein Verweis auf die Dokumentation des Dopingkontrollverfahrens eingefügt. Dieser Punkt wird daher von der Regierung behandelt.

Artikel 17

In diesem Artikel wird der Geltungsbereich des biologischen Athletenpasses und die Bedingungen für seine Erstellung, Verwaltung und Überwachung festgelegt.

Absatz 1 legt fest, dass der biologische Athletenpass nur Spitzensportlern auf nationaler Ebene betreffen darf, die zur Zielgruppe der Deutschsprachigen Gemeinschaft gehören.

Absatz 2 verweist auf den Hauptzweck des Passes gemäß Artikel 16 § 1 Absatz 3 und legt außerdem fest, dass der Pass für die Durchführung gezielter Kontrollen verwendet werden kann.

Absatz 3 legt fest, dass die NADO-DG für die vom biologischen Athletenpass betroffenen Spitzensportler eine Vereinbarung mit dem zuständigen internationalen Sportverband nach Sportart abschließen muss. In dieser Vereinbarung werden die Identität der betreffenden Sportler sowie die Bedingungen für die Zusammenarbeit der Parteien bei der Verwendung des biologischen Athletenpasses festgelegt.

Die Regierung wird ermächtigt, die Verfahrensregeln für die Einrichtung, Verwaltung und Überwachung des biologischen Athletenpasses festzulegen.

Die Regierung kann auch eine dritte Partei, nämlich eine Athletenpass-Verwaltungsstelle, benennen, die die NADO-DG bei der Erstellung, Verwaltung und Nachbereitung des biologischen Athletenpasses unterstützt.

Um eine maximale gesetzliche Aufbewahrungsfrist zu gewährleisten, wird festgelegt, dass die Daten des biologischen Athletenpasses "für den in Anhang 1 genannten Zeitraum" aufbewahrt werden.

Artikel 18

Dieser Artikel befasst sich mit der Analyse von Proben nach einer Dopingkontrolle (Urin-, Blut- und eventuell Proben in Zusammenhang mit dem biologischen Athletenpass).

Der §1 legt den Zweck der Analysen und die Anforderungen fest, die sie erfüllen müssen. Eine von der NADO-DG durchgeführte Dopingkontrolle wird immer von einem von der WADA akkreditierten oder anderweitig zugelassenen Labor analysiert. Ziel ist es, das Vorhandensein von Substanzen oder anderen Elementen zu prüfen, die auf die Anwendung von verbotenen Methoden hinweisen.

Im ersten Absatz wurde beschlossen, in Übereinstimmung mit Artikel 6.1 des Codes einen Unterschied zwischen dem Verantwortungsbereich von WADA-akkreditierten oder anderweitig von der WADA anerkannten Laboren und dem von anderen Laboren einzuführen.

Somit können Verstöße gegen Artikel 2.1 des Codes nur durch die Analyse von Proben durch ein von der WADA akkreditiertes Labor oder ein anderes von der WADA anerkanntes Labor festgestellt werden. Verstöße gegen andere Artikel können auch anhand der Analyseergebnisse anderer Labore festgestellt werden, vorausgesetzt die Ergebnisse sind zuverlässig. Darüber hinaus können gemäß Artikel 3.2 des Codes Tatsachen, die sich auf Verstöße gegen Anti-Doping-Bestimmungen beziehen, durch jedes zuverlässige Mittel festgestellt werden. Dazu gehören beispielsweise Laboranalysen oder andere zuverlässige forensische Analysen, die außerhalb der von der WADA akkreditierten oder zugelassenen Labors durchgeführt werden.

Artikel 18 §2 wurde gegenüber dem früheren Dekret geändert, um die Zwecke der an den Proben und anderen Daten durchgeführten Analysen zu spezifizieren und um den Änderungen der Artikel 4.5, 6.2 und 6.3 des Codes zu entsprechen.

Artikel 19

Der Zweck von Artikel 19 besteht darin, einen Rahmen für die Aktivitäten von Laboren zu schaffen. Artikel 19 des früheren Dekrets wurde geändert, um die Streichung der Artikel 6.4.1, 6.4.2 und 6.4.3 des Codes und die Hinzufügung eines neuen Artikels 6.4.1 des Codes zu berücksichtigen.

Die Ergänzung eines §2 zu Artikel 19 im Vergleich zum früheren Dekret zielt darauf ab, den neuen Artikel 6.8 des Codes zu integrieren und damit der NADO-DG eine Rechtsgrundlage für die Übermittlung personenbezogener Daten an die WADA im Lichte von Artikel 9 der Datenschutz-Grundverordnung zu ermöglichen.

Artikel 20

Artikel 20 erläutert die Regeln, die für die Mitteilung und Veröffentlichung von Kontrollergebnissen durch die NADO gelten. Es ist vorgesehen, dass die Regierung den Inhalt und die Modalitäten bestimmt.

Artikel 21

In diesem Artikel werden die Rechte des Sportlers dargelegt, die gemäß Artikel 5.1.2.1 des internationalen Standards für das Ergebnismanagement in der in Artikel 20 genannten Benachrichtigung enthalten sein müssen.

Artikel 22

Damit die NADO-DG in einem vernünftigen zeitlichen Rahmen Dopingkontrollen planen kann, werden die Veranstalter dazu verpflichtet, mindestens 15 Tage im Voraus auf jährlicher Basis über geplante Sportveranstaltungen oder Wettkämpfe unter Beteiligung von Spitzensportlern zu informieren.

Artikel 23

Artikel 23 betrifft Angaben zum Aufenthaltsort, die von Spitzensportlern zu machen sind. Die wichtigsten neuen Funktionen sind wie folgt:

In §1 Absatz 2 wird nun festgelegt, dass alle Sportler die Möglichkeit haben, einen Dritten wie einen Trainer, Agenten oder Teammanager zu bestimmen, der für die Übermittlung ihrer Aufenthaltswahlungen in ihrem Namen und - falls zutreffend - der aktualisierten Liste der Spieler, aus denen die betreffende Mannschaft besteht, verantwortlich ist.

In Übereinstimmung mit den Bestimmungen des internationalen Standards für Dopingkontrollen und Ermittlungen bleiben die Sportler dennoch für die Richtigkeit und Aktualität der gemachten Angaben verantwortlich, wenn sie von der Delegation an einen Dritten Gebrauch machen, um ihre Angaben zum Aufenthaltsort zu übermitteln.

Darüber hinaus erlaubt der letzte Absatz von §1 nun der Regierung, die Modalitäten festzulegen, unter denen Spitzensportler der Kategorie C verpflichtet werden könnten, Angaben zum Aufenthaltsort zu machen.

Paragraf 5 soll die Folgen der Nichteinhaltung von Meldepflichten und/oder Meldepflichtverstößen regeln und die Meldepflichten für den Fall klären, dass ein Sportler unterschiedlichen Meldepflichten unterliegt.

Schließlich wurde beschlossen, in §5 Absatz 6 die Kriterien für die Festlegung der Kategorien A und B der Sportarten zu Ausbildungszwecken und im Interesse einer größeren Rechtsklarheit einzufügen.

Artikel 24

Artikel 24 des Dekrets befasst sich mit Disziplinarverfahren im Kampf gegen Doping.

Künftig soll vorgesehen werden, dass der von der Deutschsprachigen Gemeinschaft anerkannte Dachverband für den Sport als beauftragter Dritter der NADO für die disziplinarische Verurteilung eines Sportlers oder einer anderen Person, dem/der ein Verstoß gegen Anti-Doping-Bestimmungen von der NADO-DG vorgeworfen wird, als Anhörungsorgan zuständig ist. Er tut dies als von der NADO-DG beauftragter Dritter.

Zu diesem Zweck wird, der von der Deutschsprachigen Gemeinschaft anerkannte Dachverband für den Sport das von der NADO-DG beschlossene Ergebnismanagementverfahren in Anwendung von Artikel 7 des Codes und des internationalen Standards für Ergebnismanagement anwenden.

Paragraf 1 Absatz 4 sieht insbesondere vor, dass der Inhalt der Disziplinarverfahrensordnung von der NADO-DG zu beachten ist. In Nummer 2 dieses Absatzes wurden aus Gründen der Transparenz alle Sanktionen aufgeführt, die gegen Sportler oder andere Personen ausgesprochen werden können. Zu diesem Zweck befolgt der Dachverband für den Sport in der Deutschsprachigen Gemeinschaft das von der NADO-DG beschlossene Ergebnismanagementverfahren gemäß Artikel 7 des Codes und die Anforderungen des internationalen Standards für Ergebnismanagement.

Artikel 25

Zweck des Artikels 25 ist die Einrichtung einer von der NADO unabhängigen Anhörungsinstanz, die über jeden Einspruch eines Sportlers oder einer anderen Person gegen eine Entscheidung der TUE-Kommission gemäß Artikel 12 §3 gegen eine Disziplinarstrafe auf der Berufungsebene gemäß Artikel 24 und über jeden Einspruch eines Spitzensportlers in Bezug auf die Meldeauflagen sowie über jeden anderen Einspruch gemäß Artikel 24 und Artikel 13 des Codes entscheidet. Anhörungsorgan ist der von der Deutschsprachigen Gemeinschaft anerkannte Dachverband für den Sport als ein faires, unparteiisches und operative unabhängiges Anhörungsorgan. Im Falle einer Berufung gegen eine Disziplinarentscheidung tagt er in einer anderen Zusammensetzung als in der ersten Instanz, um seine Unabhängigkeit zu gewährleisten.

Absatz 2 legt fest, dass alle angefochtenen Entscheidungen in Kraft bleiben und während des gesamten Beschwerdeverfahrens beachtet werden müssen, es sei denn, die Beschwerdestelle entscheidet anders.

Die Beschwerde muss innerhalb von fünfzehn Tagen nach Zustellung der angefochtenen Entscheidung eingelegt werden. Eine abweichende Beschwerdefrist ist für die WADA in Artikel 13.2.3.5 des Codes vorgesehen.

Im letzten Absatz wird festgelegt, dass es der Regierung obliegt, die genauen Einzelheiten des Beschwerdeverfahrens gemäß Artikel 13 des Codes festzulegen.

Artikel 26

Dieser Artikel regelt in Übereinstimmung mit dem Code ausdrücklich den Status des Sportlers oder einer anderen Person während einer Sperre, um Rechtsklarheit zu schaffen.

Artikel 27

Wenn mehr als ein Mitglied einer Mannschaft wegen eines Verstoßes gegen Anti-Doping-Bestimmungen benachrichtigt worden ist, dann werden die Zielkontrollen bei allen Mitgliedern der betroffenen Mannschaft durchgeführt.

Artikel 28 bis 30

Diese Artikel regeln die Höhe von verschiedenen Geldbußen und Verwaltungsstrafen - unbeschadet der in den Artikeln 9, 10 und 11 des Codes vorgesehenen Folgen für Verstöße gegen die Anti-Dopingbestimmungen - gegen Sportler, Sportorganisationen und Sportveranstalter und die Prozedur zur Verhängung dieser Strafen. Zudem werden die Modalitäten der Beitreibung und der Verjährung geregelt.

Artikel 31

Dieser Artikel bestimmt, dass unbeschadet der Anwendung von Disziplinarstrafen, die vom Dachverband für den Sport ausgesprochen werden, und anderer im Strafgesetzbuch oder besonderen Gesetzgebungen festgelegten Sanktionen, auch Gefängnisstrafen von sechs Monaten bis zu fünf Jahren sowie Geldbußen von fünf bis zu fünfzig Euro oder nur eine dieser Strafen auferlegt werden können, sofern ein Verstoß gegen Artikel 8 Nummer 6 Buchstabe b) bis Nummer 11 vorliegt.

Artikel 32

Im Falle einer Straftat werden verbotene Substanzen und eingesetzte Gegenstände, die zur Anwendung verbotener Methoden verwendet wurden, beschlagnahmt und unbrauchbar gemacht.

Artikel 33

Dieser Artikel präzisiert, dass jede Entscheidung wegen eines Verstoßes gegen Anti-Doping-Bestimmungen, die von einer Anti-Doping-Organisation eines Unterzeichners, einem Berufungsorgan gemäß Artikel 13.2.2 des Codes oder dem TAS nach Benachrichtigung der Verfahrensbeteiligten getroffen wird, automatisch für die Verfahrensbeteiligten und für alle Unterzeichner in allen Sportarten verbindlich ist. Die Entscheidung ist für Sportler, Sportorganisationen und alle anderen Personen und Institutionen verbindlich, ohne dass weitere Maßnahmen erforderlich sind, und zwar an dem Tag, an dem der Unterzeichner die Benachrichtigung über die Entscheidung erhält oder an dem Tag, an dem die Entscheidung in ADAMS registriert wird.

Die Regierung kann die Bedingungen für die Anerkennung von Entscheidungen anderer Organisationen gemäß Artikel 15 des Codes festlegen

Artikel 34 bis 37

Mit diesen Bestimmungen werden eine Reihe von Verweisen im Sportdekret vom 19. April 2004 angepasst.

Artikel 38

Da das Dekret das Dekret vom 22. Februar 2016 ersetzen soll, ist vorgesehen, dass letzteres zum Zeitpunkt der Veröffentlichung und des Inkrafttretens des Dekrets außer Kraft gesetzt wird.

Artikel 37

Diese Bestimmung bedarf keines Kommentars.

Die Ministerin für Kultur und Sport, Beschäftigung und Medien
I. WEYKMANS

ENTWURF

Dekretentwurf zur Bekämpfung des Dopings im Sport

KAPITEL 1 - ALLGEMEINE BESTIMMUNGEN

Artikel 1 - Vorliegendes Dekret und seine Ausführungserlasse finden Anwendung auf Sportorganisationen, Sportfachverbände, Sportdachverbände und Veranstalter mit Sitz im deutschen Sprachgebiet sowie auf Sportler, leitende Angestellte und andere Personen im Sinne von Artikel 3 Nummer 53, einschließlich der Mitglieder der leitenden Gremien, Verwalter, Direktoren und designierte Mitarbeiter sowie beauftragte Dritte und deren Mitarbeiter, die entweder diesen Sportorganisationen, Sportfachverbänden oder Sportdachverbänden angeschlossen sind oder aufgrund ihres Wohnsitzes oder ihrer Anwesenheit auf dem deutschen Sprachgebiet in die Zuständigkeit der Deutschsprachigen Gemeinschaft fallen.

Art. 2 - Personenbezeichnungen im vorliegenden Dekret gelten für alle Geschlechter.

Art. 3 - Für die Anwendung des vorliegenden Dekrets versteht man unter:

1. ADAMS (Anti-Doping Administration & Management System): ein Online-Verwaltungstool in Form einer Datenbank, das zur Erfassung, Speicherung, gemeinsamen Nutzung und Übermittlung von Daten dient und die WADA und ihre Partner bei ihren Anti-Doping-Maßnahmen unter Einhaltung der Datenschutzgesetze unterstützen soll. Dieses Datenbank-Management-Tool wurde von der WADA entwickelt, um die Datenschutzgesetze und -standards einzuhalten, die für die WADA und andere Organisationen gelten, die ADAMS verwenden;

2. Amateursportler: jeder Sportler, der kein Spitzensportler von nationalem oder internationalem Niveau ist;

3. Annullierung: eine der möglichen Folgen eines Verstoßes gegen Anti-Doping-Bestimmungen gemäß Nummer 22 Buchstabe a);

4. Anti-Doping-Aktivitäten: Anti-Doping-Aufklärung und -Information, Planung der Kontrollverteilung, Verwaltung einer registrierten Zielgruppe, Verwaltung der biologischen Athletenpässe, Durchführung von Kontrollen, Organisation der Probenanalyse, Sammlung von Informationen und Durchführung von Untersuchungen, Bearbeitung von TUE-Anträgen, Ergebnismanagement, Überwachung und Durchsetzung der Einhaltung der auferlegten Vorschriften sowie alle anderen Anti-Doping-Aktivitäten, die von einer Anti-Doping-Organisation oder in ihrem Namen in Übereinstimmung mit dem Code und/oder den internationalen Standards durchgeführt werden;

5. Anti-Doping-Organisation: die WADA oder jeder Unterzeichner, der für die Verabschiedung von Regeln in Bezug auf die Erstellung, Durchführung oder Durchsetzung eines Teils des Dopingkontrollverfahrens verantwortlich ist.

6. Anwendung: die Verwendung, Verabreichung, Einnahme, Injektion oder der Verbrauch einer verbotenen Substanz oder einer verbotenen Methode auf irgendeine Weise;

7. auffälliges Ergebnis: ein Bericht eines von der WADA akkreditierten oder zugelassenen Labors, für den nach dem internationalen Standard für Labore oder damit entsprechenden technischen Dokumenten weitere Untersuchungen erforderlich sind, bevor ein von der Norm abweichendes Analyseergebnis festgestellt werden kann;

8. auffälliges Ergebnis im biologischen Athletenpass: jeder Bericht, der als auffälliges Ergebnis im biologischen Athletenpass identifiziert wird, wie in den geltenden internationalen Standards beschrieben;

9. außerhalb eines Wettkampfs: jede Zeitspanne, die nicht innerhalb eines Wettkampfs liegt;

10. beauftragter Dritter: jede Person, an die eine Anti-Doping-Organisation einen Aspekt der Dopingkontrolle oder des Anti-Doping-Aufklärungsprogramms delegiert, einschließlich, aber nicht beschränkt auf Dritte oder andere Anti-Doping-Organisationen, die die Probenahme durchführen, andere Dopingkontrolldienste erbringen oder Anti-Doping-Aufklärungsprogramme für die Anti-Doping-Organisation durchführen, oder Personen, die als unabhängige Auftragnehmer Dopingkontrolldienste für die Anti-Doping-Organisation erbringen. Dieser Begriff schließt das TAS nicht ein;

11. Besitz: physischer oder faktischer Besitz, der nur dann gegeben ist, wenn die Person die ausschließliche Kontrolle über die verbotene Substanz/Methode oder die Räumlichkeiten, in denen eine verbotene Substanz/Methode gefunden wird, hat oder beabsichtigt, diese auszuüben. Übt die Person jedoch nicht die ausschließliche Kontrolle über die verbotene Substanz/Methode oder die Räumlichkeiten aus, in denen die verbotene Substanz/Methode gefunden wird, wird der tatsächliche Besitz nur dann festgestellt, wenn die Person von dem Vorhandensein der verbotenen Substanz/Methode wusste und beabsichtigte, die Kontrolle darüber auszuüben. Ein Verstoß gegen Anti-Doping-Bestimmungen, der allein auf den Besitz beruht, wird nicht festgestellt, wenn die Person vor Erhalt der Benachrichtigung über einen Verstoß gegen Anti-Doping-Bestimmungen konkrete Maßnahmen ergriffen hat, die belegen, dass sie nie die Absicht hatte, im Besitz einer verbotenen Substanz oder einer verbotenen Methode zu sein, und auf diesen Besitz durch ausdrückliche Erklärung gegenüber einer Anti-Doping-Organisation verzichtet hat. Ungeachtet gegenteiliger Bestimmungen in dieser Definition stellt der Kauf, auch auf elektronischem oder anderem Wege, einer verbotenen Substanz oder verbotenen Methode den Besitz durch die Person dar, die diesen Kauf tätigt;

12. Bildung-Weiterbildung-Aufklärung: der Prozess der Vermittlung von Werten und der Entwicklung von Verhaltensweisen, die das Fair Play fördern und schützen und absichtliches und unabsichtliches Doping verhindern;

13. biologischer Athletenpass: das Programm und die Methoden zum Sammeln und Zusammenstellen von Daten, wie im internationalen Standard für Dopingkontrollen und Untersuchungen und im internationalen Standard für Labore beschrieben;

14. Code: der von der WADA am 5. März 2003 in Kopenhagen angenommene Welt-Anti-Doping-Code, der den Anhang 1 des UNESCO-Übereinkommens bildet, in der von der WADA am 7. November 2019 aktualisierten Fassung

15. Datenschutz-Grundverordnung: Verordnung (EU) 2016/679 des europäischen Parlamentes und des Rates vom 27. April 2016 zum Schutz natürlicher Personen bei der Verarbeitung personenbezogener Daten, zum freien Datenverkehr und zur Aufhebung der Richtlinie 95/46/EG.

16. Dauer der Veranstaltung: der Zeitraum zwischen Beginn und Ende einer Veranstaltung, der von der Organisation, unter deren Schirmherrschaft die Veranstaltung stattfindet, festgelegt wird;

17. Dopingkontrolle: alle Schritte und Verfahren von der Planung der Testverteilung über alle Zwischenschritte und -verfahren, einschließlich, aber nicht beschränkt auf, Dopingkontrollen, Untersuchungen, Aufenthaltsort, Probenahme und -behandlung, Laboranalyse, TUEs, Ergebnismanagement und Untersuchungen oder Verfahren im Zusammenhang mit Verstößen gegen Artikel 10.14 des Codes bis zur endgültigen Berufungsentscheidung und der Anwendung von Konsequenzen;

18. Einzelsportart: jede Sportart, die keine Mannschaftssportart ist;

19. Entscheidungsgrenze: der Ergebniswert einer Schwellensubstanz in einer Probe, bei dessen Überschreitung ein von der Norm abweichendes Analyseergebnis gemeldet werden muss, wie im internationalen Standard für Labore definiert;

20. Ergebnismanagement: der Prozess, der den Zeitraum von der Benachrichtigung gemäß Artikel 5 des internationalen Standards für das Ergebnismanagement oder in einigen Fällen die speziell in Artikel 5 des internationalen Standards für das Ergebnismanagement vorgesehenen Schritte vor der Benachrichtigung über die Mitteilung des Falles bis hin zur

endgültigen Lösung des Falles, einschließlich des Abschlusses des Anhörungsverfahrens in erster Instanz oder im Berufungsverfahren (falls eine Berufung eingelegt wurde), umfasst

21. finanzielle Konsequenzen: eine der möglichen Folgen eines Verstoßes gegen die Anti-Doping-Bestimmungen, wie in Nummer 22 Buchstabe d) definiert;

22. Folgen von Verstößen gegen Anti-Doping-Bestimmungen ("Konsequenzen"): Ein Verstoß gegen Anti-Doping-Bestimmungen durch einen Sportler oder eine andere Person kann eine oder mehrere der folgenden Konsequenzen haben:

a) Annullierung: die Ergebnisse des Sportlers in einem bestimmten Wettkampf oder einer bestimmten Veranstaltung werden für ungültig erklärt, mit allen sich daraus ergebenden Konsequenzen, einschließlich der Aberkennung von Medaillen, Punkten und Preisen;

b) Sperre: der Sportler oder eine andere Person ist aufgrund eines Verstoßes gegen Anti-Doping-Bestimmungen gemäß Artikel 10.14 des Codes für einen bestimmten Zeitraum von der Teilnahme an Wettkämpfen, anderen Aktivitäten oder finanziellen Unterstützungen ausgeschlossen;

c) vorläufige Sperre: dem Sportler oder der anderen Person ist die Teilnahme an Wettkämpfen oder Aktivitäten bis zur endgültigen Entscheidung bei der Anhörung gemäß Artikel 8 des Codes untersagt;

d) finanzielle Konsequenzen: die Verhängung einer finanziellen Sanktion für einen Verstoß gegen Anti-Doping-Bestimmungen oder zur Deckung der Kosten eines Verstoßes gegen Anti-Doping-Bestimmungen;

e) öffentliche Bekanntgabe: die Bekanntgabe oder Verteilung von Informationen an die allgemeine Öffentlichkeit oder an andere Personen als diejenigen, die gemäß Artikel 14 des Codes im Voraus benachrichtigt werden müssen.

Mannschaften in Mannschaftssportarten können auch Konsequenzen gemäß Artikel 11 des Codes auferlegt werden;

23. Freizeitsportler: jeder Amateursportler, ausgenommen Sportler, die in den letzten fünf Jahren vor einem Verstoß gegen Anti-Doping-Bestimmungen Spitzensportler auf internationaler oder nationaler Ebene waren, ein Land bei einer internationalen Veranstaltung ohne Kategoriebeschränkungen vertreten haben oder in einer registrierten Zielgruppe, einer nationalen Zielgruppe oder einer anderen Zielgruppe aufgenommen wurden, für den ein internationaler Sportfachverband oder eine NADO Meldepflichten festgelegt hat;

24. Gerichtspolizeioffizier: die in Artikel 16 § 5 angeführten Gerichtspolizeioffiziere;

25. geschützte Person: ein Sportler oder eine andere natürliche Person, der/die zum Zeitpunkt des Verstoßes gegen Anti-Doping-Bestimmungen:

a) das sechzehnte Lebensjahr noch nicht vollendet hat, oder

b) das achtzehnte Lebensjahr noch nicht vollendet hat und nicht einer registrierten Zielgruppe angehört und noch nie an einem internationalen Wettkampf in einer offenen Kategorie teilgenommen hat, oder

c) nach geltendem nationalem Recht aus Gründen, die nicht mit dem Alter zusammenhängen, als nicht geschäftsfähig gilt;

26. gezielte Dopingkontrolle: die Auswahl von Sportlern, die für Dopingkontrollen identifiziert wurden, auf der Grundlage von Kriterien, die im internationalen Standard für Dopingkontrollen und -untersuchungen festgelegt sind;

27. innerhalb eines Wettkampfs: sofern für eine bestimmte Sportart in den Regeln eines internationalen Sportfachverbands nicht anders definiert und von der WADA genehmigt, der Zeitraum, der um 23:59 Uhr am Tag vor einem Wettkampf, an dem der Sportler teilnehmen soll, beginnt und mit dem Ende dieses Wettkampfs und der Probenahme im Zusammenhang mit diesem Wettkampf endet;

28. institutionelle Unabhängigkeit: Bei Berufungsverfahren sind die Anhörungsstellen institutionell völlig unabhängig von der für das Ergebnismanagement zuständigen Anti-Doping-Organisation. Dies ist ein Verbot der Anhörungsstellen, von der für das Ergebnismanagement zuständigen Anti-Doping-Organisation verwaltet zu werden, mit ihr verbunden zu sein oder ihr zu unterliegen;

29. Internationales Olympisches Komitee (IOC): eine internationale nichtstaatliche gemeinnützige und unbefristete Organisation in Form eines Vereins mit Rechtspersönlichkeit, die vom Schweizerischen Bundesrat gemäß einem am 1. November 2000 geschlossenen Abkommen anerkannt ist;

30. Internationales Paralympisches Komitee (IPC): eine internationale Nichtregierungsorganisation, die am 22. September 1989 gegründet wurde und deren Sitz sich in Bonn befindet;

31. internationaler Spitzensportler: jeder Spitzensportler, der eine sportliche Aktivität auf internationalem Niveau ausübt, wie von seinem internationalen Sportfachverband definiert;

32. internationaler Standard: der von der WADA zur Unterstützung des Codes angenommene Standard. Die Einhaltung einer internationalen Norm, im Gegensatz zu anderen Standards, Praktiken oder Verfahren, reicht aus, um darauf zu schließen, dass die im internationalen Standard vorgesehenen Verfahren ordnungsgemäß durchgeführt werden. Internationale Standards umfassen technische Dokumente, die in Übereinstimmung mit ihren Bestimmungen veröffentlicht wurden;

33. internationale Veranstaltung: eine Veranstaltung oder ein Wettkampf, bei dem das Internationale Olympische Komitee, das Internationale Paralympische Komitee, ein internationaler Sportfachverband, ein Veranstalter von großen Sportveranstaltungen oder eine andere internationale Sportorganisation als verantwortliche Organisation fungiert oder die technischen Offiziellen für die Veranstaltung benennt;

34. Inverkehrbringen: Verkauf, Abgabe, Beförderung, Versendung, Lieferung oder Vertrieb an einen Dritten oder der Besitz zu diesem Zweck einer verbotenen Substanz oder einer verbotenen Methode, sei es physisch, durch elektronische oder andere Mittel, durch einen Sportler, Sportlerbetreuer oder eine andere Person, die der Gerichtsbarkeit einer Anti-Doping-Organisation unterliegt. Dieser Begriff umfasst jedoch nicht die Handlungen von medizinischem Personal, das in gutem Glauben in Bezug auf eine verbotene Substanz handelt, die für legitime und rechtmäßige therapeutische Zwecke oder andere vertretbare Zwecke verwendet wird. Er umfasst auch keine Handlungen mit verbotenen Substanzen, die bei Kontrollen außerhalb des Wettkampfs nicht verboten sind, es sei denn, die Gesamtheit der Umstände ergibt, dass diese verbotenen Substanzen nicht für legitime und rechtmäßige therapeutische Zwecke oder zur Steigerung der sportlichen Leistung bestimmt sind;

35. kein grobes Verschulden oder keine grobe Fahrlässigkeit: der Nachweis durch den Sportler oder eine andere Person, der sein/ihr Verschulden bzw. seine/ihre Fahrlässigkeit unter Berücksichtigung aller Umstände und der Kriterien für fehlendes Verschulden bzw. fehlende Fahrlässigkeit in Bezug auf den begangenen Verstoß gegen Anti-Doping-Bestimmungen nicht erheblich war. Außer im Fall einer geschützten Person oder eines Freizeitsportlers muss der Sportler bei einem Verstoß gegen Artikel 8 Nummer 2 auch nachweisen, wie die verbotene Substanz in seinen Körper gelangt ist;

36. kein Verschulden oder keine Fahrlässigkeit: der Nachweis durch den Sportler oder eine andere Person, dass er/sie weder wusste noch vermutete noch bei Anwendung größtmöglicher Sorgfalt nicht hätte wissen oder vermuten können, dass er/sie einen verbotenen Wirkstoff oder eine verbotene Methode angewendet oder verabreicht bekommen oder auf andere Weise einen Verstoß gegen Anti-Doping-Bestimmungen begangen hat. Außer im Fall einer geschützten Person oder eines Freizeitsportlers muss der Sportler bei einem Verstoß gegen Artikel 8 Nummer 1 auch nachweisen, wie die verbotene Substanz in seinen Körper gelangt ist;

37. kontaminiertes Produkt: ein Produkt, das eine verbotene Substanz enthält, das nicht auf dem Produktetikett oder in den verfügbaren Informationen bei einer angemessenen Suche im Internet angegeben ist;

38. Kontrolle: der Teil des gesamten Dopingkontrollprozesses, der die Planung der Testverteilung, die Probenahme, die Handhabung der Proben und den Transport zum Labor umfasst;

39. Kontrolle außerhalb des Wettkampfs: jede Kontrolle, die nicht während eines Wettkampfs stattfindet;

40. Mannschaftssportart: eine Sportart, die den Austausch von Spielern während eines Wettkampfs erlaubt;

41. Marker: die Verbindung, die Gruppe von Verbindungen oder die biologische(n) Variable(n), die auf die Verwendung einer verbotenen Substanz oder einer verbotenen Methode hinweisen;

42. meldepflichtige Mindestmenge: die geschätzte Konzentration einer verbotenen Substanz oder ihrer Metaboliten oder Marker in einer Probe, unterhalb derer die von der WADA akkreditierten Labore die Probe nicht als von der Norm abweichendes Analyseergebnis melden sollten;

43. Metabolit: jede Substanz, die aus einer Biotransformation entsteht;

44. Minderjähriger: jede natürliche Person, die das achtzehnte Lebensjahr noch nicht vollendet hat;

45. Missbrauchssubstanz: für die Zwecke der Anwendung von Artikel 10 des Codes verbotene Substanzen, die in der Verbotsliste ausdrücklich als solche gekennzeichnet sind, weil sie in der Gesellschaft außerhalb des Sportkontexts häufig missbraucht werden;

46. Nationale Anti-Doping-Organisation ("NADO"): die Einrichtung(en), die von jedem Land als die primäre(n) Behörde(n) benannt wurde(n), die für die Verabschiedung und Umsetzung der Anti-Doping-Bestimmungen, die Verwaltung der Probenahme und die Verwaltung der Testergebnisse auf nationaler Ebene verantwortlich ist/sind;

47. Nationales Olympisches Komitee: die vom Internationalen Olympischen Komitee als solche anerkannte Einrichtung, d. h. in Belgien das Belgische Olympische und Interföderale Komitee („BOIK“);

48. nationaler Spitzensportler: jeder Sportler, dessen internationaler Sportfachverband den Code unterzeichnet hat und der Mitglied der Olympischen oder Paralympischen Bewegung ist oder vom Internationalen Olympischen oder Paralympischen Komitee anerkannt ist oder Mitglied des internationaler Dachverbandes von Sportverbänden (GAISF) ist, der kein internationaler Spitzensportler ist, aber mindestens eines der folgenden Kriterien erfüllt:

a) er nimmt regelmäßig an hochrangigen internationalen Wettkämpfen teil;

b) er übt seine Sportart im Rahmen einer bezahlten Haupttätigkeit in der höchsten Kategorie oder dem höchsten nationalen Wettkampf in der betreffenden Disziplin aus;

c) er ist ausgewählt oder hat in den letzten zwölf Monaten an mindestens einer der folgenden Veranstaltungen in der höchsten Wettkampfkategorie der betreffenden Disziplin teilgenommen: Olympische Spiele, Paralympische Spiele, Weltmeisterschaften, Europameisterschaften;

d) er nimmt an einer Mannschaftssportart an einem Wettkampf teil, bei der die Mehrheit der an dem Wettkampf teilnehmenden Mannschaften aus Sportlern gemäß Buchstaben a), b) oder c) besteht;

49. nationale Veranstaltung: eine Sportveranstaltung oder ein Wettkampf, die keine internationale Veranstaltung ist und an dem Sportler auf internationalem Niveau oder auf nationalem Niveau teilnehmen;

50. öffentlich bekannt machen: eine der möglichen Folgen eines Verstoßes gegen Anti-Doping-Bestimmungen gemäß Nummer 22 Buchstabe e);

51. operative Unabhängigkeit: Verbot der Ernennung eines Vorstandsmitglieds, Mitarbeiters, Kommissionsmitglieds, Beraters oder Beamten der für das Ergebnismanagement zuständigen Anti-Doping-Organisation oder ihrer angeschlossenen Unternehmen Sportfachverband oder Mitgliedsverband noch einer an der Ermittlungs- und Voruntersuchungsphase beteiligten Person als Mitglied und/oder Protokollführer (soweit der Protokollführer an den Beratungen und/oder der Entscheidungsfindung beteiligt ist) der Anhörungsorgane der für das Ergebnismanagement zuständigen Anti-Doping-Organisation und Durchführung des Anhörungs- und Entscheidungsfindungsverfahrens durch die Anhörungsorgane ohne Einmischung der Anti-Doping-Organisation oder eines Dritten. Damit soll sichergestellt

werden, dass Mitglieder des Anhörungsgremiums oder Personen, die anderweitig in die Entscheidung des Anhörungsgremiums eingreifen, nicht an der Untersuchung oder einer Vorentscheidungsphase beteiligt sind;

52. Organisationen, die für Großveranstaltungen verantwortlich sind: kontinentale Verbände des Nationalen Olympischen Komitees und jede andere internationale Multisport-Organisation, die als verantwortliche Organisation für eine internationale Veranstaltung dient, sei es kontinental, regional oder anderweitig;

53. Person: eine natürliche Person oder eine Organisation oder eine andere Einrichtung;

54. Probe oder Probeentnahme: jedes biologische Material, das im Rahmen einer Dopingkontrolle entnommen wird;

55. registrierte Zielgruppe: die Gruppe von Spitzensportlern mit hoher Priorität, die von einem internationalen Sportfachverband oder einer NADO identifiziert wurden und sowohl Wettkampfkontrollen als auch Kontrollen außerhalb des Wettkampfs unterzogen werden und die verpflichtet sind, Angaben zum Aufenthaltsort gemäß Artikel 5.5 des Codes und dem internationalen Standard für Dopingkontrollen und Untersuchungen zu machen. In der Deutschsprachigen Gemeinschaft entspricht die registrierte Zielgruppe den Sportlern der Kategorie A.

56. Sperre: eine der möglichen Folgen eines Verstoßes gegen die Anti-Doping-Bestimmungen, wie in Nummer 22 Buchstabe b) definiert;

57. spezifizierte Substanz oder spezifizierte Methode: für die Zwecke der Anwendung von Sanktionen gegen Einzelpersonen, alle verbotenen Substanzen, sofern in der Verbotsliste nicht anders angegeben. Keine verbotene Methode gilt als spezifizierte Methode, wenn sie nicht in der Verbotsliste als solche gekennzeichnet ist;

58. Spitzensportler: jeder Sportler, der eine sportliche Tätigkeit auf internationaler Ebene, wie von seinem internationalen Sportfachverband definiert, oder auf nationaler Ebene, wie in Nummer 48 definiert, ausübt;

59. Spitzensportler der Kategorie A: der Spitzensportler, der eine Sportdisziplin ausübt, die in der von der Regierung verabschiedeten Liste der Sportarten der Kategorie A enthalten ist;

60. Spitzensportler der Kategorie B: der Spitzensportler, der eine Sportdisziplin ausübt, die in der von der Regierung verabschiedeten Liste der Sportarten der Kategorie B enthalten ist;

61. Spitzensportler der Kategorie C: der Spitzensportler, der eine Sportdisziplin ausübt, die nicht in der von der Regierung verabschiedeten Liste der Sportdisziplinen der Kategorien A oder B enthalten ist;

62. Sportler: jede Person, die eine sportliche Tätigkeit auf beliebigem Niveau ausübt;

63. Sportlerbetreuer: sportlicher Betreuer, Trainer, Ausbilder, Teammanager, Sportagenten, Teampersonal, Offizielle, medizinisches oder paramedizinisches Personal, Eltern oder jede andere Person, die mit einem Sportler, der an Sportwettkämpfen teilnimmt oder sich auf diese vorbereitet, zusammenarbeitet, ihn behandelt oder ihn unterstützt;

64. Sportorganisation: Sportvereine, Sportfachverbände und Dachverbände im Sinne des Artikels 3 Nummern 7, 8 und 9 des Sportdekrets vom 19. April 2004;

65. TAS (Tribunal Arbitral du Sport): Internationaler Sportgerichtshof, der im Rahmen der Stiftung nach Schweizer Recht "Conseil international de l'arbitrage en matière de sport" eingerichtet wurde;

66. technisches Dokument: ein von der WADA angenommenes und zeitnah veröffentlichtes Dokument, das verbindliche technische Anforderungen zu bestimmten Anti-Doping-Themen enthält, die in einem internationalen Standard festgelegt sind;

67. Teilnehmer: jeder Sportler oder Mitglied des Betreuungspersonals des Sportlers;

68. TUE (Therapeutic Use Exemption): die medizinische Ausnahmegenehmigung, die einem Sportler, der an einer Krankheit leidet, erlaubt, nach Prüfung seiner medizinischen Akte durch das gemäß Artikel 12 §2 eingerichtete Gremium, eine verbotene Substanz oder eine verbotene Methode zu verwenden, wenn nachgewiesen wurde, dass folgende Bedingungen erfüllt sind:

a) die betreffende verbotene Substanz oder verbotene Methode ist für die Behandlung eines diagnostizierten medizinischen Zustands notwendig, der durch relevante klinische Nachweise belegt ist; und

b) es ist höchst unwahrscheinlich, dass die therapeutische Anwendung der verbotenen Substanz oder der verbotenen Methode zu einer Leistungssteigerung führt, die über das hinausgeht, was durch die Rückkehr des Sportlers in einen normalen Gesundheitszustand nach der Behandlung der Erkrankung zu erwarten wäre; und

c) die verbotene Substanz oder verbotene Methode ist eine angezeigte Behandlung für den medizinischen Zustand und es gibt keine vernünftige erlaubte therapeutische Alternative zu der verbotenen Substanz oder verbotenen Methode; und

d) die Notwendigkeit, die verbotene Substanz oder verbotene Methode zu verwenden, ist nicht ganz oder teilweise eine Folge der vorherigen Verwendung einer verbotenen Substanz oder verbotenen Methode ohne TUE zum Zeitpunkt der Verwendung.

In Abweichung von Absatz 1 kann eine TUE unter den in Artikel 4.3. des internationalen Standards für Ausnahmen von der therapeutischen Verwendung vorgesehenen außergewöhnlichen Umständen gewährt werden.

69. unabhängiges Beobachterprogramm: ein Team von Beobachtern und/oder Auditoren unter der Aufsicht der WADA, die vor oder während bestimmter Veranstaltungen das Dopingkontrollverfahren beobachten oder Ratschläge erteilen und ihre Beobachtungen als Teil des Programms der WADA zur Überwachung der Einhaltung der Vorschriften melden;

70. unangekündigte Kontrolle: die Kontrolle, die ohne vorherige Benachrichtigung des Sportlers stattfindet und bei der der Sportler von der Ankündigung der Kontrolle bis zur Abgabe der Probe ununterbrochen beaufsichtigt wird;

71. UNESCO-Konvention: das internationale Übereinkommen gegen Doping im Sport, das auf der 33. Tagung der Generalkonferenz der UNESCO am 19. Oktober 2005 verabschiedet wurde, einschließlich aller Änderungen, die von den Vertragsstaaten des Übereinkommens und der Konferenz der Vertragsparteien des internationalen Übereinkommens gegen Doping im Sport verabschiedet wurden;

72. Unterzeichner: Einrichtungen, die den Code angenommen und sich verpflichtet haben, ihn gemäß Artikel 23 des Codes umzusetzen;

73. Verabreichung: die Bereitstellung, Beschaffung, Beaufsichtigung, Erleichterung oder sonstige Beteiligung an der Anwendung oder versuchten Anwendung einer verbotenen Substanz oder einer verbotenen Methode durch eine andere Person. Dieser Begriff umfasst jedoch weder Handlungen, die in gutem Glauben von medizinischem Personal mit einer verbotenen Substanz oder verbotenen Methode durchgeführt werden, die für legitime und rechtmäßige therapeutische Zwecke verwendet werden oder anderweitig gerechtfertigt sind, noch Handlungen mit verbotenen Substanzen, die bei Kontrollen außerhalb des Wettkampfes nicht verboten sind, es sei denn, die Gesamtheit der Umstände belegt, dass diese verbotenen Substanzen nicht für legitime und rechtmäßige therapeutische Zwecke oder zur Steigerung der sportlichen Leistung bestimmt sind;

74. Veranstalter: jede natürliche oder juristische Person, die allein oder in Verbindung mit anderen Veranstaltern unentgeltlich oder gegen Entgelt einen Wettkampf oder eine Sportveranstaltung organisiert;

75. Veranstaltung: eine Reihe von Einzelwettkämpfen, die unter der Schirmherrschaft einer verantwortlichen Organisation stattfinden;

76. Veranstaltungsorte: die von der für die Veranstaltung verantwortlichen Organisation dafür vorgesehenen Orte;

77. verbotene Methode: jede Methode, die als solche in der Verbotsliste beschrieben ist;

78. verbotene Substanz: jede Substanz oder jede Klasse von Substanzen, die als solche in der Verbotsliste beschrieben ist;

79. Verbotsliste: die Liste mit den verbotenen Stoffen und verbotenen Methoden, die dem UNESCO-Übereinkommen beigefügt ist;

80. Vereinbarung vorbehaltlich aller Rechte: für die Zwecke der Artikel 10.7.1.1 und 10.8.2 des Codes eine schriftliche Vereinbarung zwischen einer Anti-Doping-Organisation

und einem Sportler oder einer anderen Person, die den Sportler oder die andere Person ermächtigt, der Anti-Doping-Organisation in einem bestimmten Zusammenhang mit festgelegten Fristen Informationen zur Verfügung zu stellen, vorausgesetzt, dass, wenn eine Vereinbarung über substanzielle Hilfe oder eine Vereinbarung zur Falllösung nicht abgeschlossen wird, die von dem Sportler oder einer anderen Person in diesem bestimmten Zusammenhang zur Verfügung gestellten Informationen von der Anti-Doping-Organisation nicht gegen den Sportler oder eine andere Person in einem Ergebnismanagement-Verfahren gemäß dem Code verwendet werden dürfen und die von der Anti-Doping-Organisation in diesem bestimmten Zusammenhang zur Verfügung gestellten Informationen von dem Sportler oder einer anderen Person nicht gegen die Anti-Doping-Organisation in einem Ergebnismanagement-Verfahren gemäß dem Code verwendet werden dürfen. Eine solche Vereinbarung schließt nicht aus, dass die Anti-Doping-Organisation, der Sportler oder eine andere Person Informationen oder Beweise, die sie von einer Quelle erhalten haben, außer in dem spezifischen, zeitlich begrenzten Zusammenhang, der in der Vereinbarung beschrieben ist, verwenden;

81. Verfälschung: vorsätzliches Verhalten, das das Dopingkontrollverfahren stört, aber ansonsten nicht unter die Definition der verbotenen Methoden fällt. Verfälschung umfasst unter anderem das Anbieten oder Annehmen einer Bestechung, um eine Handlung vorzunehmen oder zu unterlassen, die Verhinderung der Entnahme einer Probe, die Behinderung oder Verhinderung der Analyse einer Probe, die Fälschung von Dokumenten, die einer Anti-Doping-Organisation, einem TUE-Ausschuss oder einem Anhörungsorgan vorgelegt werden, falsche Zeugenaussagen zu machen, eine andere betrügerische Handlung gegenüber der Anti-Doping-Organisation oder dem Anhörungsgremium zu begehen, um das Ergebnismanagement oder die Verhängung von Konsequenzen zu beeinträchtigen, sowie jede andere ähnliche vorsätzliche Einmischung oder versuchte Einmischung in einen anderen Aspekt der Dopingkontrolle;

82. Verschulden: jede Pflichtverletzung oder jeder Mangel an angemessener Sorgfalt in Bezug auf eine bestimmte Situation. Zu den Faktoren, die bei der Beurteilung des Verschuldungsgrads eines Sportlers oder einer anderen Person zu berücksichtigen sind, gehören unter anderem die Erfahrung des Sportlers oder der anderen Person, die Tatsache, ob es sich bei dem Sportler oder der anderen Person um eine geschützte Person handelt, besondere Erwägungen, wie eine Behinderung, der Grad des Risikos, den der Sportler hätte erkennen müssen, und der Grad der Sorgfalt, die der Sportler in Bezug auf das Risiko, das er hätte erkennen müssen, walten ließ. Bei der Beurteilung des Verschuldungsgrades des Sportlers oder einer anderen Person müssen die berücksichtigten Umstände spezifisch und relevant sein, um die Abweichung des Sportlers oder der anderen Person vom erwarteten Verhalten zu erklären.

83. verschuldensunabhängige Haftung: die Regel, dass es gemäß Artikel 2.1. oder Artikel 2.2 des Codes nicht erforderlich ist, dass die Anti-Doping-Organisation Vorsatz, Verschulden, Fahrlässigkeit oder wissentliche Anwendung seitens des Sportlers nachweist, um einen Verstoß gegen Anti-Doping-Bestimmungen festzustellen;

84. Versuch: freiwilliges Verhalten, das einen wichtigen Schritt in einer geplanten Handlung darstellt, deren Zweck es ist, einen Verstoß gegen Anti-Doping-Bestimmungen zu begehen. Es liegt jedoch kein Verstoß gegen Anti-Doping-Bestimmungen vor, der allein auf einem Versuch beruht, wenn die Person auf den Versuch verzichtet, bevor sie von einem nicht an dem Versuch beteiligten Dritten erwischt wird;

85. von der Norm abweichendes Analyseergebnis: ein Bericht eines von der WADA akkreditierten oder zugelassenen Labors, der in Übereinstimmung mit dem internationalen Standard für Labore das Vorhandensein einer verbotenen Substanz oder eines Metaboliten oder Markers in einer Probe oder die Anwendung einer verbotenen Methode feststellt;

86. von der Norm abweichendes Ergebnis im biologischen Athletenpass: jeder Bericht, der als von der Norm abweichendes Ergebnis im biologischen Athletenpass identifiziert wird, wie in den geltenden internationalen Standards beschrieben;

87. vorläufige Anhörung: im Sinne von Artikel 7.4.3 des Codes eine verkürzte und beschleunigte Anhörung vor der in Artikel 8 des Codes vorgesehenen Anhörung, bei der der Sportler benachrichtigt wird und die Möglichkeit erhält, eine schriftliche Erklärung abzugeben oder gehört zu werden;

88. vorläufige Sperre: eine der möglichen Folgen eines Verstoßes gegen Anti-Doping-Bestimmungen gemäß Nummer 22 Buchstabe c);

89. vorsätzlich: im Sinne von Artikel 10.2 des Codes Sportler oder andere Personen, die ein Verhalten an den Tag legen, von dem sie wussten, dass es einen Verstoß gegen Anti-Doping-Bestimmungen darstellt, oder bei denen ein erhebliches Risiko bestand, dass das Verhalten einen Verstoß gegen Anti-Doping-Bestimmungen darstellt oder zur Folge haben könnte, und die dieses Risiko eindeutig nicht berücksichtigt haben;

90. WADA: die Welt-Anti-Doping-Agentur, eine am 10. November 1999 gegründete Stiftung nach Schweizer Recht;

91. wesentliche Unterstützung: im Sinne von Artikel 10.7.1 des Codes muss die Person, die wesentliche Unterstützung leistet:

a) in einer unterzeichneten schriftlichen Erklärung oder in einem aufgezeichneten Interview alle in ihrem Besitz befindlichen Informationen in Bezug auf Verstöße gegen Anti-Doping-Bestimmungen oder andere in Artikel 10.7.1.1 des Codes beschriebene Verfahren vollständig offenlegen und

b) bei der Untersuchung und Prüfung eines Falles, der mit diesen Informationen in Zusammenhang steht, sowie bei einer Anhörung, wenn dies von einer Anti-Doping-Organisation oder einem Anhörungsgremium verlangt wird, in vollem Umfang kooperieren.

Die übermittelten Informationen müssen glaubwürdig sein und einen wichtigen Teil eines laufenden Falls oder Verfahrens darstellen oder, falls der Fall oder das Verfahren nicht weiterverfolgt wird, eine ausreichende Grundlage bilden, auf der ein Fall oder Verfahren weiterverfolgt werden könnte;

92. Wettkampf: ein einzelnes Rennen, ein Spiel oder ein einzelner Wettkampf. Bei Etappenrennen und anderen Wettkämpfen, bei denen die Preise täglich oder nach und nach vergeben werden, ist die Unterscheidung zwischen einem Wettkampf und einer Veranstaltung diejenige, die in den Regeln des betreffenden internationalen Sportfachverbandes vorgesehen sind;

93. Wettkampfkontrolle: eine Kontrolle, die von einem zu diesem Zweck benannten Sportler im Zusammenhang mit einem bestimmten Wettkampf innerhalb des in Nummer 27 festgelegten Zeitraums durchgeführt wird, sofern in den Regeln des betreffenden internationalen Sportfachverbandes oder der betreffenden Anti-Doping-Organisation nichts anderes vorgesehen ist;

94. Zielgruppe der Deutschsprachigen Gemeinschaft: die von der NADO-DG als in ihren Zuständigkeitsbereich fallend identifizierte Gruppe von Spitzensportlern, die sowohl Wettkampfkontrollen als auch Kontrollen außerhalb des Wettkampfs unterliegen und zur Übermittlung der in Artikel 23 angeführten Angaben zum Aufenthaltsort verpflichtet sind. Die Zielgruppe der Deutschsprachigen Gemeinschaft setzt sich aus Spitzensportler der Kategorien A und B zusammen.

KAPITEL 2 - NADO DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT

Art. 4 - Der für den Sport zuständige Fachbereich des Ministeriums der Deutschsprachigen Gemeinschaft wird als Nationale Anti-Doping-Organisation (NADO) für die Deutschsprachige Gemeinschaft, im Folgenden "NADO-DG" genannt, bestellt.

Die NADO-DG übernimmt die Aufgaben, die ihr aufgrund des vorliegenden Dekrets und des Codes obliegen, und führt die Verarbeitung der damit verbundenen personenbezogenen Daten durch, um den Schutz der Gesundheit der Sportler und die Erhaltung eines

sauberen Sports für die Welt zu gewährleisten Ziele, die von vorliegendem Dekret als Gründe eines erheblichen öffentlichen Interesses anerkannt werden.

Die NADO-DG gilt als Unterzeichner des Codes gemäß Artikel 23.1.1 des Codes. Daher ist die NADO-DG, in Übereinstimmung mit dem Code, für die Umsetzung des Codes und des Anti-Doping-Programms in der Deutschsprachigen Gemeinschaft verantwortlich.

In Übereinstimmung mit Absatz 3 und in Übereinstimmung mit Artikel 24.1.1 und 24.1.2 des Codes berichtet die NADO-DG im Rahmen der Überwachung der Einhaltung des Codes durch die Unterzeichner des Codes, die von der WADA durchgeführt wird, auf Anfrage der WADA über die Einhaltung des Codes.

In Anwendung von Absatz 4 übermittelt die NADO-DG der WADA gegebenenfalls die angeforderten Erläuterungen und Informationen.

Gemäß Artikel 24.1.3 des Codes kann ein Versäumnis der NADO-DG, mit der WADA bei der Anwendung der Absätze 4 und 5 zusammenzuarbeiten, als Verstoß oder Unregelmäßigkeit angesehen werden, was letztlich dazu führen kann, dass die NADO-DG den Code als Unterzeichner des Codes nicht einhält.

Die möglichen Folgen der Nichteinhaltung des Codes und die Grundsätze, die für die Bestimmung der Folgen in einem bestimmten Fall der Nichteinhaltung relevant sind, sind in Artikel 24.1.12 des Codes und Artikel 10 des Internationalen Standards für die Einhaltung des Codes durch die Unterzeichner aufgeführten, nämlich unter anderem die Nichtzulassung zur Bewerbung um die Ausrichtung von internationalen Großveranstaltungen in der deutschsprachigen Gemeinschaft oder die Nichtzulassung zur Erlangung des Rechts zur Ausrichtung von internationalen Großveranstaltungen in der Deutschsprachigen Gemeinschaft.

Gemäß Artikel 20.5.1 des Codes ist die NADO-DG in ihren Entscheidungen und Tätigkeiten gegenüber dem Sport und der Regierung unabhängig, was die Ausführung der in vorliegendem Dekret und seinen Ausführungsbestimmungen angeführten Aufgaben betrifft.

Die in Absatz 8 genannten Entscheidungen und Tätigkeiten umfassen insbesondere:

1. alle Anti-Doping-Aktivitäten im Sinne von Artikel 3 Nummer 4;
2. die direkte Zusammenarbeit mit anderen belgischen, europäischen oder internationalen Anti-Doping-Organisationen oder Behörden mit dem Ziel, den Code sowie sein Anti-Doping-Programm in einer Weise umzusetzen, die mit dem Code im Einklang steht, wie in Absatz 3 vorgesehen;
3. unbeschadet der Nummer 1 und des Artikels 5 die Entwicklung und Durchführung von Maßnahmen, Projekten, Programmen und/oder Kampagnen zur Dopingprävention, Information, Erziehung, Kommunikation und/oder Sensibilisierung für die Dopingbekämpfung;
4. die Möglichkeit Einnahmen zu generieren, insbesondere aus Verwaltungsstrafen und zur Tätigkeit von Ausgaben im Zusammenhang mit der Erfüllung der Aufgaben der NADO-DG als Unterzeichner des Codes.

Unbeschadet und im Einklang mit den Absätzen 3 bis 9 ist die NADO-DG, um ihr eine wirksame Autonomie und Unabhängigkeit bei ihren Entscheidungen und operativen Tätigkeiten zu ermöglichen, insbesondere befugt:

1. mit anderen belgischen, europäischen oder internationalen Anti-Doping-Organisationen oder Behörden Konventionen, Protokolle oder andere Vereinbarungen zu schließen, die in direktem Zusammenhang mit der Erfüllung ihrer Pflichten als Unterzeichner des Codes stehen;
2. ein eigenes Logo und/oder eine eigene Marke zu verwenden;

Sie ist gemäß Artikel 20.5.9 des Codes die zuständige Behörde für die Anti-Doping-Aufklärung im deutschen Sprachgebiet.

Die NADO-DG kann bestimmte Aspekte der Dopingkontrolle oder der Anti-Doping-Erziehung in ihrem Zuständigkeitsbereich delegieren, wobei sie die volle Verantwortung dafür behält, dass jeder delegierte Aspekt in Übereinstimmung mit dem Code durchgeführt wird. Soweit eine solche Delegation an einen beauftragten Dritten erfolgt, der kein Unterzeichner ist, wird in der Vereinbarung mit dem beauftragten Dritten verlangt, dass der beauftragte Dritte den Code und die internationalen Standards einhält.

KAPITEL 3 - INFORMATION UND PRÄVENTION IM KAMPF GEGEN DOPING

Art. 5 - Die NADO-DG ist in völliger Unabhängigkeit für die Planung, Durchführung, Bewertung und Förderung eines Aufklärungsprogramm gemäß Artikel 20.5.8 des Codes, im Einklang mit dem Internationalen Standard für Erziehung, indem sie unter anderem sicherstellt, dass die breite Öffentlichkeit und insbesondere Sportler, Sportlerbetreuer und andere Personen für die gesundheitsschädlichen Auswirkungen des Dopings sensibilisiert werden und dass der Geist des Sports und die Werte des dopingfreien Sports gefördert werden, verantwortlich.

Zu diesem Zweck kann die NADO-DG einen Informations- und Präventionsplan entwickeln, indem:

1. für Sportler, sowohl für Spitzen- als auch für Amateursportler, eine Website erstellt wird, die alle in Artikel 18.2 des Codes vorgesehenen Aspekte abdeckt;
2. eine Kontaktstelle eingerichtet wird, die Spitzensportler bei der Einhaltung der in Kapitel 5 angeführten Verpflichtungen unterstützt.

Die Regierung legt die Bedingungen für die Aufklärungspolitik zur Dopingbekämpfung fest und unterrichtet das Parlament über die in den Absätzen 1 und 2 angeführten Initiativen.

Art. 6 - Im Rahmen der Dopingbekämpfung kann die Regierung Sportorganisationen mit Präventionsaufträgen betrauen.

KAPITEL 4 - ANTI-DOPING-MASSNAHMEN

Abschnitt 1 - Allgemeine Grundsätze

Art. 7 - Die Ausübung von Doping im Sport ist verboten.

Sportler oder andere Personen sind dafür verantwortlich, zu wissen, was einen Verstoß gegen Anti-Doping-Bestimmungen darstellt und welche Substanzen und Methoden in der Verbotsliste aufgeführt sind.

Art. 8 - Doping besteht, wenn einer oder mehrere der folgenden Verstöße gegen Anti-Doping-Bestimmungen vorliegt oder vorliegen:

1. das Vorhandensein einer verbotenen Substanz, ihrer Metaboliten oder Marker in einer von einem Sportler abgegebenen Probe.

Die Sportler sind persönlich dafür verantwortlich, dass keine verbotene Substanz in ihren Körper gelangt. Die Sportler sind für alle verbotenen Substanzen oder deren Metaboliten oder Marker verantwortlich, die in ihren Proben gefunden werden. Es ist nicht erforderlich,

dass Vorsatz, Verschulden, Fahrlässigkeit oder wissentliche Anwendung seitens des Sportlers nachgewiesen wird, um diesen Verstoß festzustellen.

Ein Verstoß wird in jedem der folgenden Fälle festgestellt:

a) das Vorhandensein einer verbotenen Substanz oder ihrer Metaboliten oder Marker in der A-Probe des Sportlers, wenn der Sportler auf die Analyse der B-Probe verzichtet und die B-Probe nicht analysiert wird; oder

b) wenn die B-Probe analysiert wird, die Bestätigung durch die Analyse der B-Probe, dass die verbotene Substanz oder ihre Metaboliten oder Marker in der A-Probe des Sportlers vorhanden waren; oder

c) wenn die A- oder B-Probe des Sportlers in zwei Teile aufgeteilt wird und die Analyse des Bestätigungsteils der Probe das Vorhandensein der verbotenen Substanz oder ihrer Metaboliten oder Marker bestätigt, die im ersten Teil der aufgeteilten Probe nachgewiesen wurden, oder der Sportler auf die Analyse des Bestätigungsteils der aufgeteilten Probe verzichtet.

Mit Ausnahme von Substanzen, für die in der Verbotsliste oder in einem technischen Dokument eine Entscheidungsgrenze festgelegt ist, stellt das Vorhandensein jeder gemeldeten Menge einer verbotenen Substanz oder ihrer Metaboliten oder Marker in der Probe eines Sportlers einen Verstoß gegen Anti-Doping-Bestimmungen dar.

Als Ausnahme von dieser allgemeinen Regel können die Verbotsliste, internationale Standards und technische Dokumente spezifische Kriterien für die Meldung oder Bewertung bestimmter verbotener Substanzen vorsehen.

2. die Anwendung oder versuchte Anwendung einer verbotenen Substanz oder einer verbotenen Methode durch einen Sportler.

Die Sportler sind persönlich dafür verantwortlich, dass keine verbotene Substanz in ihren Körper gelangt und keine verbotene Methode angewendet wird. Es ist nicht erforderlich, dass Vorsatz, Verschulden, Fahrlässigkeit oder wissentliche Anwendung seitens des Sportlers nachgewiesen wird, um einen Verstoß gegen Anti-Doping-Bestimmungen wegen der Anwendung einer verbotenen Substanz oder einer verbotenen Methode festzustellen.

Der Erfolg oder Misserfolg der Anwendung oder versuchten Anwendung einer verbotenen Substanz oder einer verbotenen Methode ist nicht ausschlaggebend.

Die Anwendung oder der Versuch der Anwendung einer verbotenen Substanz oder einer verbotenen Methode reicht aus, um einen Verstoß gegen Anti-Doping-Bestimmungen darzustellen;

3. die Umgehung der Probenahme, die Verweigerung der Probenahme oder die Weigerung, sich der Probenahme durch einen Sportler zu unterziehen.

Ein solcher Verstoß gegen die Anti-Doping-Bestimmungen besteht darin, sich der Probenahme zu entziehen oder ohne stichhaltige Begründung nach Benachrichtigung durch eine ordnungsgemäß befugte Person die Annahme einer Probe zu verweigern oder sich der Probenahme nicht zu unterziehen;

4. die Meldepflichtverletzungen durch einen Sportler.

Jede Kombination von drei versäumten Kontrollen und/oder Meldepflichtverstößen für einen Spitzensportler der Kategorie A, wie im internationalen Standard für das Ergebnismangement definiert und in Artikel 23 dargelegt, innerhalb eines Zeitraums von 12 Monaten ab dem ersten Meldepflichtverstoß;

5. die Verfälschung oder versuchte Verfälschung eines Teils der Dopingkontrolle durch einen Sportler oder eine andere Person;

6. der folgende Besitz einer verbotenen Substanz oder verbotenen Methode durch einen Sportler oder Sportlerbetreuer:

a) der Besitz einer verbotenen Substanz oder einer verbotenen Methode durch einen Sportler während des Wettkampfs oder der Besitz einer verbotenen Substanz oder einer verbotenen Methode, die außerhalb des Wettkampfs verboten ist, durch einen Sportler außerhalb des Wettkampfs, es sei denn, der Sportler weist nach, dass dieser Besitz im Einklang mit einer gemäß Artikel 12 erteilten TUE steht oder liefert eine andere annehmbare Rechtfertigung.

b) der Besitz einer verbotenen Substanz oder einer verbotenen Methode innerhalb eines Wettkampfs durch einen Sportlerbetreuer oder der Besitz einer verbotenen Substanz oder einer verbotenen Methode außerhalb eines Wettkampfs durch einen Sportlerbetreuer in Verbindung mit einem Sportler, einem Wettkampf oder einem Training, es sei denn, der Sportlerbetreuer weist nach, dass der Besitz im Einklang mit einer TUE steht, die dem Sportler gemäß Artikel 12 gewährt wurde, oder liefert eine andere annehmbare Rechtfertigung;

7. das Inverkehrbringen oder versuchte Inverkehrbringen einer verbotenen Substanz oder einer verbotenen Methode durch einen Sportler oder eine andere Person;

8. die Verabreichung oder versuchte Verabreichung einer verbotenen Substanz oder einer verbotenen Methode durch einen Sportler oder einer anderen Person an einem Sportler während eines Wettkampfs oder die Verabreichung oder versuchte Verabreichung einer verbotenen Substanz oder einer verbotenen Methode an einen Sportler außerhalb eines Wettkampfs, die außerhalb von Wettkämpfen verboten ist;

9. die Beihilfe, Anstiftung, Verschwörung, Vertuschung oder jede andere Form der Beihilfe oder der Versuch, einem Sportler oder einer anderen Person bei der Begehung eines Verstoßes gegen Anti-Doping-Bestimmungen, eines versuchten Verstoßes gegen Anti-Doping-Bestimmungen oder eines Verstoßes gegen Artikel 10.14.1 des Codes oder durch eine vorläufige Sperre einer anderen Person zu helfen oder diese zu unterstützen;

10. der verbotene Umgang eines Sportlers oder einer anderen Person, verstanden als der Umgang in beruflicher oder sportlicher Funktion zwischen einem Sportler oder einer anderen Person, die der Autorität einer Anti-Doping-Organisation unterliegt, und einem Mitglied des Sportlerbetreuungspersonals, das:

a) unter der Aufsicht einer Anti-Doping-Organisation steht und eine Sperre verbüßt;

b) nicht einer Anti-Doping-Organisation untersteht, wenn eine Sperre nicht in einem Ergebnismanagement-Verfahren gemäß dem Code verhängt wurde, sondern in einem Straf-, Disziplinar- oder berufsgerichtlichen Verfahren wegen eines Verhaltens verurteilt oder für schuldig befunden wurde, das einen Verstoß gegen Anti-Doping-Bestimmungen dargestellt hätte, wenn auf diese Person Regeln gemäß dem Code anwendbar gewesen wären. Die Anerkennung des Status der betreffenden Person gilt für sechs Jahre ab der strafrechtlichen, berufs- oder disziplinarrechtlichen Entscheidung oder für die Dauer der verhängten strafrechtlichen, berufsrechtlichen oder disziplinarrechtlichen Sanktion, je nachdem, welcher Zeitraum länger ist;

c) als Deckung oder Vermittler für eine in den Buchstaben a) oder b) beschriebene Person dient.

Um einen dieser Verstöße gegen Anti-Doping-Bestimmungen nachzuweisen, muss die NADO-DG als die Anti-Doping-Organisation, die für den Sportler oder die andere Person zuständig ist, nachweisen, dass der Sportler oder die andere Person Kenntnis von dem disqualifizierenden Status des Sportlerbetreuers hatte.

Der Sportler oder die andere Person trägt die Beweislast dafür, dass die Verbindung mit dem Sportlerbetreuer, wie in den Buchstaben a) oder b) beschrieben, nicht beruflicher oder sportlicher Natur ist und/oder dass eine solche Verbindung vernünftigerweise nicht hätte vermieden werden können.

Wenn die NADO-DG Kenntnis davon hat, dass ein Sportlerbetreuer die in den Buchstaben a), b) oder c) beschriebenen Kriterien erfüllt, leitet sie diese Information an die WADA weiter.

11. die Handlungen, die von einem Sportler oder einer anderen Person begangen werden, um Meldungen an die Behörden zu entmutigen oder Repressalien gegen solche Meldungen auszuüben.

Sofern ein solches Verhalten nicht anderweitig eine Verletzung im Sinne von Nummer 5 darstellt, handelt es sich um die folgenden Handlungen:

a) jede Handlung, die eine andere Person bedroht oder einzuschüchtern versucht, um sie davon abzuhalten, der WADA in gutem Glauben Informationen über einen mutmaßlichen Verstoß gegen Anti-Doping-Bestimmungen oder eine mutmaßliche Nichteinhaltung des Codes zu melden, an die NADO-DG oder eine andere Anti-Doping-Organisation,

Strafverfolgungsbehörden, Aufsichts- oder Berufsdisciplinarorgane, ein Anhörungsorgan oder eine Person, die eine Untersuchung für die WADA, die NADO-DG oder eine andere Anti-Doping-Organisation durchführt;

b) Vergeltungsmaßnahmen gegen eine Person, die in gutem Glauben der WADA, der NADO-DG oder einer anderen Anti-Doping-Organisation, den Strafverfolgungs-, Aufsichts- oder Berufsdisciplinarorganen, einem Anhörungsgremium oder einer Person, die eine Untersuchung für die WADA, die NADO-DG oder eine andere Anti-Doping-Organisation durchführt, Beweise oder Informationen in Bezug auf einen mutmaßlichen Verstoß gegen Anti-Doping-Bestimmungen oder eine mutmaßliche Nichteinhaltung des Codes vorlegt.

Repressalien, Drohungen und Einschüchterungen im Sinne von Nummer 11 schließen jede gegen eine solche Person vorgenommene Handlung ein, die nicht in gutem Glauben vorgenommen wird oder eine unverhältnismäßige Reaktion darstellt.

Art. 9 - §1 - Die zuständige Anti-Doping-Organisation trägt die Beweislast für die Feststellung eines Verstoßes gegen Anti-Doping-Bestimmungen gemäß Artikel 8.

Das von der Anti-Doping-Organisation geforderte Beweismaß besteht darin, ob der Verstoß gegen Anti-Doping-Bestimmungen zur Zufriedenheit des Anhörungsgremiums festgestellt wurde, das gemäß Artikel 24 die Schwere des Vorwurfs beurteilt.

In allen Fällen muss das Beweismaß höher sein als eine einfache Abwägung der Wahrscheinlichkeiten, jedoch geringer als ein Beweis über einen begründeten Zweifel hinaus.

Wenn vorliegendes Dekret dem Sportler oder einer anderen Person, dem bzw. der ein Verstoß gegen Anti-Doping-Bestimmungen vorgeworfen wird, die Beweislast auferlegt, um die Vermutung zu widerlegen oder bestimmte Tatsachen oder Umstände nachzuweisen, wird unbeschadet von §2 Nummern 2 und 3 der Beweisstandard durch eine Abwägung der Wahrscheinlichkeiten festgelegt.

§2 - Tatsachen, die sich auf Verstöße gegen Anti-Doping-Bestimmungen beziehen, können durch jedes zuverlässige Mittel, einschließlich Geständnisse, nachgewiesen werden. In Dopingfällen sind die folgenden Beweisregeln anzuwenden:

1. Analyseverfahren oder Entscheidungsgrenzen, die von der WADA nach Konsultation innerhalb der wissenschaftlichen Gemeinschaft oder eines Kreuzgutachtens (Peer Review) genehmigt wurden, gelten als wissenschaftlich gültig.

Jeder Sportler oder jede andere Person, der/die versucht, die Gültigkeit dieser Annahme anzufechten oder die wissenschaftliche Gültigkeitsvermutung zu widerlegen, informiert vor einer Anfechtung die WADA über die Anfechtung und die Gründe für die Anfechtung. Die Erstanhörungsinstanz, die Berufungsinstanz oder der TAS können aus eigener Initiative auch die WADA über eine solche Anfechtung informieren. In Fällen vor dem TAS und auf Antrag der WADA ernennt das TAS-Gremium einen geeigneten wissenschaftlichen Experten, der es bei der Entscheidung über die Anfechtung unterstützt.

Innerhalb von zehn Tagen nach Erhalt einer solchen Benachrichtigung und der Niederschrift über die Anfechtung durch die WADA hat die WADA das Recht, dem Verfahren als Partei beizutreten, als *amicus curiae* aufzutreten oder sonstige Beweismittel vorzulegen;

2. bei von der WADA akkreditierten Laboren und anderen von der WADA anerkannten Laboren wird angenommen, dass sie die Analysen der Proben durchgeführt und die Verfahren der Sicherheitskette gemäß dem internationalen Standard für Labore eingehalten haben. Der Sportler oder eine andere Person kann diese Vermutung widerlegen, indem er nachweist, dass eine Abweichung vom internationalen Standard für Labore vorlag, die das von der Norm abweichende Analyseergebnis verursacht haben, könnte.

Gelingt es dem Sportler oder einer anderen Person in diesem Fall, die Vermutung zu widerlegen, indem er nachweist, dass eine Abweichung vom internationalen Standard für Labore stattgefunden hat, die das von der Norm abweichende Analyseergebnis verursacht

haben könnte, obliegt es der zuständigen Anti-Doping-Organisation, nachzuweisen, dass diese Abweichung das von der Norm abweichende Analyseergebnis nicht verursacht hat;

3. die Abweichungen von einem anderen internationalen Standard oder einer anderen Anti-Doping-Bestimmung oder -Regelung, die im Code oder in den Regeln einer Anti-Doping-Organisation festgelegt sind, machen Analyseergebnisse oder andere Beweise für einen Verstoß gegen Anti-Doping-Bestimmungen nicht ungültig und stellen keine Verteidigung gegen einen Verstoß gegen Anti-Doping-Bestimmungen dar. Weist der Sportler oder eine andere Person jedoch nach, dass eine Abweichung von einer der nachstehend aufgeführten spezifischen Bestimmungen des internationalen Standards einen Verstoß gegen Anti-Doping-Bestimmungen aufgrund eines von der Norm abweichenden Analyseergebnisses oder eines Meldepflichtverstoßes verursacht haben könnte, obliegt es der zuständigen Anti-Doping-Organisation nachzuweisen, dass diese Abweichung nicht die Ursache für das von der Norm abweichende Analyseergebnis oder den Meldepflichtverstoß war:

a) eine Abweichung vom internationalen Standard für Dopingkontrollen und Untersuchungen in Bezug auf die Probenahme oder den Umgang mit Proben, die nach vernünftigem Ermessen zu einem Verstoß gegen Anti-Doping-Bestimmungen auf der Grundlage eines von der Norm abweichenden Analyseergebnisses hätte führen können: in diesem Fall trägt die Anti-Doping-Organisation die Beweislast dafür, dass diese Abweichung nicht die Ursache für das von der Norm abweichende Analyseergebnis war;

b) eine Abweichung vom internationalen Standard für das Ergebnismanagement oder vom internationalen Standard für Dopingkontrollen und -untersuchungen im Zusammenhang mit einem ungünstigen Athletenpassbefund, die nach vernünftigem Ermessen zu einem Verstoß gegen Anti-Doping-Bestimmungen hätte führen können: in diesem Fall trägt die Anti-Doping-Organisation die Beweislast dafür, dass die Abweichung den Verstoß gegen Anti-Doping-Bestimmungen nicht verursacht hat;

c) eine Abweichung vom internationalen Standard für das Ergebnismanagement hinsichtlich der Verpflichtung, den Sportler über die Öffnung der B-Probe zu benachrichtigen, die nach vernünftigem Ermessen einen Verstoß gegen Anti-Doping-Bestimmungen auf der Grundlage eines von der Norm abweichenden Analyseergebnisses verursacht haben könnte: in diesem Fall trägt die Anti-Doping-Organisation die Beweislast dafür, dass diese Abweichung das von der Norm abweichende Analyseergebnis nicht verursacht hat;

d) eine Abweichung vom internationalen Standard für das Ergebnismanagement in Bezug auf die Benachrichtigung des Sportlers, die nach vernünftigem Ermessen zu einem Verstoß gegen Anti-Doping-Bestimmungen aufgrund eines Meldepflichtverstoßes hätte führen können: in diesem Fall trägt die Anti-Doping-Organisation die Beweislast dafür, dass eine solche Abweichung den Meldepflichtverstoß nicht verursacht hat.

4. Tatsachen, die durch eine Entscheidung eines zuständigen Gerichts oder einer zuständigen Berufsdisziplinaranwaltschaft festgestellt werden, die nicht Gegenstand eines anhängigen Rechtsbehelfsverfahrens ist, gelten als unwiderlegbarer Tatsachenbeweis gegen den Sportler oder eine andere Person, die der Entscheidung unterliegt, es sei denn, der Sportler oder die andere Person weist nach, dass die Entscheidung gegen Grundsätze der natürlichen Gerechtigkeit verstoßen hat;

5. Das Anhörungsgremium kann im Rahmen einer Anhörung zu einem Verstoß gegen Anti-Doping-Bestimmungen aus der Weigerung des Sportlers oder einer anderen Person, der/die einen Verstoß gegen Anti-Doping-Bestimmungen begangen haben soll, einen für den Sportler oder die andere Person nachteiligen Schluss ziehen, trotz eines innerhalb einer angemessenen Frist vor der Anhörung gestellten Antrags zu erscheinen (persönlich oder telefonisch nach Anweisung des Anhörungsgremiums) und Fragen des Anhörungsgremiums oder der Anti-Doping-Organisation, die einen Verstoß gegen Anti-Doping-Bestimmungen geltend macht, zu beantworten.

Art. 10 - Für die Zwecke der Untersuchung, der Sammlung von Informationen und gegebenenfalls der Sammlung von Beweisen zur Feststellung von Dopingfällen gemäß Artikel

8 verfügt die NADO-DG über Untersuchungsbefugnisse im Einklang mit dem Internationalen Standard für Dopingkontrollen und Ermittlungen.

Erlangte oder erhaltene Anti-Doping-Informationen sind gemäß Artikel 15 auf sichere Weise zu behandeln.

Die NADO-DG entwickelt und implementiert die Mittel zur Durchführung von Umfragen und zur Sammlung von Informationen in Übereinstimmung mit den Anforderungen des internationalen Standards für Umfragen und Ermittlungen.

Im Rahmen der in Absatz 1 angeführten Untersuchungsbefugnis kann die NADO-DG:

1. Informationen zur Dopingbekämpfung aus allen verfügbaren Quellen beschaffen, auswerten und verarbeiten, um die Entwicklung eines wirksamen, intelligenten und verhältnismäßigen Kontrollverteilungsplans zu unterstützen, um gezielte Dopingkontrollen zu planen und/oder als Grundlage für eine Untersuchung eines oder mehrerer möglicher Verstöße gegen Anti-Doping-Bestimmungen gemäß Artikel 8 zu dienen;
2. auffällige und anormale Athletenpassergebnisse gemäß Artikel 12.2.1 des internationalen Standards für Prüfungen und Untersuchungen untersuchen;
3. sonstige analytische oder nicht-analytische Informationen oder Daten untersuchen, die auf einen oder mehrere mögliche Verstöße gegen Anti-Doping-Bestimmungen gemäß Artikel 7.1.6 und 7.2 des Codes und Artikel 12.3 des internationalen Standards für Dopingkontrollen und -untersuchungen hinweisen, um das Vorliegen eines Verstoßes gegen Anti-Doping-Bestimmungen auszuschließen oder um Beweise zu sammeln, damit ein Verfahren wegen eines Verstoßes gegen Anti-Doping-Bestimmungen eingeleitet werden kann;
4. eine automatische Untersuchung von Sportlerbetreuern wegen eines Verstoßes gegen Anti-Doping-Bestimmungen, der von einer geschützten Person begangen wurde, durchführen und eine automatische Untersuchung von Sportlerbetreuern, die mehr als einen Sportler unterstützt haben, dem ein Verstoß gegen Anti-Doping-Bestimmungen nachgewiesen wurde, durchführen.

Die Regierung kann zusätzliche Modalitäten für die Anwendung dieses Artikels festlegen.

Unbeschadet des Absatzes 5 kann die Regierung Vereinbarungen mit anderen zuständigen belgischen Behörden für die Zusammenarbeit bei der Dopingbekämpfung schließen, um die Modalitäten für die Durchführung von Dopingkontrollen durch eine NADO auf Ersuchen einer anderen NADO festzulegen oder um andere Themen der Zusammenarbeit bei der Prävention und Bekämpfung von Doping im Sport zu vereinbaren, sowie Vereinbarungen mit anderen belgischen, europäischen oder internationalen Behörden schließen.

Art. 11 - Die Regierung legt innerhalb von drei Monaten nach ihrer Veröffentlichung auf der WADA-Website die Liste der Verbote und ihre Aktualisierungen fest.

Die Entscheidung der WADA, verbotene Substanzen und verbotene Methoden in die Verbotsliste aufzunehmen, die Klassifizierung von Substanzen innerhalb bestimmter Klassen auf der Verbotsliste, die Klassifizierung einer Substanz als jederzeit oder nur im Wettkampf verboten, die Klassifizierung einer Substanz oder Methode als spezifizierte Substanz, spezifizierte Methode oder Substanz des Missbrauchs sind endgültig und können von einem Sportler oder einer anderen Person nicht angefochten werden, einschließlich, aber nicht beschränkt auf einen Einspruch auf der Grundlage, dass die Substanz oder Methode kein Maskierungsmittel ist, nicht das Potenzial hat, die sportliche Leistung zu steigern, kein Gesundheitsrisiko darstellt oder nicht dem Geist des Sports widerspricht.

In Abweichung von Artikel 8 Absatz 3 Nummer 1 des Sportdekrets vom 19. April 2004 ist die Stellungnahme des Dachverbandes für den Sport in der Deutschsprachigen

Gemeinschaft für die in Absatz 1 angeführte Liste der Verbote und deren Aktualisierungen nicht erforderlich.

Die Regierung informiert den Dachverband für den Sport in der Deutschsprachigen Gemeinschaft über Aktualisierungen der Verbotsliste.

Art. 12 - §1 - Das Vorhandensein einer verbotenen Substanz oder ihrer Metaboliten oder Marker gemäß Artikel 8 Nummer 1 und/oder die Anwendung oder der Versuch der Anwendung gemäß Artikel 8 Nummer 2 und/oder der Besitz oder die Verabreichung oder der Versuch der Verabreichung einer verbotenen Substanz oder einer verbotenen Methode gemäß Artikel 8 Nummern 6 und 8 gelten nicht als Verstoß gegen Anti-Doping-Bestimmungen, wenn sie mit den Bestimmungen einer gemäß dem internationalen Standard für medizinische Ausnahmegenehmigungen gewährten TUE übereinstimmen.

§2 - Die Regierung setzt eine TUE-Kommission ein, die entscheidet, ob Anträge auf Erteilung von medizinischen Ausnahmegenehmigungen die in Artikel 4.2 des internationalen Standards für medizinische Ausnahmegenehmigungen festgelegten Bedingungen erfüllen.

Die TUE-Kommission setzt sich aus mindestens drei Ärzten zusammen, die Erfahrung in der Betreuung und Behandlung von Sportlern haben und über fundierte Kenntnisse in der klinischen und Sportmedizin verfügen. Wenn spezifisches Fachwissen erforderlich ist, muss mindestens ein Mitglied oder Experte der TUE-Kommission über dieses Fachwissen verfügen.

Um die Unparteilichkeit der Entscheidungen zu gewährleisten, unterzeichnen alle Mitglieder der TUE-Kommission eine Erklärung zur Vertraulichkeit und Abwesenheit von Interessenkonflikten.

Die Regierung legt die Bedingungen und das Verfahren für die Bestellung der Mitglieder der TUE-Kommission sowie die Modalitäten zur Überprüfung der Unparteilichkeit und alle weiteren Modalitäten für die Ausführung dieses Artikels fest, insbesondere das Verfahren für die Beantragung der Erteilung von TUEs und die Bedingungen für die Nutzung von ADAMS.

Unbeschadet des Absatzes 4 kann die Regierung Kooperationsvereinbarungen mit anderen Anti-Doping-Organisationen abschließen, insbesondere mit den anderen belgischen Behörden, die für die Dopingbekämpfung zuständig sind, um die Bedingungen für eine eventuelle Delegation der Ausübung bestimmter Aufträge und/oder Aufgaben oder die eventuelle Bereitstellung vorhandener Mittel ggf. gegen Entgelt zu vereinbaren.

§3 - Unbeschadet der Artikel 4.4 und 13.4 des Codes stellt die TUE-Kommission Ausnahmen für die therapeutische Verwendung aus für:

1. nationale Spitzensportler, unabhängig von ihrer Kategorie,
2. Amateursportler, einschließlich Freizeitsportler und geschützte Personen.

Die TUE-Kommission ist nicht zuständig für internationale Spitzensportler, die sich gemäß Artikel 4.4.3 des Codes an ihren internationalen Sportfachverband wenden müssen.

Die Entscheidung der TUE-Kommission ist die endgültige Entscheidung der NADO-DG und kann bei der gemäß Artikel 25 eingerichteten Beschwerdestelle angefochten werden. Die Entscheidung der TUE-Kommission der NADO-DG wird dem Sportler, der WADA und anderen Anti-Doping-Organisationen gemäß dem internationalen Standard für medizinische Ausnahmegenehmigungen schriftlich mitgeteilt. Sie wird ebenfalls zeitnah über ADAMS kommuniziert.

Lehnt die NADO-DG einen TUE-Antrag ab, kann der Sportler ausschließlich bei der in Artikel 25 angeführten Beschwerdestelle Einspruch erheben.

§4 - Die TUE-Kommission garantiert gemäß Artikel 15 den Schutz des Privatlebens der Sportler bei der Verarbeitung der ihr anvertrauten personenbezogenen Gesundheitsdaten.

Unbeschadet des Absatzes 1 und um dessen Einhaltung zu gewährleisten:

1. werden die verarbeiteten Daten unbeschadet des Absatzes 3 von und unter der Verantwortung von Angehörigen der Gesundheitsberufe unter Wahrung der Vertraulichkeit verarbeitet;

2. werden die Daten von der NADO-DG, gegebenenfalls in ADAMS, zum ausschließlichen Zweck der Dopingbekämpfung verarbeitet. Dies erfolgt, um zu überprüfen, ob die in Artikel 3 Nummer 68 und im internationalen Standard für Ausnahmegenehmigungen zu therapeutischen Zwecken vorgesehenen Kriterien in den ihr vorgelegten Fällen erfüllt sind;

3. ist ein anderer Zweck der Kodierung von Entscheidungen der TUE-Kommission in ADAMS gemäß §2 Absatz 4 und §3 Absatz 3, die WADA in die Lage zu versetzen, wie von der Regierung angegeben, von ihrem Recht gemäß Artikel 4.4.6 des Codes Gebrauch zu machen. Darüber hinaus ist die Achtung, Anerkennung und Gültigkeit der von der TUE-Kommission getroffenen Entscheidungen bei den Anti-Doping-Organisationen sicherzustellen, die den betreffenden Sportler testen und/oder eine Disziplinarentscheidung gegen ihn treffen können;

4. ist der Zugang in ADAMS zu den gemäß §2 Absatz 4 und §3 Absatz 3 verschlüsselten Entscheidungen der TUE-Kommission ebenfalls auf Angehörige der Gesundheitsberufe beschränkt, die entweder Mitglieder der WADA oder der einzigen Anti-Doping-Organisationen sind, die den betreffenden Sportler testen und/oder Disziplinarmaßnahmen aussprechen dürfen;

5. sind a contrario und in Übereinstimmung mit den Nummern 1 und 4 die Entscheidungen der TUE-Kommission, die gemäß §2 Absatz 4 und §3 Absatz 3 in ADAMS kodiert sind, verschlüsselt und für alle anderen als die in den Nummern 1 und 4 genannten Personen unzugänglich.

Die TUE-Kommission kann in der von der Regierung festgelegten Weise den Rat von medizinischen oder wissenschaftlichen Experten einholen, die sie für angemessen hält. Diese an die Sachverständigen übermittelten Informationen können bei dieser Gelegenheit nach dem Grundsatz der Datenminimierung und vorzugsweise unter Verwendung anonymisierter Daten verarbeitet werden. Wenn der beabsichtigte Zweck der Verarbeitung mit anonymen Daten nicht erreicht werden kann, können pseudonymisierte personenbezogene Daten verwendet werden. Wenn der Zweck auch mit pseudonymisierten Daten nicht erreicht werden kann, dürfen auch nicht pseudonymisierte personenbezogene Daten verwendet werden, allerdings nur als letztes Mittel. Sie werden unter der Verantwortung der Mitglieder der TUE-Kommission vertraulich behandelt.

§5 - Eine von der TUE-Kommission der NADO-DG ausgestellte TUE ist auf nationaler Ebene weltweit gültig und muss nicht von anderen Nationalen Anti-Doping-Organisationen formell anerkannt werden. Medizinische Ausnahmegenehmigungen, die von anderen Nationalen Anti-Doping-Organisationen ausgestellt wurden, sind im deutschen Sprachgebiet gültig. Wenn der Sportler jedoch ein internationaler Spitzensportler wird oder an einer internationalen Veranstaltung teilnimmt, ist die TUE nicht gültig, es sei denn, sie wird von dem entsprechenden internationalen Sportfachverband oder der Organisation einer Großveranstaltung gemäß dem internationalen Standard für medizinische Ausnahmegenehmigungen anerkannt.

§6 - Amateursportler, einschließlich Freizeitsportler und geschützte Personen im Sinne von §3 Absatz 1 Nummer 2, können bei der TUE-Kommission eine rückwirkende TUE beantragen und erhalten, wenn sie einen verbotenen Wirkstoff oder eine verbotene Methode aus therapeutischen Gründen anwenden.

Die Regierung legt die Modalitäten des in Absatz 1 angeführten Verfahrens fest.

Art. 13 - Im Rahmen der Dopingbekämpfung sorgt die Regierung dafür, dass die NADO-DG folgende Aufgaben wahrnehmen kann:

1. die Annahme und Umsetzung von Anti-Doping-Bestimmungen und -Richtlinien, die mit dem Code und den internationalen Standards übereinstimmen;
2. die Zusammenarbeit mit nationalen Organisationen und Agenturen sowie anderen zuständigen Anti-Doping-Organisationen;
3. die Förderung gegenseitiger Kontrollen zwischen Anti-Doping-Organisationen;
4. die Förderung der Forschung auf dem Gebiet der Dopingbekämpfung;
5. die Einbehaltung des gesamten oder eines Teils der an einen Sportler oder Sportlerbetreuer, der gegen Anti-Doping-Bestimmungen verstoßen hat, gezahlten Fördermittel während eines Zeitraums der Sperre;
6. die Verfolgung aller potenziellen Verstöße gegen Anti-Doping-Bestimmungen innerhalb ihres Zuständigkeitsbereichs, einschließlich der Untersuchung der möglichen Beteiligung von Sportlerbetreuern oder anderen Personen an jedem Dopingfall und der Sicherstellung der ordnungsgemäßen Anwendung von Konsequenzen;
7. die Planung, Anwendung, Auswertung und Förderung der Anti-Doping-Ausbildung in Übereinstimmung mit den Anforderungen des internationalen Standards für die Ausbildung mit Unterstützung des Dachverbandes für den Sport in der Deutschsprachige Gemeinschaft als beauftragte Dritte;
8. die Information der WADA über die durchgeführten Anti-Doping-Kontrollen;
9. die Veröffentlichung des jährlichen statistischen Berichts über die Dopingkontrolltätigkeit, von dem ein Exemplar an die WADA und ein weiteres Exemplar zur Information an das Parlament gesandt wird;
10. vorbehaltlich des anwendbaren Rechts das Verlangen von allen Mitgliedern ihres Vorstands, Geschäftsführern, leitenden Angestellten und Mitarbeitern sowie von beauftragten Dritten, die an irgendeinem Aspekt der Dopingkontrolle beteiligt sind, als Bedingung für diese Position oder Beteiligung, dass sie sich verpflichten, in ihrer Eigenschaft als Personen im Sinne des Codes bei unmittelbarem und vorsätzlichem Verschulden an die Anti-Doping-Bestimmungen gebunden zu sein, oder sich an vergleichbare, von der Regierung aufgestellte Regeln und Vorschriften zu halten;
11. vorbehaltlich des anwendbaren Rechts die nicht wissentliche Beschäftigung einer Person in einer Position, die mit Dopingkontrollen zu tun hat, außer in Verbindung mit genehmigten Anti-Doping-Aufklärungs- oder Rehabilitationsprogrammen, die einer vorläufigen Sperre unterliegt oder eine Sperre gemäß dem Code verbüßt oder die, falls sie nicht dem Code unterlag, in den vorangegangenen sechs Jahren unmittelbar und vorsätzlich ein Verhalten an den Tag gelegt hat, das einen Verstoß gegen Anti-Doping-Bestimmungen dargestellt hätte, wenn Regeln, die dem Code entsprechen, auf diese Person anwendbar gewesen wären;
12. die Durchführung einer automatischen Untersuchung von Sportlerbetreuern, die der Zuständigkeit der NADO-DG unterliegen, wegen eines Verstoßes gegen Anti-Doping-Bestimmungen, der von einer geschützten Person begangen wurde, und die Durchführung einer automatischen Untersuchung von Sportlerbetreuern, die mehr als einen Sportler unterstützt haben, dem ein Verstoß gegen Anti-Doping-Bestimmungen nachgewiesen wurde;
13. die uneingeschränkte Kooperation mit der WADA im Zusammenhang mit Untersuchungen, die von der WADA gemäß Artikel 20.7.14 des Codes durchgeführt werden;
14. die Beachtung der operativen Unabhängigkeit der Labore in Übereinstimmung mit dem internationalen Standard für Labore;

15. die Verabschiedung eines Konzepts oder von Regeln für die Umsetzung von Artikel 2.11 des Codes;

16. die Ergreifung von geeigneten Maßnahmen, um der Nichteinhaltung des Codes und internationaler Standards entgegenzuwirken.

Art. 14 - Im Rahmen der Anwendung von Artikel 13 Nummer 2 und unbeschadet spezifischer Bestimmungen, die hierzu zwischen den für die Dopingbekämpfung zuständigen belgischen Behörden vereinbart wurden, wenn ein Spitzensportler der Kategorie A sowohl in der registrierten Zielgruppe der deutschsprachigen Gemeinschaft als auch in der einer ausländischen Anti-Doping-Organisation oder eines internationalen Sportfachverbandes aufgenommen ist, vereinbart die NADO-DG mit der anderen Partei, dass nur eine von ihnen Informationen über den Aufenthaltsort des betreffenden Spitzensportlers verwaltet und dass die andere Partei in Übereinstimmung mit der Datenschutz-Grundverordnung Zugang zu diesen Daten haben kann. In Ermangelung einer Kooperationsvereinbarung gelten Artikel 5.5 des Codes und der internationale Standard für Tests und Untersuchungen.

Wenn hingegen ein Spitzensportler zur Zielgruppe der Deutschsprachigen Gemeinschaft und einer anderen belgischen NADO gehört, wendet sich die NADO-DG an den Koordinationsrat wenden, der gemäß Artikel 5 des Zusammenarbeitsabkommens vom 9. Dezember 2011 zwischen der Flämischen Gemeinschaft, der Französischen Gemeinschaft der Deutschsprachigen Gemeinschaft und der gemeinsamen Gemeinschaftskommission zur Prävention und Bekämpfung von Doping im Sport eingerichtet wurde, so dass letztere die Verwaltung der Informationen über den Verbleib des betreffenden Sportlers im Interesse des Sportlers einer einzigen NADO anvertraut, die von der NADO-DG über die getroffene Entscheidung informiert wird.

Im Rahmen der Anwendung von Artikel 13 Nummern 2 und 3 und unbeschadet der diesbezüglich zwischen den zuständigen belgischen Behörden vereinbarten Sonderbestimmungen, wenn die NADO-DG befugt ist, unter anderen Umständen Kontrollen durchzuführen, jedoch nicht für die Initiierung und Durchführung von Dopingkontrollen bei einer Veranstaltung verantwortlich ist und einen oder mehrere Sportler während des Zeitraums der Veranstaltung an den Veranstaltungsorten testen möchte, holt er gemäß Artikel 5.3.2 des Codes und des internationalen Standards für Tests und Untersuchungen die vorherige Genehmigung der Organisation ein, unter deren Schirmherrschaft die Veranstaltung organisiert wird.

Die Regierung legt die Modalitäten des in Absatz 3 angeführten Verfahrens fest.

Art. 15 - §1 - Die NADO-DG kann personenbezogene Daten von Sportlern und anderen Personen erheben, speichern, verarbeiten oder weitergeben, soweit dies zur Erfüllung der in Artikel 4 genannten Aufgaben im öffentlichen Interesse und der gesetzlichen Verpflichtungen gemäß vorliegendem Dekret erforderlich und angemessen ist.

Der allgemeine Zweck der Datenverarbeitung ist die Dopingbekämpfung und die Durchführung von Dopingbekämpfungsmaßnahmen zur Förderung eines gesunden, fairen, gleichberechtigten und sportlichen Sports.

Unbeschadet der Bestimmungen von Absatz 2:

- a) sind die spezifischen Zwecke der Verarbeitung von Daten im Zusammenhang mit der Aufklärung, Information und Prävention im Kampf gegen Doping die in Artikel 5 Absätze 1 und 2 genannten;
- b) sind die spezifischen Zwecke der Verarbeitung von Daten im Zusammenhang mit den Untersuchungsbefugnissen der NADO-DG die in Artikel 10 Absatz 1 genannten;

- c) sind die besonderen Zwecke der Verarbeitung sowie die besonderen Vorschriften über Sicherheit, Vertraulichkeit und Datenschutz im Zusammenhang mit den TUEs in Artikel 12 §4 aufgeführt;
- d) sind die besonderen Zwecke der Verarbeitung von Kontrolldaten die in Artikel 16 §1 Absatz 3 und Artikel 13 Nummer 9 genannten;
- e) sind die besonderen Zwecke der Verarbeitung von Daten über den biologischen Athletenpass die in Artikel 16 §1 Absatz 3 und Artikel 17 Absatz 2 genannten;
- f) sind die spezifischen Zwecke der Verarbeitung von Daten im Zusammenhang mit dem Ergebnismanagement die in den Artikeln 20, 21 und 24 §1 genannten Zwecke, die sich jeweils auf die Mitteilung von Ergebnissen und die disziplinarische Behandlung von Dopingfällen beziehen, nachdem ein mutmaßlicher Verstoß gegen Anti-Doping-Bestimmungen gemeldet und von der NADO-DG festgestellt wurde;
- g) sind die besonderen Zwecke der Verarbeitung von Daten über den Aufenthaltsort von Spitzensportlern gemäß Artikel 5.5 des Codes die Planung, Koordinierung oder Durchführung von Dopingkontrollen, die Bereitstellung von Informationen, die für den biologischen Athletenpass oder andere Analyseergebnisse relevant sind, die Unterstützung bei der Untersuchung eines möglichen Verstoßes gegen Anti-Doping-Bestimmungen oder die Unterstützung bei Verfahren, in denen ein Verstoß gegen Anti-Doping-Bestimmungen behauptet wird.

§ 2 Die NADO-CG ist verantwortlich für die Verarbeitung von Daten im Sinne von Artikel 4, 7) der Allgemeinen Datenschutzverordnung für die im vorherigen Absatz genannten Zwecke

Die ADAMS-Datenbank wird von der WADA in ihrem eigenen Namen und im Namen aller anderen Parteien verwaltet, die an Anti-Doping-Aktivitäten gemäß dem Code beteiligt sind, einschließlich der NADO-DG.

§ 3 - Unbeschadet zusätzlicher, von der Regierung festgelegter Daten, die für die Ausführung der folgenden Bestimmungen erforderlich sind, dürfen folgende Daten in Ausführung des Dekrets und seiner Durchführungsbestimmungen verarbeitet werden:

- a) im Hinblick auf die Aufklärung, Information und Prävention im Kampf gegen Doping: die Daten, die gemäß Kapitel 3 verarbeitet werden können;
- b) in Bezug auf die Ermittlungsbefugnisse der NADO-DG: die in Artikel 10 und Anhang 1 genannten Daten;
- c) in Bezug auf TUEs: die in Artikel 12 und Anhang 1 Nummer 3 genannten Informationen;
- d) in Bezug auf Kontrollen und Berichterstattung: die in den Artikeln 10, 16 bis 28 und Anhang 1 genannten Informationen;
- e) für den biologischen Athletenpass: die in den Artikeln 10, 16 bis 28 und Anhang 1 Nummer 7 genannten Angaben;
- f) für das Ergebnismanagement: die in den Artikeln 10, 16 bis 28, 33 und Anhang 1 genannten Informationen;
- g) in Bezug auf den Aufenthaltsort der Sportler: die in Artikel 23 und Anhang 1 Nummer 2 genannten Informationen.

§4 - In Übereinstimmung mit dem internationalen Standard für den Schutz personenbezogener Daten ist die Aufbewahrungsfrist für Daten, die aufgrund des Dekrets und seiner Ausführungserlasse erhoben und verarbeitet werden, je nach Art der Daten die in Anhang 1 angegeben.

§5 - Die Bedingungen, unter denen die Informationen verarbeitet werden, sind die, die in vorliegendem Dekret vorgesehen sind, unbeschadet der zusätzlichen Verfahren und

Modalitäten, die von der Regierung festgelegt werden und für die Ausführung der folgenden Bestimmungen notwendig sind:

- a) in Bezug auf Aufklärung, Information und Prävention bei der Dopingbekämpfung: die in Kapitel 3 genannten Bedingungen;
- b) in Bezug auf die Ermittlungsbefugnisse der NADO-DG: die in Artikel 10 genannten Bedingungen;
- c) in Bezug auf TUEs: die in Artikel 12 festgelegten Bedingungen;
- d) in Bezug auf die Kontrollen: die in den Artikeln 10 und 16 bis 28 festgelegten Bedingungen;
- e) in Bezug auf den biologischen Athletenpass: die in den Artikeln 10 und 16 bis 28 festgelegten Bedingungen;
- f) für das Ergebnismanagement: die in den Artikeln 10, 16 bis 28 und 33 festgelegten Bedingungen;
- g) in Bezug auf den Aufenthaltsort der Sportler: die in den Artikeln 22, 23 und 25 genannten Bedingungen.

§6 - Unbeschadet der in Artikel 12 §4 vorgesehenen Grundsätze und Regeln der Vertraulichkeit, der Sicherheit und des Schutzes in Bezug auf die TUEs dürfen die aufgrund des vorliegenden Dekrets und der Anwendung seiner Ausführungserlasse gesammelten und verarbeiteten Informationen nur an die folgenden Empfänger weitergegeben werden, und zwar unter Einhaltung der in §1 Absätze 2 und 3 vorgesehenen Zwecke und nur in dem Umfang, der zur Erreichung dieser Zwecke unbedingt erforderlich ist, und zwar für jeden der unten aufgeführten spezifischen Bereiche:

1. in Bezug auf die Informationen und Daten, die für die Planung und Durchführung von Dopingkontrollen verarbeitet und erhoben werden, gegebenenfalls auch für die Umsetzung des biologischen Athletenpasses gemäß Artikel 17 Absatz 2: die Beauftragten der NADO-DG oder die von ihr gemäß den Bestimmungen des vorliegenden Dekrets ordnungsgemäß beauftragten Personen, die benannten oder anerkannten medizinischen Prüfer, die von der WADA akkreditierten oder anderweitig zugelassenen Labors, der getestete Sportler, die nationale(n) und gegebenenfalls internationale(n) Sportorganisation(en), der (denen) er angehört, die anderen betroffenen Anti-Doping-Organisationen, einschließlich der anderen belgischen NADOs, die für Großveranstaltungen zuständigen Organisationen, die WADA und der Dachverband für den Sport in der Deutschsprachigen Gemeinschaft;

2. in Bezug auf Informationen und Daten, die im Rahmen der Ermittlungsbefugnis der NADO-DG gemäß Artikel 10 verarbeitet und erhoben werden: den/die Beauftragten der NADO-DG oder den/die von ihr ordnungsgemäß Beauftragten der/die untersuchte(n) Sportler, das Sportlerbetreuungspersonal des/der untersuchten Sportler, die beteiligte(n) nationale(n) und ggf. internationale(n) Sportorganisation(en), die anderen betroffenen Anti-Doping-Organisationen, darunter die anderen belgischen Behörden, die für die Dopingbekämpfung zuständig sind, die für Großveranstaltungen verantwortlichen Organisationen, die Polizei- und Justizbehörden, der Dachverband für den Sport in der Deutschsprachigen Gemeinschaft, die Zollbehörden, die föderale Agentur für Arzneimittel und Gesundheitsprodukte, die föderale Agentur für die Sicherheit der Nahrungsmittelkette und die WADA;

3. in Bezug auf die Informationen und Daten, die im Rahmen von TUE-Anträgen gesammelt und verarbeitet werden: der/die Beauftragte(n) der NADO-DG oder der/die von ihr ordnungsgemäß Beauftragte(n), die Mitglieder der TUE Kommission, etwaige hinzugezogene medizinische oder wissenschaftliche Sachverständige, der getestete Sportler und sein Arzt, die betroffene(n) nationale(n) und gegebenenfalls internationale(n) Sportorganisation(en), die anderen betroffenen Anti-Doping-Organisationen, einschließlich der anderen belgischen NADOs, und gegebenenfalls die Mitglieder des Dachverbandes für den Sport in der Deutschsprachigen Gemeinschaft, die betroffene(n) Sportorganisation(en), die betroffene(n) nationale(n) Sportorganisation(en), die betroffene(n) internationale(n) Sportverbände, die für Großveranstaltungen verantwortlichen Organisationen, die WADA und der Dachverband für den Sport in der Deutschsprachigen Gemeinschaft;

4. in Bezug auf die in Artikel 23 genannten Informationen über den Standort von Spitzensportlern auf nationaler Ebene: der/die Beauftragte(n) der NADO-DG oder der/die von ihr ordnungsgemäß Beauftragte(n), der betreffende Spitzensportler und gegebenenfalls sein ordnungsgemäß beauftragter Teammanager, der betreffende, von der Regierung mit der Durchführung der Kontrollen beauftragte Arzt, die nationalen und internationalen Sportorganisationen, gegebenenfalls und falls erforderlich die anderen betroffenen Anti-Doping-Organisationen, einschließlich anderer belgischer NADOs, die für Großveranstaltungen zuständigen Organisationen, die WADA und der Dachverband für den Sport in der Deutschsprachigen Gemeinschaft;

5. in Bezug auf Informationen und Daten, die im Rahmen des Ergebnismanagements gesammelt und verarbeitet werden, einschließlich der Disziplinarentscheidungen des Dachverbands für den Sport in der Deutschsprachigen Gemeinschaft gemäß Artikel 24: der Dachverband für den Sport in der Deutschsprachigen Gemeinschaft, der/die Beauftragte(n) der NADO-DG oder der/die von ihr ordnungsgemäß Beauftragte(n), der betroffene Spitzensportler (anhand der Ergebnisse seiner Kontrollen), die nationalen und internationalen Sportorganisationen, die anderen betroffenen Anti-Doping-Organisationen, einschließlich der anderen belgischen NADOs, die für Großveranstaltungen zuständigen Organisationen, das internationale Olympische Komitee bzw. das internationale Paralympische Komitee, und je nach Fall die Polizei- und die Justizbehörden sowie die WADA;

6. in Bezug auf Informationen und Daten, die im Bereich der Aufklärung, Information und Dopingprävention gemäß Artikel 5 verarbeitet und erhoben werden: die Beauftragten der NADO-DG, die für die Ausbildung zuständig sind, die WADA und eventuell Sportorganisationen, nationale Sportorganisationen, internationale Verbände, Sportler, Betreuer von Sportlern, Organisatoren, andere belgische NADOs, andere NADOs, benannte oder anerkannte medizinische Prüfer benannte oder anerkannte Betreuer, von der WADA akkreditierte oder anderweitig zugelassene Laboratorien, Universitäten, Bildungseinrichtungen und ganz allgemein jede Person im Sinne von Artikel 3 Nummer 53, die an dem in Artikel 5 genannten Programm zur Dopingaufklärung, -information und -prävention teilnimmt.

Werden Informationen an einen der in Absatz 1 genannten Empfänger übermittelt und ist dieser Empfänger in einem Drittstaat ansässig, so vergewissert sich der für die Verarbeitung Verantwortliche, dass der betreffende Drittstaat ein angemessenes Datenschutzniveau gewährleistet. Im Falle von Übermittlungen in Länder, die kein angemessenes Datenschutzniveau gewährleisten, sorgt die NADO-DG dafür, dass geeignete Schutzmaßnahmen ergriffen werden. In Ermangelung eines Angemessenheitsbeschlusses oder geeigneter Garantien kann die Übermittlung erfolgen, wenn sie zum Zweck der Verringerung und/oder Beseitigung des Dopings im Sport erforderlich ist, was in dem vorliegenden Dekret als wichtiger Grund des öffentlichen Interesses gemäß Erwägungsgrund 112 der Datenschutz-Grundverordnung anerkannt wird.

§7 - Unbeschadet der Bestimmungen des vorliegenden Artikels und der besonderen Bestimmungen von Artikel 12 §4 über TUEs erfolgt jede Verarbeitung personenbezogener Daten über die Gesundheit von Sportlern unter der Verantwortung eines Angehörigen der Gesundheitsberufe.

§8 - Unbeschadet des Artikels 18 §2 kann die NADO-DG anonymisierte Anti-Doping-Informationen für statistische Zwecke, Forschungszwecke oder zur Verbesserung der Anti-Doping-Politik verarbeiten.

Die in Absatz 1 genannte Anonymisierung muss verhindern können, dass die ursprünglichen Informationen mit allen vertretbaren Mitteln einem bestimmten Sportler zugeordnet werden können.

§9 - Unbeschadet der Bestimmungen des vorliegenden Artikels kann die Regierung die Modalitäten sowie alle zusätzlichen Verfahren festlegen, um seine Anwendung zu klären oder zu erleichtern.

Abschnitt 2 - Dopingkontrolle und -überwachung

Art. 16 - §1 - Die NADO-DG plant die Verteilung der Kontrollen und Prüfungen gemäß den Anforderungen des internationalen Standards für Dopingkontrollen und Untersuchungen. Die Regierung legt das Verfahren für Dopingkontrollen fest.

Dopingkontrollen und Untersuchungen können zu jedem Zweck im Kampf gegen Doping durchgeführt werden.

Dopingkontrollen werden durchgeführt, um analytische Beweise für den Verstoß eines Sportlers gegen Artikel 8 Nummer 1 oder Artikel 8 Nummer 2 zu erhalten, indem der biologische Athletenpass unter den in Artikel 17 festgelegten Bedingungen erstellt wird. Sie werden in Übereinstimmung mit den Anforderungen des internationalen Standards für Tests und Untersuchungen und in Übereinstimmung mit den Anforderungen von Artikel 15 durchgeführt.

Die Regierung legt die Bedingungen für die Bestellung der mit der Durchführung der geplanten Dopingkontrollen beauftragten Ärzte, gegebenenfalls in Anwesenheit eines oder mehrerer Gerichtspolizeioffiziere, sowie der Personen, die sie unterstützen können, fest.

Unbeschadet der Zuständigkeiten der Gerichtspolizeioffiziere können die Kontrollärzte:

1. Proben der Verpflegung des Sportlers und seines Betreuungspersonals zu Analyse-zwecken durch ein von der WADA akkreditiertes oder anderweitig anerkanntes Labor nehmen oder nehmen lassen;
2. Körperproben des Sportlers zur Analyse in einem von der WADA akkreditierten oder anderweitig anerkanntes Labor nehmen oder nehmen lassen;
3. die Fahrzeuge, Kleidung, Ausrüstung und das Gepäck des Sportlers und seines Betreuungspersonals kontrollieren;
4. alle Informationen sammeln, die sie im Zusammenhang mit einer Verletzung der Artikel 7 und 8 sehen.

Für jede Art der durchgeführten Probenahme werden zwei Proben genommen, die als A- und B-Proben definiert sind.

Im Rahmen der Durchführung von Dopingkontrollen haben die Gerichtspolizeioffiziere und die Kontrollärzte Zugang zu Umkleideräumen, Trainingsräumen, Sportstätten und Sportplätzen oder zu Orten, an denen Trainingseinheiten, Wettkämpfe oder Veranstaltungen stattfinden.

§2 - In Übereinstimmung mit dem internationalen Standard für Dopingkontrollen und Untersuchungen legt die Regierung die Methode und die Bedingungen für die Entnahme von Proben, die Dokumentation des Probeentnahmeverfahrens, die Verfahren für die Lagerung, den Transport und die Analyse der Proben, die Bedingungen und Verfahren für die Bestellung von zugelassenen Gerichtspolizeioffizieren und die Bedingungen und Verfahren für die Zulassung und Bestellung von Kontrollärzten und anderen Personen, die sie unterstützen können, sowie alle anderen Verfahren für die Anwendung dieses Artikels fest, wie etwa diejenigen, die die Verwendung von ADAMS betreffen.

Unbeschadet des Absatzes 1 kann die Regierung Kooperationsvereinbarungen mit anderen Anti-Doping-Organisationen abschließen, insbesondere mit den anderen belgischen

Behörden, die für die Dopingbekämpfung zuständig sind, um die Bedingungen für eine eventuelle Delegation der Durchführung bestimmter Aufträge und/oder Aufgaben oder die eventuelle Bereitstellung bestehender Ressourcen ggf. gegen Entgelt zu vereinbaren.

§3 - Wenn der zu kontrollierende Sportler minderjährig ist, wird er von einem seiner gesetzlichen Vertreter oder einer anderen dazu befugten Person begleitet. Dopingkontrollen werden in Übereinstimmung mit den anderen für minderjährige Sportler geltenden Ausnahmeregelungen durchgeführt, die in Anhang B des internationalen Standards für Dopingkontrollen und Untersuchungen angeführt sind.

§4 - Das Ausscheiden des Sportlers oder des Sportlerbetreuers aus dem Sport hat keinen Einfluss auf die Fortsetzung des Dopingkontrollverfahrens. Wenn ein Sportler oder eine andere Person während des Ergebnismanagementverfahrens ausscheidet, behält die Anti-Doping-Organisation, die das Verfahren durchführt, die Zuständigkeit für den Abschluss des Verfahrens. Wenn ein Sportler oder eine andere Person ausscheidet, bevor das Ergebnismanagementverfahren begonnen hat, behält die Anti-Doping-Organisation, die zu dem Zeitpunkt, als der Sportler oder die andere Person einen Verstoß gegen Anti-Doping-Bestimmungen begangen hat, für das Ergebnismanagement zuständig gewesen wäre, die Zuständigkeit für die Durchführung des Ergebnismanagements.

§5 - Unbeschadet der Befugnisse, die anderen Beamten durch oder aufgrund anderer gesetzlicher Bestimmungen oder Verordnungen zuerkannt werden, wird den Bediensteten und Mitarbeitern der Dienststellen, die von der Regierung mit der Durchführung der in vorliegendem Dekret angeführten Aufträge betraut werden, der Status eines Gerichtspolizeioffiziers verliehen.

Art. 17 – Ein biologischer Athletenpass gemäß Artikel 16 §1 Absatz 3 kann von der NADO-DG für nationale Spitzensportler, die zur Zielgruppe der Deutschsprachigen Gemeinschaft gehören, unter Beachtung der Anforderungen des Internationalen Standards für Dopingkontrollen und Untersuchungen und des Internationalen Standards für Laboratorien ausgestellt werden.

Unbeschadet des in Artikel 16 §1 Absatz 3 genannten Hauptzwecks kann der biologische Athletenpass auch dazu verwendet werden, gezielte Tests bei den betreffenden Spitzensportlern durchzuführen.

Für Spitzensportler, für die die NADO-DG einen biologischen Athletenpass ausstellt, schließt die NADO-DG pro Sportart mit dem zuständigen internationalen Sportfachverband eine Vereinbarung ab, in der die betreffenden Spitzensportler identifiziert werden und in der weitere Modalitäten der Zusammenarbeit vereinbart werden.

In Übereinstimmung mit dem Code und den Bestimmungen des internationalen Standards für Kontrollen und Untersuchungen bestimmt die Regierung die Verfahrensregeln für die Erstellung, Verwaltung und Überwachung des biologischen Athletenpasses gemäß dem Technischen Dokument für spezifische Analysen (TDSA).

Unbeschadet des Absatzes 4 kann die Regierung eine Verwaltungsstelle für den biologischen Athletenpass bestellen, die die NADO-DG bei der Erstellung, Verwaltung und Überwachung des biologischen Athletenpasses unterstützt.

Bei Anwendung des Absatzes 5 erfolgt die Verarbeitung von Daten über die Gesundheit des Sportlers innerhalb der Verwaltungseinheit des biologischen Athletenpasses unter der Verantwortung einer Fachkraft der Gesundheitspflege.

Die Daten des biologischen Athletenpasses werden, für den in Anhang 1 Nummer 7 genannten Zeitraum aufbewahrt.

Art. 18 - §1 - Zum Zweck der unmittelbaren Feststellung eines von der Norm abweichenden Analyseergebnisses gemäß Artikel 2.1 des Codes werden die gemäß Artikel 16 gewonnenen Proben ausschließlich von einem Labor analysiert, das von der WADA akkreditiert oder anderweitig zugelassen ist, um sie auf das Vorhandensein verbotener Substanzen oder den Nachweis der Anwendung verbotener Methoden gemäß Artikel 11 zu untersuchen.

Zu diesem Zweck untersucht das von der WADA akkreditierte oder anderweitig zugelassene Labor die Probe nach den Kriterien, die in dem von der WADA angenommenen internationalen Standard für Labore festgelegt sind.

Die Auswahl des Labors, das von der WADA für die Probenanalyse akkreditiert oder anderweitig zugelassen ist, liegt in der alleinigen Verantwortung der NADO oder einer anderen für das Ergebnismanagement zuständigen Anti-Doping-Organisation. Die Regierung legt die Bedingungen und Modalitäten fest, unter denen ein Labor von der Deutschsprachigen Gemeinschaft zugelassen werden kann oder ihm die Zulassung entzogen wird. Ausschließlich von der WADA akkreditierte oder anderweitig zugelassene Labore können zugelassen werden.

Gemäß Artikel 3.2 des Codes können Tatsachen, die sich auf Verstöße gegen Anti-Doping-Bestimmungen beziehen, durch jedes zuverlässige Mittel festgestellt werden.

§2 - Die Proben und die zugehörigen Analysedaten sowie die Informationen der Dopingkontrolle werden analysiert:

1. um die in der Verbotsliste aufgeführten verbotenen Substanzen und verbotenen Methoden sowie alle anderen Substanzen nachzuweisen, deren Nachweis von der WADA in Übereinstimmung mit Artikel 4.5 des Codes verlangt wird; oder
2. um eine Anti-Doping-Organisation bei der Erstellung eines Profils aus relevanten Parametern im Urin, Blut oder ein anderes Material des Sportlers zu unterstützen, einschließlich DNA- oder genomischer Profilierung; oder
3. für jeden anderen legitimen Anti-Doping-Zweck.

Proben und damit zusammenhängende Analysedaten und Informationen aus der Dopingkontrolle können unter den Bedingungen des Artikels 6.3 des Codes für Anti-Doping-Forschungszwecke verwendet werden.

Art. 19 - §1 - Die Labore analysieren die Proben und berichten über die Ergebnisse in Übereinstimmung mit dem internationalen Standard für Labore. Nach der Analyse der Probe übermittelt das Labor das Ergebnis zusammen mit einem vom Labor erstellten Analysebericht, in dem insbesondere das für die Analyse angewandte Verfahren beschrieben wird, an die NADO-DG.

Labore können auf eigene Initiative und auf eigene Kosten Proben auf verbotene Substanzen oder verbotene Methoden analysieren, die nicht im Standardmenü für die Probenanalyse enthalten sind oder deren Analyse nicht von der Anti-Doping-Organisation, die die Probenahme veranlasst und durchgeführt hat, verlangt wurde. Die Ergebnisse solcher Analysen werden dieser Anti-Doping-Organisation mitgeteilt und haben die gleiche Gültigkeit und die gleichen Konsequenzen wie jedes andere Analyseergebnis.

Die Regierung legt das Muster für den von den Laboren erstellten Bericht über die Analyse der Proben und das Verfahren für die Übermittlung der Ergebnisse fest.

§2 - Die WADA kann nach eigenem Ermessen, jederzeit, mit oder ohne Vorankündigung, jede Probe und die dazugehörigen Analysedaten oder Informationen, die sich im Besitz eines Labors oder einer Anti-Doping-Organisation befinden, in Besitz nehmen. Auf Verlangen der WADA gewährt das Labor oder die Anti-Doping-Organisation, in dem/der sich die Probe oder die Daten befinden, der WADA unverzüglich Zugang zu der Probe oder den Daten und gestattet der WADA, die Probe oder die Daten physisch in Besitz zu nehmen. Hat die WADA das Labor oder die Anti-Doping-Organisation vor der Inbesitznahme der Probe oder der Daten nicht im Voraus benachrichtigt, benachrichtigt die WADA das Labor und jede Anti-Doping-Organisation, deren Probe oder Daten von der WADA beschlagnahmt wurden, innerhalb eines angemessenen Zeitraums nach der Beschlagnahme. Nach der Analyse oder Untersuchung einer Probe oder der beschlagnahmten Daten kann die WADA eine andere Anti-Doping-Organisation, die für die Kontrolle des Sportlers zuständig ist, anweisen, die Verantwortung für das Ergebnismanagement dieser Probe oder Daten zu übernehmen, wenn ein möglicher Verstoß gegen Anti-Doping-Bestimmungen festgestellt wird.

Art. 20 - Von der Norm abweichende Analyseergebnisse, auffällige Ergebnisse und andere mutmaßliche Verstöße gegen Anti-Doping-Bestimmungen werden von der Anti-Doping-Organisation, die für das Ergebnismanagement zuständig ist, dem Sportler oder einer anderen Person und gleichzeitig der Nationalen Anti-Doping-Organisation des Sportlers, dem internationalen Sportfachverband des Sportlers und der WADA für die Zwecke der Anwendung von Artikel 24 mitgeteilt. Öffentliche Bekanntmachungen werden in Übereinstimmung mit Artikel 14.3 des Codes vorgenommen.

Die Regierung bestimmt den Inhalt und die Modalitäten solcher Mitteilungen in Übereinstimmung mit den Artikeln 14.1.1, 14.1.2, 14.1.3 und 14.3 des Codes und dem internationalen Standard für Ergebnismanagement.

Art. 21 - Im Falle eines von der Norm abweichenden Analyseergebnisses enthält die Benachrichtigung des Sportlers gemäß Artikel 20 einen Hinweis auf das Recht des Sportlers, eine Analyse der B-Probe zu beantragen, die Möglichkeit für den Sportler und/oder seinem Vertreter, der Öffnung und Analyse der B-Probe beizuwohnen, das Recht des Sportlers, Kopien der Analysedatei der A-Probe anzufordern, die Möglichkeit für den Sportler, rechtzeitig eine Erklärung abzugeben, die Möglichkeit für den Sportler, wesentliche Unterstützung bei der Aufdeckung oder Bestimmung von Verstößen gegen den Code gemäß Artikel 10.7.1 des Codes zu leisten, das Eingeständnis des Anti-Doping-Verstoßes und die mögliche Herabsetzung der Sperre um ein Jahr, die von der Anti-Doping-Organisation gemäß Artikel 10.8.1 des Codes verhängt wurde, oder das Bemühen um den Abschluss einer Vereinbarung zur Beilegung des Falls gemäß Artikel 10.8.2 des Codes sowie weitere Informationen, die gemäß dem internationalen Standard für das Ergebnismanagement erforderlich sind.

Die Regierung bestimmt das Verfahren und die Bedingungen, unter denen das Gegengutachten der B-Probe durchgeführt wird. Der Sportler trägt die Kosten für die erneute Untersuchung der B-Probe, wenn das Analyseergebnis der A-Probe bestätigt wird.

KAPITEL 5 - AUFENTHALTSANGABEN DER SPORTLER

Abschnitt 1 - Von den Veranstaltern bereitzustellende Informationen

Art. 22 - Zur Planung von Dopingkontrollen teilt jeder Veranstalter mindestens 15 Tage im Voraus, jährlich und gemäß den von der Regierung festgelegten Modalitäten, die von ihm geplanten Sportveranstaltungen oder Wettkämpfe mit, an denen Spitzensportler teilnehmen.

Abschnitt 2 - Von den Spitzensportlern bereitzustellende Informationen zu Aufenthaltsort und Erreichbarkeit

Art. 23 - §1 - Spitzensportler der Kategorien A und B, die zur Zielgruppe der Deutschsprachigen Gemeinschaft gehören, geben durch die Veröffentlichung in der ADAMS-Datenbank genaue und aktuelle Informationen über ihren Aufenthaltsort an.

Ein Sportler kann sich dafür entscheiden, die Aufgabe der Übermittlung von Angaben zu Aufenthaltsort und Erreichbarkeit und/oder Aktualisierungen dieser Angaben an einen Dritten zu delegieren, vorausgesetzt, der Dritte stimmt einer solchen Delegation zu. Die Anti-Doping-Organisation, die die Angaben zum Aufenthaltsort des Sportlers sammelt, kann verlangen, dass den Angaben zum Aufenthaltsort des Sportlers eine schriftliche Benachrichtigung über eine angenommene Delegation beigelegt wird, die sowohl von dem betreffenden Sportler als auch von dem beauftragten Dritten unterzeichnet ist.

Der benannte Dritte übermittelt die in den folgenden Absätzen vorgesehenen Informationen über seinen Standort und, falls zutreffend, die aktualisierte Liste der Teammitglieder.

Unbeschadet des Absatzes 3 liegt die Verantwortung für die Richtigkeit und Aktualisierung der übermittelten Informationen letztlich beim Sportler.

Für Spitzensportler der Kategorie A gelten die in Artikel 10.3.2 des Codes festgelegten Konsequenzen für Verstöße gegen Artikel 2.4 des Codes.

Die NADO-DG kann gemäß den von der Regierung festgelegten Modalitäten in Übereinstimmung mit dem internationalen Standard für Dopingkontrollen und Ermittlungen Informationen über den Aufenthaltsort von Sportlern sammeln, die weder einer registrierten Zielgruppe noch der registrierten Zielgruppe der Deutschsprachigen Gemeinschaft angehören, und nach seinen eigenen Regeln angemessene und verhältnismäßige Konsequenzen verhängen, die nicht in Artikel 2.4 des Codes vorgesehen sind.

§2 - Die Sportler der Kategorie A stellen folgende Informationen bereit:

1. Nachname und Vornamen;
2. Geschlecht;
3. die vollständige Postanschrift ihres Wohnsitzes und, falls abweichend, ihren gewöhnlichen Aufenthaltsort;
4. die vollständige Postanschrift des Ortes, an dem der Sportler übernachten wird;
5. die besondere Bestätigung, dass der Sportler versteht, dass die gemeldeten Informationen an andere Anti-Doping-Organisationen weitergegeben werden, die für die Kontrollen zuständig sind.
6. ihre Telefon- und Faxnummer sowie ihre E-Mail-Adresse;
7. ggf. die Nummer ihres WADA-Sportpasses;
8. ihre Sportdisziplin, Klasse und Mannschaft;
9. ihren Sportfachverband und ihre Mitgliedsnummer;
10. die vollständige Anschrift ihrer Ausbildungs- oder Arbeitsstätten oder anderer regelmäßiger Tätigkeiten sowie die üblichen Zeiten dieser regelmäßigen Tätigkeiten;
11. die vollständige Anschrift der geplanten Austragungsorte von Wettkämpfen und Sportveranstaltungen im kommenden Quartal sowie die Daten und Zeiten dieser Wettkämpfe;
12. einen täglichen Zeitraum von 60 Minuten zwischen 5 und 23 Uhr, in dem der Sportler an einem geeigneten Ort für einen unangekündigten Test zur Verfügung steht.

§3 - Die Spitzensportler der Kategorie B stellen folgende Informationen bereit:

1. Nachname und Vornamen;
2. Geschlecht;
3. ihre Telefon- und Faxnummer sowie ihre E-Mail-Adresse;
4. ggf. die Nummer ihres WADA-Sportpasses;
5. ihre Sportdisziplin, Klasse und Mannschaft;
6. ihr Sportfachverband und ihre Mitgliedsnummer;
7. die Zeiten und Orte der Sportwettkämpfe und Trainingseinheiten für das kommende Quartal;
8. die vollständige Anschrift ihres Wohnsitzes während der wettkampf- und trainingsfreien Tage im kommenden Quartal;
9. die besondere Bestätigung, dass der Sportler versteht, dass die gemeldeten Informationen an andere Anti-Doping-Organisationen weitergegeben werden, die für die Kontrollen zuständig sind.

§4 - Spitzensportler der Kategorie C müssen keine Aufenthaltsdaten übermitteln, außer in den Fällen, die von der Regierung gemäß §1 Absatz 6 oder §5 Absätze 2, 4 und 5 vorgehen sind.

§5 - Spitzensportler der Kategorie B, die die Anforderungen an den Aufenthaltsort nicht erfüllen und/oder eine Kontrolle versäumen, können unabhängig von der Anti-Doping-Organisation, die das Versäumnis festgestellt hat, nach schriftlicher Benachrichtigung und in einer von der Regierung festzulegenden Weise verpflichtet werden, die Anforderungen an den Aufenthaltsort für Spitzensportler der Kategorie A für sechs Monate zu erfüllen. Wenn während dieses Zeitraums eine versäumte Kontrolle oder ein Meldepflichtverstoß entdeckt wird, verlängert sich der Zeitraum um zwölf Monate ab dem Datum der Entdeckung. Wird bei dem betreffenden Sportler innerhalb von sechs Monaten nach seiner Aufnahme in die Kategorie A keine versäumte Kontrolle oder kein Meldepflichtverstoß festgestellt, kann die NADO-DG ihn gemäß den von der Regierung festgelegten Verfahren in die Kategorie B zurückversetzen.

Wenn ein Sportler der Kategorie B oder C in eine registrierte Zielgruppe einer anderen NADO oder eines internationalen Sportfachverbandes aufgenommen wird, für den er mehr Angaben zu Aufenthaltsort und Erreichbarkeit machen muss als in §3 oder §4 vorgesehen, macht dieser Sportler die von der betreffenden anderen NADO oder dem internationalen Sportfachverband geforderten Angaben zu Aufenthaltsort und Erreichbarkeit in der von der Regierung festgelegten Weise.

Spitzensportler der Kategorie C, die die Anforderungen an den Aufenthaltsort nicht erfüllen und/oder eine Kontrolle versäumen, können unabhängig von der Anti-Doping-Organisation, die das Versäumnis entdeckt hat, nach schriftlicher Benachrichtigung und in einer von der Regierung festzulegenden Weise verpflichtet werden, sechs Monate lang die Anforderungen an den Aufenthaltsort von Spitzensportler der Kategorie A oder B zu erfüllen, wie von der Regierung festgelegt. Wird während dieses Zeitraums ein versäumter Test oder ein Meldepflichtverstoß entdeckt, verlängert sich der angeführte Zeitraum um zwölf Monate ab dem Datum der Entdeckung.

Spitzensportler der Kategorie B oder C, gegen die eine disziplinarische Sperre wegen Doping verhängt wurde oder deren Leistung eine plötzliche und wesentliche Verbesserung aufweist oder die schwerwiegende Anzeichen für Doping zeigen, erfüllen gemäß den in Artikel 4.5.3 des internationalen Standards für Dopingkontrollen und -untersuchungen festgelegten Kriterien und nach Maßgabe der Regierung die Anforderungen an den Aufenthaltsort von Spitzensportler der Kategorie A für einen Zeitraum von maximal zwölf Monaten. Dieser Zeitraum kann um weitere maximal zwölf Monate verlängert werden, wenn sich die schwerwiegenden Hinweise auf Doping bestätigen und andauern.

Nach den von der Regierung festgelegten Modalitäten kann die NADO-DG jeden Sportler, der auf einer Vorauswahlliste für olympische, paralympische, europäische oder Weltmeisterschaften eingetragen ist, verpflichten, Angaben zum Aufenthaltsort gemäß Kategorie A zu machen. Die NADO-DG kann dieses Recht nur für einen Zeitraum von maximal zwölf Monaten ausüben, der frühestens neun Monate vor dem betreffenden Wettkampf beginnt und spätestens drei Monate nach diesem endet.

Die Regierung kann die Listen der Sportarten, die den Kategorien A, B und C entsprechen, ändern. Folgende Kriterien dienen als Grundlage für die Festlegung der Listen A und B der Sportarten:

- Liste A: Es handelt sich um eine Einzeldisziplin, die anfällig für Doping außerhalb von Wettkämpfen ist;
- Liste B: Es handelt sich um eine Mannschaftsdisziplin, die anfällig für Doping außerhalb von Wettkämpfen ist.

Die NADO-DG stellt, in Übereinstimmung mit dem internationalen Standard für Drogenkontrollen und Untersuchungen, fest, ob eine Disziplin anfällig für Doping außerhalb von Wettkämpfen ist. Es werden die folgenden Unterkriterien berücksichtigt:

1. Statistiken über Dopingfälle nach Sportarten;
2. die körperlichen oder physiologischen Erfordernisse, um die betreffende Sportart ausüben zu können;
3. Verbotene Wirkstoffe und/oder verbotene Methoden, die ein Sportler am ehesten als leistungssteigernd in der/den betreffenden Sportart(en)/Disziplin(en) ansehen würde
4. die Popularität des Sports in Belgien;
5. der finanzielle und mediale Einsatz der betreffenden Sportdisziplin.

§6 - Außer im Falle höherer Gewalt steht jeder Spitzensportler für eine oder mehrere Dopingkontrollen am mitgeteilten Aufenthaltsort zur Verfügung.

§7 - Die Regierung legt die Rechte und Pflichten von Spitzensportlern in Bezug auf die Übermittlung von Informationen über ihren Aufenthaltsort sowie die auf die Mitteilung dieser Informationen anwendbaren Formvorschriften fest.

§8 - Die in vorliegendem Artikel angeführten Verpflichtungen gelten ab dem Zeitpunkt, an dem der Spitzensportler seine Zugehörigkeit zur Zielgruppe der Deutschsprachigen Gemeinschaft durch Bescheid mitgeteilt wurde, und bis zum Empfang der Mitteilung über die Beendigung ihrer Gültigkeit nach Maßgabe der von der Regierung festgelegten Modalitäten.

Jeder Spitzensportler, der seine Einhaltung der in vorliegendem Artikel angeführten Verpflichtungen anfechten möchte oder dem ein möglicher Verstoß gegen den Code oder die auf der Grundlage des Codes erlassenen Regeln vorgeworfen wird, kann gemäß den in Artikel 13 des Codes vorgesehenen Verfahren, Rechtsmittel einlegen. Die angefochtenen Entscheidungen bleiben während des Beschwerdeverfahrens in Kraft, sofern die Beschwerdestelle nicht anders entscheidet.

Der Spitzensportler legt seine Beschwerde innerhalb von 15 Tagen nach Zustellung der angefochtenen Verwaltungsentscheidung ein.

Die Regierung legt die Modalitäten für das in Absatz 2 angeführte Beschwerdeverfahren unter Beachtung von Artikel 13 des Codes fest. In Fällen, die sich aus der Teilnahme an einer internationalen Veranstaltung ergeben, oder in Fällen, an denen Sportler auf internationaler Ebene beteiligt sind, kann die Entscheidung nur beim TAS angefochten werden. In anderen Fällen kann gegen die Entscheidung ein Rechtsbehelf bei der Rechtsbehelfsstelle gemäß

Artikel 25 in Übereinstimmung mit den von der Nationalen Anti-Doping-Organisation festgelegten Regeln eingelegt werden.

§9 - Die in vorliegendem Artikel angeführten Verpflichtungen bleiben während des gesamten Zeitraums der Sperre des Spitzensportlers in Kraft. Ihre Einhaltung ist Voraussetzung dafür, dass der Spitzensportler nach seiner Sperre an neuen Wettkämpfen oder Sportveranstaltungen teilnehmen darf.

§10 - Folgende Informationen werden in Übereinstimmung mit den von der Regierung festgelegten Modalitäten, einschließlich derjenigen, die die Nutzung von ADAMS betreffen, den NADOs der anderen zuständigen belgischen Behörden zur Kenntnis gebracht:

1. jede Entscheidung über die Aufnahme oder den Ausschluss eines Sportlers aus der Zielgruppe der Deutschsprachigen Gemeinschaft, bevor diese Information dem Sportler mitgeteilt wird;

2. jedes Versäumnis eines Spitzensportlers der Zielgruppe der Deutschsprachigen Gemeinschaft, einer Dopingkontrolle oder den ihm auferlegten Meldepflichten nachzukommen.

KAPITEL 6 - DISZIPLINARVERFOLGUNG UND -STRAFEN

Art. 24 - §1 - Unabhängig von seiner sportlichen Zugehörigkeit wird jeder Sportler oder jede andere Person, dem/der ein Verstoß gegen Anti-Doping-Bestimmungen von der NADO-DG vorgeworfen wird, entweder nach der Entnahme einer Probe durch die NADO-DG oder - wenn es sich nicht um eine Probe handelt - nach der Benachrichtigung durch die NADO-DG, disziplinarisch durch den von der Deutschsprachigen Gemeinschaft anerkannten Dachverband für den Sport als von der NADO-DG beauftragter Dritter beurteilt.

Zu diesem Zweck befolgt der Dachverband für den Sport in der Deutschsprachigen Gemeinschaft das von der NADO-DG beschlossene Ergebnismanagementverfahren gemäß den Artikeln 7, 8 und 13 des Codes und den Anforderungen des internationalen Standards für Ergebnismanagement. Der Dachverband für den Sport in der Deutschsprachigen Gemeinschaft ist ein faires, unparteiisches und operativ unabhängiges Anhörungsorgan gemäß dem internationalen Standard für Ergebnismanagement.

Die Sportorganisationen ergreifen geeignete disziplinarische Maßnahmen, um die Durchführung einer Dopingsanktion zu unterstützen, und ergreifen eigene disziplinarische Maßnahmen, wenn die Beweise für die Verfolgung eines Verstoßes gegen Anti-Doping-Bestimmungen nicht ausreichen.

Die Disziplinarverfahrensordnung der NADO-DG muss insbesondere:

1. alle Bestimmungen des Codes in Bezug auf Disziplinarverfahren und die Folgen von Verstößen gegen Anti-Doping-Bestimmungen entsprechen, einschließlich der Grundsätze des Ergebnismanagements, die in den Artikeln 7, 8 und 13 des Codes und im internationalen Standard für das Ergebnismanagement festgelegt sind;

2. die automatische Annullierung von Einzelergebnissen, wie in Artikel 9 des Codes vorgesehen, und die Sanktionen gegen Einzelpersonen, wie in Artikel 10 des Codes vorgesehen, festlegen, nämlich:

- a) die Annullierung von Ergebnissen, die bei einer Veranstaltung erzielt wurden, bei der ein Verstoß gegen Anti-Doping-Bestimmungen vorlag, einschließlich der Aberkennung von Medaillen, Punkten und Preisen;

- b) die Sperre für das Vorhandensein, die Anwendung oder die versuchte Anwendung oder den Besitz einer verbotenen Substanz oder einer verbotenen Methode, deren Dauer in Übereinstimmung mit Artikel 10.2 des Codes festgelegt wird;

- c) die Sperre wegen anderer als der in Artikel 10.2 des Codes angeführten Verstöße gegen Anti-Doping-Bestimmungen, deren Dauer sich nach Artikel 10.3 des Codes richtet;
 - d) die Verlängerung der Sperre unter erschwerenden Umständen in Übereinstimmung mit Artikel 10.4 des Codes;
 - e) die Aufhebung der Sperre für unverschuldetes oder fahrlässiges Verhalten gemäß Artikel 10.5 des Codes;
 - f) die Herabsetzung der Sperre wegen fehlendem Verschulden oder fehlender grober Fahrlässigkeit gemäß Artikel 10.6 des Codes;
 - g) die Aufhebung, die Herabsetzung oder Aussetzung der Sperre oder andere Konsequenzen aus anderen Gründen als Fehlverhalten gemäß Artikel 10.7 des Codes;
 - h) die Möglichkeit, im Falle eines Geständnisses gemäß Artikel 10.8 des Codes von Vereinbarungen zum Ergebnismanagement zu profitieren;
 - i) die Folgen von Mehrfachverstößen gemäß Artikel 10.9 des Codes;
 - j) die Disqualifikation von Ergebnissen, die in Wettkämpfen nach der Probenahme oder der Begehung des Verstoßes gegen Anti-Doping-Bestimmungen gemäß Artikel 10.10 des Codes erzielt wurden;
 - k) die Einziehung von Gewinnen, die infolge eines Verstoßes gegen Anti-Doping-Bestimmungen erzielt wurden, und die Rückübertragung und Verteilung an Sportler, die Anspruch auf diese Gewinne gehabt hätten, wenn der sanktionierte Sportler nicht gemäß Artikel 10.11 des Codes angetreten wäre;
 - l) die Möglichkeit finanzieller Sanktionen in Übereinstimmung mit dem Grundsatz der Verhältnismäßigkeit und Artikel 10.12 des Codes;
 - m) die Regeln zur Bestimmung des Beginns der Sperre gemäß Artikel 10.13 des Codes;
 - n) der Status während einer Aussetzung oder einer vorläufigen Aussetzung in Übereinstimmung mit Artikel 10.14 des Codes;
 - o) die automatische Veröffentlichung der obligatorischen Sanktion in Übereinstimmung mit Artikel 14.3 des Codes.
3. die für Mannschaftssportarten geltenden Regeln spezifizieren:
- a) im Hinblick auf die Kontrollen gemäß Artikel 11.1 des Codes;
 - b) im Hinblick auf die Folgen von Verstößen gegen Anti-Doping-Bestimmungen, die von Mitgliedern einer Mannschaft gemäß Artikel 11.2 des Codes begangen werden;
 - c) im Hinblick auf die Möglichkeit der Festlegung strengerer Konsequenzen für Mannschaftssportarten gemäß Artikel 11.3 des Codes.
4. die Wahrung der Verteidigungsrechte und die Grundsätze der Unparteilichkeit und Unabhängigkeit der Disziplinarrichter gewährleisten;
5. vorsehen, dass die Grundsätze für die vorläufige Sperre gemäß Artikel 7 des Codes anwendbar sind;
6. zumindest vorsehen, dass gegen alle disziplinarischen und sonstigen Entscheidungen die gemäß dem vorliegenden Dekret ergehen, einschließlich Entscheidungen über TUEs und Anforderungen an den Aufenthaltsort sowie Entscheidungen über Verstöße gegen Anti-Doping-Bestimmungen, Konsequenzen, vorläufige Sperren, Vollstreckungen von Entscheidungen über die Zuständigkeit, zumindest Rechtsmittel gemäß Artikel 13 des Codes eingelegt werden können;
7. ausdrücklich vorsehen, dass zur Berufung mindestens die folgenden berechtigten Parteien gehört werden müssen:
- a) der Sportler oder die andere Person, die Gegenstand der angefochtenen Entscheidung ist;
 - b) die andere Partei, die an dem Fall beteiligt war, an die die Entscheidung ergangen ist;
 - c) der zuständige internationale Sportfachverband;
 - d) die NADO der Gemeinschaft oder des Landes, in dem die Person wohnt oder dessen Staatsangehöriger oder Lizenznehmer sie ist;
 - e) das Internationale Olympische Komitee bzw. das Internationale Paralympische Komitee, wenn die Entscheidung Auswirkungen auf die Olympischen Spiele oder die

Paralympischen Spiele haben kann, insbesondere Entscheidungen, die sich auf die Möglichkeit der Teilnahme an diesen Spielen auswirken;

f) die WADA, unter Berücksichtigung der in Artikel 13.2.3.5 des Codes vorgesehenen besonderen Fristen, innerhalb derer die WADA zum Einspruch berechtigt ist;

8. vorsehen, dass in Fällen, die sich aus der Teilnahme an einer internationalen Veranstaltung ergeben, oder in Fällen, an denen Sportler auf internationaler Ebene beteiligt sind, die Entscheidung nur vor dem TAS von den in Nummer 7 angeführten Parteien angefochten werden kann;

9. vorsehen, dass in den Fällen, in denen Nummer 8 nicht anwendbar ist, die Entscheidung von den in Nummer 7 angeführten Parteien bei einer in Artikel 25 beschriebenen Beschwerdeinstanz angefochten werden kann;

10. ausdrücklich vorsehen, dass in Fällen in denen Nummer 8 nicht anwendbar ist, die folgenden Parteien berechtigt sind, gegen Disziplarentscheidungen der nationalen Berufungsinstanz vor dem TAS Berufung einzulegen:

a) die WADA;

b) das Internationale Olympische Komitee;

c) das Internationale Paralympische Komitee;

d) der zuständige internationale Sportfachverband;

11. eine Anhörung innerhalb einer angemessenen Frist vorsehen;

12. das Recht auf Anhörung durch eine faire und unparteiische Stelle und das Recht, sich auf eigene Kosten durch einen Rechtsbeistand vertreten zu lassen, vorsehen;

13. das Recht auf eine begründete und schriftliche Entscheidung innerhalb einer angemessenen Frist vorsehen;

14. die in Artikel 7.2.d des am 16. November 1989 in Straßburg geschlossenen Übereinkommens gegen Doping niedergelegten Grundsätze zu beachten;

15. gemäß Artikel 17 des Codes ausdrücklich vorsehen, dass gegen einen Sportler oder eine andere Person kein Verfahren wegen Verstoßes gegen Anti-Doping-Bestimmungen eingeleitet werden kann, wenn der Sportler nicht spätestens zehn Jahre nach dem mutmaßlichen Verstoß gemäß Artikel 7 des Codes über den mutmaßlichen Verstoß informiert wurde oder ein Benachrichtigungsversuch ordnungsgemäß eingeleitet wurde;

16. vorsehen, dass jede Entscheidung wegen eines Verstoßes gegen Anti-Doping-Bestimmungen, die von einer Anti-Doping-Organisation, die Unterzeichner des Codes ist, einer Berufungsinstanz oder dem TAS getroffen wird, nachdem die Verfahrensbeteiligten benachrichtigt wurden, gemäß Artikel 15 des Codes automatisch bindende Wirkung hat.

§2 - Die Regierung kann die für die Anwendung des §1 erforderlichen Modalitäten des Disziplinarverfahrens im Kampf gegen Doping festlegen.

§3 - Die NADO-DG verbreitet die getroffenen Entscheidungen und die Identität der sanktionierten Personen an die Sportler und die anderen betroffenen Personen, an die anderen belgischen NADOs, an andere Organisationen und an die Öffentlichkeit in Übereinstimmung mit Artikel 14 des Codes.

Unbeschadet des Absatzes 1 kann die Regierung besondere Verfahrensregelungen für die Anwendung des vorliegenden Paragrafen, auch im Hinblick auf die Verwendung von ADAMS, festlegen.

Art. 25 - Der Dachverband für den Sport in der Deutschsprachigen Gemeinschaft ist als faires, unparteiisches, sowie von der NADO operativ und institutionell unabhängiges Anhörungsorgan auch zuständig für die Anhörung von Beschwerden eines Sportlers gegen eine Entscheidung der TUE-Kommission gemäß Artikel 12 §3 für alle Rechtsbehelfe eines Sportlers oder einer anderen Person gegen eine Disziplinarstrafe auf der Berufungsebene gemäß Artikel 24 und für alle Rechtsbehelfe eines Spitzensportlers in Bezug auf die Anforderungen an den Aufenthaltsort gemäß Artikel 23, sowie jeden anderen Rechtsbehelf gemäß Artikel

24 und Artikel 13 des Codes, mit Ausnahme von Rechtsbehelfen gemäß Artikel 13.2.1 des Codes und Artikel 24 §1 Nummer 8, die nur vor dem TAS angefochten werden können.

Die angefochtenen Entscheidungen bleiben während des Beschwerdeverfahrens in Kraft, sofern die Beschwerdestelle nicht anders entscheidet.

Die in Absatz 1 angeführte Beschwerde ist innerhalb von 15 Tagen nach Zustellung der angefochtenen Verwaltungsentscheidung einzulegen. Die Frist für die Einlegung eines Rechtsbehelfs durch die WADA ist der spätere der beiden folgenden Zeitpunkte:

- a) 21 Tage nach dem letzten Termin, an dem jeder andere Rechtsbehelfsberechtigte Rechtsbehelf hätte einlegen können, oder
- b) 21 Tage nach Eingang der vollständigen Akte zu der Entscheidung bei der WADA.

Die Regierung legt die Modalitäten für das in Absatz 1 angeführte Beschwerdeverfahren fest. Diese geben gemäß Artikel 13 des Codes Folgendes an:

1. die Entscheidungen, die gemäß Artikel 13.1 des Codes angefochten werden können;
2. die Beschwerdeberechtigten gemäß Artikel 13.2.3 des Codes;
3. die Zulassung gemeinsamer und anderer nachträglicher Einsprüche gemäß Artikel 13.2.4 des Codes;
4. die anwendbaren Regeln für den Fall, dass eine Anti-Doping-Organisation es versäumt, innerhalb einer angemessenen Frist eine Entscheidung zu treffen;
5. die geltenden Regeln in Bezug auf TUEs;
6. die Bestimmungen über die Zustellung von Beschwerdeentscheidungen.

Art. 26 - Unbeschadet des Artikels 24 und anderer möglicher Sanktionen gegen Einzelpersonen, wie in Artikel 10 des Codes und in vorliegendem Dekret vorgesehen, darf in Übereinstimmung mit Artikel 10.14.1 des Codes kein Sportler und keine andere Person, die einer Sperre oder vorläufigen Sperre unterliegt, während der Dauer der Sperre oder vorläufigen Sperre in irgendeiner Eigenschaft an einem Wettkampf oder einer Aktivität teilnehmen, die von einem Unterzeichner, einer Mitgliedsorganisation des Unterzeichners oder eines Vereins oder einer anderen Mitgliedsorganisation eines Unterzeichners, mit Ausnahme von genehmigten Anti-Doping-Ausbildungs- oder Rehabilitationsprogrammen, genehmigt wurde, noch zu Wettkämpfen, die von einer Profiliga oder einer für internationale oder nationale Veranstaltungen zuständigen Organisation genehmigt oder organisiert werden, noch zu sportlichen Aktivitäten auf Spitzen- oder nationaler Ebene, die von der Regierung oder einer anderen staatlichen Stelle finanziert werden.

Ein Sportler oder eine andere Person, gegen den/die eine Sperre von mehr als vier Jahren verhängt wurde, kann nach vier Jahren Sperre als Sportler an lokalen Sportveranstaltungen teilnehmen, die nicht in den Zuständigkeitsbereich eines Unterzeichners des Codes oder eines Mitglieds eines Unterzeichners des Code fallen, vorausgesetzt, das lokale Sportereignis findet nicht auf einer Ebene statt, auf der sich der Sportler oder die andere Person wahrscheinlich direkt oder indirekt für eine nationale Meisterschaft oder ein internationales Ereignis qualifiziert oder Punkte für die Qualifikation sammelt, und beinhaltet nicht, dass der Sportler oder die andere Person in irgendeiner Funktion mit geschützten Personen arbeitet.

Der Sportler oder die andere Person, auf den/die die Sperre gemäß Absatz 2 zutrifft, unterliegt weiterhin potenziell den Dopingkontrollen und allen von einer Anti-Doping-Organisation gestellten Anfragen zum Aufenthaltsort.

Ein Verstoß gegen Anti-Doping-Bestimmungen in Einzelsportarten in Verbindung mit einer Wettkampfkontrolle führt automatisch zur Disqualifikation der in diesem Wettkampf erzielten Ergebnisse und allen daraus resultierenden Konsequenzen, einschließlich der Abkennung von Medaillen, Punkten und Preisen.

Art. 27 - Wenn mehr als ein Mitglied der Mannschaft eines Verstoßes gegen Anti-Doping-Bestimmungen im Rahmen einer Veranstaltung für schuldig befunden wurde, dann führt die Veranstaltungsorganisation während der Veranstaltung eine angemessene Anzahl von Zieltests bei anderen Mitgliedern des Teams durch. Wenn mehr als zwei Mitglieder einer Mannschaft in einer Mannschaftssportart während der Veranstaltung einen Verstoß gegen Anti-Doping-Bestimmungen begangen haben, verhängt die Veranstaltungsorganisation eine angemessene Sanktion gegen die Mannschaft (z. B. Punktabzug, Disqualifikation von einem Wettkampf oder einer Veranstaltung oder eine andere Sanktion) zusätzlich zu den Folgen, die gegen die einzelnen Athleten verhängt wurden, die den Verstoß gegen Anti-Doping-Bestimmungen begangen haben.

Die Regierung kann die Modalitäten für die Anwendung des vorhergehenden Absatzes festlegen.

Art. 28 - §1 - Die Regierung stellt, unbeschadet der in Artikel 10 des Codes vorgesehenen Folgen im Falle eines Verstoßes gegen Artikel 2.4 des Codes, sicher, dass gegen einen Spitzensportler der Kategorie A, der innerhalb eines Zeitraums von zwölf Monaten nach Feststellung des ersten Versäumnisses einen zweiten Test nicht besteht und/oder seinen Verpflichtungen zur Erteilung von Auskünften über seinen Aufenthaltsort gemäß Artikel 23 nicht nachkommt, eine administrative Geldbuße von 250 Euro verhängt wird.

Wird ein Sportler nach einer rechtskräftigen Disziplinarentscheidung des Dopings für schuldig befunden, stellt die Regierung sicher, dass die gesamte oder ein Teil der Finanzierung ab dem Zeitpunkt der Bekanntgabe dieser Entscheidung und für die Dauer der Sperre die dem betreffenden Sportler gewährte öffentliche finanzielle und/oder materielle Unterstützung eingestellt wird.

§2 - Die Regierung legt die administrativen Geldbußen fest, die gegen Sportorganisationen und -veranstalter verhängt werden, die den ihnen durch vorliegendes Dekret und seinen Ausführungserlassen nicht nachkommen. Die administrativen Geldbußen dürfen 10.000 Euro nicht überschreiten.

Die administrativen Geldbußen werden im Wiederholungsfall innerhalb von fünf Jahren nach der ersten Verurteilung verdoppelt.

Zusätzlich zu den administrativen Geldbußen kann die Regierung, falls erforderlich, die von der Deutschsprachigen Gemeinschaft im Rahmen des Sportdekrets vom 19. April 2004 gewährten Zuschüsse gemäß Artikel 50 desselben Dekrets streichen.

Die Regierung sorgt dafür, dass alle oder einige Mitglieder einer Sportorganisation oder eines Veranstalters, die vorliegendem Dekret oder seinen Ausführungserlassen nicht nachkommen, von bestimmten zukünftigen Veranstaltungen oder von allen innerhalb eines bestimmten Zeitraums stattfindenden Veranstaltungen ausgeschlossen werden können.

§3 - Die Regierung legt die administrativen Geldbußen fest, die ein Veranstalter zu zahlen hat, wenn er wissentlich die Teilnahme eines wegen Dopings suspendierten Sportlers an der von ihm organisierten Veranstaltung oder dem Wettbewerb zulässt. Diese administrativen Geldbußen dürfen 10.000 Euro nicht überschreiten.

§4 - Die Regierung verfügt über eine Frist von sechs Monaten ab Erhalt des entsprechenden Feststellungsprotokolls, um eine administrative Geldbuße aufzuerlegen.

§5 - Beschließt die Regierung, dass ein Verwaltungsverfahren eingeleitet wird, teilt sie dem Zuwiderhandelnden per Einschreiben Folgendes mit:

1. die Taten und ihre Qualifizierung;
2. dass der Zuwiderhandelnde die Möglichkeit hat, seine Verteidigungsmittel binnen einer Frist von 15 Kalendertagen ab dem Tag der Notifizierung per Einschreiben darzulegen, und dass er bei dieser Gelegenheit das Recht hat, die Regierung zu bitten, sich mündlich zu verteidigen;
3. dass der Zuwiderhandelnde das Recht hat, sich von einem Beistand beistehen oder vertreten zu lassen;
4. dass der Zuwiderhandelnde das Recht auf Akteneinsicht hat;
5. eine Abschrift des Feststellungsprotokolls.

Die Regierung bestimmt den Tag, an dem der Zuwiderhandelnde aufgefordert wird, sich mündlich zu verteidigen.

§6 - Nach Ablauf der in §5 Nummer 2 festgelegten Frist oder vor Ablauf dieser Frist, wenn der Zuwiderhandelnde wissen lässt, dass er die Taten nicht bestreitet, oder gegebenenfalls nach mündlicher oder schriftlicher Verteidigung der Sache durch den Zuwiderhandelnden oder seinen Beistand kann die Regierung die administrative Geldbuße auferlegen.

Die Regierung notifiziert dem Zuwiderhandelnden per Einschreiben ihren Beschluss.

In der Notifizierung werden auch die in den Artikeln 13, 15 sowie 16 bis 19 der Datenschutz-Grundverordnung erwähnten Informationen angegeben.

§7 - Der Beschluss zur Auferlegung einer administrativen Geldbuße ist nach Ablauf einer Frist von 30 Kalendertagen ab dem Tag seiner Notifizierung vollstreckbar, es sei denn, gemäß §8 wird Beschwerde eingelegt.

Die administrative Geldbuße wird zugunsten der Deutschsprachigen Gemeinschaft eingezogen.

Sie wird innerhalb von 30 Kalendertagen nach dem Tag, an dem der Beschluss vollstreckbar geworden ist, durch Einzahlung oder Überweisung auf ein Konto der Regierung anhand eines Einzahlungs- oder Überweisungsformulars beglichen.

Die auferlegte administrative Geldbuße ist nicht steuerlich abzugsfähig.

§8 - Der Zuwiderhandelnde kann durch einen beim Korrekionalgericht schriftlich eingereichten Antrag binnen 30 Kalendertagen nach Notifizierung des Beschlusses Beschwerde einlegen. Der Antrag führt die Identität und die Anschrift des Zuwiderhandelnden, die Bezeichnung des angefochtenen Beschlusses sowie die entsprechenden Anfechtungsgründe auf.

Das Korrekionalgericht entscheidet über die Rechtmäßigkeit und die Verhältnismäßigkeit der auferlegten Geldbuße. Es kann den Beschluss der Regierung entweder bestätigen oder abändern.

Gegen die Entscheidung des Korrekionalgerichts kann keine Berufung eingelegt werden.

Art. 29 - Die Regierung bestellt die mit der Eintreibung der unstrittigen und fälligen administrativen Geldbußen sowie der eventuell entstandenen Eintreibungskosten beauftragten Personen.

Die in Absatz 1 erwähnten Personen sind dazu befugt:

1. einen Zahlungsbefehl auszustellen;

2. den Zahlungsbefehl zu visieren, für vollstreckbar zu erklären und dem Zuwiderhandelnden gegebenenfalls per Gerichtsvollzieher zuzustellen;
3. den Schuldnern, die eine besondere Notlage nachweisen können, einen Zahlungsaufschub oder Ratenzahlungen zu gewähren.

Art. 30 - Die administrativen Geldbußen verjähren in fünf Jahren ab dem Datum, an dem sie gezahlt werden müssen.

Diese Frist kann unterbrochen werden, entweder wie in den Artikeln 2244 und folgende des Zivilgesetzbuches vorgesehen oder durch einen Verzicht auf die eingetretene Verjährung. Wird die Verjährung unterbrochen, tritt fünf Jahre nach der letzten Handlung mit Unterbrechung der vorherigen Verjährung eine neue Verjährung ein, die auf dieselbe Weise unterbrochen werden kann, wenn kein Prozess anhängig ist.

Art. 31 - Unbeschadet der Anwendung von Disziplinarstrafen, die vom Dachverband für den Sport ausgesprochen werden, und anderer im Strafgesetzbuch oder besonderen Gesetzgebungen festgelegten Sanktionen, wird mit einer Gefängnisstrafe von sechs Monaten bis zu fünf Jahren und einer Geldbuße von fünf bis zu fünfzig Euro oder nur mit einer dieser Strafen belegt, wer gegen Artikel 8 Nummer 6 Buchstabe b) bis Nummer 11 verstößt.

Im Wiederholungsfall innerhalb von zwei Jahren nach der rechtskräftigen Verurteilung wegen des in Absatz 1 angeführten Verstoßes können die Strafen verdoppelt werden.

Art. 32 - Verbotene Substanzen und eingesetzte Gegenstände, die zur Anwendung verbotener Methoden verwendet werden, werden beschlagnahmt und unbrauchbar gemacht, wenn eine Straftat begangen wird.

Art. 33 - Jede Entscheidung wegen eines Verstoßes gegen Anti-Doping-Bestimmungen, die von einer Anti-Doping-Organisation eines Unterzeichners, einem Berufsorgan gemäß Artikel 13.2.2 des Codes oder dem TAS nach Benachrichtigung der Verfahrensbeteiligten getroffen wird, ist automatisch für die Verfahrensbeteiligten und für alle Unterzeichner in allen Sportarten verbindlich. Sie ist für Sportler, Sportorganisationen und alle anderen Personen und Institutionen, die vorliegendem Dekret unterliegen, verbindlich, ohne dass weitere Maßnahmen erforderlich sind, und zwar an dem Tag, an dem der Unterzeichner die Benachrichtigung über die Entscheidung erhält oder an dem Tag, an dem die Entscheidung in ADAMS registriert wird, je nachdem, was früher eintritt.

Die Regierung kann die Bedingungen für die Anerkennung von Entscheidungen festlegen, die von nicht in Absatz 1 genannten Stellen getroffen wurden.

KAPITEL 7 - SCHLUSSBESTIMMUNGEN

Art. 34 - Artikel 8 Absatz 3 des Sportdekrets vom 19. April 2004, aufgehoben durch das Dekret vom 15. Dezember 2008 und wieder eingeführt durch das Dekret vom 22. Juni 2020, wird wie folgt abgeändert:

1. Nummer 9 wird wie folgt ersetzt:

„9. die Durchführung der Disziplinarverfahren gemäß den Bestimmungen von Artikel 24 des Dekrets vom ... zur Bekämpfung des Dopings im Sport als von der Nationalen Anti-Doping-Organisation (NADO) für die Deutschsprachige Gemeinschaft beauftragter Dritter;“

2. Folgende Nummer 10 wird eingefügt:

„10. die Anhörung von Beschwerden eines Sportlers oder einer anderen Person gemäß den Bestimmungen von Artikel 25 des Dekrets vom ... zur Bekämpfung des Dopings im Sport

als faires, unparteiisches sowie von der Nationalen Anti-Doping-Organisation (NADO) für die Deutschsprachige Gemeinschaft operativ und institutionell unabhängiges Anhörungsorgan.“

Art. 35 - In Artikel 9 Absatz 1 Nummer 9 desselben Dekrets, eingefügt durch das Dekret vom 22. Juni 2020, wird die Wortfolge „Dekrets vom 22. Februar 2016 zur Bekämpfung des Dopings im Sport“ durch die Wortfolge „Dekrets vom ... zur Bekämpfung des Dopings im Sport“ ersetzt.

Art. 36 - In Artikel 48 Absatz 1 desselben Dekrets, ersetzt durch das Dekret vom 2. März 2015 und abgeändert durch das Dekret vom 26. Februar 2018, wird die Wortfolge „Dekrets vom 22. Februar 2016 zur Bekämpfung des Dopings im Sport“ durch die Wortfolge „Dekrets vom ... zur Bekämpfung des Dopings im Sport“ ersetzt.

Art. 37 - Artikel 49 desselben Dekrets wird aufgehoben.

Art. 38 - Das Dekret vom 22. Februar 2016 über die Bekämpfung des Dopings im Sport wird aufgehoben.

Art. 39 - Das vorliegende Dekret tritt am Tag seiner Veröffentlichung in Kraft.

Eupen, den ...

Für die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft,

Der Ministerpräsident,
Minister für lokale Behörden und Finanzen
O. PAASCH

Isabelle
Weykmans

Digital
unterschrieben von
Isabelle Weykmans
Datum: 2021.11.05
12:45:32 +01'00'

Die Ministerin für Kultur und Sport, Beschäftigung und Medien
I. WEYKMANS

Anhang des Dekrets zur Bekämpfung des Dopings im Sport

Anhang 1

Tabelle über die Aufbewahrungsdauer von persönlichen Daten

Kategorie	Daten	Aufbewahrungsdauer	Bemerkungen	Kriterien
1. Sportler			Daten von Sportlern, die für praktische Zwecke und die Meldung von Verstößen gegen Anti-Doping-Bestimmungen relevant sind. Diese Daten sind nicht besonders sensibel.	
Sportler (allgemein)	Name, Geburtsdatum, Sportdisziplin, ,	10 Jahre ab dem Zeitpunkt des Ausschlusses des Sportlers aus der NADO-Zielgruppe oder ab dem Zeitpunkt der Löschung der anderen Datenkategorien	Erforderlich, da im Falle von Verstößen gegen Anti-Doping-Bestimmungen eine Meldung erfolgen muss und ein Verzeichnis der Athleten geführt werden muss, die an dem NADO-Überwachungsprogramm teilgenommen haben.	Erforderlich
	Kontaktinformationen (Telefonnummer(n), E-Mail-Adresse, Postanschrift)	10 Jahre ab dem Zeitpunkt des Ausschlusses des Sportlers aus der NADO-Zielgruppe	Idem	Erforderlich
2. Aufenthalt Ort, mit Ausnahme der Angaben zu Stadt, Land und Ort des Wettkampfs, die für den biologischen Athletenpass erforderlich sind, siehe Punkt 7.				
Aufenthaltsangaben	Ort (außer Stadt, Land und Ort des Wettkampfs)	12 Monate ab dem Ende des Quartals, für das die Daten übermittelt wurden	Einschlägige Daten zur Erfassung von 3 Verstößen gegen die Mitteilung der Aufenthaltsangaben in 12 Monaten.	Erforderlich
	Versäumnis der Mitteilung der Aufenthaltsangaben	10 Jahre ab dem Datum des Versäumnisses der Mitteilung der Aufenthaltsangaben	Daten, die für die Erfassung von 3 Versäumnissen zur Mitteilung der Aufenthaltsangaben in 12 Monaten und für andere eventuelle Verstößen gegen Anti-Doping-	Erforderlich

Kategorie	Daten	Aufbewahrungsdauer	Bemerkungen	Kriterien
			Bestimmungen relevant sind. Im Falle eines Verstoßes gegen Anti-Doping-Bestimmungen werden die Informationen auch in der Ergebnismanagement-datei gespeichert (siehe Punkt 6).	
3. TUE			Die Vernichtung der medizinischen Informationen verhindert, dass die WADA und die NADO TUEs rückwirkend überprüfen können, nachdem sie ihre Gültigkeit verloren haben. Die in den TUEs enthaltenen Informationen sind im Wesentlichen medizinischer Natur und daher sensibel	
TUE	TUE-Genehmigungsdokument und Formulare für Verweigerung zur Ausstellung einer TUE	10 Jahre ab dem Datum der Entscheidung über die Genehmigung oder der Verweigerung	Kann im Falle neuer Kontrollen oder anderer Untersuchungen von Bedeutung sein.	Verhältnismäßigkeit /Notwendigkeit
	TUE-Antragsformulare und zusätzliche medizinische Informationen sowie alle anderen TUE-Informationen, die in diesem Abschnitt nicht ausdrücklich erwähnt werden.	12 Monate ab Ende der Gültigkeit der TUE	Diese Daten werden nach Ablauf der TUE irrelevant, es sei denn, es handelt sich um einen neuen Antrag.	Verhältnismäßigkeit /Notwendigkeit
	TUE unvollständig	12 Monate ab dem Datum der Erstellung	Diese Daten können im Falle eines neuen Antrags von Bedeutung sein.	Verhältnismäßigkeit
4. Kontrollen				
Kontrollen	Dopingkontrollprotokoll	10 Jahre ab dem Datum der Probenahme	Die Dopingkontrollprotokolle, die zugehörigen Dienst- und Kontrollanweisungen und die Dokumente der	Verhältnismäßigkeit /Notwendigkeit

Kategorie	Daten	Aufbewahrungsdauer	Bemerkungen	Kriterien
			Sicherheitskette sind für den biologischen Athletenpass und im Falle einer erneuten Analyse der Proben von Bedeutung. Im Falle des Verstoßes gegen Anti-Doping-Bestimmungen werden die Informationen auch in der Ergebnismanagementdatei gespeichert (siehe Punkt 6).	
	Auftrag/Kontrollauftrag	Wird beibehalten, bis alle zugehörigen Dopingkontrollprotokolle gelöscht sind	Idem	Verhältnismäßigkeit /Notwendigkeit
	Sicherheitskette	10 Jahre ab dem Datum der Erstellung des Dokuments	Idem	Verhältnismäßigkeit /Notwendigkeit
	Unvollständige Kontrolldokumentation oder Dokumentation ohne Stichprobe	12 Monate ab dem Datum der Erstellung des Dokuments	Unvollständige oder nicht aus einer Probeentnahme stammen sind in der Regel das Ergebnis eines Fehlers bei der Dateneingabe und werden aus Gründen der Datenintegrität nach kurzer Zeit vernichtet.	Verhältnismäßigkeit
5. Kontrollen/Ergebnisverwaltung (Formulare/Dokumentation)		Ab dem Datum der Probenahme/Erstellung der relevanten Dokumente:		
	Analyseergebnisse von Kontrollen (von der Norm abweichender Testergebnisse), Laborberichte und andere damit zusammenhängende Dokumente.	10 Jahre*	Erforderlich aufgrund von Mehrfachverstößen und retrospektiven Analysen. Im Falle von Verstößen gegen Anti-Doping-Bestimmungen werden die Informationen auch in der Ergebnismanagementdatei gespeichert (siehe Punkt 6).	Notwendigkeit
			*Vorbehaltlich der Kriterien	Verhältnismäßigkeit

Kategorie	Daten	Aufbewahrungsdauer	Bemerkungen	Kriterien
			und Anforderungen des Codes/der internationalen Standards können Analysedaten aus der Probenanalyse und andere Informationen aus der Dopingkontrolle unter bestimmten Umständen über die geltende Aufbewahrungsfrist hinaus für Forschungszwecke und andere nach Artikel 6.3 des Codes zulässige Zwecke aufbewahrt werden. Proben und Daten sind so zu behandeln, dass sie nicht zu einem Athleten zurückverfolgt werden können, bevor sie für solche sekundären Zwecke verwendet werden. Die maximale Aufbewahrungsfrist für identifizierbare Daten und Proben beträgt 10 Jahre.	/Notwendigkeit
6. Verfahren und Entscheidungen (VRAD)		Ab dem Datum der endgültigen Entscheidung	Verwaltet durch den Dachverband für Sport.	
Beschlüsse und Verfahren	Sanktionen und Entscheidungen auf Grundlage des Codes	Der längere der beiden folgenden Zeiträume: 10 Jahre oder die Dauer der Sanktion*.	Daten, die aufgrund von Mehrfachverstößen und der möglichen Dauer der Sanktion benötigt werden.	Notwendigkeit
			*Entscheidungen (z. B. CAS) können wichtige rechtliche Präzedenzfälle darstellen und Teil der öffentlichen	Verhältnismäßigkeit /Notwendigkeit

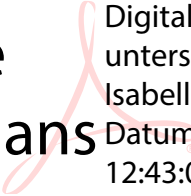
Kategorie	Daten	Aufbewahrungsdauer	Bemerkungen	Kriterien
			Aufzeichnungen werden; in diesem Fall kann die NADO eine Entscheidung über die geltende Aufbewahrungsfrist hinaus aufbewahren.	
	Dokumentation/ relevante Aufzeichnungen (einschließlich Aufzeichnungen über nachteilige Analyseergebnisse, Verstöße oder Entscheidungen über den Aufenthaltsort, Labordokumentation und den biologischen Pass des Athleten).	Der längere der beiden folgenden Zeiträume: 10 Jahre oder die Dauer der Sanktion	Daten, die aufgrund von Mehrfachverstößen und der möglichen Dauer einer Sanktion benötigt werden.	Notwendigkeit
7. Biologischer Athletenpass				
Résultate	Biologische Variablen, Passergebnisse die von der Norm abweichen, Sachverständigengutachten und andere unterstützende Unterlagen	10 Jahre ab dem Datum der Korrespondenz zwischen den Ergebnissen und dem Dopingkontrollformular	Erforderliche Daten aufgrund mehrfacher Verstöße und zur Analyse oder Überprüfung biologischer Variablen und Sachverständigengutachten im Zeitverlauf.	Notwendigkeit
Aufenthaltort	Ort (nur Stadt, Land und Ort während des Wettbewerbs)	Aufenthaltort (nur Stadt, Land und Standort in 10 Jahren ab Ende des Standortquartals, für das die Daten eingereicht wurden)	Erforderliche Daten zur Untermauerung von der Norm abweichender Ergebnisse oder zur Widerlegung der Behauptungen der Sportler	Verhältnismäßigkeit /Notwendigkeit

Wird dem Erlass vom [XXX] über die Dopingbekämpfung im Sport beigelegt.

Für die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft,

Der Ministerpräsident,
Minister für lokale Behörden und Finanzen
O. PAASCH

Isabelle
Weykmans



Digital
unterschrieben von
Isabelle Weykmans
Datum: 2021.11.05
12:43:02 +01'00'

Die Ministerin für Kultur und Sport, Beschäftigung und Medien
I. WEYKMANS